

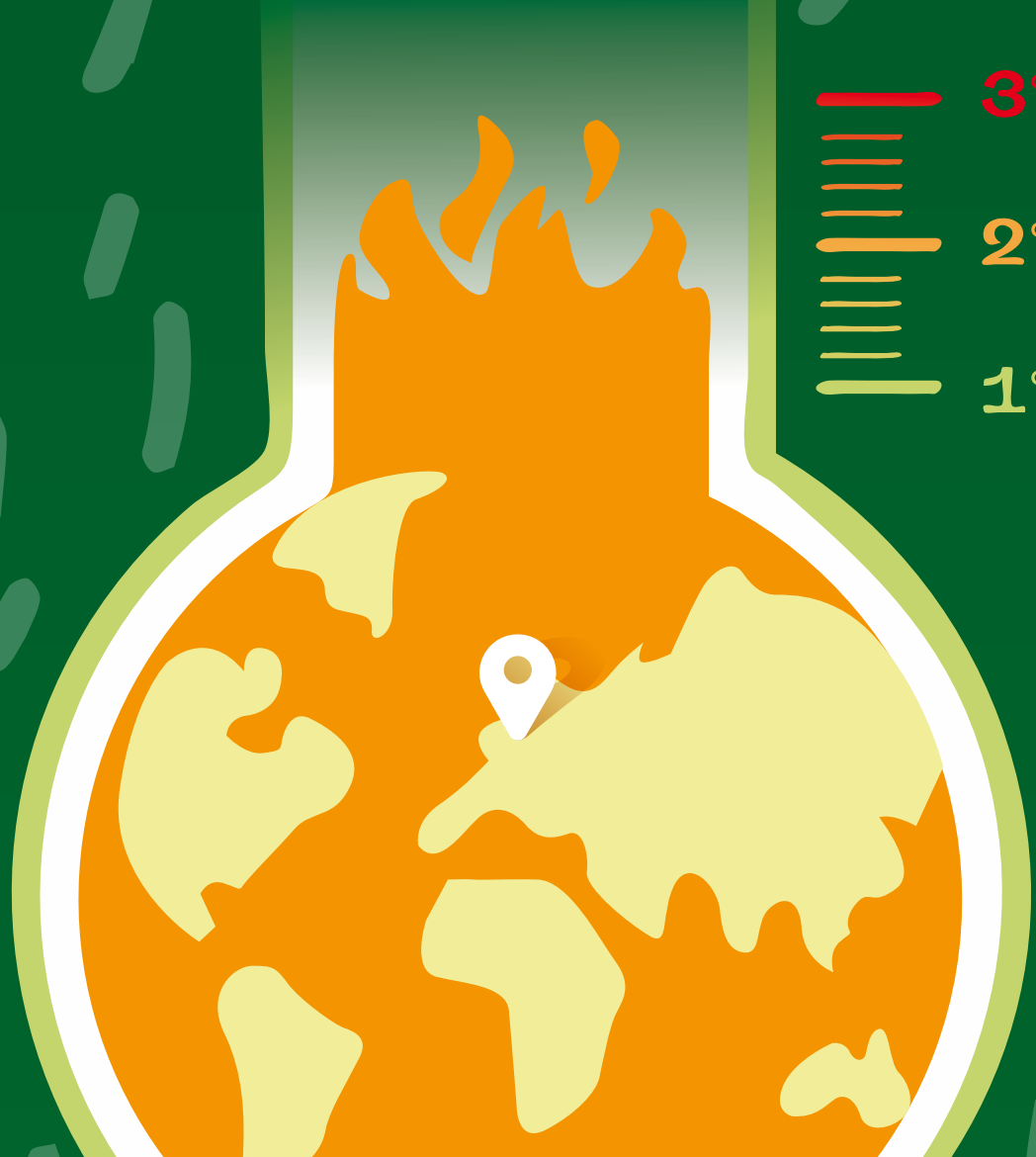
imagine

DEMAIN LE MONDE

ÉCOLOGIE
SOCIÉTÉ
NORD-SUD

SLOW PRESS

www.imagine-magazine.com
mai - juin 2019 / n°133 • 8,50 euros



Climat

Etat d'urgence

E-COMMERCE **ALIBABA À LIÈGE AIRPORT,
UN CONTE À DORMIR DEBOUT**
SANTÉ **PANSER LES PLAIES DE L'EXIL**
CULTURE **ALAIN DAMASIO,
LA SCIENCE-FICTION POSITIVE**



5 414306 180147

Découvrir

- 5 Edito**
Vivre en contradiction
- 6 E-commerce**
Alibaba, un conte à dormir debout
- 12 Récit graphique**
Les métamorphoses
- 13 Une image, une histoire**
- 14 Carnet d'une jeune gréviste**
Youna Marette :
« Nous sommes la Nature qui se défend »



- 18 Lanceurs d'avenir**

Apprendre

- 20 Dossier**
Climat : se mettre à l'œuvre, là maintenant
- 36 Politique**
Encore des élections !,
par Jean Faniel, du CRISP
- 38 Du Nord au Sud. Et à l'envers**
 - Esclaves modernes
 - Agroécologie en République dominicaine
 - La banane, fruit de la mondialisation



- 44 Géostratège**
La baisse de la part des salaires,
par Arnaud Zacharie,
du CNCD-11.11.11
- 50 Sciences**
Les plantes aussi sont intelligentes,
par Pablo Servigne et Gauthier Chapelle

Agir

- 52 Slow watt**
Micromobilité : effet de mode ou engins d'avenir ?
- 56 Militance**
Grands-parents pour le climat : la bataille des consciences



- 60 Consom'acteurs : marche ou crève ?**
Co-habiter
- 62 Armement nucléaire**
Jean-Pierre Dupuy :
« Nous sommes au sommet de la rationalité et de la folie »
- 64 Un homme, une cause**
Joseph Rahall
Rendre leur terre aux Sierra-Léonais
- 66 Combat(s) de là-bas**
Venezuela : la malédiction du pétrole
- 69 Slow food**
Le miel de Tapoa,
nectar de la savane

Se retrouver

72 Santé
Tabane :
panser les plaies de l'exil



77 Migrations
Moria ou les limbes
de l'Europe

80 Philocité
Rompre avec
nos familiarités

Rectificatif

En page 45 du dernier numéro (*Imagine* 132 - mars / avril 2019), il fallait lire « *Le jardin des délices de Jérôme Bosch exposé au Prado à Madrid fut confisqué par le Duc d'Albe au 16e siècle à une époque où la Belgique relevait des Pays-Bas espagnols.* » Et non au « 19e siècle »
Toujours en page 45, dans l'encadré « *Les crânes controversés* » c'est bien le directeur général Guido Gryseels qui se demande « *A qui transférer ces pièces, aux familles ?* ».
Toutes nos excuses aux intéressés.

Prendre le temps

82 Grand entretien
Aymeric Caron :
« L'humanité a toujours progressé grâce aux utopistes »



87 En tous genres
Chers membres
de la Ligue du LOL,
par Caroline Lamarche

88 Porfolio
Crouler sous les déchets,
par Antoine Repessé

90 Littérature
Alain Damasio :
« Nous avons le devoir
éthique de mobiliser des
affects positifs, le désir,
l'envie »

94 Culture
Nos coups de cœur

98 Au rayon essais

imagine

DEMAIN LE MONDE

www.imagine-magazine.com

Imagine Magazine

56, rue du Palais 4000 Liège / Belgique
Tél : +32 (0)4 380 13 37
info@imagine-magazine.com

Fondateur **André Ruwet**

Rédacteur en chef **Hugues Dorzée**
hugues.dorzee@imagine-magazine.com

Journalistes

Laure de Hessel
ldh@imagine-magazine.com

Jean-François Pollet
jfp@imagine-magazine.com

Secrétariat, comptabilité, relations avec les abonnés

Pascale Derriks
info@imagine-magazine.com

Maquette, mise en page

David Cauwe david@davidcauwe.be / www.davidcauwe.be

Relectrice

Sophie Weberbergh

Partenaires rédactionnels CNCD-11.11.11

Arnaud Zacharie, Eric Walravens, Frédéric Lévêque, Nicolas Van Nuffel

Ont collaboré à ce numéro :

Youna Marette, Caroline Lamarche, Pablo Servigne, Mariel Engels (st.), Jean Faniel, Vincent de Lannoy (st.), François Brabant, Gaëlle Jeanmart, Paul Vermeylen, Marie Doutrepont, Claude Semal, Mathieu Minet, Thierry Detienne, Philippe Marczewski et Arnaud Zacharie.

Illustrations

Julie Graux, Kanar et Mathieu la mine.

Portraits des chroniqueurs : **Vivien Leseur**

Illustration de couverture

David Cauwe

Régie publicitaire

• En Belgique : **Imagine Asbl**, Pascale Derriks,
info@imagine-magazine.com, 04 380 13 37
• En France : **SocialRégie/Econovia**,
+ 33 (0)6 58 45 93 55, www.econovia.fr

Impression

Kliemo Eupen

Routeur

Access, Parc industriel des Hauts-Sarts 25, rue d'Abhoos, 4040 Herstal (Belgique) / 04-256 50 03

Distribution

• En Belgique : **Tondeur Diffusion**
• En France : **Les Editions Les Liens qui Libèrent**

Henri Trubert et Sophie Marinopoulos
2, Impasse de Conti, 75006 Paris

LLL
LES LIENS QUI LIBÈRENT

Editeur responsable

Hugues Dorzée, 56 rue du Palais, 4000 Liège / Belgique



Imagine Demain le monde est un bimestriel belge qui traite des questions d'écologie, de société et de rapports Nord-Sud. Il paraît six fois par an (janvier, mars, mai, juillet, septembre et novembre). Créé en 1996, il est géré depuis 2002 par l'équipe qui le réalise. Il est indépendant de tout groupe de presse ou parti politique.

Clôture de ce numéro le 10 avril et sortie du prochain début juillet.

Nos partenaires



Belgique
partenaire du développement

10 X 2
PLACES DE
CINÉMA

Un hors série « 100 % vélove » à paraître

Fin mai, *Imagine* va éditer un hors série inédit de 120 pages « 100 % vélove », avec des reportages au long cours, des portraits, des innovations, des chroniques... Le lecteur voyageera dans des villes *bike friendly* (Gand, Amsterdam, Bogota...). On y parlera articulation « train/vélo », dernier kilomètre, cyclo-transport, écologie et peloton, mobilité active, vélosophie, vélo avec assistance électrique, randonnées en famille... Commandez sans tarder ce numéro spécial pour offrir, partager ou lire entre deux balades à l'arrivée des beaux jours !

► **Prix : 8 euros + frais de port.**
Commande à la rédaction :
info@imagine-magazine.com



François Struzik

5 exemplaires de l'atlas
Une carte par jour. Découvrir le monde en un coup d'œil, de Frank Tétart, publié aux éditions Autrement (lire en p.41).
Contactez la rédaction.

5 ATLAS
A GAGNER



Coup de rétro sur les Journées Imagine

A l'heure de boucler cette édition, l'équipe d'Imagine et l'Asbl Enjeu, mais également leurs partenaires (l'ULiège, le CNC-D-11.11.11, Les Grignoux, le Théâtre de Liège, la Cité Miroir, le Mad Café) préparent activement l'organisation de la 1ère édition des Journées Imagine, à Liège. Cinq jours pour penser, agir et transformer, avec plus de 40 activités organisées dans 7 lieux (rencontres, débats, conférences, ateliers participatifs...). Dès le 5 mai, retrouvez sur notre site www.imagine-magazine.com, les traces de cet événement festif et participatif, avec des photos, de la vidéo et des moments sonores recueillis durant ces cinq journées intenses.

Les journées
imagine
DEMAIN LE MONDE

Coups de cœur cinéma



Tel Aviv on fire,
de Sameh Zoabi
au cinéma Palace (Bruxelles)

PALACE

Lire en p.98

Contactez la rédaction :
info@imagine-magazine.com / 04 380 13 37

Papa, maman et *Imagine* !

C'est bientôt la fête des mères (le 14 mai) et celle des pères (le 9 juin). Pour marquer le coup, optez pour un cadeau durable et qui fait sens : offrez-leur un abonnement d'un an à notre magazine ! Tous les deux mois pendant un an, ils penseront à vous en lisant des articles de fond, avec du souffle, de l'enthousiasme, un esprit critique, de l'audace et des idées pour voir le monde avec d'autres lunettes.

👉 **39 euros. Fiche abonnement à remplir dans ce numéro ou via www.imagine-magazine.com (onglet « s'abonner »).**
39 euros / 6 numéros / 1 an





ÉDITO

Hugues Dorzée
Rédacteur en chef

Vivre en contradiction

«**J'**essaie de ne pas vivre en contradiction avec les idées que je ne défends pas », s'amusa à dire le génial humoriste Pierre Desproges. Dans son *Fonds de tiroir*

en apparence absurde, on devine un fond de vérité sur nous, les humains : qui peut se targuer en effet de vivre en parfaite harmonie ? Qui est capable d'aligner, avec la logique du métronome, ses paroles et ses actes ? Qui n'a jamais été pris en flagrant délit d'incohérence ? Personne ! Nous avons tous nos petites ou grandes contradictions. Et c'est sans doute très bien ainsi. C'est ce qui fait le mystère et le charme de l'humanité, sa face imprévisible, imparfaite et fragile. Ni complètement vertueuse ni définitivement condamnable.

En matière de consommation, c'est très clair : nous agissons chacun selon un bric-à-brac d'habitudes, de conformisme, de valeurs et de croyances, de bonne ou de mauvaise conscience. Plaçant le curseur quelque part entre satisfaire un besoin personnel et strictement égoïste et l'action menée au nom du bien commun, et ajustant entre ces deux positions une palette de comportements plus ou moins cohérents.

Ainsi, on pourra tour à tour soutenir avec cœur son petit épicier du coin, dévaliser une grande surface anonyme et multiplier les achats en ligne. En passant de l'un à l'autre, tiraillé entre nos contraintes, nos limites et nos aspirations profondes de temps, de prix, de qualité, de service, de plaisir...

On pourra marcher avec détermination pour le climat, adopter un maximum de petits gestes éco-responsables, se réjouir des effets de contagion dans son entourage, mais continuer à prendre sa voiture pour un « oui » ou pour un « non », ne pas se priver de voyages en avion, préférer des vacances à l'isolation pourtant nécessaire de la maison, etc.

L'*Homo economicus* aime le confort et y renonce difficilement. Son cerveau est malléable et manipulable à l'envi (et le rouleau compresseur capitaliste ne se prive pas de l'exploiter sans vergogne). Le changement l'indispose, le bouscule et l'effraie. Et au final, il n'est jamais à l'abri d'une contradiction.



Dans cette histoire de consommation, l'arrivée en Belgique d'Alibaba, le géant chinois de l'e-commerce, est une fascinante et affolante métaphore de notre époque. On lira dans notre dossier en page 6 combien ce prétendu conte de mille et une nuits pourrait bien se transformer en cauchemar économique, écologique et social. Tant ce modèle est un condensé de tous les vices du marché dominé par quelques multinationales : achats à distance sans intermédiaire, produits fabriqués en Asie selon des normes sociales et environnementales très discutables, risque de contrefaçon, transport intensif, pollution par avion et en camion, robotisation tue-emploi, accaparement de terres agricoles, etc.

L'arroseur arrosé

Mais l'économie de plateforme c'est l'avenir, nous annonçons-t-on. Sinistres rétrogrades, empêcheurs de progrès, passez votre chemin. Et tout le monde – les consommateurs, la classe politique, les entreprises... – de suivre d'un seul homme le bon génie Alibaba et ses concurrents, Amazon et consorts. Emmenant sur le coup, un fameux cortège d'incohérences. Le consommateur ? Il fait son marché derrière l'écran, commande d'un seul clic un pantalon made in Bangladesh ou des baskets fabriquées à Taïwan, sans trop savoir comment cet e-commerce fonctionne, l'impact réel de son empreinte carbone, ses vices et ses failles sociales. C'est pratique, rapide, il ne doit plus se déplacer. On lui livre à domicile. S'il est là, tant mieux, sinon le livreur et sa camionnette s'en iront bredouilles polluer un peu plus le quartier et déposer son petit paquet au point-relais le plus proche.

La classe politique ? Les voix dissonantes sont rares. Face à l'austérité, le chômage de masse, le ralentissement des investissements et la dette publique, l'arrivée d'une multinationale, à Liège, qui crie « jobs, jobs, jobs » à quelques mois des élections, c'est à la fois un piège et du pain béni.

Mais ce sont ces mêmes élus qui préconisent de taxer le transport aérien et qui, demain, se lamenteront sur les délocalisations, le dumping social, les pertes d'emploi, la catastrophe écologique... Vous avez dit cohérence ? Les entreprises ? Même topo. Après avoir colonisé les banlieues, urbanisé les campagnes, tué le commerce de proximité, la grande distribution s'inquiète désormais de la concurrence déloyale et destructrice que constitue le commerce en ligne. Là encore, c'est l'arroseur tout à coup arrosé.

Au final, c'est à chacun ses contradictions, petites ou grandes, lourdes ou non de conséquences. Avec ces éternels dilemmes : fermer les yeux ou assumer ses choix, fuir ou changer, renoncer ou lutter. Et accepter *de facto* que ce manque de suite dans nos idées débouche sur une fracassante défaite personnelle et collective. Ou pas. —

E-commerce

Alibaba, un conte à dormir debout

Début 2021, le géant mondial de l'e-commerce ouvrira un gigantesque centre de distribution à Liège Airport. Aubaine pour la région ou catastrophe économique, écologique et sociale annoncée ?

« Pour lancer leurs activités, ils occuperont ce terrain de 22 hectares en bord de piste, avec deux entrepôts perpendiculaires, dont celui que vous voyez là en cours de construction », précise Marc Alardeau en pointant du doigt l'énorme chantier en cours derrière les grilles de protection.

Nous sommes dans la zone nord de Liège Airport, au cœur de Flexport City, ce nouveau parc « à la pointe du progrès » dédié à la logistique et au fret aérien créé en 2016.

En ce début avril, un vent tiède souffle sur les monticules de terre amassée. On aperçoit les pelleteuses, les structures en construction et, de l'autre côté de la piste, les avions de TNT-Fedex.

Quelques semi-remorques sont garés face au tarmac dans l'attente d'une livraison à venir. Un tracteur passe sur la route qui mène au village voisin. Et le silence des champs alentours contraste étrangement avec l'Antonov 124 (« Le rêve » en français) garé sur le parking d'en face : un monstre d'acier qui peut transporter jusqu'à 120 tonnes, l'un des plus gros cargos au monde, en *stand-by*, prêt à repartir, le nez tourné vers la verte campagne hesbignonne.

« Ce qui va se passer ici est sidérant », se désole le géographe, auteur d'une analyse fouillée sur l'arrivée en région liégeoise du géant mondial de l'e-commerce, la société chinoise Alibaba qui prévoit d'ouvrir début 2021 son premier hub européen, un gigantesque centre digital de distribution destiné à desservir 24 h/24 tout le continent en biens de consommation. « On ne mesure pas encore ce qui nous attend. C'est une catastrophe économique, sociale et écologique », avance ce scientifique, militant et habitant de la région.

Le 5 décembre dernier, la signature d'un contrat liant la multinationale via sa filiale logistique Cainiao à la Région wallonne et l'Etat belge a pourtant fait l'unanimité dans les milieux politiques et économiques.

Au terme de plusieurs mois de lobbying intense, de négociations en coulisse et de rencontres avec Jack Ma, président et

co-fondateur d'Alibaba et accessoirement homme le plus riche de Chine, Charles Michel (MR, libéral) ne tarissait pas d'éloges sur cet accord « win-win », qui placerait la Belgique « sur la carte mondiale de l'économie digitale ».

Pour les initiateurs du collectif #Watching Alibaba créé en mars dernier (*lire en p.10*), cette annonce est tout sauf une bonne nouvelle : l'arrivée, à Liège Airport, du leader mondial du commerce *business to business*, présent dans de nombreux secteurs (paiement électronique, téléphonie, cloud informatique, cinéma, finance...), « c'est de la poudre aux yeux ».



« C'est une hérésie économique, sociale et environnementale »

Marc Alardeau, géographe

« Que cache réellement ce contrat ? s'interroge Marc Alardeau. Les autorités ont vendu les atouts de Liège, mais à quel prix ? »

Pour attirer l'Alibaba Group fondé en 1999 et dont le siège est installé à Hangzhou, à 200 kilomètres au sud-ouest de Shanghai, les autorités locales ont effectivement sorti le grand jeu : un aéroport spécialisé dans le fret et la logistique, accessible 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, très bien situé (à 1 h de Bruxelles, 1 h de l'Allemagne, 30 minutes des Pays-Bas et 4 h de Paris), doté de réseaux routiers jugés « fluides » et capable d'établir des connexions avec « 400 millions de consommateurs en moins d'un jour ».

A ce stade, la multinationale qui, en 2014, a réalisé à Wall Street la plus grosse entrée en Bourse de l'histoire, levant 25 milliards de dollars, a annoncé un investissement de 75 millions d'euros pour occuper une première surface de 22 hectares de terrain achetée par la Société wallonne des aéroports (Sowaer) et installer ses activités dans des entrepôts d'une superficie totale de 220 000 m². Mais, si l'on en croit une déclaration de Terry von Bibra, general manager Europe, cité par l'agence Belga (*Le Soir* du 13 novembre 2018), l'entrepôt souhaité serait en réalité de... 380 000 m².

« A titre de comparaison, poursuit Marc Alardeau, l'entrepôt de TNT-Fedex, c'est 50 000 m², Aviapartner, c'est 12 500 m². Et la nouvelle clinique du Mont-Légia voisine, c'est 35 000 m² sur une surface totale du site de 100 000 m², incluant 2 000 places de parking et 2 000 travailleurs directement employés. » S'ils devaient être effectivement bâtis, les entrepôts d'Alibaba seraient donc onze fois plus grands que le futur hôpital implanté en bordure d'autoroute, que les Liégeois ont vu sortir de terre en quelques mois...

« Si ce chiffre s'avère exact et si l'on se base sur la charte urbanistique et environnementale de Flexport City, on peut tabler sur une surface nécessaire de 50 hectares rien que pour les installations et de 100 hectares si l'on tient compte aussi de la liaison routière, des parkings d'avion et des zones de chargement », a calculé le géographe. »



Sur le site de Liège Airport, 7^e aéroport cargo en Europe, Alibaba va installer un centre de distribution de 220 000 m², voire davantage.

- Qu'en est-il exactement ? Difficile à dire. Car, en matière de chiffres, les différents interlocuteurs sont peu loquaces et se retranchent tous derrière « la confidentialité et le secret des affaires ». De son côté, le porte-parole de Liège Airport est formel : « La convention que nous avons signée prévoit 22 hectares au sol et 220 000 m² d'entrepôts. S'il y a eu des discussions externes entre Alibaba et les autorités, nous n'avons de visibilité là-dessus », assure Christian Delcourt, admettant néanmoins qu'il s'agit d'un « gros dossier » et que l'aéroport « n'a pas l'habitude de négocier de telles surfaces ». Et pour cause : 22 hectares, c'est plus du double de l'ensemble des entrepôts occupés par les entreprises de fret ayant actuellement accès aux pistes (six entreprises occupant +/- 10 hectares).



“Rien ne sert d'affoler les citoyens avec des chiffres hasardeux”
Christian Delcourt, Liège Airport

Quoi qu'il en soit de l'espace disponible, il y en a encore. Comme on peut le voir dans le Plan urbain de mobilité de l'agglomération liégeoise établi en 2018 par la Région wallonne, 273 hectares de terrain sont prévus sous la mention « Bierset extension phase 1 » pour la période 2017-2025, suivie d'une « phase 2 » de 67 hectares pour 2025-2031.

Une prévision à mettre en lien avec les ambitions affichées par la direction de Liège Airport, bien décidée à se hisser dans le « top 5 » des aéroports européens. Actuellement, avec 871 000 tonnes de fret transportées en 2018, il est 7^e derrière Paris, Francfort, Amsterdam, Londres, Leipzig et Luxembourg. Mais Liège est en croissance (+ 21 % de transbordement) et la venue d'Alibaba pourrait être « le » coup d'accélérateur qui lui permettrait de s'étendre davantage, d'investir dans la construction de parkings d'avions supplémentaires, d'augmenter la capacité de chargement/déchargement des marchandises, d'autoriser une plus grande rotation des vols... Et, pourquoi pas, viser grand. Toujours plus grand. En attirant d'autres gros investisseurs séduits par cet aéroport aux nombreux atouts, une ouverture 24 h/24 notamment, ce qui n'est pas légion en Europe. Mais à quel prix ? Celui d'un accaparement progressif de terres agricoles, de nuisances supplémentaires et d'un projet économique discutable.

« Depuis quarante ans, Liège, son agglomération et la Région se sont engagés dans un développement large et progressif de l'activité de fret, analyse Jacques Teller, professeur à l'ULiège, spécialiste de l'aménagement du territoire. La puissance publique a mis tout en œuvre pour atteindre cet objectif : allongement des pistes, avantages accordés aux investisseurs, expropriations et indemnités des riverains... Cette nouvelle étape n'est pas surprenante en soi, Alibaba ne vient que renforcer son modèle. La question est de savoir si c'est là le bon modèle. »

Actuellement, l'aéroport liégeois enregistre une centaine de mouvements d'avions par jour pour le fret. Selon les données enregistrées par Flightradar24 le 31 mars dernier, on dénombrait 56 décollages (13 de jour, 43 de nuit) et 53 atterrissages (7 de jour, 46 de nuit), soit 75 % de vols nocturnes, avec une activité concentrée



Début mars, Alibaba, par l'intermédiaire de sa filiale logistique, a inauguré une ligne de fret ferroviaire reliant Zhengzhou en Chine à Liège Airport. D'immenses trains porte-conteneurs ont rejoint la petite gare liégeoise.

entre 3 h et 4 h du matin, le gros du fret étant assuré par TNT-Fedex, spécialisée dans l'envoi et la redistribution rapide de colis et de courriers. Plus de 50 % des vols sont assurés par des Boeing 737. Avec l'arrivée d'Alibaba, le trafic va forcément augmenter. En quelle mesure ? Aucun chiffre n'est communiqué à ce jour. « Tout dépendra du flux et de l'activité, réagit le porte-parole de l'aéroport, mais rien ne sert d'affoler inutilement les citoyens avec des chiffres hasardeux. »

Quoi qu'il en soit, ce nouvel opérateur asiatique donnera un sacré coup de fouet à une activité de fret vers et depuis la Chine en pleine croissance (1 342 mouvements en 2018, huit aéroports chinois connectés et quatre compagnies sur place).

L'autre certitude, c'est qu'il faudra davantage de camions pour acheminer toutes ces marchandises aux quatre coins de l'Europe. « Selon nos projections, nous pourrions sérieusement tabler sur plusieurs dizaines de vols supplémentaires par jour, projette le collectif Watching Alibaba. Quant au trafic routier, si l'on s'en tient aux récentes déclarations du CEO de Liège Airport, on devrait passer de 4 ou 500 camions par jour aujourd'hui à 2 000 camions par jour avec l'arrivée d'Alibaba ».

Là encore, impossible à corroborer, tant les informations fournies jusqu'ici sont vagues et les débats publics quasi inexistant. Quoi qu'il en soit, ce nouveau charroi s'inscrit dans un contexte (auto)routier déjà fort saturé. Avec des embouteillages à craindre sur les axes voisins (Bierset-Loncin-Cheratte, Bierset-Cointe...).

Une situation déjà dénoncée dans le Plan urbain de mobilité rédigé avant même l'annonce de l'arrivée d'Alibaba à Liège, rapport dans lequel les auteurs dénonçaient une saturation qui risquerait à terme de « freiner le potentiel de développement économique, d'augmenter encore davantage la pollution sonore et atmosphérique, encourager le transit cherchant à bypasser les axes stratégiques par des voiries et des quartiers inadaptés ».

Une analyse que confirme Jacques Teller (ULiège) : « l'axe autoroutier nord est déjà saturé. Or, il s'agit de la nouvelle vallée industrielle avec environ 80 000 emplois à clé et on manque cruellement d'une véritable vision en matière de mobilité et de transports en commun. » Avec l'arrivée d'Alibaba et le développement de Liège Airport, les autorités wallonnes devront continuer à investir massivement dans

l'aménagement et l'entretien de liaisons routières : « La mise à dimension des infrastructures est évidemment un point clé de ce dossier, mais ça, c'est du ressort de la Région wallonne, insiste Christian Delcourt. On va par ailleurs continuer à développer l'intermodalité : le train, le transport fluvial via le port autonome. »

Au final, on est encore loin d'un fret vert, durable, non polluant. La Belgique ayant désinvesti le transport ferroviaire (- 26 % d'activité entre 1999 et 2009) et largement privilégié le transport terrestre.

« Avec la réglementation européenne sur la libre circulation des travailleurs et celle relative à la concurrence des entreprises, Alibaba va forcément se tourner vers les offres les plus avantageuses émanant des pays de l'Est. Avec tous les effets pervers que l'on connaît : dumping social, concurrence déloyale, pressions sur les transporteurs d'ici... », déplore-t-on dans les milieux syndicaux.

Certes, Alibaba mise aussi sur le rail pour desservir ses marchandises vers l'Europe en s'appuyant sur le projet Euro-Carex visant à construire un réseau de TGV fret entre Liège Airport et d'autres aéroports européens (Amsterdam, Londres, Roissy, Lyon). Mais ce projet peine à voir le jour.

Début mars, par l'intermédiaire de sa filiale logistique Cainiao, l'entreprise chinoise a inauguré officiellement une ligne de fret ferroviaire reliant Zhengzhou à Liège. D'immenses trains porte-conteneurs ZIH ont rejoint la petite gare de Bierset et ses quatre voies de déchargement plutôt rudimentaires. Mais s'il voit le jour, le projet Railport débouchera à terme sur la création d'une gare TGV marchandises moderne, avec des zones adaptées et une vingtaine de quais de (dé)chargement pour les camions, qu'Alibaba entend évidemment exploiter.

On le voit, le géant chinois de l'e-commerce est attendu à bras ouverts à Bierset. Et le contrat signé début décembre lui ouvre grand les portes.



« Cette extension va se faire au prix d'une artificialisation de terres agricoles très fertiles »

Pierre Ozer (ULiège)

« Mais cette nouvelle activité de grande ampleur va se faire au prix d'une artificialisation des terres agricoles autour de l'aéroport qui sont par ailleurs des terres de Hesbaye particulièrement fertiles et parmi les meilleures du pays, constate Pierre Ozer, professeur en sciences de l'environnement à l'ULiège. D'un côté, la Région wallonne décide de mettre un frein à l'urbanisation après des années d'expansion : entre 1995 et 2015, on a artificialisé 4,5 hectares par jour, soit 16 km² par an. Entre 2010 et 2015, grâce aux mesures prises, on est passé à 3,5 ha/jour. De l'autre côté, on accueille généreusement une multinationale de l'e-commerce. L'urgence climatique est face à nous, tout le monde s'accorde pour dire qu'il est grand temps de stopper les constructions en béton, où est la cohérence ? »

Cette intensification de l'activité de logistique et de fret impactera inévitablement l'environnement : « Tous ces hectares bétonnés et imperméabilisés vont réduire le réapprovisionnement de la nappe phréatique, et donc la fourniture d'eau potable pour l'agriculture,

l'élevage et l'alimentation humaine, déplore Marc Alardeau. Les inondations vont se multiplier malgré la construction de bassins d'orage, qui sont peu esthétiques et pas planifiés à ma connaissance. Avec l'augmentation des vols, il y aura forcément plus de pollution, de CO₂, d'odeurs de kérosène, de particules fines. La faune et la flore seront de fait également impactées. On sait que l'avifaune est déjà particulièrement perturbée autour d'un aéroport car il faut dissuader les oiseaux pour des raisons de sécurité. Les arbres et les arbustes sont rayés du paysage et la nature est "stérilisée". »

Sans oublier, évidemment, les nuisances sonores pour des riverains confrontés depuis l'intensification du trafic ces dernières années, à une dilution du bruit, à des avions volants en dehors des axes prévus et à basse altitude, à des normes « décibels » pas toujours respectées, etc. Même si Liège Aéroport accueille une flotte moderne et des avions plus performants, plus économes en carburant et moins bruyants.

« En période hivernale, il faut aussi dégivrer les appareils à l'aide de produits chimiques nocifs pour l'environnement, poursuit le géographe. Sans oublier bien sûr la consommation gigantesque d'énergie. Ces hangars de 380 000 m², il faudra les chauffer en hiver et y prévoir de la fraîcheur en été. Il faudra aussi beaucoup d'électricité pour alimenter l'automatisation et les robots. »

Alibaba a annoncé qu'il allait investir 75 millions à Bierset et qu'il serait un gros pourvoyeur d'emploi. Combien exactement ? Deux cents, « plusieurs milliers »..., comme cela a été avancé par certains élus ? Là aussi, rien n'est clair. « On table sur cinq cents emplois directs, mais on avoisinera sans doute le chiffre de mille emplois, avance de son côté le porte-parole de Liège Aéroport. Pour ce qui est des emplois indirects, on sait combien c'est difficile d'avoir des données objectives. Les économistes eux-mêmes ne s'accordent pas sur les bases de calcul. »

Contrairement à TNT-Fedex qui est un transporteur express (livraison de colis et de courrier dans les 24 h), Alibaba est un grossiste qui livre les entreprises et vise un délai de trois jours maximum. Il y aura moins de transbordements rapides, mais ▶

Liège Airport, c'est :

- le 1^{er} aéroport cargo belge, 7^e européen
- 15 000 emplois directs et indirects
- 40 millions de chiffre d'affaires en 2018
- 15 000 m² de bureaux, 380 000 m² d'entrepôts
- 870 000 tonnes de marchandises transportées en 2018
- 171 000 passagers par an

Alibaba, c'est :

- La plateforme de vente en ligne n°1 en Chine
- Une multinationale (téléphonie, informatique, paiement électronique...), 50 000 travailleurs à travers le monde
- 33,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 8,2 milliards de bénéfice net en 2017
- 27 milliards d'euros de chiffre d'affaires pour la seule journée des célibataires en Chine, le 11 novembre dernier

Watching Alibaba

Un collectif baptisé Watching Alibaba réunissant plusieurs experts des milieux associatifs et universitaires a vu le jour en mars dernier. Son ambition : « Documenter ce dossier très peu transparent, faire circuler au maximum l'information contradictoire et susciter le débat public », explique François Schreuer.

Fin avril, Watching Alibaba a publié une carte blanche cosignée par plusieurs personnalités (le climatologue Jean Pascal van Ypersel, le politologue François Gemenne...), lancé un site web et alimenté le débat sur les réseaux sociaux ¹. Des rencontres publiques avec les riverains sont par ailleurs prévues.

« Nous espérons mobiliser un maximum d'acteurs associatifs soucieux d'un développement économique durable et soutenable de la région, conclut Pierre Ozer. Dans ce dossier, Il y a trop d'incohérences, de zones d'ombre et d'incertitudes. » —

1. WatchingAlibaba.be

► un stockage continu. Dans ce vaste « espace digital de distribution », le géant de l'e-commerce développera des systèmes de robotisation et d'automatisation à la pointe.

« Ils importeront de Chine leurs robots fabriqués à moindre coût. Il faudra un peu de personnel qualifié maîtrisant idéalement le mandarin pour entrer dans leurs systèmes, des palettistes, des agents de pistes, des ravitailleurs..., mais le cœur du dispositif, ce sera de la haute technologie », prédit François Schreuer, conseiller communal Vega.



« Quel modèle économique veut-on ? »

Sybille Mertens (HEC-ULiège)

Cette question de l'emploi est l'argument massue pour défendre l'implantation d'Alibaba à Liège. Aussi, en public, la plupart des acteurs politiques, économiques et syndicaux applaudissent à deux mains.

Mais en coulisse, on oscille entre gêne et inquiétude. Car la multinationale est un modèle d'économie low cost, énergivore et mondialisée, aux antipodes de cette transition écologique et sociale que nombre de citoyens appellent de leurs vœux pour faire face à l'urgence climatique.

« On est face à une économie de plateforme, en circuit long, avec une entreprise de très grande taille, en situation de monopole, qui fixe les conditions des échanges, ménageant de grandes distances entre les actionnaires, les producteurs, les consommateurs, ce qui renforce l'anonymat et multiplie les risques à la source (conditions de travail indignes, importation d'articles contrefaits...), et par-dessus tout une externalité très négative sur l'environnement, analyse Sybille Mertens, professeure à HEC-ULiège. La question est de savoir quel modèle économique on souhaite : vise-t-on un projet vertueux et durable, à court ou à long terme, ou veut-on juste ne pas manquer le train de l'e-commerce ? »

Alain Poncelet, riverain « Non, ce n'est pas une bonne nouvelle »

« **N**ous vivons à Alleur depuis trente ans, dans une maison construite à l'époque où l'aéroport était exclusivement militaire. Au fil du temps, l'urbanisation a explosé. Notre lotissement comptait une dizaine de constructions, aujourd'hui il est dix fois plus grand. Idem pour l'aéroport : avec les mirages et les hélicoptères Agusta qui partaient en mission, les nuisances étaient limitées. Le fret s'est développé et le nombre de vols a considérablement augmenté. Au départ, c'était de vieux appareils, bruyants. Certes, ils ont fait des progrès mais au décollage, en pleine charge, avec le vent du nord, on les entend très fort. Si on est dans le jardin avec des amis, on ne s'entend plus. Et quand on voit tout ce qui sort du réacteur, un sacré poison !, on se demande ce qu'on absorbe.

A l'époque, nous n'avons pas souhaité demander des primes à l'isolation. On ne voulait pas placer du triple vitrage, vivre dans un bocal, ne plus pouvoir ouvrir les fenêtres, se couper de la nature extérieure. Mais nous ne sommes pas dans la zone la plus touchées, d'autres riverains sont clairement plus fortement impactés.

L'arrivée d'Alibaba, ce n'est pas une bonne nouvelle. Il y aura évidemment un trafic plus intense. Quand ? Comment ? Avec quelle retombée positive pour la région ? On s'interroge.

Sur la route, le charroi va aussi exploser, c'est clair. Quand je vois déjà l'échangeur de Loncin totalement embouteillé, les automobilistes énervés qui empruntent les routes de campagne ou les chemins de remembrement, je m'inquiète.

Il n'y a pas eu de débats sur le développement de Liège Airport, on ignore où on va. On apprend ça par la presse, c'est négocié, signé. Comme citoyen, je le déplore. » —

« Du côté chinois, on voit l'Europe comme une grande opportunité, ajoute Arnaud Zacharie, maître de conférence à l'ULiège et spécialiste de la mondialisation. C'est le plus grand marché commercial du monde à conquérir, sans concurrence. Du côté européen, on est en situation d'austérité depuis la crise financière de 2008, les investissements se sont effondrés et, à tort ou à raison, on cherche à attirer des investisseurs étrangers. Il y a la France et l'Allemagne qui freinent et les petits pays comme la Belgique, l'Italie, la Finlande, le Portugal... qui déroulent le tapis rouge face à l'Atelier du monde, à la première puissance commerciale qui, en 2020, va concentrer la moitié du PIB mondial. Soit on parvient à en faire un allié, soit on risque de devenir une colonie numérique de la Chine et des Etats-Unis. »

Liège Airport, petite colonie de l'empire de Jack Ma ? C'est une crainte du collectif Watching Alibaba, bien décidé à se mobiliser : « Car on peut douter du réel bénéfice pour la collectivité. Comme Mittal et d'autres, la multinationale va bénéficier d'aides à l'emploi, d'exonérations fiscales, de larges avantages. Et si elle décide de partir, elle le fera en laissant un chancre supplémentaire après avoir appauvri et détruit le tissu social et environnemental de toute la région. » — **Hugues Dorzée**



LAntarctique fut pour moi un lieu de révélation, pas religieuse ou animiste, non, mais plutôt photographique. En plongeant au cœur de cette immensité blanche, c'est comme si le monde me dévoilait des détails que mon quotidien bruxellois m'empêchait de voir.

Si je ne devais garder qu'une seule de mes photos, ce serait celle-ci. Sur la droite, les nunataks dressent leurs majestueuses formes rocheuses. Au centre de l'image, un vieux bidon de fuel trouble la pureté glacée de la moraine bleue. C'est un baril qu'une expédition scientifique belge a dû abandonner fin des années 50. En prenant cette photo, je repense à mon père qui fut chef d'expédition polaire il y a soixante ans. De ce siècle passé, il ne reste aucune trace sur le continent blanc.

Ce vestige métallique revêt donc une valeur symbolique personnelle, mais me renvoie aussi à une dimension écologique et politique profonde.

Au moment où j'appuie sur le déclencheur de mon appareil, chez moi, à Bruxelles, des milliers de jeunes marchent pour le climat. A 16 000 kilomètres d'eux, je me sens connecté à leurs inquiétudes. Ce vieux baril me pose ses propres questions : sortirons-nous un jour du triste business des énergies fossiles ? Quel avenir réservons-nous aux ressources naturelles préservées jusqu'ici ?

A ces questions, la Station Princesse-Elisabeth, où je loge durant mon mois de résidence artistique, propose quelques réponses. Base scientifique antarctique « zéro émission », elle compile des technologies

énergétiques originales : panneaux solaires, éoliennes, système de traitement des eaux, recyclage intensif des matériaux, etc. Elle offre ainsi un cadre de travail, mais aussi résidentiel et social qui rafraîchit l'imaginaire. En écrivant mon nouveau spectacle théâtral, c'est cette expérience de vie, les traces effacées de mon père, le cri des vents catabatiques et l'actualité bruxelloise que j'espère désormais faire entrer sur scène... —

Emmanuel De Candido est comédien, metteur en scène et auteur de théâtre. Son projet de recherche théâtrale s'appelle « Tu seras un homme mon fils » (titre provisoire).

En savoir +
www.compagniemaps.be



Coopérer pour mettre de la farine à leur moulin

Connu pour son fromage, le plateau de Herve est aussi le terroir d'un nouveau vent coopératif. Soufflant avec force dans le champ du circuit court alimentaire, celui-ci porte jusqu'à Histoire d'un Grain, jeune projet entrepreneurial où la meunière ne dort point. Rencontre.

Fondée en avril 2018, Histoire d'un Grain est une coopérative agricole et meunière dont l'objectif est de produire une farine de qualité, bio et locale. Elle rassemble producteurs céréaliers et artisans-boulangers afin de recréer un pain nutritif, mais aussi solidaire. « *Nous nous sommes inspirés du statut de paysan-boulangier qui existe spécifiquement en France, explique Mathilde, l'un des quatre membres fondateurs. La forme coopérative nous a permis de réunir en son sein ces deux métiers distincts tout en nous permettant de créer un réseau vertueux d'entraide* ». Et Histoire d'un Grain de soutenir dès lors une filière complète, du champ à l'assiette, réinstaurant un dialogue bien souvent perdu entre les agriculteurs et leurs collègues transformateurs.

Accompagnés par Step Entreprendre dans le cadre du Réseau Alimentaire de l'Arrondissement de Verviers, les porteurs du projet n'ont pas hésité un seul instant sur la forme juridique à adopter : « *la coopérative prône les valeurs qui sont les nôtres, de collaboration et de mise en lien avec l'écosystème plutôt que*

de concurrence, poursuit Renaud, autre conteur de cette belle histoire du grain. Réussir tout seul en tant qu'agriculteur ou artisan est réellement difficile. Le co-entrepreneuriat nous permet quant à lui de mobiliser un réseau, de mutualiser les énergies, de mettre en place un idéal de débouchés qui valorise les différents acteurs de la filière, tout en satisfaisant le client final, lui aussi partie prenante au projet ».

Base de notre alimentation, la céréale pose la question de l'enjeu environnemental, elle qui est appauvrie à grands coups de pesticides et autres intrants favorisant de grands volumes de production. « *Nous avons eu la grande chance de faire la connaissance d'un producteur céréalier local travaillant en bio, ce qui a permis de lancer rapidement l'activité. Son labour s'en trouve directement valorisé. Il y a donc une vraie plus-value pour chacune des parties* ». Cette plus-value, près de 800 visiteurs auront pu la découvrir lors des dernières Journées Découverte Entreprises, faisant escale à Thimister-Clermont. Une réussite pour cette jeune coopérative qui compte déjà 250 coopérateurs : agriculteurs, boulangers ou citoyens pouvant acheter la farine fabriquée dans l'un des deux moulins, acquis en à peine un an d'existence !

Si les perspectives sont bonnes et passeront par l'acquisition d'un équipement qui permettra d'augmenter et stabiliser la production, nos deux porteurs de projet soulignent l'importance de faire appel à une agence-conseil en économie sociale dans le montage de ce type de projet. « *Outre les aspects financiers, travailler avec Step nous aura permis d'avoir un regard global sur notre projet coopératif, et d'acquérir des outils d'intelligence collective bien utiles à la gestion du groupe* » conclut le responsable. Gageons que la pâte continuera à lever pour cette co-entreprise – par ailleurs soutenue par la mesure Brasero de la Wallonie – et suscitera des vocations. De quoi augurer d'un nouveau miracle : celui de la multiplication des bons pains !

- **Intéressé-e par une aventure collective et le coentrepreneuriat ? Lancez-vous avec Step Entreprendre ! www.stepentreprendre.be**
- **Plus d'infos sur le coentrepreneuriat : www.coentreprendre.be**

COMME TOUT COMBAT DE GRANDE ENVERGURE, LA LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE SE JOUE AUSSI SUR LE TERRAIN DE LA COMMUNICATION ; POUR MOBILISER LE GRAND PUBLIC ET LE MONDE POLITIQUE, LA CAUSE CLIMATIQUE A BESOIN DE RELAIS APTES À TRADUIRE ET DIFFUSER LES DONNÉES SCIENTIFIQUES DE FAÇON ASSEZ CONVAINCANTE POUR QUE LES IDÉES ET LES PAROLES DÉBOUCHENT SUR DES ACTES.

OR, DE NOS JOURS, L'INFORMATION EST, À L'INSTAR DU CLIMAT, EN MUTATION : DÉFIANCE À L'ÉGARD DES MÉDIAS TRADITIONNELS, ÉMERGENCE DES NOUVEAUX MÉDIAS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX, TOUT CELA A RECONFIGURÉ L'ACCÈS À L'INFO. POUR LE MEILLEUR ET POUR LE PIRE.

PAR AILLEURS, LE DISCOURS ÉCOLOGISTE A ÉTÉ LARGEMENT RÉCUPÉRÉ, ÉDULCORÉ ET DIGÉRÉ PAR LE MERCANTILISME.

COMMENT, DANS CE CONTEXTE, CONCEVOIR LA COMMUNICATION CLIMATIQUE ?

QUELQUES ÉLÉMENTS DE RÉPONSE AVEC FÉLICIEN BOGAERTS ET PIERRE PAULUS, JOURNALISTES "VERTS" PLEINS DE RESSOURCES :

C'EST UN EXERCICE DÉLICAT...

... IL FAUT POUVOIR VULGARISER DES DONNÉES SCIENTIFIQUES...



... FAIRE PASSER LES CHOSE GRAVES ET COMPLEXES AVEC HUMOUR ...



... SANS PRENDRE LE PUBLIC POUR UN IMBÉCILE OU UN PARESSEUX



... OU, AU CONTRAIRE, POUVOIR PARFOIS DIRE LA VÉRITÉ TOUTE NUE...



... ET ÉVITER UN TON MORALISATEUR, SOUVENT CONTRE-PRODUCTIF...



... EXPRIMER LES SAINES COLÈRES...



L'UN ET L'AUTRE CONTRIBUENT AU BIENS VERT ET AU J'TERRE, DEUX PROJETS D'INFORMATION TRÈS ENGAGÉS MÉLANT VULGARISATION SCIENTIFIQUE ET JOURNALISME D'INVESTIGATION.

CES MÉDIAS S'INSCRIVENT DANS UN MOUVANCE PLUS LARGE QUI CONTRIBUE À REVIVER LA PENSÉE ET L'ACTIVISME ÉCOLOGIQUES TRÈS QUI, ENTRE AUTRES, FÉDÈRENT AVEC LA RUBRIQUE PLANÈTE DU MOIS DE MAGAZINE SCIENCE ET AVEC SUR IMAGINE.

LES CAPSULES VIDÉOS DU BIENS VERT ET DU J'TERRE CIRCULENT ESSENTIELLEMENT VIA LES RÉSEAUX SOCIAUX. (facebook.com/lebiensvert/ ET /lejerre/)

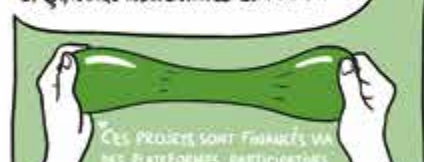
... MAIS SANS FAIRE PUIR LE PUBLIC...



UN GROS ENJEU EST AUSSI DE DÉGHEITTOÏSER LA PAROLE ÉCOLOGIQUE.



MAIS LE PLUS IMPORTANT, C'EST DE POUVOIR SANS CESSÉ ÉVOLUER ET NOUS ADAPTER, TANT SUR LE FORMAT QUE SUR LE CONTENU OU LE TON. ET ÇA, NOTRE INDÉPENDANCE LE PERMET.



IL FAUT AUSSI ÊTRE CONSCIENT QU'UN MÉDIA, DE NOS JOURS, CRÉE UNE COMMUNAUTÉ : LES AUDITEURS RÉAGISSENT ET INTERAGISSENT. ILS SONT INTÉGRÉS À L'INFO ET Y CONTRIBUENT.

C'EST CE QUI FAIT DES RÉSEAUX SOCIAUX DES CATALYSEURS DE MOBILISATION, COMME ON A PU LE VOIR DERNIÈREMENT AVEC LES GILETS JAUNES.

ET POUR PEU QUE DIFFÉRENTES CAUSES CONVERGENT PAR CE BIENS, ON PEUT ESPÉRER UNE MOBILISATION MASSIVE EFFICACE.

CETTE APPROCHE GLOBALE ET POLITIQUE NOUS SEMBLE PLUS ACTUELLE QUE LA PHILOSOPHIE 'COLIBRI' QUI A LONGTEMPS PRÉVALU DANS LES MÉDIAS 'VERTS'.

MAIS LA COMMUNICATION N'EST PAS UNE SCIENCE EXACTE... CE QUI FAIT QU'UN MESSAGE SE TRADUISE OU NON EN ACTION RESTE UN MYSTÈRE. DIRE LA VÉRITÉ OU ÊTRE SINCÈRE NE SUFFIT PAS : L'EFFICACITÉ D'UN DISCOURS PASSE AUSSI PAR DES SYMBOLES FORTS, DES PERSONNALITÉS QUI, À UN MOMENT DONNÉ, CRISTALLISENT DES CONVICTIONS...

... ET QU', C'EST À ESPÉRER, INSPIRENT DURABLEMENT DES ACTIONS.

M. la Mine

Youna Marette

« Nous sommes la Nature qui se défend »

Pendant plus d'un mois, Youna Marette, 17 ans, l'une des figures de proue du mouvement Génération Climat, a tenu un carnet de bord pour *Imagine*.

Récit d'une lycéenne engagée corps et âme dans un combat de longue haleine, entre ses cours, les actions de grève à répétition, les multiples sollicitations médiatiques, son engagement au sein de l'ONG Défi Belgique Afrique et son irrésistible besoin de faire bouger les lignes.

Mercredi 27 février

18h36, je suis dans le train vers Bruxelles après une rencontre de deux heures avec les représentants de plusieurs partis. Face à plus de cent jeunes, Di Antonio (CDH), Schlitz (Ecolo), Crucke (MR), Hedebouw (PTB) et Magnette (PS) ont soi-disant « répondu » à nos questions, celles d'une génération. Je ressors déçue de l'amphithéâtre, encore une fois.

Crucke a vanté les mérites de la Wallonie qui « va atteindre ses objectifs ». Hedebouw a fait son one man show en se moquant ouvertement de Marghem, la ministre fédérale du climat, grâce à qui il est devenu plus populaire avec cette vidéo prise au parlement qui a pas mal tourné sur les réseaux.

Je ne ferai aucun commentaire sur les autres qui étaient tout aussi ridicules.

A part Sarah (Schlitz), la seule femme d'abord, et ensuite la seule à avoir pris la peine de répondre aux questions en rappelant que c'était quand même le but de cette rencontre. Treize euros et deux heures de perdus donc !

Jeudi 28 février

6h20, 8^e semaine de grève. Après une courte nuit, je me lève et me prépare pour aller en cours. Le jeudi matin, j'y vais une heure, mais je serai notée absente pour toute la matinée. J'y vais parce que ça me paraît normal et que je ne veux pas abuser de la compréhension et de la liberté que mon établissement m'accorde.

9h10, je sors de l'école et me rends en transports en commun à la gare du Nord. Comme d'habitude, j'ai rendez-vous devant chez Exki avec les autres membres de Génération Climat et les médias.

Aujourd'hui, je suis suivie par Jean-Claude Riga, un cinéaste qui tourne un film autour de nos mobilisations et Martin, un journaliste

de la RTBF, et interviewée par un copain qui fait son stage chez *Moustique*.

11h, Luna Bauwens de Youth For Climate Bruxelles, m'envoie un SMS pour me dire que le cortège démarre dans quelques minutes. Nous nous mêlons au cortège, accompagnés de Martin et du caméraman.

Après 1h de marche, les chiffres tombent : nous sommes plus ou moins 1 500 réunis ici. On s'y attendait, étant donné que la grosse manifestation avait lieu à Anvers et qu'il y en avait d'autres un peu partout en Belgique. Je fais encore quelques interventions pour la RTBF, puis je file à un rendez-vous médical.

Après cela, je repasse en vitesse chez moi pour (enfin) déjeuner, avant de rejoindre une journaliste du *Soir* dans un café. En 1h30, on discute et prend quelques photos. Elle prévoit un portrait « sous un autre angle ».

Dans la foulée, je prends le temps de répondre à quelques emails avant de recevoir plusieurs messages. On m'apprend qu'il y a une (grosse) erreur dans l'interview que j'ai donnée la veille à la RTBF à Namur : ils m'ont affiliée à YFC alors que je fais partie de Génération Climat. J'appelle alors la journaliste pour lui demander s'il est possible de corriger, elle me promet que ce sera fait au plus vite. Une fois ce problème réglé, je réponds à mes autres messages en retard. Mais il est déjà temps de me rendre à mon baby-sitting.

21h30, les enfants sont au lit et je m'embête. Je décide alors de faire un tour sur Facebook pour lire les commentaires sous le post de Brut qui reprend une partie de mon discours à la conférence internationale Women 4 Climate de jeudi dernier à Paris : plus d'un million de vues et des milliers de commentaires !

Je passe quinze minutes à les lire et au milieu de ce ramassis de haine contre notre mobilisation, j'identifie des réactions racistes qui me touchent définitivement plus que ce que j'aurais imaginé.

« Il nous manquait une crollée de couleur pour le climat ! » ou encore « bon, le gamin a un faible pour les oiseaux sur la tête, c'est un bon début ».

Je décide de les poster sur ma story Instagram pour montrer que l'exposition médiatique est loin d'être toujours positive et peut atteindre un individu au fond de lui-même. Les réactions fusent, je décide de couper mon wifi et d'attendre gentiment le retour des grands-parents des enfants que je garde.

“ Je découvre un ramassis de haine contre notre mobilisation. Des réactions racistes me touchent plus que ce j'aurais imaginé ”

Vendredi 1er mars

Minuit, enfin dans mon lit, je pense à la courte nuit de sommeil et à la journée chargée qui m'attend.

6h45, je me lève en retard et me dépêche de me préparer pour ne pas rater mon bus. A mon arrivée à l'école, mes camarades me demandent si je suis prête pour notre interrogation de physique. Mince. J'avais oublié et n'ai du coup pas étudié. Tant pis, je relirai mon cours pendant le cours de math.

12h45. On sort des cours et mes amis me demandent si je viens manger un bout avec eux. Je ne peux pas (encore une fois) car une étudiante en journalisme vient chez moi pour faire mon portrait.

16h30, je viens à peine de finir de grignoter qu'on sonne à la porte. J'ouvre et découvre une grande métisse, un beau sourire aux lèvres. On passe plus d'une heure à discuter,



Youna Marette, au cœur d'une des nombreuses manifestations pour le climat.

tout est enregistré, c'est assez professionnel. Elle m'annonce qu'elle me suit sur Instagram et qu'elle a donc lu les propos tenus à mon égard et me demande ma réaction. Je lui dis que c'est une goutte d'eau de plus dans le vase qui pèse sur mes épaules pour le moment. Je n'irai plus jamais lire les réactions des internautes.

Samedi 2 mars

Ce matin, je me lève à 10h et me sens revivre : c'est ma première vraie nuit depuis un moment. Très vite, je me rends compte que j'ai énormément à faire : répondre à des questions pour *Sud Presse*, écouter mon interview sur la *Une*, travailler pour l'école, puis me rendre à Louvain-la-Neuve pour une réunion Génération climat et des étudiants du Student for climate. Longue journée donc.

Dimanche 3 mars

16h, je me rends à une réunion en ville avec Rise for Climate pour discuter de l'organisation des mobilisations du 15 et 31 mars. On discute des aspects pratiques et de la manière dont je peux m'investir au sein de Rise. On décide que je servirai de relation entre eux et les différents groupes organisateurs des jeunes (GC, SFC et BFC...).

Lundi 4 mars

De 9h à 16h, je participe à une formation de la Croix-Rouge pour obtenir mon brevet

européen des premiers secours. C'est utile pour plusieurs raisons : si un accident survient lors d'une manifestation, quand un des jeunes que j'encadre via mon ONG se blesse, lorsque je vais passer mon permis et puis aussi dans la vie de tous les jours.

A 16h, je me dépêche pour me rendre dans les bureaux de Plan International qui a accepté de nous prêter un local de réunion. Pendant plus de 2 h, je rencontre plusieurs responsables de l'organisation de la grève du 15 mars et un représentant de YFC pour décider une fois pour toutes du programme qui sera appliqué dans toutes les provinces de Belgique. Des actions locales seront organisées dans tout le pays en matinée. A Bruxelles, on décide de contacter les communes pour avoir accès à différentes salles pour organiser des discussions entre experts et citoyens. On contacte aussi des cinémas indépendants pour pouvoir projeter gratuitement des films qui tournent autour du climat, comme le film *Demain*. Et puis on désigne des responsables pour organiser des débats tournants et pour planter symboliquement un arbre dans chaque commune.

A 13h30, on prévoit une grande marche nationale dans la capitale avec, à la fin, de la musique, des *food truck*, une foire aux associations. C'est un lourd programme qui demande énormément d'organisation et d'investissements.

Jeudi 7 mars

Je travaille toute la journée dans un magasin du Woluwe Shopping Center. Durant ma pause d'une demi-heure, à midi, j'ai accepté d'accorder une interview vidéo à un collectif de féministes qui fait une campagne sur l'écoféminisme. Le but de cette campagne est de faire un lien entre les femmes et l'écologie, combat qui, à mes yeux, est essentiel.

A 19h, une fois que j'ai fermé la boutique, je me rends dans un bar proche pour rencontrer un journaliste du magazine *Moustique*. Il m'annonce que son plan A était de faire une interview groupée avec Anuna (De Wever), Adélaïde (Charlier) [deux autres leaders du mouvement climatique] et moi. Etant donné nos « agendas de ministres », il a dû se replier sur son plan B et nous interviewer séparément. Après ça, je rentre chez moi complètement crevée.

Samedi 9 mars

Je me lève à 6h30 car j'ai encore énormément à faire pour la grève du 19 mars. J'ai aussi une conférence à préparer pour mardi et beaucoup de travail pour l'école. A 11h, je me rends près du cimetière d'Ixelles pour rencontrer deux représentants du Lions Club qui s'occupent de mon dossier pour un concours auquel on m'a inscrite : le Young Ambassador Award. Il s'agit de présenter des jeunes qui mènent des projets de développement et de leur faire gagner des fonds pour les financer.

Normalement, je suis là pour représenter les projets en éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire de mon ONG DBA (Défi Belgique Afrique). Mais dès le moment où j'entre dans le café, mes interlocuteurs me reconnaissent et commencent alors à m'expliquer à quel point j'aurais plus de chance en représentant la mobilisation jeune plutôt que mon ONG.

Je suis assez réticente. Je ne suis pas seule dans ce vaste mouvement et je me vois mal me l'approprier. Ensuite, je suis là pour représenter mon ONG et je n'ai pas l'intention de les laisser « de côté ». Après une longue discussion, je leur annonce que je réfléchirai à leur proposition de modification de ma présentation et m'en vais avec un mal de tête insupportable.

Lundi 11 mars

Hier, j'ai passé ma première journée depuis longtemps avec ma famille. C'était l'anniversaire de ma maman, j'ai refusé plusieurs réunions et interviews et ça m'a fait du bien ! Aujourd'hui, je retourne à l'école et redoute cette semaine car j'ai énormément de rendez-vous programmés après mes cours. ➤

Carnet de grève

► **Mardi 12 mars**

Je pars de chez moi avec mes cours et mon ordinateur qui contient mon discours. Dans le bus, je pense à ma journée qui va encore être une fois bien chargée : cours, réunion avec Génération climat (GC), conférence.

A midi, un de mes professeurs m'interviewe pour le journal de l'école. Il veut savoir d'où vient mon envie de révolte. Il veut connaître un peu plus mon contexte familial, me pose des questions qui reviennent souvent. Comme toujours, j'évite le plus possible de me répéter et j'essaie de trouver de nouvelles manières de m'exprimer.

Vers 15h30, je me rends dans un café de Saint-Gilles où j'ai rendez-vous deux heures plus tard avec GC. J'en profite pour finaliser mon discours, tâche qui me prend plus de temps que prévu. Pendant cette réunion, on passe au peigne fin les candidatures qu'on a reçues. Certaines sont très intéressantes, d'autres un peu moins.

A 19h, on se rend à la conférence à Pianofabriek. Une dame âgée m'interpelle et me confie qu'elle est venue « rien que pour me voir ». On discute quelques instants. A 22h, la conférence se termine, on a parlé convergence des luttes, féminisme, écologie, antisémitisme...

Mercredi 13 mars

A 15h, je me rends à la maison des jeunes de Boisfort pour préparer la conférence que j'y donnerai début avril. On discute une petite heure, avant un autre rendez-vous.

En entrant dans le café, j'aperçois un homme qui doit être Bertrand, le photographe et pod-casteur que je dois rencontrer. Il me propose une séance photo extérieure. Notre rencontre aura duré presque deux heures et je me sens fatiguée d'avoir autant parlé et me réjouis de pouvoir rentrer dormir chez ma grand-mère ce soir.

Jeudi 14 mars

Pour une fois, je suis toute la journée en cours un jeudi. Ça me fait drôle. Certains profs sont ravis de me voir, d'autres m'interrogent par rapport à l'organisation du lendemain. A la fin des cours, je me dépêche de rentrer chez moi, de prendre mes affaires pour me rendre dans les studios de Bx1 pour participer à une émission avec S4C et l'intellectuel David van Reybrouck. On aura l'occasion de faire le point sur la mobilisation des jeunes. Après

quoi, j'ai rendez-vous avec une membre du staff de mon ONG pour préparer le week-end de formation qui approche. Je rentre chez moi fatiguée, comme souvent ces dernières semaines. La soirée est déjà bien avancée mais j'ai encore des messages et des choses à régler.

“ Policiers en civils et stewards nous encadrent et pourtant j'ai un sentiment d'insécurité ”

Vendredi 15 mars

A 9h, je vais au centre culturel d'Auderghem pour régler les derniers préparatifs avant l'arrivée des élèves. On projette le film *Demain*, avant d'aller ensemble planter un arbre en guise de symbole de la mobilisation des jeunes.

Ensuite, Louise et moi nous courons pour prendre le métro et ne pas manquer le début de notre grande manifestation. On arrive juste à temps en tête du cortège. On rejoint Anuna, Kyra, Adélaïde et tous les autres organisateurs. Je me sens assez vite oppressée par la forte présence des journalistes.

Plusieurs policiers en civils et stewards nous encadrent, pourtant j'ai un sentiment d'insécurité et l'impression de ne pas être à ma place. De plus en plus de personnes me reconnaissent dans la rue ou ailleurs et mes relations avec les autres changent. Je mesure concrètement les effets de cette médiatisation et les conséquences du « culte de la personnalité ».

Pour la première fois, on me fait aussi remarquer que je représente une minorité et que c'est peut-être pour ça qu'on m'écoute. J'avoue n'avoir jamais pensé à cet aspect et m'écarte de cette journaliste qui me pose un peu trop de questions personnelles.

Après deux heures de marche, le cortège arrive enfin à la gare du midi, on m'annonce que je dois faire un discours sur la scène avec Adélaïde, Kyra et Anuna. J'improvise quelques mots qui motiveront la foule.

Après ça, je vais prendre le métro et puis le bus. Plusieurs personnes me félicitent de mon engagement. Je vais m'asseoir au fond, mes écouteurs dans les oreilles pour éviter tout contact.

Je suis fatiguée et ma tête explose.

Arrivée chez moi, je rassemble rapidement mes affaires et file vers Namur où j'ai une formation à donner tout le week-end pour mon ONG DBA. Ce week-end, on va aborder la question de la colonisation pour déconstruire le plus possible les stéréotypes des jeunes vis-à-vis de l'Afrique. Dans 122 jours, on part au Rwanda et on a encore beaucoup à faire. J'aimerais pouvoir m'investir à 100% dans l'ONG, mais le temps manque.

Samedi 16 mars

Durant toutes mes activités, je reste scotchée à mon téléphone car j'attends un appel de France 5 qui veut m'inviter demain sur leur plateau.

Soudain, je me rends compte que, bien que présente physiquement, j'ai plus la tête prise par mes responsabilités médiatiques que par mes études. Ce constat me dérange fortement. Pour la première fois, depuis plusieurs semaines, j'éteins mon téléphone et le range dans mon sac : incroyable, je respire enfin et me dit que si quelqu'un me contacte, il pourra bien, pour une fois, attendre. Ça fait du bien de pouvoir lâcher prise.

Dimanche 17 mars

Mon week-end se termine bien, je suis fatiguée mais très heureuse d'avoir pu passer trois jours avec toutes ces personnes qui depuis trois ans sont à mes côtés. C'est comme une ancre et une famille pour moi.

A 21h, je suis chez moi, à Bruxelles, et me mets à travailler pour l'école avant d'affronter cette nouvelle semaine qui s'annonce intense.

Entre temps, France 5 a contacté mon papa : ils font finalement une émission sur les gilets jaunes, changement de programme qui m'arrange car j'ai réellement besoin de me reposer.

Vendredi 22 mars

Enfin le week-end ! Cette semaine, j'ai slalomé entre réunions, actions, scènes et discours. Je ne me sens pas très bien. Hier, j'ai participé au blocage de l'esplanade à Louvain-La-Neuve et j'ai pris un coup sur la tête de la part d'un agent de sécurité. J'ai une bosse et un mal de tête incroyable.

J'ai le nom de la compagnie de sécurité mais je ne porterai pas plainte, je n'en ai pas l'énergie. Ce week-end, je me rends à Paris, j'y suis invitée par *Mediapart* qui célèbre sa 10^e année avec un festival. J'y vais accompagnée de ma meilleure amie qui fait l'aller-retour avec moi.

Dimanche 24 mars

Dans le train de retour de Paris, je fais quelques synthèses pour l'école et travaille à la communication du blocage qui a été lancé rue de la Loi. Des centaines d'activistes sont venus avec leur tente et leur sac de couchage pour y rester deux nuits. Je devais les rejoindre ce soir mais je n'ai pas la force de passer une nuit dehors et d'aller en cours demain matin. Je décide de rentrer chez moi pour dormir quelques heures au chaud avant d'aller en cours.

Lundi 25 mars

Je suis fatiguée, très fatiguée et j'ai un baby-sitting le soir avant de rejoindre l'occupation qui s'est déplacée place du Trône dans la matinée suite à des problèmes avec les autorités. 21h, les enfants dorment, je peux m'en aller. Je prends mon sac que j'avais préparé un peu plus tôt dans l'après-midi et m'en vais vers le centre-ville.

Une fois arrivée à Trône, je suis surprise de la forme que l'action a prise : on ne dérange plus rien ! Les tentes sont installées sur le gazon de part et d'autre de la statue de Léopold II complètement prise d'assaut.

Une scène est installée sur le bord du trottoir et de la musique joue en continu. Les centaines d'activistes dansent et partagent ensemble ce moment.

Les images sont fortes mais je ne vois plus aucune trace de désobéissance civile. Déçue, je me dis que finalement je rentrerai dormir chez moi à un moment dans la nuit. Durant la soirée, je croise beaucoup de têtes que je connais. Je fuis les caméras des grosses télés ne voulant pas m'approprier cette action qui est organisée par Act for Climate, puis je rejoins Anuna et Adélaïde qui sont là depuis hier soir.

“ J'éteins mon téléphone, je respire enfin. Ça fait du bien de lâcher prise. ”

Vers 23h, un organisateur annonce au micro qu'une réunion est fixée le lendemain à 9h pour organiser la journée. Je trouve que c'est trop tard. On devrait prévoir dès maintenant une action forte !

A 1h, je cours attraper le dernier bus. J'ai décidé de rentrer chez moi.

Je suis en train de tomber malade et je ne vois pas très bien à quoi ça sert de dormir sur le gazon du Parc. Ce n'est pas la rue de la Loi...

Jeudi 28 mars

7h15, dans le train direction Paris. J'y vais pour participer à la conférence Impact² organisée par Anne Hidalgo et Nicolas Hazard. J'y suis invitée pour introduire un panel à propos de l'entrepreneuriat chez les jeunes et suis très honorée.

Mercredi 3 avril

Je pourrais encore écrire énormément, mais je dois boucler ce journal de bord. Je pourrais parler de ma journée de formation samedi pour mon ONG, de la marche de dimanche avec Rise for Climate, de l'interview Skype que j'ai donnée lundi ou encore de la conférence que j'ai donnée aujourd'hui mais je m'arrêterai là, parce que toute chose a une fin. Ce carnet se termine là, mais pas mon combat.

Au contraire, il ne fait que commencer !

Le 26 mai marquera un tournant pour moi et pour toute notre génération.

Soyez sûr que vous entendrez parler de nous encore longtemps ! Jusqu'à ce que mon futur et celui de notre planète ne soient plus en danger !

Là, j'ai envie de crier : « *Citoyens, faites comme nous. Levez-vous pour défendre vos idéaux et battez-vous contre ce que vous jugez mauvais. Vous ne pourrez en sortir que plus grands !* »

Nous vivons dans un monde qui est fou, nous savons que nos sociétés basées sur le capitalisme et la croissance nous mènent droit dans le mur. Nous savons que nous détruisons chaque jour un peu plus la planète qui nous abrite et pourtant nous ne faisons rien, ou pas assez, pour y remédier et assurer un avenir aux générations à venir. Suicidaire, non ?

Depuis de nombreuses semaines, les jeunes du monde entier descendent dans les rues et scandent le message de toute une génération : nous désirons autre chose, un autre horizon que celui de l'accumulation matérielle et l'aliénation des individus. Prenons soin de notre planète car c'est la seule dont nous disposons. Nous ne défendons pas la Nature, nous sommes la Nature qui se défend. —

Youna Marete

L'occupation de la rue de la Loi à Bruxelles, le 24 mars dernier.



Greenpeace / Tim Dirven

Une ambubrousse pour le Tchad

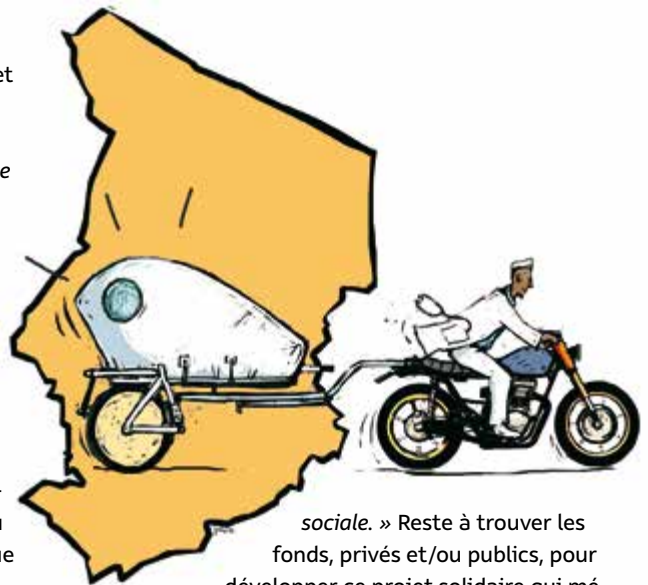
Guy Dellicour est architecte à la retraite, ancien volontaire de MSF, mais également un technicien au grand cœur. Fort de son expérience de l'Afrique (Tchad, Mauritanie, Ethiopie...), il s'est mis en tête de concevoir un projet original et utile pour répondre à un besoin socio-sanitaire essentiel : permettre aux patients éloignés d'un dispensaire d'avoir accès aux soins de santé. Pour ce faire, il a créé une ambulance de brousse simple et pratique qui se présente sous la forme d'une civière fixée sur une remorque accrochée à une moto. « *Les populations rurales et reculées doivent parfois faire 20 kilomètres à travers champs ou sur des pistes en mauvais état, notamment en saison des pluies, explique Guy Dellicour. Les femmes enceintes sont particulièrement touchées par ce manque d'infrastructures. Avec ce système, on pourrait vraiment faire œuvre utile.* »

Cette remorque a été bien pensée : un cadre en acier sur lequel est fixée la civière, deux roues

de VTT, une chambre à air en guise d'amortisseur, une attache-moto, et le tour est joué. Une invention à la fois durable, confortable, fonctionnelle et peu coûteuse : « *On souhaite utiliser des matériaux de réemploi disponibles sur place, des VTT recyclés, des fers à béton. Tout sera fait localement. Par ailleurs, la remorque pourra être utilisée pour d'autres usages* », ajoute son concepteur, soutenu par l'ingénieur Emmanuel de Halleux et l'architecte Olivier Brisbois.

Trois ambubrousses vont être prochainement testées à Koumera, au sud-ouest du Tchad, une région que Guy Dellicour connaît bien.

Celles-ci seront réalisées par l'école technique de D'jamena, sous la supervision du coordinateur de projet Loubah Kouldjim : « *A terme, on rêve de créer des ateliers ailleurs dans le pays, avec un vrai projet d'économie*



sociale. » Reste à trouver les fonds, privés et/ou publics, pour développer ce projet solidaire qui mériterait d'être largement soutenu. — **H.Do.**

En savoir +
g.dellicour@gmail.com
www.ambubrousse.be

BuyOrNot Le boycott à portée de smartphone



Au supermarché, face à un produit qui lui semble douteux, le consommateur peut désormais sortir son smartphone et en savoir plus grâce à BuyOrNot. « *Notre application examine l'impact sur la santé et sur la société de ce produit* », explique Levent Acar, cofondateur d'i-boycott.org. Elle est téléchargeable gratuitement et s'appuie sur des informations nutritionnelles figurant sur la base de données Open Food Facts, un projet collaboratif calqué sur le

modèle de Wikipédia, qui référence 600 000 produits précisant leur qualité, leur composition et le nombre d'additifs.

Quant aux informations sociétales, elles viennent de la plateforme iBoycott, lancée à Lyon en 2016. « *L'application est la prolongation de la plateforme, ajoute le militant. Le principe de fonctionnement est simple : nous exigeons la mobilisation d'au moins mille personnes pour lancer une campagne. Lorsque le quorum est atteint, le groupe dénonce dans un texte les mauvaises pratiques d'une compagnie et avance ses propositions pour y remédier.*

Tant que la compagnie ne bouge pas, la plateforme appelle au boycott de ses produits. » La plateforme affiche une vingtaine de campagnes en cours et aligne déjà quelques victoires. « *Nous avons dénoncé les méthodes de pêche de Petit Navire qui détruisaient les fonds marins. Après une première réponse négative, la société s'est engagée à revoir avec Greenpeace ses pratiques. La campagne avait mobilisé 18 000 personnes. Une autre cam-*

pagne contre les boissons Oasis a également abouti favorablement. La compagnie sponsorisait le cirque Pinder, connu pour exploiter des animaux sauvages. Après notre interpellation, Oasis a mis un terme à ce parrainage. »

A ce jour, 200 000 consommateurs se sont inscrits sur la plateforme iBoycott et 100 000 ont téléchargé l'application. Le fonctionnement de l'association repose sur le dévouement de 150 bénévoles. Le prochain développement de BuyOrNot sera d'avancer une estimation du manque à gagner infligé aux compagnies par les campagnes. « *Nous avons calculé que Starbuck a perdu 1 252 000 euros de chiffre d'affaires depuis que nous dénonçons ses pratiques d'optimisation fiscale. Nous faisons nos estimations sur base des déclarations des participants, bientôt nous les restituerons en temps réel pour augmenter la motivation des participants.* » — **J.-F.P.**

En savoir +
buyornot.org, i-boycott.org

Le siroteur

Réveiller sa part d'enfant

« **N**ous avons des boulots passionnants, mais au final, on passait à côté de choses essentielles », se souviennent Aurélie Dechamps et Thomas Fernémont. En quittant leurs emplois en 2016, ce couple de Namurois ont d'abord ressenti le besoin de lever le pied, de s'extraire de la frénésie ambiante, avant de s'inscrire à la première édition du Déclic Tour, une formation itinérante de huit jours organisée pour une trentaine de candidats âgés de 20 à 35 ans qui souhaitent se lancer dans un projet d'entreprise sociale, au service « d'une société plus juste, égalitaire et durable »¹.

Leur idée au départ : répliquer des jeux en bois disposés dans des cabanes géantes qu'ils avaient découverts lors d'un voyage en Hongrie.

Grâce à l'accompagnement dont ils ont bénéficié au Déclic Tour, ils ont affiné leur projet autour d'une envie : « faire sourire les gens et leur apporter du bonheur ».

En décembre 2017, aidés par leur entourage, ces jeunes parents lancent l'Asbl Le Siroteur. Sa finalité ? « Permettre à chacun de ralentir,

de s'offrir une petite parenthèse en se reconnectant aux autres à travers le jeu ».

Ils créent des jeux géants en bois, qu'ils proposent en location ou lors d'animations avec plusieurs formules : des jeux classiques, des jeux de réflexions et des armoires à jeu.

« L'armoire, c'est magique, expliquent Aurélie et Thomas, c'est plus immersif et poétique qu'un jeu posé sur une table ou un jeu classique. Cette gamme-là, on l'a baptisée l'Armoire-raie ». Ces jeux sont soit créés avec des matériaux de récupérations, soit achetés dans les circuits alternatifs, auprès d'un artisan qui a conçu un jeu qui leur a plu.

Si les enfants sont les bienvenus, il visent d'abord les adultes qui, constatent les responsables du Siroteur « ne se permettent plus de jouer ». Lors des animations, ils n'hésitent d'ailleurs pas à mélanger les publics. « On les bouscule dans leurs habitudes. Ils discutent, s'amusent, font connaissance ».

Heureux de leur choix, ces nouveaux entrepreneurs sociaux confirment que leur pari de « changer de vie » est atteint. L'un et l'autre vont être engagés à mi-temps et ils



D.R.

ont reçu de nombreux retours positifs pour leur premier événement : la mise sur pied d'un parc d'attractions lentes en extérieur. Reconnus et encouragés dans leur projet, ils vont pouvoir continuer à siroter paisiblement. — Mariel Engels (st.)

1. Le Déclic Tour 2019 aura lieu du 7 au 14 juin. Infos : declic-en-perspectives.be

En savoir +
Lesiroteur.be

Neibo

La téléphonie solidaire

Monter une entreprise de téléphonie mobile, avec une coopérative qui répartit ses bénéfices entre ses coopérateurs et des associations non marchandes, il fallait y penser. L'idée qui a germé en 2012 dans l'esprit de deux entrepreneurs bruxellois s'est concrétisée en mai dernier sous le nom de Neibo (inspiré de « neighbour », « voisin » en anglais).

« Nous sommes la première coopérative belge de téléphonie mobile », se félicite Martin François qui s'est chargé de lever les fonds du projet, avec 2 000 coopérateurs et des projets plein les cartons.

Neibo est un opérateur virtuel. Il propose les mêmes services – SMS, data, appels, couverture, support technique – que les trois majors du secteur (Proximus, Orange et Base) mais ne dispose pas de ses propres antennes. « Nous utilisons du matériel existant, comme le font déjà des opérateurs connus comme Voo ou Lycamobile. Nous avons passé des accords avec Orange pour avoir la même qualité de



D.R.

service et densité de couverture. »

La grille tarifaire, en cours d'élaboration, sera alignée sur les prix du marché. Les premières cartes SIM sont actuellement envoyées aux coopérateurs, le premier appel sera solennellement lancé en juin prochain. « Le timing nous laisse tout l'été pour tester notre réseau, partout en Belgique et à l'étranger et de corriger d'éventuels manquements. En septembre, nous pourrions proposer le service au grand public. »

Le projet doit rassembler un minimum de 7 000 utilisateurs pour atteindre la rentabilité, un défi qui doit encore être relevé. « Nous pouvons déjà compter sur une partie de nos coopérateurs, les autres utilisateurs devront être attirés par le bouche-à-oreille ou des campagnes de communication. » La coopérative qui dispose d'un siège à Ixelles, au cœur de Bruxelles, ne compte cependant pas ouvrir de boutique, préférant gérer les nouveaux abonnements et ses supports services par téléphone ou via son site. La liste des associations bénéficiaires n'a pas encore été fixée. « Ce seront des projets éthiques, locaux et durables, choisis par les coopérateurs. Pour l'instant nous établissons une charte de sélection que nous allons soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, ensuite des projets précis pourront être désignés. » Les premiers bénéfices du projet sont attendus pour 2021. — J.-F.P.

En savoir +
www.neibo.be

Après les manifestations massives de ces derniers mois, notamment celles portées par les jeunes pour le climat, l'appel des scientifiques et des universités, la mobilisation active des associations, les prises de position de certains entrepreneurs, une brèche semble s'ouvrir. Désormais, il faut agir. Là maintenant. En signant un changement de cap radical et en empruntant le chemin d'une réduction drastique de nos émissions de gaz à effet de serre. Car la Belgique est loin, très loin du compte. A la veille des élections, *Imagine* a consulté différents experts, croisé les modèles existants, examiné les mesures urgentes à prendre. Voici la synthèse de cette nécessaire mise en œuvre.

« **L**a prise de conscience de notre impact sur le climat reste encore trop superficielle, alerte Marc Depoortere, le directeur du Conseil fédéral du développement durable. *La classe politique et les acteurs économiques sont convaincus que l'on trouvera bien une solution mais sans remettre véritablement en cause notre modèle global. Ce mode de pensée nous empêche de ressentir le sentiment d'urgence nécessaire pour faire face à tous ces défis qui, si nous ne les relevons pas, peuvent conduire à la fin de notre civilisation.* »

Aujourd'hui, un large mouvement est en marche : de plus en plus de citoyens, de scientifiques, d'élus, de chefs d'entreprises sont prêts à avancer et à agir. Encore faut-il s'accorder sur la route à emprunter, les objectifs concrets à atteindre, les mesures adéquates et efficaces à mettre en œuvre.

« Pour certains, c'est comme une situation de guerre : tous les moyens humains, économiques, politiques... à notre disposition doivent être mobilisés. Mais nous avons aussi besoin d'un projet collectif », insiste Marc Depoortere.

Aujourd'hui, celui-ci fait encore défaut. La crise est globale, en réseau, interconnectée (dérèglements climatiques, perte de biodiversité, explosion des inégalités, migrations forcées...). L'ampleur de la tâche est immense (réduire drastiquement les émissions de

CO₂, affronter la fin des énergies fossiles, produire moins et mieux...). Les freins sont à la fois politiques, institutionnels, économiques, individuels (intérêts privés et financiers, déni, conservatismes, poids des « marchands de doute »...). On connaît encore mal les risques à venir. Et, bout du compte, les changements proposés sont non seulement trop faibles, mais inadéquats et trop segmentés.

« Une approche systémique est indispensable, confirme Etienne Hannon, attaché au service changements climatiques du SPF Santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement. *Car pour sortir de l'industrie fossile, il va falloir entreprendre une véritable révolution industrielle. C'est pourquoi c'est si difficile à mettre en œuvre.* »

Pour débiter ce dossier, voici les quatre grandes questions préalables qu'il est nécessaire de se poser.

1. Quel est l'objectif à atteindre ? Limiter le réchauffement à 1,5°, 2° ? Atteindre le zéro émissions de CO₂ ?

« Un objectif exprimé en degrés a le mérite de refléter les impacts que nous voulons éviter », plaide le climatologue Jean-Pascal van Ypersele, professeur à l'UCLouvain et ex-vice-président du GIEC, le Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Or, à ce niveau, les différences d'impact sont très fortes et chaque dixième de degré a son importance. « Il est complètement



criminel de ne pas viser les 1,5° et ce sans prévoir de dépassement temporaire, estime pour sa part Brigitte Gloire, formatrice sur les thématiques environnement et développement durable, ancienne chargée des enjeux climat chez Oxfam. *Sans quoi, c'est un pari sur l'avenir tout à fait irresponsable.* »

La limite fixée par le GIEC qui consiste à « poursuivre les efforts pour ne pas dépasser 1,5°, et rester bien en dessous des 2° » serait encore atteignable. « Ce qui manque, c'est la volonté de rendre politiquement possible ce



Climat Se mettre à l'œuvre, là maintenant

Youri Collet, 21 ans
Étudiant en anthropologie et militant

**“Le changement
viendra d'en bas”**

qui est géo-physiquement possible », déplore Jean-Pascal van Ypersele.

Réaliste ou pas, il y a pourtant un seul seuil à atteindre : ne plus émettre de CO₂. « *Nous ne contrôlons pas la température, alors autant viser le zéro émissions*, défend Cédric Chevalier, d'Urgence Environnement. *Elles devront plafonner en 2020 et puis diminuer jusqu'à devenir nulles ou entièrement compensées. A partir de là, définissons notre budget d'émissions, répartissons-le par poste, par secteur, et ce sera beaucoup plus concret.* »

“ Le monde dans lequel je vis m'interpelle. Réchauffement climatique, migrations, inégalités sociales... C'est pour ça que je milite et l'enjeu climatique n'est pas à séparer des autres. Jusqu'à présent, j'ai participé à toutes les marches pour le climat car c'est important de soutenir ce vaste élan écologique mais je ne pense pas que ce soit ces manifestations qui vont amener de réelles solutions aux problèmes. Les marches permettent surtout aux gens de réaliser qu'ensemble ils peuvent avoir un réel impact. Par ailleurs, il y a la désobéissance civile pour bousculer tous ceux qui font la sourde oreille aux recommandations de l'opinion publique. Aujourd'hui, j'ai un peu perdu la foi en la politique. Je n'espère plus que le changement vienne de là, il viendra d'en bas. Avec les potes, on lance un mouvement et on espère qu'ils seront obligés de suivre. C'est toujours un peu comme ça que fonctionnent nos dirigeants : ils suivent les masses. Pour le climat, c'est pareil : il y a quelques mois, ce n'était pas la priorité des partis et aujourd'hui ils sont tous plus écolo qu'Ecolo ! ”

Mesure n°1**Rénover notre démocratie**

« Pour que les citoyens adhèrent à un projet collectif, il va falloir développer d'autres outils pour faire progresser la démocratie en ayant recours, par exemple, au référendum d'initiative populaire, recommande Marc Depoortere, directeur du Conseil fédéral du développement durable. Le niveau d'éducation de notre population est élevé et beaucoup de gens ont le sentiment de ne plus être écoutés. Nous pourrions impliquer davantage les citoyens en politique, comme en Suisse. Cela engendre une meilleure sensibilisation et permettrait d'engager des discussions qui dépassent les frontières linguistiques. C'est ce qui se passe aujourd'hui avec les jeunes et c'est très positif. »

Pour Brigitte Gloire, cet enjeu de la « participation » est également important pour maintenir la vigilance sur les politiques climatiques menées en Belgique : « Il faudra aussi veiller à ce qu'elles soient évaluées en termes d'impact sur le développement durable, indépendamment des intérêts privés. » —

► Mais comme le rappelle Vincent Van Steenberghe, expert politique climatique du SPF Environnement, la Belgique est historiquement un gros émetteur de carbone, avec une moyenne par habitant largement au-dessus de la moyenne mondiale : « Si nous regardons notre budget carbone, nous devons aller très très vite. »

Aujourd'hui, nous sommes encore loin du compte : « Depuis le début des années 1990, quand le changement climatique est devenu un problème politique, les émissions de gaz à effet de serre n'ont cessé de croître, et pas uniquement parce que les pays en développement ont amélioré leurs standards de vie. Ces émissions ont non seulement augmenté, mais le rythme d'augmentation s'est également accéléré ! », abonde Aurore Fransolet, doctorante à l'IGEAT/ULB.



Caroline Zickgraf, 33 ans,
directrice adjointe d'Hugo Observatory (ULiège)

**“Signer les accords de Paris,
ce n'est qu'un début”**

“ Pendant longtemps, je pensais que le changement climatique ne concernait que les animaux et l'océan Arctique sans en mesurer l'impact sur la vie humaine. La plupart du temps, en Europe, nous en parlons comme d'un événement futur, mais beaucoup de gens à travers le monde font actuellement face aux conséquences de ce réchauffement. Ecouter les histoires de personnes qui ont dû s'exiler suite à une catastrophe ou une évolution progressive de leur environnement permet de mieux comprendre ce phénomène. En tant qu'universitaires, nous devons sortir la tête de nos recherches et les partager avec le plus grand nombre. Nous devons rester dans nos bureaux et passer notre temps à critiquer la classe politique ou alors – et je crois que là est notre rôle dans les années à venir – sortir de l'université et promouvoir l'interaction entre pouvoirs publics et scientifiques. Nous devons faire pression sur nos dirigeants pour qu'ils prennent de réels engagements pour le climat au niveau international et local. Signer les accords de Paris, ce n'est qu'un début. Il faut maintenant décider des actions concrètes à mettre en place. ”

2. Aller vers une société décarbonée, mais à quelle échéance ? 2030 ? 2050 ?

« Demain, demain, toujours demain ». Comme dans la chanson des Fabulous Trobadors, le zéro carbone est sans cesse reporté à plus tard. 2050 est l'échéance généralement visée. Mais comment arriver jusque là ? Avec quelle courbe d'émissions ?

« Se fixer comme objectif une diminution linéaire, c'est insuffisant, analyse Arnaud Collignon, chargé de mission Energie et territoire chez Inter-Environnement Wallonie. Car on sait que les premiers kWh sont souvent les plus faciles et les moins chers à économiser. Mais après... Nous sommes face à un vice de gouvernance car les politiques et acteurs économiques ne sont pas responsables de ce qu'il faudra faire plus tard. Tout le monde a donc tendance à reporter ses efforts au lendemain. »

Edwin Zaccai, professeur à l'ULB et directeur du Centre d'études du développement durable, ne veut pas croire non plus « au miracle pour plus tard » et tabler sur « l'arrivée de nouvelles technologies alors disponibles. » Car, entre la mise sur le marché d'une technique innovante et son adoption généralisée, il y a parfois des années. Or, le temps manque, plus question d'attendre.

« Nous avons un “budget carbone” qu'il faut respecter, plaide également Catherine Debucquois, consultante chez Climact, bureau d'études spécialisé. Il ne suffira pas d'arriver à zéro émissions en 2050 si les courbes n'ont pas diminué avant. Sur base des plans que nous avons remis à l'Union européenne, l'ambition est insuffisante. »

Pour Frédéric Chomé, « créateur de valeurs partagées » au bureau d'études Factor-X, il



va falloir franchement « dévaler la pente à toute vitesse ». Selon les calculs de cet ingénieur, la totalité des émissions annuelles mondiales est cinq fois plus élevée que la capacité d'absorption des écosystèmes. Il serait donc nécessaire de réduire de 80 % nos émissions d'ici 2030 ! – y compris celles qui sont importées (lire ci-dessous). Sachant qu'en trente ans nos rejets de gaz à effet de serre uniquement territoriaux ont seulement baissé d'environ 20 %, la descente devra dorénavant être « à pic », alerte l'expert.

3. Quid des émissions importées ?

Eminemment plus complexes à calculer que les émissions produites sur le territoire national, les émissions occasionnées par la fabrication à l'étranger des produits que nous consommons ici (appelées émissions importées) ne sont pas prises en compte dans l'Accord de Paris ni dans les comptabilités nationales. Mais lorsque l'exercice est tenté, la différence est grande : de 10 tonnes éq CO₂ par Belge et par an, nous passons à 16 tonnes¹... Selon les calculs du Bureau du Plan, « l'empreinte carbone de la Belgique s'élève à 145 Mt éq CO₂ en 2007 (la dernière année où les chiffres sont disponibles), soit nettement plus que les 110 Mt d'éq CO₂ d'émissions liées à la production la même année. De plus, alors que les émissions liées à la production sont à la baisse sur la période 1995 à 2007, passant de 121 Mt d'éq CO₂ à 110, l'empreinte carbone est à la hausse, passant de 138 Mt en 1995 à 145 en 2007 »².

En Flandre, le VITO a effectué le calcul, et « il apparaît que les deux tiers des émissions de GES sont causés par notre consommation à l'étranger », constate Joeri Thijs, chargé de mission chez Greenpeace. On atteint ici 20 tonnes par habitant. « A titre de comparaison, pour limiter la hausse de la température mondiale moyenne à 2 ° C, les émissions mondiales de gaz à effet de serre doivent être réduites d'ici 2050 à une moyenne de 2 tonnes par habitant. »

« C'est trompeur tant sur le fond que sur la forme de la communication politique, déplore Cédric Chevalier. Il est certes difficile d'avoir une action sur les émissions produites en

Chine, mais le moteur à l'origine de la pollution là-bas est en partie importé chez nous, par notre consommation. Et ça, nous en sommes bien responsables. »

Avec de mauvaises décisions à la clé, selon Frédéric Chomé : l'usage de voitures « propres » qui font baisser le bilan carbone ici mais qui font exploser celui des pays fabricants en multipliant les systèmes électro-niques pour les équiper.

Réduire ces émissions importées est évidemment possible. Comment ? Par des changements de comportement (« en proposant des incitants comme des réductions d'impôt », suggère Brigitte Gloire), en multipliant les pressions internationales (« même les Chinois commencent à adopter des mesures pour réduire leurs émissions », remarque Etienne Hannon) ou en adoptant une taxe carbone sur les produits importés.

Pour Jean-Pascal van Ypersele (UCL), il faut impérativement agir sur le prix : « si nous parvenons à mettre en place le principe du pollueur-payeur, la production sera plus propre ! » Au final, diminuer drastiquement nos achats reste la solution la plus sûre.

4. Faut-il miser sur la captation et le stockage de carbone ?

Dans différents scénarios analysés par le GIEC ou mis en avant par les pouvoirs publics, ces deux mesures sont un peu comme une baguette magique comblant le déficit de réduction de nos émissions. La reforestation en fait partie et est une vraie solution, mais les CCS comme on les appelle comprennent aussi des technologies « end-of-pipe », en bout de production.

« La capture de carbone diminue le rendement d'une installation puisqu'elle utilise une partie de son énergie pour le faire. En ce qui concerne le stockage dans le sol, il n'est pas possible partout, sans compter les risques d'une mauvaise maîtrise des techniques et de fuite dans l'atmosphère », explique Cédric Chevalier.

« Ces techniques n'ont pas tenu leurs promesses, abonde Edwin Zaccai (ULB). Elles ne sont pas compétitives par rapport aux énergies renouvelables et font face à beaucoup de critiques de la population. On en reparle cependant en Chine où le régime est autoritaire et où on programme de construire de nombreuses centrales. »

Pour Etienne Hannon, il est encore possible

d'atteindre le « zéro carbone » sans captation ni stockage, à condition d'« un changement radical de nos modes de consommation et de production et en développant l'écofonctionnalité et l'économie circulaire. » Mais aussi, pour certains de nos interlocuteurs, « l'obligation d'une déflation, d'une décroissance ». —

1. Lettre de la plateforme wallonne pour le GIEC, n°9 : l'empreinte carbone. L'Agence wallonne de l'air et du climat propose un calculateur d'empreinte : www.awac.be/index.php/outils/calculateur-co2
2. BFP, Belgium's Carbon footprint, Working Paper 10-17.
3. vito.be/nl/nieuws/twee-derde-broeiikgasuitsluit-vlaamse-consumption-ontstaat-het-

Mesure n°2

Taxer le CO₂

« Nous ne pourrions pas échapper à cette mesure : il faut rendre le CO₂ plus cher. » Pour Edwin Zaccai, directeur du Centre d'études du développement durable à l'ULB, c'est un des moyens de limiter « l'effet rebond », qui veut que l'argent économisé grâce à l'amélioration de l'efficacité énergétique risque d'être utilisé pour d'autres activités, tout aussi émettrices de gaz à effet de serre. « Si le CO₂ est cher, cet effet peut être limité, son prix est donc vraiment l'une des clés de la baisse des émissions. » Il préconise un renchérissement du carbone progressif, concerté au niveau européen, en aidant les bas revenus. « Il ne faut pas opposer justice sociale et climat. Les politiques doivent pouvoir en montrer les avantages et les alternatives, diffuser les moyens de faire autrement. » « Il faut que la décarbonation soit vraiment l'objectif d'une telle taxe, pour que les investissements bas carbone deviennent compétitifs, remarque Vincent Van Steenberghe du SPF Environnement, et que les recettes soient clairement attribuées à des mesures précises ». Taxer le carbone à l'entrée de l'Union européenne est aussi une mesure avancée par plusieurs de nos interlocuteurs, pour réserver ainsi notre marché à des produits bas carbone puis décarbonés. Et questionner en profondeur notre dépendance au commerce international. —

Basé sur une étude réalisée par Climact et le VITO pour le SPF Santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement, un outil web permet aux élèves (via le site my2050.be) et aux décideurs (pathways-calculator.be) de jouer avec différents leviers pour atteindre une réduction des émissions de gaz à effet de serre suffisante pour respec-

ter l'accord de Paris. Il ne comprend donc pas les émissions importées ni les transports internationaux (avion ou bateau). Nous avons choisi (et retravaillé avec ses auteurs) le scénario maximal, promettant -95% d'émissions (1990-2050).

« Ce ne sont pas des projections, précise Etienne Hannon du SPF, il s'agit plutôt de co-construire et d'éclairer les trajectoires possibles. » Les politiques et les mesures à mettre en place viennent dans un second temps. « Il est alors indispensable de

prendre en compte l'impact sur les émissions indirectes, sur la justice sociale, sur les ressources et sur l'emploi », précise-t-on chez Climact.

« Ces scénarios ne se sont pas vraiment traduits en action publique, constate la chercheuse de l'IGEAT Aurore Fransolet, mais ils ont un vrai impact sur les mentalités des parties prenantes : ceux qui ont participé à ces réflexions les ont vraiment intégrées. » Les politiques ne faisaient malheureusement pas partie des participants... —

• « Faire passer la voiture à 50 % des trajets, diminuer les distances parcourues de 20 % de kilomètres, cela me semble beaucoup trop peu », avance Brigitte Gloire. Pour Marc Depoortere, la mobilité est un secteur clé, mais passer à l'électrique et aux véhicules autonomes ne sera pas une réponse suffisante. « Quel sera leur impact réel ? Les transferts de datas consomment aussi de l'énergie, et le problème de la congestion ne sera pas résolu par l'électrification du parc. Nous ne pouvons plus donner plus de place aux véhicules sur notre territoire. » •

• L'efficacité énergétique (en termes de watt-heure / véhicule-kilomètre) peut être améliorée grâce aux technologies, mais aussi en réduisant la taille des voitures, leur puissance et la vitesse autorisée, en utilisant des matériaux plus légers. Tout cela est déjà possible. « Mais cela passe par un changement sociétal et comportemental, insiste-t-on chez Climact. Ce qui est relativement disruptif au regard des tendances actuelles. » •

• « La bioénergie a ses limites, nuance Arnaud Collignon. Il faut absolument réduire l'utilisation de la biomasse à des stocks disponibles durables. Il est important d'utiliser ces stocks sans surexploiter nos forêts, appauvrir nos sols... Pour cette raison une demande clé des ONGs est de fixer un plafond de biomasse durable disponible. » Une biomasse qui ne devra pas non plus être en concurrence avec l'alimentation ni produite avec des intrants qui émettent des gaz à effet de serre. •

1 Les transports

• Réduire à 50 % nos déplacements en voiture. Effectuer le reste de nos trajets en bus, en train, à vélo ou à pied.

• Parcourir 20 % de kilomètres en moins par jour et par habitant.

• Transporter des marchandises via le rail et les voies navigables (50 %) et par camions (50 %).

• Imposer la voiture électrique, avec une efficacité énergétique plus grande (+ 55 %).

• Généraliser le covoiturage et l'auto-partage. Le taux moyen d'occupation atteint au moins 1,7 personne / véhicule. Chaque véhicule est utilisé 5 à 10 fois plus car il est partagé entre plusieurs personnes ou familles.

• Il est nécessaire de développer d'autres modes de transport plus lents et d'optimiser le chargement des véhicules plutôt que de faire circuler des véhicules non remplis sur les routes. •

• « Ici, l'exercice est centré sur le territoire belge, rappelle Marc Depoortere, mais on devra intensifier les collaborations entre Etats européens en imaginant notamment des autoroutes d'électricité. » Le directeur du Conseil fédéral du développement durable identifie quatre pistes pour améliorer la disponibilité des énergies renouvelables : « Augmenter la capacité des réseaux de transport d'électricité ; développer le stockage d'énergie (plusieurs possibilités existent, comme des centrales d'accumulation ; les batteries ou la voie hydrogène) ; développer une gestion active de la demande d'électricité [des unités de consommation s'arrêtent à certains moments] ; soutenir pour un temps limité l'investissement dans des centrales au gaz qui répondraient uniquement aux pics de consommation. En fait, toutes ces actions devront être activées dans un scénario de transition du système énergétique. » •

2 L'offre d'énergie

• Eolien : installer 120 nouvelles turbines sur terre par an et 40 en offshore.

• Solaire : couvrir de panneaux photovoltaïques un tiers, voire la moitié des toitures (et passer de 14 à 20 gigawatts produits en 2050).

• Géothermie : développer jusqu'à 3 GW en 2050.

• Solaire thermique : disposer de 3 m² par ménage.

• Bioénergie : exploiter la biomasse (45 TWh) locale et importée (56 Twh/an).

Quel scénario à l'horizon 2050 ?

• « Ce scénario vise à montrer que, même si on garde des niveaux de production inchangés, on peut décarboner, explique Vincent Van Steenberghe, du SPF Environnement. Tout en sachant que notre modèle de production actuel cause d'autres problèmes, notamment en termes d'exploitation des ressources. Ce scénario a été construit pour donner un argument a fortiori : si on peut réduire la quantité de CO₂ sans réduire la production, on peut aisément le faire en baissant les volumes de production. Si on se tourne vers une économie circulaire, avec des biens de plus grande qualité, durables, réparables et recyclables, la valeur ajoutée ne sera pas nécessairement impactée. »

Pour les adeptes d'une décroissance, l'augmentation de l'efficacité énergétique et le passage à l'électricité ne suffiront pas. Il nous faut absolument produire (et donc consommer) non seulement autrement, mais aussi moins. « Le plus important, c'est de réduire la consommation de biens manufacturés, estime pour sa part Arnaud Collignon (IEW), et il faut surtout veiller à la baisse de l'intensité carbone de l'industrie. On peut tout à fait imaginer voire souhaiter redévelopper chez nous une industrie. »

Une industrie relocalisée, plus propre, circulaire, tablant davantage sur l'économie de la fonctionnalité (ou de l'usage). •

3 L'industrie



- **Maintenir un niveau de production dans tous les secteurs.**
- **Renforcer l'efficacité énergétique et l'électrification des procédés de production qui peuvent l'être.**
- **Utiliser la technique de capture et stockage de carbone dans toutes les installations industrielles produisant des émissions significatives.**

4 Les bâtiments



- **Bâtir de nouvelles constructions 100 % neutres en carbone dès aujourd'hui. Quatre sur cinq sont des appartements.**
- **Rénover le bâti existant au rythme de 3 % par an dès maintenant.**
- **Interdire immédiatement l'achat de nouvelles chaudières aux combustibles fossiles et suppression des chaudières existantes d'ici 2030.**
- **Chauffer les bâtiments avec des pompes et des réseaux à chaleur.**
- **Réduire de 85 % la demande en chaleur dans les commerces et bureaux et faire baisser de 90 % la demande en énergie de refroidissement.**

• « Il n'y a plus de place pour de nouveaux bâtiments !, estime Brigitte Gloire. C'est le "stop béton" qui doit s'appliquer : si l'on construit, c'est là où ça l'est déjà. » Et en veillant à la compatibilité avec une mobilité zéro carbone. •

• « Il s'agira de combiner les soutiens octroyés pour un type de chauffage avec ceux pour la rénovation, commente Arnaud Collignon d'IEW. Chauffer une passoire énergétique avec des renouvelables c'est toujours du gaspillage... » Attention aussi aux effets rebonds : les économies réalisées ici ne doivent pas être l'occasion de dépenser ailleurs... •

5 L'agriculture



- **Diminuer les cheptels (40 % d'animaux en moins).**

• Diminuer le cheptel et consommer moins de viande a des effets en cascade, souligne-t-on chez Climact : baisse des émissions directes, libération de terres que l'on peut affecter à d'autres usages (la reforestation notamment, vecteur d'« émissions négatives »). •

Combiner justice sociale et climatique

Mesure n°3

Arrêter l'artificialisation des terres

« Il faut stopper le béton, alerte Céline Tellier, secrétaire générale d'Inter-Environnement Wallonie. Entre 1985 et 2015, nous avons augmenté de 39 % l'artificialisation des terres, nous urbanisons au rythme de 18 km² par an... On construit des logements, des centres commerciaux, des zonings économiques installés en périphérie. Tout cela entraîne une augmentation de notre dépendance à la voiture. Alors que nous avons déjà le réseau routier le plus dense d'Europe, de nouvelles routes sont encore prévues ! » Réorienter la fiscalité, en rendant moins chers les centres-villes, repenser le plan de secteur (réalisé à l'époque du tout à la voiture), réduire les zones urbanisables, recentrer les zonings, les commerces et les équipements collectifs... les pistes sont nombreuses.

Dès maintenant, une densification du bâti existant est tout à fait imaginable. « Un ménage qui vieillit et qui dispose d'un logement trop grand peut le diviser, prend pour exemple l'économiste Philippe Defeyt, de l'Institut pour un développement durable. Il pourra bénéficier d'un revenu complémentaire pour l'isoler. Pareil dans les écoles : pourquoi laisser vides si souvent ces espaces ? Inversons notre logique, densifions l'occupation de tous les bâtiments existants. » —

« Fin du monde – fins de mois, même combat » est-il un slogan crédible ? Une fiscalité environnementale visant à encourager les comportements « vertueux », ne risque-t-elle pas d'augmenter les inégalités sociales ?

« Il faut tordre le cou à cette idée selon laquelle la pauvreté est automatiquement synonyme de mauvaise consommation ou de négligence », précise d'em-

blée Christine Mahy, secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté.

Trop souvent, les questions de transition écologique sont abordées auprès des plus pauvres par le biais de la sensibilisation : comment mieux gérer sa consommation d'eau, manger sainement, fabriquer des choses par soi-même... « Ils se privent d'électricité quand leurs enfants sont absents pour que ces derniers puissent en profiter, renoncent à prendre une douche ou à tirer la chasse d'eau plus d'une fois par jour. Ce dont ils ont besoin n'est pas d'apprendre à gérer leur consommation, poursuit l'assistante sociale. L'Etat ne parvient pas offrir une vie décente à tous, alors on se tourne vers l'éducatif, mais ce n'est pas ainsi qu'ils vont changer significativement leur situation. » Et c'est à ceux qui vivent dans les conditions les plus précaires que l'on demande d'adopter les comportements les plus vertueux...

Donner à tous les moyens de faire de bons choix, c'est ce que réclame plutôt Christine Mahy. Parmi les leviers possibles, le logement. « Il serait bon de mettre en œuvre une réglementation qui oblige les propriétaires à rénover sans augmenter les loyers. On a également besoin de dispositifs offrant aux catégories de revenus les plus bas d'isoler leur habitat, de réduire les pertes d'eau... en évitant les dossiers trop complexes à remplir », suggère-t-elle.

L'objectif de la fiscalité environnementale est d'orienter les choix des citoyens. La taxe

carbone sur les énergies fossiles (gaz, pétrole et dérivés) vise ainsi à inciter les particuliers à changer leurs comportements et à réduire leurs émissions de CO₂.

Une question de redistribution

Mais si cette taxe n'est pas adoptée de manière adéquate, elle risque de fragiliser les citoyens les plus défavorisés, ceux qui n'ont pas le choix ou la possibilité d'adapter leurs usages et ceux qui vivent dans des régions éloignées ou décentrées.

Des mesures compensatoires sont donc nécessaires. Vincent Van Steenberghe, expert au SPF Environnement, préconise par exemple de « rembourser » à tous les citoyens de façon égale le produit de cette taxe carbone : « Comme les ménages les plus pauvres consomment de manière absolue moins que les riches, ils recevraient davantage que le montant qu'ils déboursent pour la taxe : celle-ci pourrait ainsi être redistributive. »

Autre option : prévoir une redistribution davantage collective, par le biais d'investissements dans les transports publics ou l'isolation des bâtiments, ce qui permettrait d'éviter l'écueil de l'effet rebond de la redistribution directe.

La secrétaire générale du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté est peu favorable à une taxe qui s'applique à tous de façon indifférenciée : « cette fiscalité est toujours injuste, car la vie est proportionnellement plus chère pour les ménages à faibles revenus. S'il y a une redistribution, elle doit être garantie dès le départ ».

Concernant par exemple la mobilité, Christine Mahy plaide plutôt pour imposer





Marc-André Henin, 33 ans
Agriculteur et producteur du fromage Le brin de folie

“Repenser le système agricole dans son ensemble”

“ Je plaide pour une agriculture qui produit le plus de nourriture possible sur base des ressources disponibles. Actuellement, on nous fait croire qu’il faut choisir entre deux types d’agriculture. Soit la production de masse, industrielle et polluante, accessible à bas coût pour le consommateur. Soit l’agriculture « bobo-écolo » financièrement accessible par une minorité de la population. Ce n’est pas vrai ! Entre ces deux extrêmes, il existe une agriculture pratiquée par la majorité des agriculteurs.

Nous devons repenser le système agricole dans son ensemble et favoriser le développement d’un cadre qui rassemblera les agriculteurs et qui les encouragera à coopérer.

Beaucoup sont catastrophés de voir diminuer le nombre de fermes. Selon moi, ce n’est pas grave. Je pense même qu’il peut encore décroître. Par contre, le nombre d’agriculteurs doit se démultiplier. C’est une dynamique différente à installer et pour cela, il faut changer la législation et les mentalités. Les enjeux autour de l’agriculture sont colossaux !

”

une série de contraintes au parc automobile – des normes pour les constructeurs, une imposition supplémentaire pour les 4 X 4 et les SUV, un changement de régime des voitures de société... – et améliorer l’offre des transports en commun : « A l’heure actuelle, quand on voit le nombre de correspondances qui ne sont pas assurées, il faut être courageux pour les emprunter, constate Christine Mahy. Et puis, au Forem, on interroge immédiatement les demandeurs d’emploi pour savoir s’ils sont titulaires d’un permis voiture. »

En réalité, des politiques de réduction des émissions de CO₂ pourraient être aussi des politiques de lutte contre les inégalités : « Demandons à ceux qui émettent le plus de faire un effort plus grand, et à chacun de contribuer selon ses moyens ».

Et les classes moyennes dans tout ça ? « Les mesures compensatoires sont le plus souvent réservées aux très bas revenus, et ne peuvent pas être éternelles », souligne Tom Bauler (ULB). En Allemagne, un pays en avance dans la transition énergétique, la facture en énergie des consommateurs a doublé en dix ans, constate le professeur de l’IGEAT. Et, après une décennie d’adaptation, les tarifs préférentiels vont peu à peu être abandonnés : « Nous allons devoir inventer une autre façon de faire société. Stopper, par exemple, la périurbanisation. A l’avenir, comment vont faire ces gens qui habitent loin, hors de zones desservies par des transports publics, qui n’ont pas les moyens de s’acheter une voiture électrique, bloqués dans un lotissement avec une maison quatre façades mal isolée dans »

Mesure n°4

Changer nos modes de transport

Le transport est un des secteurs les plus émetteurs en Belgique, qui a également un impact énorme sur notre santé. « Avant tout, il faut prôner le moins, défend la porte-parole de Greenpeace, Juliette Boulet. Changer la place de la voiture, notamment au moyen d’un urbanisme qui incite aux modes doux, en créant des zones à ultra basses émissions, en fermant certaines rues à certains moments. Et puis arrêter la vente de moteurs thermiques. » Autre point noir : les voitures-salaires, ces 625 000 (!) voitures de société constituent une forme de « fiscalité noire », favorisant un comportement négatif. C’est un manque à gagner pour l’Etat, qui pourrait injecter cet argent dans les transports publics, et réorienter ses subsides non plus vers les carburants fossiles mais vers les véhicules électriques et surtout partagés. La piste à suivre ? Chez IEW, on vise une taxe de mise en circulation liée au poids et aux émissions CO₂ de la voiture.

« Du côté des entrepreneurs, nous sommes prêts à travailler cette question de la mobilité, en la rendant plus collective, avec la promotion du covoiturage, des voitures mises à disposition plutôt que des véhicules de société, propose Jacques Crahay, président de l’Union wallonne des entreprises. Un changement de mentalité est primordial. »

Autre mesure : rouvrir les voies ferrées et les gares, comme le préconise François Sana, responsable des matières environnementales à la CSC. « Le chemin de fer doit redevenir l’épine dorsale de la mobilité belge. Une offre de qualité et moins chère amènera la demande ». Valoriser les correspondances ferroviaires, combiner plusieurs modes de transport... Plus les solutions proposées seront accessibles, plus elles seront adoptées. —

Mesure n°5

Mettre fin à la déforestation importée

La Belgique détruit 10,4 millions d'hectares de forêt chaque année à l'étranger a calculé le WWF. Soit trois fois sa propre superficie. « A travers nos importations de bois, soja, bœuf, cacao, huile de palme, café et caoutchouc, nous réduisons les poumons du monde qui fixent le CO₂, alerte Jessica Nibelle, porte-parole de l'ONG. L'empreinte déforestation de la Belgique a augmenté de 30 % entre 2013 et 2017. Elle se retrouve dans nos produits du quotidien : meubles en bois, vêtements et accessoires en cuir, viande, barres chocolatées, confiseries ou encore café. »

Les pouvoirs publics doivent élaborer une stratégie nationale contre la déforestation, signer la Déclaration d'Amsterdam pour rejoindre la coalition d'Etats membres actifs contre la déforestation importée et rendre l'information plus claire pour les consommateurs. « Car aujourd'hui, la mention "produit non issu de la déforestation" n'apparaît pas sur votre paquet de beurre ou vos chaussures en cuir. » —

► laquelle ils ont investi leur argent ? », s'interroge l'expert.

Suite à une étude sur l'occupation du territoire menée en Flandre, son Bouwmeester (maître-architecte) constatait l'impossibilité pour la collectivité de continuer à investir dans l'accessibilité de tant d'endroits dispersés, tant financièrement qu'en termes d'émissions. « Soit il faudra abandonner certaines zones en regroupant les habitants dans les centres urbains, soit décentraliser et relocaliser les activités pour éviter les déplacements », prévient Tom Bauler.

Enfin, dernier enjeu liant « la fin du monde et les fins de mois » : quid de l'impact du réchauffement climatique sur les pays avec

lesquels nous faisons commerce ? Quid si la Chine décidait d'imposer une taxe carbone sur ses produits ? Quels seront les effets sociaux d'un tel renchérissement sur le coût de l'alimentation, des appareils électroniques et d'autres biens de consommation dans une économie très ouverte comme la nôtre ?

Autant de questions qui nécessitent des mesures rapides et concrètes. « La précarité va encore s'étendre, projette Tom Bauler. Etant donné son bâti et sa façon de vivre, la Belgique va être particulièrement impactée. Nous n'avons pas cinquante ans pour nous adapter. Il va falloir aller très vite pour réduire nos émissions. Et nous allons devoir renoncer à une série de biens et de services. » —

“ La question climatique me préoccupe depuis mes années universitaires. Alors que j'étudiais l'histoire à Gand, je me suis parallèlement investie dans une organisation sur le campus qui travaillait autour de la question climatique. J'ai rejoint le collectif Climate Express, avant d'être engagée par la Coalition Climat. L'histoire m'intéresse, mais le combat pour une justice climatique est tellement important que je me devais d'y prendre part. Je ne voulais pas perdre mon temps à travailler sur le passé, façon de parler, alors qu'il y a des enjeux prioritaires pour construire un futur. Aujourd'hui, je suis la seule salariée de cette Asbl nationale qui réunit plus de septante organisations de la société civile.

A l'époque, j'ai été engagée pour renforcer la mobilisation autour de la COP21. Aujourd'hui, on pèse sur la législature pour faire passer une loi climat. Ce n'est pas gagné, mais la ferveur écologique actuelle nous permet d'avoir plus de poids sur le plan politique. ”



Julie Van Houtryve, 27 ans
Coordinatrice de la Coalition Climat

“Se battre pour une justice climatique”

Vers une économie zéro carbone

Les industries et, dans une moindre mesure, les PME émettent beaucoup de gaz à effet de serre. Nos entreprises doivent se lancer au plus vite sur le chemin du « zéro émissions ». Mais comment ?

« L'initiative Sign for my future¹ est le signe d'une certaine prise de conscience dans les milieux économiques, constate François Sana, du service d'études de la CSC. Certains des entrepreneurs signataires ont vraiment envie de bouger. Mais du côté de la Fédération belge des entreprises, ça freine des quatre fers et ce sont toujours les moins-disants qui l'emportent. »

Nos émissions territoriales ont certes baissé de 21 % depuis 1990, grâce en partie à une augmentation de l'efficacité énergétique et le passage progressif des énergies fossiles à des énergies renouvelables. Mais pour beaucoup d'analystes, c'est surtout la fermeture de la sidérurgie et sa délocalisation qui ont permis d'atteindre ce chiffre.

« L'énergie est trop peu chère, estime Didier Goetghebuer, expert en énergie, ancien responsable de l'ICEDD (Institut de conseil et d'études en développement durable). C'est particulièrement le cas en Belgique où elle est peu taxée. S'y sont donc développées une série de PME et d'industries gourmandes en énergie, principalement situées en Flandre. »

François Sana confirme : « Installée à Anvers, la pétrochimie a très peur de toute mesure contraignante, ce qui paralyse une partie, voire tout le pays. »

Au niveau européen, les grandes industries (pas toutes, car certaines sont exemptées) sont censées participer à un système d'échange de quotas d'émissions (baptisé ETS) dont l'objectif consiste à diminuer peu à peu les émissions en renchérissant le prix de la tonne de CO₂. Cet objectif est pour l'instant

manqué : après la crise financière de 2008, une série d'entreprises ont disparu alors que les quotas, eux, n'ont pas changé.

Actuellement, les tarifs sont donc bas, ce qui n'incite pas à réaliser des économies d'énergie. « Une société qui investit dans la production de produits ou de services émettant peu de gaz à effet de serre fait ainsi un véritable pari, constate Didier Goetghebuer. Il faudrait augmenter de façon durable les prix de l'énergie. »

« Les prix de l'énergie, et pas uniquement ceux du CO₂ », précise l'économiste de l'Institut pour un développement durable Philippe Defeyt, qui craint sans cela un effet d'aubaine pour le secteur nucléaire. « En outre, il serait bon de réunir toutes les entreprises, grandes ou petites, dans un seul système de taxation. »

Par ailleurs, les progrès réalisés en termes d'efficacité énergétique ou d'électrification ne seront pas infinis. « Nous arrivons progressivement à un seuil, en touchant aux limites des technologies existantes », estime l'expert de l'IDD.

De son côté, l'économiste Philippe Roman (ICHEC et UCLouvain) pose la question de l'activité des entreprises : « Si nous décomposons les facteurs d'émissions de CO₂, nous constatons que celles-ci dépendent de l'efficacité énergétique, du type d'énergie utilisée, et de l'activité économique (lire aussi p. 34). Si nous prolongeons le rythme des baisses dues aux deux premiers facteurs, nous ne parviendrons pas du tout au zéro émissions en 2050. » Notre PIB croît pour l'instant de 1,5 % par an. Par rapport au passé, ce n'est pas élevé, mais cumulé c'est énorme : nous atteindrions 50 % de PIB en plus en 2050... « A moins d'un saut technologique incroyable – qui amènerait certainement ses propres travers s'il s'effectuait – c'est jouer à la roulette russe que de ne pas prendre en compte la décroissance et de s'imaginer qu'il suffira de développer de nouveaux secteurs. »

Cependant, pour Vincent Van Steenberghe du SPF Environnement, « on peut produire »

Mesure n°6

Modifier notre alimentation et notre agriculture

Pour améliorer notre bilan carbone, d'aucuns préconisent de réduire notre consommation de viande. A raison. « A condition de s'interroger sur le type de viande dont on parle et de savoir comment elle est produite », nuance Brigitte Gloire, pour qui l'objectif premier doit être une autonomie alimentaire avec les protéines végétales : « Il ne suffira pas de baisser notre consommation si nous continuons à produire de la viande, à en exporter et à importer du soja pour nourrir les bêtes. Réduire le cheptel est fondamental. Il nous faut repenser la fonction nourricière de l'agriculture, nous éloigner du système industriel qui émet beaucoup de protoxyde d'azote et de méthane. »

Pour Juliette Boulet, il faut aider les agriculteurs à recourir à l'agroforesterie, à des pratiques moins émettrices et soutenant la biodiversité : « La future PAC doit attribuer ses primes notamment en fonction de critères environnementaux et les chefs des exécutifs vont avoir leur mot à dire », rappelle la porte-parole de Greenpeace. Plus largement, il s'agira de réduire notre consommation de produits alimentaires les plus impactants. « L'imposer est compliqué, reconnaît Cédric Chevalier d'Urgence Environnement, mais des incitatifs fiscaux, selon le principe du pollueur-payeur, peuvent être imaginés. » —



Mesure n°7**Rénover nos bâtiments**

« Nos bâtiments sont dans un état catastrophique, surtout en Wallonie et à Bruxelles, déplore François Sana (CSC). Près de la moitié des bâtiments en Wallonie ont une performance énergétique parmi les plus basses (F ou G). Or, en visant une rénovation énergétique massive, en commençant par les bâtiments les plus mal isolés, on peut en plus créer de l'emploi, qui est non délocalisable. Une étude d'Eurofound montrait même que ces investissements pouvaient s'auto-rembourser en quelques années, grâce notamment aux dépenses de santé évitées. »

« Dans le secteur du logement, le mazout de chauffage bénéficie d'1,1 milliard d'euros d'avantages fiscaux contre 325 millions d'euros pour les primes à la rénovation et l'isolation », rappelle par ailleurs Jessica Nibelle du WWF.

« Si nous conservons le rythme actuel de construction, on peut considérer que 80 % du bâti de 2050 est déjà construit, constate pour sa part Céline Tellier d'IEW, c'est donc dans la rénovation qu'il faut mettre en priorité des moyens conséquents. »

Rénover les bâtiments par quartiers et par blocs pour mutualiser les coûts et stimuler les propriétaires, cibler particulièrement les bas revenus et les logements sociaux en accordant des primes plus importantes, accompagner les rénovations... En priorité peut-être dans les centres urbains, avec les deux ou trois façades, « pour donner envie de s'y installer », précise la secrétaire générale d'Inter-Environnement. —

Mesure n°8**Stopper les nuisances**

Pour Brigitte Gloire, formatrice spécialisée dans l'environnement et le développement durable, il faudrait réinstaurer et réappliquer aux produits des normes, un outil un peu oublié au profit des mécanismes de marché et des taxes. « Mettre en place des consignes, interdire l'obsolescence programmée, arrêter la publicité pour les biens ou services qui contribuent fortement au réchauffement climatique comme les trajets en avion ou les grosses voitures... » L'objectif étant de « ne plus produire ni consommer ce qui est carboné », mais aussi d'augmenter les exigences de durabilité. —

► moins de biens et faire croître le PIB, par exemple en augmentant la qualité et la durabilité des biens produits et en développant les services sociaux. Il y a moyen de penser une autre croissance, basée sur moins de carbone et moins de matières ».

Changer de logiciel

Le PIB n'est pas le seul indicateur des richesses produites, il en existe d'autres mais qui ne sont pas encore suffisamment reconnus ou prescripteurs. Pour cela, il faut changer de logiciel. « Le PIB en croissance nous est présenté comme le moyen d'accéder à plus de bien-être, insiste François Sana (CSC). Visons directement les retombées positives, la réduction de notre empreinte carbone, le bien-être au travail et en dehors. » Avec des pistes comme la réduction collective du temps de travail, le revenu universel ou de base, le plafonnement des rémunérations à un facteur dix, la lutte contre l'évasion fiscale.

Selon Didier Goetghebuer, certains patrons sont conscients d'être dans un moment particulier de l'histoire, certains se questionnent sérieusement, d'autres envisagent même des scénarios autour de l'effondrement. « Sont-ils 1 %, 10 % des entrepreneurs ? Je n'en sais rien, mais en tous cas pour l'instant c'est toujours la guerre économique qui fait loi, et si le voisin est moins cher... »

« Ne pas vouloir gagner de parts de marché, réduire son champ d'action... Comment faire passer ça auprès d'investisseurs ? se demande Philippe Defeyt. Pour le moment, on s'aligne encore sur le plus petit commun dénominateur. » Au sein de l'Union wallonne des entreprises,

on a pris le parti de réfléchir de manière prospective. « Nous imaginons quelle pourrait être la vie dans plusieurs dizaines d'années, explique son président Jacques Crahay. Après quoi, nous allons tenter de voir ce qu'il faut mettre en place dès à présent pour y arriver. »

Un outil prospectif construit avec les acteurs de terrain pendant les deux prochaines années, financé par des entrepreneurs et des mécènes. « Nous devons nous parler, sans nous opposer sur les idées, réfléchir de manière très étendue sur nos chaînes d'approvisionnement, le transport de nos produits, etc. Il y a des solutions, c'est enthousiasmant. »

Du côté des travailleurs aussi le modèle peut changer : « Je me suis battu pendant des années pour sortir du pouvoir d'achat, explique Sébastien Storme, ancien de la FGTB, à présent policy officer au Just Transition Center de la Confédération internationale des syndicats. Ne devons-nous pas être là pour permettre aux travailleurs de vivre, et non d'acheter ? Avoir plus de temps libre, pour vivre de manière plus durable, produire autrement pour consommer autrement, n'y a-t-il pas là un rôle pour les syndicats ? »

Une autre économie est possible

Dans différents secteurs, fort heureusement, on a décidé de prendre l'urgence climatique à bras le corps. Les économies de la fonctionnalité (axées sur l'usage d'un bien) et l'économie circulaire (qui vise à optimiser l'énergie et les matières en fonctionnant en boucle), notamment, inspirent beaucoup d'initiatives.





Cédric Chevalier, 35 ans
Gestionnaire de projet à Bruxelles environnement

**“Bâtir un Etat partenaire
de la transition,
ce serait fantastique”**

“ Après le rapport alarmiste et catastrophiste du GIEC, j’ai décidé avec des collègues d’écrire une carte blanche intitulée « Déclarons l’état d’urgence environnemental », signée par une centaine de personnes et visant à interpeller les parlementaires. Il y a ceux qui se suspendent à des cheminées d’usines. Il y a ceux qui s’investissent en politique. Nous, avec cette pétition, on veut utiliser la médiasphère pour susciter la réflexion autour de la transition écologique. Les citoyens n’ont pas besoin que l’on fasse les choses à leur place, mais ils demandent qu’on ne leur mette pas des bâtons dans les roues lorsqu’ils développent des alternatives. Un Etat qui n’est plus un frein et qui utilise tous les moyens disponibles pour soutenir les initiatives de transition, c’est cela un « Etat d’urgence » ”

« Je rencontre des entrepreneurs qui veulent vraiment avoir un impact carbone le plus faible possible, se réjouit Philippe Roman, qui effectue des recherches sur le sujet à Bruxelles dans le cadre du projet Brufonctionnel. Ce sont des convaincus, mais ils ont de grandes difficultés à survivre. »

Car les obstacles sont nombreux : des offres commerciales peut-être trop peu lisibles, un manque de clients prêts à s’engager, pas assez de soutiens de l’Etat... « Les pouvoirs publics pourraient par exemple inclure des critères de soutenabilité plus forts dans leurs marchés publics. »

Pour favoriser cette transition des entreprises, d’aucuns proposent d’axer la fiscalité sur les supports matériels de notre économie, en taxant les polluants, le CO₂, mais aussi les flux de matières, y compris à l’entrée de

la production. « Cela favoriserait immédiatement la récupération, la réutilisation, poursuit Philippe Roman. Ceux qui travaillent dans ces secteurs ont le sentiment d’œuvrer pour le bien commun sans que cela soit valorisé. Tout ce qui réduit les factures de dépollution, de santé, d’extraction de matières devrait être encouragé. »

Tous ces changements sont non seulement souhaitables pour la planète, mais ils seront par ailleurs positifs pour l’emploi. Une étude du bureau de consultance Climact prévoit la création de 80 000 emplois d’ici 2030 grâce à la transition bas carbone en Belgique². Avec un défi à la clé : assurer la reconversion des travailleurs et venir en aide à ceux qui ne pourront en bénéficier. « Mettons-nous au plus vite autour de la table pour savoir où l’on va et décidons de comment nous devons y aller. Analysons la “situation climatique” de tel

Mesure n°9

Coordonner les différents niveaux de pouvoir

Les compétences en rapport avec le climat sont en Belgique dispersées à travers divers niveaux de pouvoir. Chaque région et l’Etat fédéral ont leur mot à dire, leurs décisions à prendre – pas toujours dans le même sens. Or nos obligations européennes notamment sont communes ! La situation est propice aussi à l’immobilisme et au « c’est pas moi c’est l’autre »...

« Nous ne sommes pas équipés institutionnellement pour nous accorder sur une vision commune à long terme, explique Delphine Misonne, professeure de droit et de gouvernance environnementale à l’université Saint-Louis et co-auteur de la loi climat, et remplir ainsi nos engagements internationaux. L’éclatement entre les différentes entités n’a pas été pensé pour répondre à un enjeu aussi exceptionnel que celui du climat. » La loi spéciale proposée par des académiques (francophones et néerlandophones) tend ainsi à permettre la constitution d’un cadre commun, pour une meilleure coordination et plus de transparence, de cohérence. « L’aspect interfédéral est peut-être trop osé pour certains partis, reprend la juriste, mais la demande citoyenne est bien interfédérale elle. Et l’Union européenne nous donne l’obligation de développer un dialogue multi-niveaux. » Des accords de coopération sont bien entendu possibles sans loi spéciale, mais ce système n’a pas jusqu’ici prouvé une grande efficacité... —

secteur, telle entreprise. Prévoyons des plans de reconversion et de requalification, plaide Sébastien Storme. Ainsi, les travailleurs n’auront plus peur. » Un chantier autour d’une économie durable et responsable à lancer au plus vite. Car le monde de l’entreprise va devoir changer, lui aussi. —

1. Pétition pour « une Belgique climatiquement neutre en 2050 » qui regroupe des entrepreneurs et des associations, des membres du corps académique et des citoyens.
2. Les impacts macroéconomiques de la transition bas carbone en Belgique, voir sur www.climat.be/2050

Bruno Villalba, politologue

“Assez, c’est combien ?”

Est-il possible de définir ce qu’est la sobriété ?

— C’est compliqué : la sobriété va être perçue différemment suivant le rapport au manque des individus, s’ils font déjà face à des situations de privation ou s’ils font partie de la classe moyenne où la sobriété peut être perçue comme une pratique vertueuse.

Il ne s’agit pas tant de déterminer un seuil ou un niveau de sobriété que de définir en commun ce à quoi nous devons collectivement renoncer pour permettre un partage équitable entre les personnes qui ont, et qui ont à l’excès, et celles qui manquent.

Le principe de la sobriété implique que la démarche s’étende dans toutes les dimensions, qu’on réfléchisse au consumérisme et à ses conséquences. Didier, un précaire que j’ai interrogé sur ses pratiques, m’a renvoyé ma question : « *Assez, c’est combien ?* ». Je trouve que cette formule est la meilleure définition de la sobriété : à partir de quand sommes-nous à satiété ?

On parle beaucoup d’efficacité énergétique, d’énergies renouvelables, etc., mais finalement très peu voire pas du tout de sobriété. Pourquoi cette notion est-elle si absente du débat politique, alors qu’elle semble être une solution évidente pour réduire nos émissions ? — Parce qu’elle tape dans le gras du bide ! Il n’y a pas d’autre explication... Plus

profondément, ce que j’ai réalisé en travaillant sur cette question, c’est qu’elle touche au cœur même de l’idée que nous faisons de la démocratie et de l’individu dans celle-ci. La démocratie est un système qui, sous couvert de valoriser la liberté individuelle – le cœur de sa proposition politique –, ne peut fonctionner que par l’accumulation du confort matériel. On ne peut pas être libre si on est dépendant de l’énergie, de l’alimentation, de la santé, etc. Donc nous devons toujours plus exploiter la Terre.

«La sobriété, c’est une politique de renoncement. Renoncer à cette frénésie de l’accumulation»

Ce système démocratique ne fonctionne que par l’extension des droits des individus (et on ne peut être que d’accord avec ça...), mais ces droits doivent absolument être rendus tangibles, visibles, par des marqueurs – la liberté d’aller où vous voulez par exemple, va se traduire par la liberté d’aller où vous voulez... avec une voiture personnelle.

La sobriété, à mon sens, c’est vraiment une politique de renoncement. Renoncer à cette frénésie de l’accumulation, renoncer à cette idée que l’on va pouvoir continûment étendre la capacité de chaque individu à accumuler les signes du bien-être matériel.

La sobriété n’a pas seulement une dimension individuelle, elle est aussi une question politique.

— Tout à fait. Si je suis sobre, à quoi cela va-t-il servir sur le plan collectif et individuel ? Il y a une dimension que l’on pourrait qualifier de spirituelle, d’éthique, à la question de la sobriété : est-ce que ma vie aura plus de sens

si j’agis ? Mais cela doit être mis en débat ! A mon sens, c’est tout à fait une question politique, ce qu’on appelait la vertu civique : quelle est la norme de comportement adaptée et raisonnable par rapport à la situation écologique dans laquelle nous vivons, qui est, c’est le moins que l’on puisse dire, dramatique ?

La question de la sobriété est sans cesse écartée pour cause de vision passéiste (« *le nucléaire ou la bougie* »), de vision spiritualiste (ce qui pose particulièrement problème notamment en France, pays très marqué par la dimension laïque), et puis surtout par un « *c’est une question importante mais elle est difficile à mettre en débat* » de la part des élus. Mais c’est bien la responsabilité des politiques de mettre en débat des questions qui sont complexes dès lors que la situation est compliquée !

Si l’on reste uniquement dans la dimension individuelle, on accentue la seule responsabilité de l’individu dans le dispositif. Cet individu est sommé d’être vertueux dans sa consommation... tant qu’il consomme. C’est un paradoxe impossible à gérer.

Par contre, si c’est mis en débat collectivement, c’est un sujet qui ne concernera plus uniquement les pauvres en situation de précarité énergétique, mais qui questionnera aussi la répartition des richesses. C’est une proposition qui permet d’interroger les rapports économiques différemment : est-ce que ces inégalités sont justes compte tenu des contraintes collectives que nous subissons face aux questions environnementales ? Si collectivement nous fixions des règles de gestion de limites – avec par exemple une carte carbone comme cela avait été proposé en Grande-Bretagne – nous pourrions réguler en équité le stock d’énergie encore disponible.

Aborder la sobriété, c’est aussi l’occasion de travailler sur les inégalités ?

— Complètement. Souvent, lorsqu’on parle d’inégalités sociales et écologiques, on se

fixe pour objectif d'augmenter la justice redistributive, en mettant en place des dispositifs de rattrapage des plus riches par les plus pauvres. Mais ce n'est valable que si l'on se place dans un monde où les richesses matérielles sont infinies.

«La frustration est l'objectif même de la société de consommation, il nous en faut toujours plus»

Nous, et notamment les hommes politiques, et même la nouvelle génération, restons dans ce schéma : accroître le développement d'une société pour rattraper les inégalités sociales. Or ça, ce n'est pas possible.

La sobriété me semble être la seule voie cohérente pour tenter d'ajuster – rapidement ! – ce souhait de maintenir la capacité des individus à se construire un destin (le projet de la démocratie) avec les limites de notre monde actuel.

La sobriété, c'est l'antidote de la frustration. Nous sommes dans une société de promesses non tenues : la frustration est l'objectif même de la société de consommation, il nous en faut toujours plus. Mais finalement, quelles sont les valeurs de la citoyenneté ? L'individu citoyen est-il d'abord un consommateur ? Ou est-il d'abord caractérisé, comme le dit Guattari, par la relation à l'autre ? Le pouvoir d'achat – revendication première des Gilets jaunes – est-ce que c'est ça qui me définit ? Ou sont-ce plutôt les liens que j'établis avec les gens avec qui je vis, parce que j'ai besoin de ces liens pour maintenir mon existence ? La sobriété amène à une introspection individuelle – de quoi ai-je besoin pour être heureux, comment vais-je y arriver ? – mais permet aussi de parvenir à un état de cohérence en regard de ma vie et de l'état du monde.

Nous serons contraints à la sobriété, nous n'aurons pas le choix ! Les difficultés matérielles inhérentes au fonctionnement de notre modèle technique (il suffit de voir l'état des routes secondaires aux USA ou en Espagne) nous obligeront à nous interroger sur nos priorités. L'intérêt de mettre en débat la sobriété c'est de nous y préparer, de l'anticiper. Il est nécessaire de construire un cadre de débat, les communes étant un bon premier endroit d'intervention : choisir entre un centre commercial ou une zone de permaculture, c'est une vraie question. Les lieux

d'expérimentation sont ensuite essentiels, en tant que supports au débat, pour faire ensemble l'expérience de l'autonomie. Malheureusement, les expérimentations sont pour l'instant à l'échelle résiduelle mais c'est important de voir que ça marche malgré tout, et que ça va créer du bien-être. —

En savoir +

Bruno Villalba, Luc Semal (coordinateurs), *Sobriété énergétique, contraintes matérielles, équité sociale et perspectives institutionnelles*, Quae, 2018.



Alice Driesen, 32 ans, chargée de communication à la Haute Ecole HELMo

“Les écoles aussi se mettent en transition”

“ Faire rencontrer les gens et les aider à partager leurs idées, c'est simple mais c'est ma façon de mettre ma pierre à l'édifice. Je me suis toujours investie dans des projets sociétaux. Quand j'étais petite, c'était pour Amnesty International. Aujourd'hui, je continue à m'investir dans le cadre de mon travail au sein d'une haute école liégeoise, notamment via la structure « HELMo en transition » qui soutient des projets comme l'installation d'une cantine durable ou d'un biodigesteur.

Notre institution compte 10 000 personnes. Plus de cent vingt projets pour rendre l'école plus verte ont déjà vu le jour. Et au sein de cette communauté, je suis persuadée qu'il y a encore des tas de bonnes idées à valoriser et que l'on peut développer autre chose que des relations pédagogiques. C'est primordial qu'une institution spécialisée dans la formation et l'éducation des jeunes – qui seront les dirigeants de notre future société – se mette en marche sur les questions écologiques.

”

Mesure n°10**Augmenter le coût de l'avion et du bateau**

Aviation et transport maritime ne font pas partie des comptabilités nationales dans l'Accord de Paris. « Mais si on ne veut pas que la baignoire déborde, il faut regarder tous les robinets, prévient Cédric Chevalier. L'aviation ne représente peut-être que 2 à 3 % des émissions aujourd'hui¹, mais elle est en pleine croissance et émettra peut-être 20 % des émissions dans quinze ans. On ne peut pas la laisser exploser ainsi. »

Taxer le kérosène et les billets d'avion – et donc négocier avec les voisins européens pour ce faire – est une nécessité réclamée par la Coalition climat, de même qu'il faudrait étendre le système ETS² à l'aviation et cesser de développer des aéroports. Pour Climact, la demande devrait baisser de 10 à 20 %. D'autres prônent la fin des vols sous les 1 000 km.

« On observe une montée de la conscientisation sur les pollutions dues à l'avion, remarque Edwin Zaccai. Ce n'est pas encore le cas sur le bateau – c'est sans doute moins visible parce que les gens ne le prennent pas, et que le coût du transport est aujourd'hui très faible dans les biens que nous consommons – alors que c'est aussi un gros émetteur et c'est une base de notre mondialisation. » —

1. L'Institut pour un développement durable a récemment recalculé les émissions : on peut estimer que l'aviation représente aujourd'hui environ 3% des émissions de CO₂ liées à la combustion, entre 3% et 3,5% des émissions globales de gaz à effet de serre mesurées en équivalent CO₂.

2. Système d'échange de droits d'émission européen.



Frédéric Chômé, 45 ans
Boîte à idées dans le secteur de la transition

“Mettre notre créativité au service de l'intérêt collectif”

“ J'aime construire, je n'aime pas gérer. Je préfère dépenser mon énergie à lancer des idées disruptives, à ouvrir des barrières. C'est important de mettre sa créativité au service de l'intérêt collectif. En 2002, j'ai créé ma première entreprise. Depuis, je dois en avoir développé huit ou neuf, toutes actives dans le domaine de l'environnement ou de la transition. J'aide aussi les autres entreprises à développer une stratégie de gestion durable. On réfléchit ensemble à la valeur ajoutée, au recyclage et à la réduction des quantités de production. Car un changement de paradigme total est nécessaire. On a trop longtemps cru que l'on pourrait s'en sortir sans douleur, c'est ça qui est tragique. Toutes les actions que l'on mettra en œuvre permettront d'avoir moins mal, pas d'aller mieux. C'est une des raisons pour laquelle la majorité des gens ne veulent pas bouger. Je m'énerve quand j'entends dire que c'est à l'Europe ou à un niveau de pouvoir encore supérieur que ça se passe. Bien sûr que non ! Ce sont les citoyens qui transforment. Des citoyens se réunissent, s'accordent et se mettent en route. C'est toujours comme cela que ça s'est passé et c'est toujours comme cela que ça se passera ! ”

Le réalisme de Kaya

L'équation de Kaya, utilisée notamment par le Giec, décompose les émissions de gaz à effet de serre en plusieurs facteurs :

$$CO_2 = \frac{CO_2}{Energie} \times \frac{Energie}{\text{€ PIB}} \times \frac{PIB}{\text{Habitant}} \times \text{Nombre d'habitants}$$

Le premier représente l'intensité carbone de l'énergie (-12 % en Belgique depuis 1990), le deuxième l'intensité énergétique d'une unité de richesse nationale (- 25 % depuis 1970), le troisième la richesse par habitant et le quatrième la taille de la population.

Tous ces facteurs sont donc liés, et ne travailler que sur l'un d'entre eux sans considérer les autres n'est pas suffisant. Chez nous, les deux derniers facteurs multipliés ont doublé depuis 1990, et les premiers n'ont évidemment pas suffisamment baissé pour compenser – certains pensent qu'ils ne diminueront jamais assez vite et assez fort, et qu'il nous faut donc aussi absolument agir sur la richesse et/ou la population. C'est sur cette équation que s'est basée la réflexion de Frédéric Chômé ci-contre. —



Profiter de la vie en 2030

Quel visage pourra avoir notre société lorsqu'elle aura (soyons optimistes) pris la mesure des changements à engager ? Comment pourrons-nous nous organiser pour vivre à la hauteur de nos moyens – soit en atteignant rapidement le zéro émissions ? Nous avons posé la question à Frédéric Chomé, « créateur de valeurs partagées » chez Factor-X, qui s'est lancé dans une exploration du futur proche. En voici un aperçu.

Pour vivre durablement en 2030, il va falloir réduire les inégalités et offrir à chacun un « pack de départ »

qui soit suffisant pour vivre et ne pas simplement survivre, avant de poser les contraintes qui permettront de réduire drastiquement nos émissions de gaz à effet de serre.

Ce « pack » assurera à tous la satisfaction de ses besoins de base : se nourrir, se loger, se chauffer, se vêtir, se déplacer, se former, travailler, obtenir un revenu, se soigner... Il vient en remplacement de la plupart des aides sociales actuelles et nous semble plus efficace qu'un revenu de base.

En 2030, nos logements seront plus petits : les 30 premiers m² par personne seront loués à bas prix ou détaxés en cas d'achat. Au-delà, on sera chèrement imposés ! Du coup, nous déménagerons plus volontiers pour adapter nos logements aux variations de notre ménage ou nous rapprocher de notre boulot. Notre employeur est d'ailleurs tenu de nous fournir un logement au tarif plafonné dans un rayon de moins de 25km.

Nous aurons droit gratuitement à une quantité de base d'eau (14m³), d'électricité (350 kWh) et, de façon transitoire, de bois (1m³) – ceux dont le logement a été isolé grâce au plan par arrondissement n'en auront plus besoin. Nous serons passés à la semaine de 20 heures,

auxquelles s'ajouteront 5 heures de travail pour le bien commun. Certains préféreront bosser comme des fous la moitié de l'année et plus du tout l'autre moitié, ils seront payés de manière constante toute l'année.

Côté salaire, justement, les choses auront beaucoup changé : le salaire minimum s'élèvera à 1 300 euros nets et le maximum n'excédera pas plus de quatre fois ce montant de base, même les PDG gagneront 5 200 euros. Et pas question de cumuler deux emplois : l'idée, c'est de libérer du temps de vie agréable !

Pour cultiver par exemple : chaque habitant accédera à 1 000 m² de terre arable (l'artificialisation des terres, c'est terminé) à moins de 10 km de chez lui pour produire sa nourriture. Les agriculteurs professionnels existeront toujours, mais ce sera un moyen de faire des économies, de prendre du plaisir à travailler la terre ou à s'occuper de ses moutons...

Nous passerons clairement moins de temps à faire les magasins et nos placards seront plus petits et moins pleins : les bibliothèques d'objets, d'outils, de livres, de disques ou de films nous suffiront, et comme les biens seront garantis trente ans et réparables, on achètera beaucoup moins. Il faut noter aussi qu'avec la surtaxation des produits nocifs pour le climat, ceux-ci deviendront hors de prix.

Les voitures qui rouleront encore (la place qui leur est laissée diminue de 5 % par an et

le carburant augmente de 0,25€/litre chaque mois) seront partagées et nous les utiliserons peu : les transports publics seront très démocratiques (1 euro par jour par personne), bien développés, et les pistes cyclables agréables. L'assistance électrique deviendra le complément idéal de la force humaine pour les moyennes distances. On ne prendra plus que très rarement l'avion et lorsqu'on partira – deux fois durant sa vie au maximum – ce sera pour une durée minimale de six mois.

Avec la disparition en 2020 des moteurs thermiques, la multiplication des forêts comestibles un peu partout et la généralisation de l'agriculture bio, la qualité de l'air sera sans commune mesure avec ce qu'on subissait encore en 2019. Et les problèmes de santé auront sérieusement et heureusement régressé. Les soins seront remboursés jusqu'à 65 ans : comme nous pourrons mieux profiter de la vie en travaillant moins, cet âge sera beaucoup moins attendu. Un dernier détail, important : ceux qui auront pu économiser investiront dans l'économie réelle et positive, et les transactions boursières seront taxées d'autant plus que le placement sera à court terme, carboné, ou complexe. —

En savoir +

L'intégralité de ce travail exploratoire est à découvrir sur notre site : www.imagine-magazine.com



POLITIQUE

Jean Faniel
 Directeur du Centre de recherche
 et d'informations
 socio-politiques (Crisp)

Décembre 2018. Le gouvernement fédéral vacille puis chute. « *Quoi ? Encore des élections ?!* » Quasiment tous les partis politiques considèrent qu'il ne faut pas de scrutin anticipé, entre celui d'octobre et celui à venir en mai 2019. Les Belges seraient lassés de voter si souvent. À 6 000 km de là, au contraire, un nouveau report des élections présidentielles risquerait de remettre le feu aux poudres au Congo. « *Quoi ? Toujours pas d'élections ?!* »

En Belgique, on a pris l'habitude de voir s'enchaîner les échéances électorales. Tous niveaux de pouvoir confondus, on a voté quarante-quatre fois de 1946 à 2014. Soit, en moyenne, tous les dix-neuf mois et demi. Parfois à une semaine d'intervalle, par deux fois seulement à quatre ans d'écart¹. Cette fréquence est liée, d'une part, à l'instabilité et aux tensions politiques qui ont marqué tout particulièrement les années 1970 ou qui, plus récemment, ont provoqué la tenue d'élections anticipées en 1987 et en 2010. Elle est due, d'autre part, à la multiplication des niveaux de pouvoir comportant une assemblée élue puisque, aux élections communales, provinciales et législatives (Chambre des représentants et Sénat) se sont ajoutés non seulement le scrutin européen à partir de 1979, mais aussi l'élection des assemblées germanophone dès 1974, bruxelloise à partir de 1989, ainsi que wallonne et flamande depuis 1995, ces différents scrutins étant réunis (et alignés sur le calendrier européen) depuis maintenant vingt ans².

Un ralentissement de la cadence électorale...

Lors de la sixième réforme institutionnelle, il a été décidé de faire désormais coïncider – sauf scrutin fédéral anticipé – l'élection de la Chambre des représentants et les élections européennes, régionales et communautaires³.

Encore des élections !

Entre le 25 mai 2014 et le 14 octobre 2018 s'est déroulée la plus longue période sans élection (en temps de paix) qu'ait connue la Belgique. Au niveau fédéral, la Suédoise a globalement profité de cette stabilité pour

mettre en œuvre l'essentiel de son programme de gouvernement ; par contre, le résultat du scrutin local de 2018, assez peu favorable aux partis de la majorité fédérale, a miné cette coalition jusqu'à la faire chavirer.

Au niveau wallon, en revanche, le changement d'attelage intervenu en juillet 2017 a écourté la vie du premier gouvernement de la législature (Magnette, PS/CDH), et n'a guère laissé de temps au second (Borsus, MR/CDH). Mais il s'est opéré sans retour aux urnes – la législation interdit la tenue d'élections anticipées pour les assemblées des entités fédérées. L'absence de scrutin n'est donc pas nécessairement le gage d'une stabilité politique à toute épreuve.

En principe, l'espacement des échéances électorales entamé voici cinq ans devrait s'accroître puisque le premier scrutin prévu après celui du 26 mai 2019 devrait être celui du 26 mai... 2024. Autrement dit, il va tout doucement falloir revoir le jugement selon lequel on vote souvent en Belgique.

... mais pas complètement

Et pourtant, nos vies semblent désormais rythmées par les échéances électorales. Mais pas nécessairement en Belgique. La construction européenne, d'une part, et la mondialisation, d'autre part, donnent la sensation que le calendrier électoral s'est accéléré, voire qu'on vit en campagne de manière permanente.

La composition du Conseil européen – organe majeur s'il en est⁴, à l'influence certaine sur les citoyens de l'Union européenne – change sans cesse, sans pour autant être jamais renouvelée intégralement puisqu'elle dépend d'échéances électorales nationales ou des changements de gouvernement dans chacun des Etats membres de l'Union.

D'un côté, cela ne permet jamais de faire avancer beaucoup les dossiers puisqu'on est sans cesse dans l'attente d'une éventuelle modification des rapports de force ; de l'autre, cela assure une forte stabilité aux politiques décidées au niveau européen. Autrement dit, s'est développée une combinaison d'inertie et de sentiment permanent de tension et d'instabilité.

Les élections infranationales ralentissent également le rythme politique, et le paralysent même parfois, y compris en dehors des frontières du pays concerné.

Qu'une élection régionale survienne dans un important *Land* allemand et la chancière doit calculer, louvoyer, retenir son souffle puis avancer un peu... jusqu'au scrutin régional suivant. Car, à la différence de la Belgique, l'Allemagne n'organise pas l'élection de ses parlements régionaux partout le même jour. Comme les deux pays n'ont pas le même poids, les électeurs bavarois pèsent probablement davantage que ceux de Flandre ou de Wallonie sur le cours de la politique internationale.

En dehors de l'Europe aussi, notre destin semble rythmé et déterminé par des élections successives et par leurs résultats. La présidentielle états-unienne en est l'exemple le plus frappant, et de longue date : son issue semble déterminer le sort de la planète tout entière et de ses habitants alors que seuls votent les



ressortissants américains (et encore, pas tous). L'élection du président russe n'est pas en reste (même si elle s'accompagne de moins de suspense, il faut bien l'avouer). Même l'élection du président du Brésil est récemment apparue comme un enjeu majeur, y compris jusqu'en Europe et pour l'ensemble des citoyens. Car la mondialisation se caractérise par une forte interdépendance – ce n'est pas pour rien qu'on la nomme aussi globalisation. Sur le plan économique, bien sûr. Sur le plan climatique, aussi. Surtout quand il s'agit de pays si gigantesques que, par leur politique en matière de gestion de leurs ressources naturelles (forêts, hydrocarbures...), ils sont aptes à peser à eux seuls sur l'évolution de la planète.

Or les électeurs belges n'ont pas pris sur l'élection des dirigeants de ces pays. Cette situation contribue probablement à accroître leur sentiment d'impuissance face à l'évolution du monde. A l'intérieur même des frontières nationales, c'est une situation qu'ils ressentent déjà parfois : les francophones ne peuvent pas peser directement sur le paysage électoral flamand et certains s'en désolent (et vice-versa), *a fortiori* lorsqu'ils sont dirigés par un gouvernement qui ne correspond pas aux convictions d'une bonne

partie d'entre eux et se trouve fortement déséquilibré sur le plan linguistique, comme le fut la majorité fédérale mise en place en 2014. On comprend dès lors mieux pourquoi bon nombre de citoyens soupirent : « Pfff... Encore des élections... »

Faire entendre sa voix malgré tout

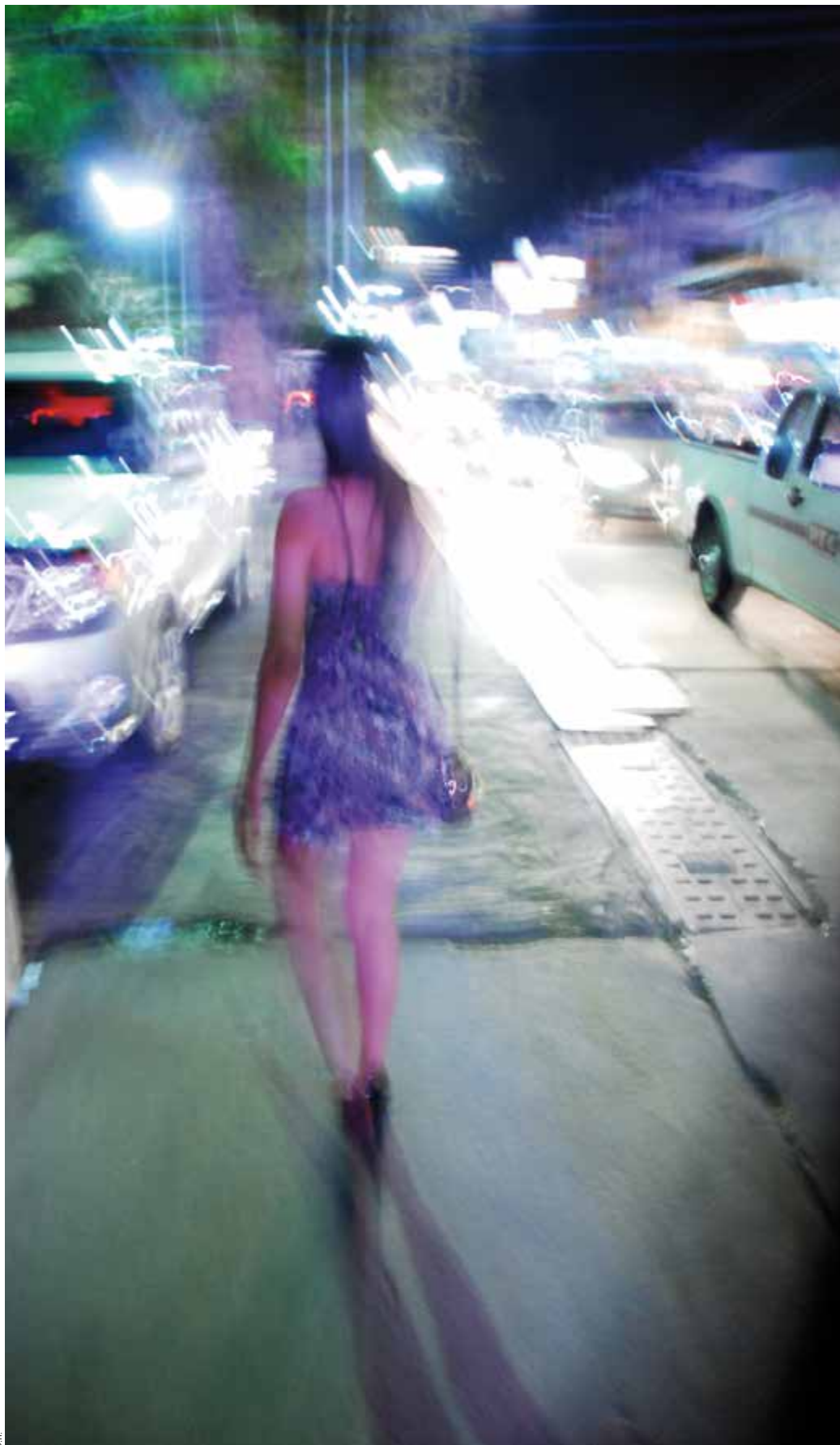
C'est pourquoi, sans doute, les principaux partis politiques belges ont préféré mettre le pays au ralenti pendant cinq mois plutôt que voir se succéder deux élections à trois mois d'intervalle au risque de devoir se frotter à des électeurs qu'ils supposent blasés.

Rien n'indique pourtant que les citoyens préfèrent tous le silence. Au contraire, certains ont décidé de bien faire entendre leur voix. Que ce soit faute de pouvoir le faire dans les urnes dès le mois de décembre ou parce que leur jeune âge les empêche actuellement de prendre part aux scrutins. Ou que ce soit en complément d'un bulletin de vote, la démocratie ne se réduisant pas à celui-ci. Puisque le recours aux urnes est différé ou paraît insatisfaisant, c'est dans la rue ou sur les ronds-points que ces citoyens ont décidé de s'exprimer.

Il reste aussi beaucoup de pays où les élections sont tout simplement un doux rêve. Pouvoir enfin choisir son destin collectif ensemble, en toute liberté, sans craindre pour sa vie ou pour la stabilité du pays, et chacun – ou chacune – sur un pied d'égalité, n'est pas une réalité partout. Avoir la possibilité de faire vérifier la régularité du scrutin afin de pouvoir en admettre la validité apparaît également comme essentiel, ainsi que le montre *a contrario* la situation dans laquelle la République démocratique du Congo s'est trouvée plongée au lendemain du scrutin de décembre 2018.

En effet, les Congolais ont pu commencer, non sans difficulté, à expérimenter les différentes facettes d'un scrutin libre et démocratique. Et ils ont ensuite dû déchanter face aux conditions dans lesquelles la publication des résultats et la proclamation du verdict final des élections sont intervenues. Là aussi, la seule tenue d'un scrutin apparaîtra pour beaucoup insuffisante pour pouvoir parler de démocratie et voir se réaliser les changements espérés. Néanmoins, l'organisation du scrutin a déjà représenté un espoir nouveau. Et il ne serait pas surprenant d'entendre réclamer au cœur de l'Afrique centrale : « Encore des élections ! » —

1. En février 1946, les élections nationales et provinciales étaient espacées d'une semaine. A l'opposé, seules les législatures 1954-1958 et 1995-1999 n'ont été entrecoupées par aucune élection, pas même les communales.
2. Sans oublier les conseils des districts anversois, élus depuis 2000, ou encore l'élection du Conseil d'Agglomération tenue à Bruxelles en 1971.
3. Cela avait déjà été le cas en 1999 – année qui avait, en outre, vu l'élection du Sénat, assemblée qui ne comprend désormais plus de membres élus directement.
4. Le Conseil européen réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres de l'Union européenne.



Esclaves modernes

Chaque année, la justice belge place sous protection une centaine de personnes fuyant une servitude proche de l'esclavage. Grâce à une législation exemplaire, forces de police et associations luttent sans relâche contre la traite des êtres humains. Mais des milliers de victimes demeurent encore invisibles.

Ils étaient plongeurs en cuisine ou maçons sur chantier, sous la coupe d'un exploitant ou d'une organisation. Un jour, ils ont renoncé à leur servitude pour se placer sous la protection de la justice. En 2017, selon les derniers chiffres disponibles en Belgique, ils étaient 121 à avoir franchi le pas. « Notre législation dispose d'une des procédures les plus actives au monde pour lutter contre la traite des êtres humains, se félicite Sarah De Hovre, la directrice de PAG-ASA, une structure bruxelloise qui accueille et accompagne d'anciennes victimes de la traite. Les victimes connues de la justice reçoivent un accompagnement social et psychologique, ainsi que des documents de séjour temporaire, renouvelables jusqu'à ce que la justice statue sur leur sort. » Pour bénéficier de cette protection, les affranchis doivent avoir rompu tout contact avec leurs bourreaux et collaborer pleinement avec la police. Plus tard, si un juge leur reconnaît le statut de victime de la traite, ces personnes pourront prétendre à un titre de séjour permanent. « A l'origine de cette procédure, il y a l'enquête réalisée par le journaliste flamand Chris De Stoop et son livre Elles sont si gentilles, Monsieur, consacré aux conditions de vie des prostituées venues d'Asie, rappelle la responsable. A sa sortie en 1993, l'émotion fut si vive qu'une commission d'enquête s'était penchée sur la question et avait imaginé la législation ambitieuse que l'on connaît maintenant. »

Un cadre juridique indispensable, car le phénomène reste préoccupant : l'an dernier, soixante-huit nouvelles victimes ont trouvé refuge à PAG-ASA.

« Les victimes sous emprise vivent avec une pression physique et mentale permanente. Quand elles arrivent ici, elles ont grandement besoin de repos, de retrouver un rythme de vie normal, avec des repas pris à heure fixe, des activités limitées et des heures de sommeil régulières. C'est après que ressurgissent les traumatismes. On travaille alors avec des psychologues spécialisés qui acceptent l'intermédiaire d'un interprète », explique Sarah De Hovre.

Un chiffre noir

Qui sont ces victimes qui se font connaître de la justice ? Pour moitié, des filles poussées à la prostitution, pour un tiers des travailleurs réduits à la servilité, les autres sont essentiellement des mendiants.

En 2017, les prostituées nigérianes représentaient le tiers des personnes protégées. « Ce

fut le résultat d'une grosse enquête de la police judiciaire fédérale, précise la directrice, qui a conduit au démantèlement de réseaux de prostitution. » (voir encadré)

Les travailleurs serviles proviennent essentiellement du secteur du bâtiment et de l'Horeca, avec des histoires souvent semblables.

« Des hommes plus ou moins qualifiés débarquent en Belgique avec un visa de tourisme, ils cherchent du travail, en trouvent puis glissent progressivement vers une situation de servitude sous l'emprise d'employeurs malhonnêtes », poursuit Sarah De Hovre.

Souvent, ces employeurs sont de petits entrepreneurs, chinois ou marocains, qui font appel à leur réseau social au pays pour faire venir quelqu'un. « La relation démarre peut-être sur de bonnes intentions mais elle débouche sur des abus vis-à-vis de personnes qui ne parlent ni le français ni le néerlandais et ignorent tout de notre législation sociale. »

Les personnes placées sous protection représentent très probablement une petite partie

d'un phénomène très important. « Selon les analyses, il y aurait entre 5 000 et 100 000 esclaves modernes en Belgique, poursuit Sarah De Hovre. Il est impossible d'être plus précis, car ces travailleurs vivent autour de nous tout en demeurant invisibles. »

En 2017, l'année où 121 personnes ont bénéficié d'une protection judiciaire, les parquets belges ont examiné 328 affaires de traite des êtres humains, soit trois fois plus. « Tous les cas ne nous sont pas signalés, regrette la directrice. Il est par ailleurs frustrant de réaliser que la majorité des victimes d'exploitation ne bénéficie d'aucune protection. Nous avons de bonnes lois, on pourrait s'attendre à un meilleur investissement des autorités, notamment par un renforcement des effectifs de l'inspection sociale et de la police à qui l'on doit le démantèlement des filières et l'identification des victimes. »

— Jean-François Pollet

Destiny, du Nigéria aux trottoirs bruxellois

Il y a deux ans, une importante enquête de police menée sur les sites de rencontres sexuelles et dans les bars spécialisés a permis de libérer quarante-deux jeunes nigérianes placées aujourd'hui sous protection judiciaire pour traite des êtres humains.

Destiny est l'une d'elles, son récit reflète l'histoire de milliers de jeunes filles bernées par une maquerelle qui les a contraintes à la prostitution. Originaire de la région d'Edo au sud du Nigéria, Destiny rêve de venir travailler en Europe. Elle a 16 ans lorsqu'une voisine, Mama M., lui propose un emploi de gardienne d'enfants.

Sa bienfaitrice précise que les frais du voyage vers l'Europe s'élèveront à 35 000 euros, mais la jeune fille ne réalise pas l'importance de la somme, persuadée qu'il s'agit de nairas, la monnaie nigériane, soit l'équivalent de 66 euros.

Plus tard, lorsque Destiny découvrira sa méprise, elle prendra peur. Mais avant de partir, elle subit un rituel vaudou que sa maquerelle interprète comme un « pacte magique » la liant définitivement sous peine de graves rétorsions envers elle et sa famille. Elle prend ensuite le bus pour les côtes libyennes, où elle embarque pour l'Europe. « Nous avons fait la traversée sur un bateau ouvert, témoigne-t-elle, avec plus de vingt personnes à bord, de diverses nationalités. Nous sommes partis la nuit et le lendemain vers 11h, nous avons été sauvés en mer par les garde-côtes italiens. Nous avons été transférés dans un camp à Pistoia. »

Destiny reçoit alors l'ordre de rejoindre l'un des fils de Mama M. à Pescara, une ville italienne des Abruzzes. Ce point de chute

est en réalité un carrefour par où transitent de nombreuses jeunes filles en chemin pour rejoindre une « Mama » installée en Europe.

Durant un séjour qui durera trois mois, Destiny est violée, probablement pour l'initier à sa future condition de prostituée. Après son transfert en Belgique, la jeune femme est placée de force sur le trottoir et contrôlée par le compagnon de sa recruteuse, un homme violent qui lui inflige de sévères corrections. Un jour, alors qu'elle le rejoint dans son appartement, « il a pris sa ceinture, et a commencé à me fouetter. Il m'a ensuite poussée contre le mur avec une planche qu'il a posée au sol pour m'obliger à m'agenouiller dessus. C'était ma punition. Il menaçait parfois de m'emmener sur un parking ou un terrain de football pour m'y démolir. Il frimait toujours en disant que personne ne lui poserait de question à ce sujet », raconte la jeune victime dans le dernier rapport de Myria, le Centre fédéral Migration.

Malgré la menace d'un mauvais sort vaudou, Destiny se décide à prendre la fuite. Elle erre en rue durant quatre jours avant d'être recueillie fin 2015 par un citoyen, « un homme blanc » précise-t-elle laconiquement.

Avec l'aide de celui-ci, elle commence alors sa lente reconstruction. Elle demande le statut de victime, avant d'être prise en charge par PAG-ASA à Bruxelles. La procédure et son témoignage auprès des policiers lui donnent de bonnes chances de décrocher un droit permanent de résidence.

De quoi réaliser son rêve : étudier et travailler en Europe. — J.-F.P.

Forcé(e)s à se marier ou à travailler

L'esclavage moderne touche 40,1 millions de personnes dans le monde, selon le Bureau international du Travail (BIT). Parmi elles figurent 15,4 millions de femmes mariées de force. « Ces mariages privent les filles d'école et les exposent aux violences et à l'arbitraire de leur entourage », dénonce Axèle Gibert, chargée de projet à Plan International, une organisation de défense des droits de l'enfant.

Privées d'éducation, ces jeunes filles éprouveront plus tard des difficultés à prendre les bonnes décisions pour leurs familles. Selon la Banque mondiale, l'abandon de cette tradition séculaire rapporterait 566 milliards de dollars d'ici 2030 pour les pays en développement. « Grâce aux différentes campagnes citoyennes qui sont menées, certains Etats commencent à revoir leur législation, poursuit Axèle Gibert. Le Malawi, où des fillettes de neuf ou dix ans sont régulièrement mariées de force, s'est engagé à faire strictement respecter l'âge légal du mariage fixé à 16 ans. Le Brésil a pris une décision identique. Au Guatemala, les mobilisations soulevées par trois jeunes filles ont abouti au relèvement de l'âge légal à 18 ans. »

Le BIT estime par ailleurs que 24,9 millions de personnes sont réduites au travail forcé, un chiffre que dénonce Sharan Burrow, secrétaire générale de l'International Trade Union Confederation, la confédération mondiale des syndicats basée à Bruxelles. « De la péninsule arabe avec le système Kafala¹ au Paraguay dans les ranchs à bétail, en passant par les pêcheries de Thaïlande et les champs de tomates d'Italie, l'esclavage est un phénomène planétaire. Son chiffre d'affaires annuel de 150 milliards de dollars par an (135 milliards d'euros), en fait la troisième plus fructueuse activité illicite après le trafic de drogue et d'armes. »

Le travail forcé revêt des formes traditionnelles comme la servitude pour dette qui touche huit millions de travailleurs réduits à exécuter de lourdes tâches en paiement des intérêts d'une créance parfois très ancienne. Mais il se développe surtout dans l'univers tout à fait contemporain des industries et de l'agriculture commerciale.

« On voit apparaître dans les usines des formes de travail d'une précarité jamais vue, reprend la syndicaliste, avec des contrats à court terme, des horaires irréalistes et des salaires indignes qui s'apparentent à de la servitude. »

Des entreprises complices

Les produits fabriqués par ces esclaves modernes sont écoulés dans des circuits commerciaux formels dont une grande partie aboutit dans les pays riches. La Walk Free Foundation (WFF), organisation australienne qui publie chaque année un index mondial de la servitude, estime que les pays du Nord importent chaque année pour 171 milliards d'euros d'ordinateurs et de



ILO/Corzet M.

40,1 millions de personnes dans le monde sont réduit à l'esclavage. Les femmes sont les plus touchées par la servitude, et parfois les enfants.

téléphones issus de chaînes de production susceptibles de recourir à des formes d'esclavage.

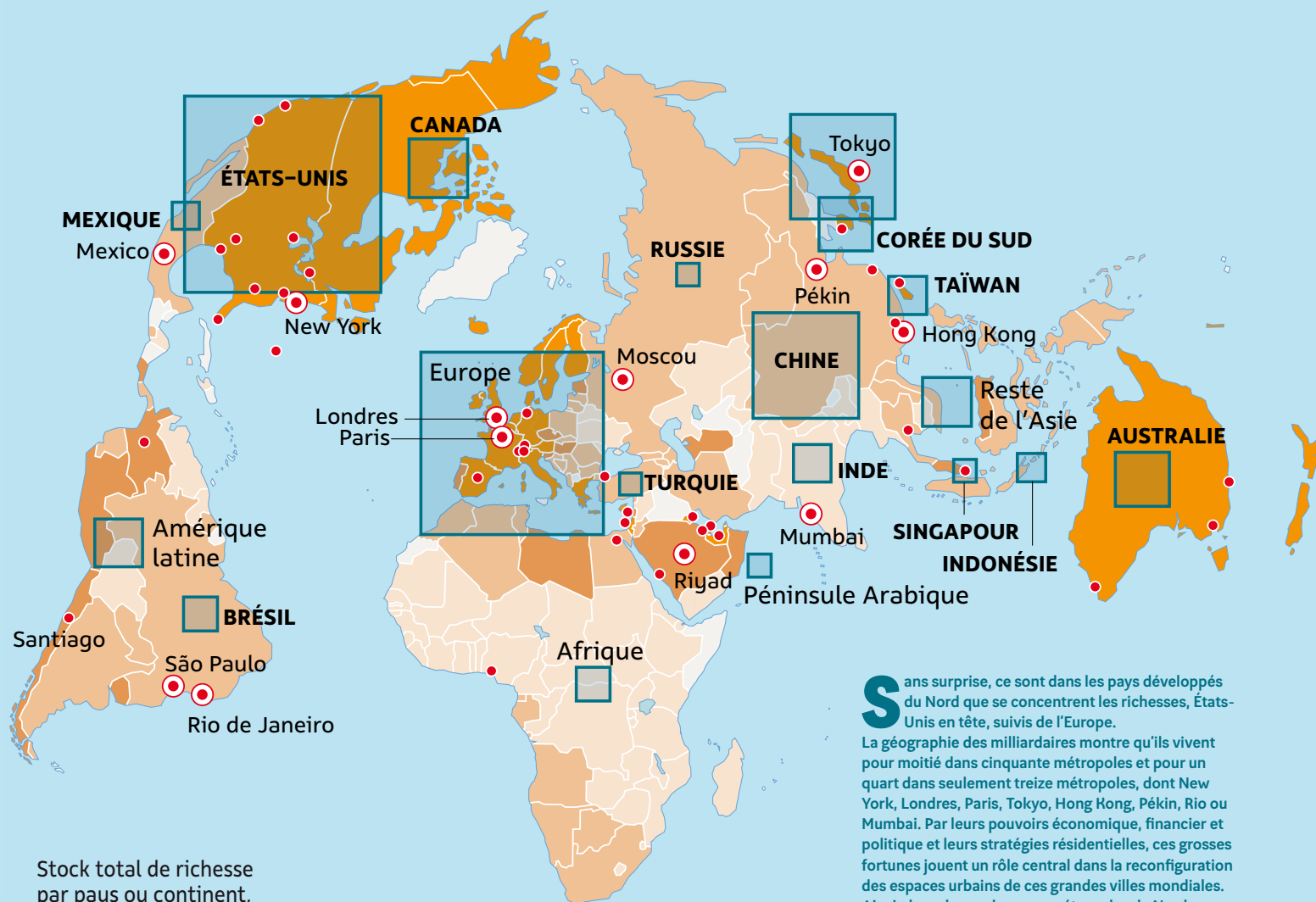
Le Nord importe également du textile (109 milliards d'euros), des produits de pêche (11 milliards) et du cacao (3 milliards) issus de filières douteuses, se rendant ainsi indirectement complice de la traite des êtres humains. « Il faut responsabiliser nos entreprises, insiste la syndicaliste, les pousser à s'assurer que leurs chaînes d'approvisionnement respectent les droits des travailleurs. La France est en train de légiférer en ce sens. D'autres pays, dont l'Allemagne et les Pays-Bas, se préparent à faire de même, on voit qu'on avance. »

Mais pas assez vite selon la Walk Free Foundation : malgré leurs obligations, douze pays du G20 regroupant la plupart des pays développés et émergents n'ont toujours pas adopté de loi qui pénalise les entreprises qui s'approvisionnent en marchandises issues du travail forcé. — **J.-F.P.**

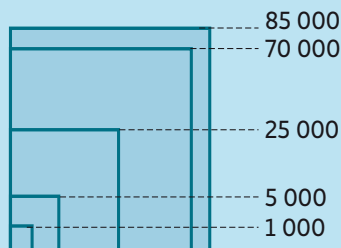
1. Système de parrainage des travailleurs étrangers qui les livre à l'arbitraire de leur employeur, voir « Victoire syndicale au Qatar », *Imagine* n°128, Juillet-Août 2018.

Cette rubrique est réalisée en partenariat avec la collection Atlas des éditions Autrement. Elle s'inspire de l'ouvrage *Une carte par jour. Découvrir le monde en un coup d'œil*, Frank Tétart, 2018, 381 p., qui réunit 365 cartes classées en six chapitres : horizons géographiques, un peu d'histoire, des cultures et des hommes, un monde géopolitique, et l'économie dans tout ça, notre planète terre.

Où vivent les riches ?



Stock total de richesse par pays ou continent, en milliards de dollars



Richesse par adulte, en dollars



Géographie des milliardaires

- 50 villes regroupent la moitié des milliardaires
- ◉ dont 13 regroupent un quart des milliardaires

Sans surprise, ce sont dans les pays développés du Nord que se concentrent les richesses, États-Unis en tête, suivis de l'Europe.

La géographie des milliardaires montre qu'ils vivent pour moitié dans cinquante métropoles et pour un quart dans seulement treize métropoles, dont New York, Londres, Paris, Tokyo, Hong Kong, Pékin, Rio ou Mumbai. Par leurs pouvoirs économique, financier et politique et leurs stratégies résidentielles, ces grosses fortunes jouent un rôle central dans la reconfiguration des espaces urbains de ces grandes villes mondiales. Ainsi, dans de nombreuses métropoles du Nord mais surtout du Sud (Mexico, Rio, São Paulo, Lagos, Shanghai...), ces oligarchies tendent à favoriser l'entre-soi en vivant dans des ghettos résidentiels (les « gated communities ») gardés par des milices privées qui leur évitent d'être confrontées aux tensions et violences sociales.

A paraître prochainement :

Le 3 juillet : *Atlas des Etats-Unis*, Christian Montés (nouvelle édition) et *Atlas géopolitique de la Russie*, Pascal Marchand (nouvelle édition).
Le 28 août *Grand Atlas 2020*, sous la direction de Frank Tétart.

La République dominicaine, une île en transition

En République dominicaine, des associations paysannes aident les femmes à amorcer leur transition écologique. Cette île des Caraïbes, qui vit sous la menace des changements climatiques, est parvenue jusqu'ici à préserver son environnement, malgré la pression des mines d'or et des grandes exploitations de cannes à sucre.

Il faut plus d'une heure de route pour rejoindre la localité de Don Juan (7 000 habitants), dans la commune de Monte Plata, depuis Santo Domingo, la capitale dominicaine. Au bout d'une piste de terre cabossée, Beata Vidal vit avec sa famille dans son *conuco*, le lopin traditionnel des paysans de ce pays des Caraïbes. Cette paysanne cultive des yuccas qui servent à agré- menter des plats traditionnels préparés à la maison, des bananes, quelques citrons et oranges sur une superficie de quelques ares. Les arbres se dressent fièrement, exposant leurs fruits gorgés de jus, sous la chaleur moite des tropiques. Beata entretient égale- ment un petit élevage de cochons, deux vaches et des poules qui gambadent joyeusement en toute liberté dans l'exploitation. Avec son lait, Beata Vidal confectionne avec succès des fromages qu'elle vend sur les marchés locaux. Aujourd'hui, elle a fait ap- pel à ses voisins et ses cousins pour faire face à une grosse com- mande, vingt fromages à livrer dans l'après-midi. Beata n'est pas la seule à voir sa ferme prospérer ainsi. Dans son village, quarante-quatre autres paysannes bénéficient de l'encadrement d'une coopérative locale qui les aide à tirer le meilleur parti de leur *conuco*. « *Nous proposons une large gamme de formations gra- tuites aux métiers de l'agriculture et de l'alimentation, ainsi qu'à la gestion de leurs affaires, qui aident les femmes à être actrices de leur destin*, explique Juana Merced, présidente de la Conamuca (Confederacion Nacional de Mujeres de Campo) qui soutient 8 000 paysannes au travers de tout le pays. *Nous disposons à cet effet d'un centre de formation situé dans les faubourgs de la capitale.* »

Signe des temps, et de l'impérative adaptation aux désordres climatiques, le dispositif pédagogique de la Conamuca est cen- tré sur l'agroécologie afin de replacer les exploitations dans leur environnement humain et écologique. Les formations visent à augmenter la productivité des exploitations en utilisant toutes les ressources de la nature, mais également à faciliter la commer- cialisation des récoltes, afin d'éviter les pertes malheureusement très fréquentes dans ce pays au réseau routier défaillant. « *Il ar- rive trop souvent que nos paysans voient leur récolte pourrir sur*



pied, faute d'acheteurs, alors que notre pays importe des quantités d'aliments pour nourrir ses villes », poursuit la directrice.

Pratiques de l'agrobusiness

Dans ce petit pays insulaire, à l'environnement fragile, les deux tiers des forêts ont déjà disparu en un siècle. Les leaders pay- sans, et parmi eux Juana Merced, estiment qu'il est impératif de persuader les exploitants d'amorcer une transition écologique en adoptant des techniques agricoles respectueuses de l'envi- ronnement. « *Nous devons cultiver des aliments biologiques, sans pesticides, afin de conserver la santé de nos terres et éviter de gas- piller nos maigres réserves d'eau* », explique Yolanda, jeune pay- sanne qui vient de suivre une formation à l'agroécologie.

La violence des cyclones de plus en plus fréquents dans la région et la perturbation du rythme des pluies ne sont pas les seules causes de la dégradation de l'environnement. Les paysans

Beata : « Les hommes préféreraient que l'on reste à la maison »

L'agroécologie, système agricole qui tient compte des réalités écologiques, sociales et économiques qui entourent les exploitations, se penche bien entendu sur les questions d'égalité homme-femme. En République dominicaine, société minée par le machisme, figurant au top dix mondial des taux de féminicide, les rapports de genre sont longuement abordés.

« Les femmes doivent prendre conscience qu'elles sont capables d'être autonomes et de lancer leur activité économique », souligne Beata Vida. Cette évidence n'a pas tout de suite convaincu les hommes du village qui voyaient d'un mauvais œil les efforts d'émancipation de leurs épouses. « Au début, ils n'étaient pas contents qu'on revienne des formations avec des projets. Ils préféreraient qu'on reste à la maison. Mais petit à petit, voyant que nous étions solidaires les unes avec les autres, ils ont accepté nos efforts de valorisation de nos exploitations. »

Aujourd'hui, les hommes participent aux activités lancées par leurs épouses et acceptent leurs efforts d'émancipation. « Ils reconnaissent que nous sommes très fortes lorsqu'il s'agit de négocier, dit Beata Vidal, la paysanne qui fait des fromages. Avant, j'apportais juste ma force de travail dans l'exploitation. Désormais, je participe à la prise de décision. Le prix de vente des cochons, c'est moi qui l'ai fixé. » —



Beata Vidal (à gauche) et sa sœur dans leur conuco où elles cultivent des fruits et légumes pour la consommation familiale. Les surplus, comme ce gros citron, sont vendus sur les marchés locaux.

dénoncent également les pratiques peu durables de l'agro-business. « Nous voyons les dévastations causées par les exploitations de canne à sucre, reprend Yolanda. Dans les vallées, elles ont appauvri les sols et asséché les rivières. Notre agriculture doit se réconcilier avec la nature et apprendre à vivre en harmonie avec elle, comme le faisait l'agriculture de nos grands-parents. »

Les mines d'or, premières sources de devises avec le tourisme, sont également à l'origine de nombreuses dévastations. Longtemps délaissées, ces mines ont été mises en exploitation en 1961, après la chute de Rafael Trujillo, l'inflexible dictateur qui plongea son pays dans la terreur durant trente ans, mais dont la fibre environnementale parvint, maigre consolation, à lui épargner de connaître le même effondrement écologique qu'Haïti.

Le secteur minier tient désormais une place prépondérante dans l'économie nationale avec la découverte du gisement de Pueblo Viejo, situé à 100 kilomètres de Saint-Domingue, le deuxième plus

important au monde. Le coût environnemental de ce succès est cependant important : les sols et les rivières sont pollués par les rejets d'extraction, essentiellement du cyanure, tandis que les forêts attenantes aux gisements sont rasées pour faciliter l'exploitation.

Des banques de graines

Ces désastres ont convaincu les paysans de se convertir à l'agroécologie et de placer leurs préoccupations écologiques au cœur même de leur action politique. En 2017, les paysans ont lancé une véritable fronde contre le parlement dominicain qui étudiait alors une loi obligeant toute exploitation agricole à utiliser des semences industrielles et transgéniques, et se préparait donc à ouvrir la voie à la commercialisation massive de semences de la firme Monsanto. Cette loi aurait rendu illégales les banques ancestrales de graines qui permettent aux paysans de confectionner leurs propres semences.

Cette mobilisation de la société civile a contraint le parlement de retirer son projet législatif. Une victoire remarquable, alors que les paysans du Sud éprouvent généralement les plus grandes difficultés à s'opposer aux visées des multinationales de l'agro-business. « Nous avons gagné la bataille, mais devons rester vigilantes, confirme Lidia Ferrer, militante paysanne, continuer à former à l'agroécologie et pousser nos stagiaires à diffuser leurs savoirs au sein de leur communauté. Ces échanges préparent nos exploitations à vivre dans un monde au climat changeant tout en luttant contre le néolibéralisme qui veut réduire les peuples au servage. »

Après s'être imposées sur la scène politique et sociale, ces militantes veulent transformer la société dominicaine en proposant un modèle de développement respectueux de l'environnement apte à léguer aux générations futures une île parfaitement viable. — **Santiago Fischer**

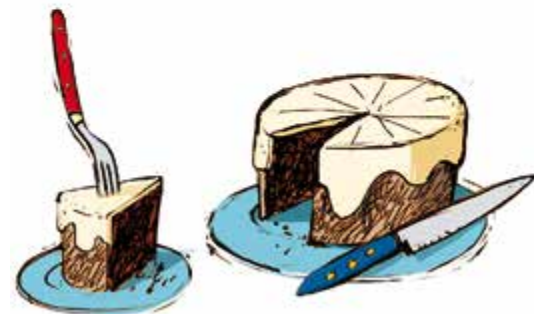


Géo-stratego

Arnaud Zacharie

Secrétaire général du
CNC-D-11.11.11
(@ArnaudZacharie)

La baisse de la part des salaires



La mondialisation néolibérale s'est accompagnée de la déformation du partage des revenus au détriment des salaires. Cette baisse de la part des salaires a des conséquences économiques et sociales négatives. C'est pourquoi le rééquilibrage du partage des revenus au profit des salaires devrait être une priorité pour les gouvernements.

Depuis la fin des années 1970, on constate une baisse de la part des salaires dans la richesse produite. Malgré des variations entre les pays, il s'agit d'un phénomène généralisé. En moyenne des pays de l'OCDE, la baisse de la part des salaires dans le revenu a atteint près de 10% depuis la fin des années 1970. Une étude récente couvrant dix-huit pays riches estime ainsi que la part du travail dans le revenu national a baissé en moyenne de 72 % à 63 % entre 1975 et 2014¹. Or cette déformation du partage du revenu au détriment des salaires a des conséquences économiques et sociales particulièrement négatives.

La déconnexion entre les salaires et la productivité

Après la Deuxième Guerre, l'économie mondiale a enregistré des performances économiques et sociales exceptionnelles. On qualifia cette période de « Trente Glorieuses » en Europe et d'« Age d'or » aux Etats-Unis. Le développement spectaculaire de ces économies reposa sur le régime fordiste, c'est-à-dire un mode de développement fondé sur d'importants gains de productivité redistribués aux salariés. Dans un tel contexte, les profits des entreprises allaient de pair avec les salaires élevés, dont l'augmentation était encore plus rapide que la productivité. La concertation entre patrons et syndicats encadrée par l'Etat garantissait ainsi le partage équitable des gains de productivité entre les profits et les salaires.

La crise des années 1970 déboucha ensuite sur le tournant néolibéral des années 1980, qui mit un terme au régime fordiste. Il n'était désormais plus question de considérer les salaires comme un facteur de dynamisme économique et de progrès social. Au contraire, des salaires trop élevés étaient présentés comme des « charges » à réduire pour garantir la compétitivité des entreprises. Il en découla une déconnexion entre l'évolution des salaires et de la productivité : non seulement la productivité devint

beaucoup plus faible que durant les Trente Glorieuses, mais la croissance des salaires fut en outre encore nettement plus limitée. Il en découla une baisse de la part des salaires, tandis que les profits des firmes transnationales ne cessaient d'augmenter.

L'impact de la financiarisation

Les causes de la déformation du partage des revenus au détriment des salaires font débat. Selon la thèse néolibérale, elle s'explique essentiellement par le progrès technique, qui incite les entreprises à investir davantage dans les machines permettant d'automatiser la production, plutôt que dans les salaires des travailleurs. C'est ce que les économistes appellent l'intensité capitaliste : plus elle augmente, plus la part des salaires a tendance à diminuer. Le fait que le prix de l'investissement dans les machines ait eu tendance à baisser au cours des quarante dernières années semble renforcer ce scénario².

Toutefois, cette explication bute sur plusieurs contradictions. Premièrement, l'intensité capitaliste n'a en réalité guère évolué depuis les années 1990 : en moyenne des pays de l'OCDE, elle n'a que légèrement augmenté en volume et a même baissé en valeur³. En outre, bien que la baisse de la part des salaires soit un phénomène généralisé dans les pays développés, on constate des variations d'un pays ou d'une période à l'autre. Or le progrès technique a concerné l'ensemble des pays et des périodes⁴. Il ne peut donc expliquer qu'une part marginale de la baisse des salaires.

Une autre explication plus convaincante est celle de la financiarisation. Depuis les années 1980, les firmes transnationales sont en majorité contrôlées par des sociétés financières privées – principalement des « investisseurs institutionnels » comme les fonds de pension, les compagnies d'assurances et les fonds d'investissement. Ces investisseurs sont devenus les actionnaires majoritaires des firmes après avoir acheté suffisamment de leurs actions en Bourse. En 2015, ils détenaient 84% des actions aux Etats-Unis et 60% en Europe⁵. Ils ont dès lors acquis un pouvoir suffisant pour exiger des rendements financiers excessivement élevés aux firmes qu'ils contrôlent.

Par conséquent, la priorité des dirigeants des firmes transnationales a consisté à garantir un rendement suffisamment élevé à leurs actionnaires. Il en a découlé une augmentation de la part des profits et de la rémunération des actionnaires, au détriment



de la part des salaires. Antoine Vatan souligne ainsi que les pays où le poids des investisseurs institutionnels est le plus important sont aussi ceux qui ont enregistré les hausses de profits les plus fortes⁶. Patrick Artus souligne également le rôle décisif que joue l'exigence de rendements financiers excessivement élevés dans la déformation du partage des revenus au détriment des salaires⁷. Plusieurs études empiriques démontrent aussi le rôle de la financiarisation de l'économie dans la baisse de la part des salaires⁸. Selon ces études, la libéralisation financière, les rendements financiers élevés et la hausse des dividendes contribuent à faire baisser la part des salaires⁹. D'autres études pointent la responsabilité de politiques économiques d'inspiration néolibérale, comme la déréglementation du marché du travail¹⁰ et l'affaiblissement de l'Etat-providence et des syndicats¹¹.

Un impact économique et social négatif

La baisse de la part des salaires pose une série de problèmes économiques et sociaux. D'une part, elle a pour effet d'accentuer les inégalités sociales. En effet, le capital étant encore plus inégalement réparti que les salaires, ce sont les plus riches qui bénéficient de l'augmentation de la rémunération du capital. D'autre part, la baisse de la part des salaires a pour effet de réduire la demande, et donc de peser négativement sur l'économie.

En outre, on constate que les profits en hausse ne sont pas suffisamment investis dans l'économie réelle¹². Au contraire, les profits élevés s'accompagnent d'une pénurie d'investissements productifs et d'emplois. C'est pourquoi Michel Husson décrit cette configuration comme « *un considérable transfert des salariés vers les "rentiers" qui ont pu capter les gains de productivité au détriment du pouvoir d'achat des salariés et de l'emploi* »¹³. Autrement dit, si la financiarisation de l'économie a permis une augmentation importante des profits, son bilan économique et social est négatif, car elle a eu pour effet de réduire la part des salaires, d'augmenter les inégalités, d'affaiblir la demande et de détourner les profits des investissements productifs et de la création d'emplois.

Par conséquent, la restauration d'un partage plus équitable des revenus au profit des salaires devrait représenter une priorité pour les gouvernements. Des salaires élevés ne sont pas une charge pour l'économie, mais au contraire un puissant facteur de développement. Comme le résume Paul De Grauwe : « *Les*



coûts salariaux élevés d'Europe du Nord et de l'Ouest constituent le signe par excellence d'un niveau de vie élevé. En ce sens, nous devrions les défendre et les protéger, plutôt que de les

attaquer comme le font depuis des décennies les organisations patronales. (...) Ces coûts salariaux élevés sont le résultat d'une productivité élevée. Celle-ci génère du pouvoir d'achat, lequel permet d'acquérir de nouveaux biens et services. Un effet, plus important encore, est que le haut niveau de revenu, qui va de pair avec une haute productivité, crée aussi des moyens de développer des équipements collectifs et une sécurité sociale qui constituent un contrepoids indispensable au système de marché »¹⁴.

Reconnecter l'évolution des salaires aux gains de productivité est le meilleur moyen de garantir une prospérité partagée. D'une part, restaurer des gains de productivité élevés implique d'inciter les entreprises à investir davantage leurs profits dans l'innovation et les secteurs productifs. D'autre part, revaloriser la part des salaires nécessite de limiter les rendements financiers exigés par les actionnaires et, comme l'a notamment proposé Anthony Atkinson¹⁵, de donner plus de pouvoir aux syndicats de salariés et aux associations de consommateurs, en vue de favoriser la concertation sociale menant à l'adoption de salaires minimums et maximums légaux garantissant la cohésion sociale dans chacun des pays. —

1. K. Kohler, A. Guschanski et E. Stockhamer, « The impact of financialisation on the wage share : a theoretical clarification and empirical test », *Post Keynesian Economics Study Group, Working Paper n°1802*, 2018.
2. L. Karabarbounis et B. Neiman, « Trends in factor shares : Facts and implications », NBER, 2017.
3. P. Artus, « Pourquoi le partage des revenus se déforme-t-il au détriment des salariés depuis 25 ans dans les pays de l'OCDE ? », *Flash Economie*, 9 novembre 2017.
4. A. Vatan, « La baisse de la part salariale : reflet de la montée en puissance des investisseurs institutionnels ? », *La Lettre du CEPIL*, n°396, février 2019.
5. *Loc. cit.*
6. A. Vatan, *op. cit.*
7. P. Artus, *op. cit.*
8. M. Anota, « Financiarisation et partage du revenu national », 18 février 2018.
9. P. Dünhaupt, « The effect of financialization on labor's share of income », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 31, 2016; K.-H. Lin et D. Tomasovic-Devey, « Financialization and U.S. Income Inequality, 1970-2008 », *American Journal of Sociology*, vol. 118, 2013.
10. G. Ciminelli, R. Duval et D. Furceri, « Employment Protection Deregulation and Labor Shares in Advanced Economies », *IMF Working Paper*, Août 2018.
11. E. Stockhamer, « Determinants of the wage share. A panel analysis of advanced economies », *British Journal of Industrial Relations*, 55, pp. 3-33, 2017.
12. P. Artus, « La déformation du partage des revenus dans les pays de l'OCDE est à la fois un problème social et d'équité et un problème d'efficacité économique », *Flash Economie*, 12 novembre 2018.
13. M. Husson, « La baisse de la part salariale à la source de la crise », in R. Savage et M. Husson, *Salaires et compétitivité. Pour un vrai débat*, Couleur Livres, 2013, p. 57.
14. P. De Grauwe, *Les limites du marché. L'oscillation entre l'Etat et le capitalisme*, Editions De Boeck, 2015, pp. 123-145.
15. A. Atkinson, *Inégalités*, Seuil, 2016.

La banane

Le fruit de la mondialisation

Savoureuse, très nutritive et bon marché, la banane est le fruit le plus consommé au monde. Exclusivement produite dans les pays du Sud, où elle fournit nourriture et emplois, elle est également prisée au Nord, hypervalorisée par les supermarchés pour qui elle représente le produit alimentaire de base le plus vendu.

« **L**a banane est le fruit de la mondialisation dans toute sa splendeur, analyse Denis Loeillet, chercheur au Cirad (Centre de coopération internationale en recherche agronomique) avec ses bons et mauvais côtés. Très nutritive, elle est disponible toute l'année et facile à transporter, mais elle présente également des faiblesses biologiques qui la rendent dévastatrice pour l'environnement et les droits des travailleurs. »

Les bananiers sont des plantes herbacées très productives (jusqu'à 100 tonnes à l'hectare, contre 7 pour le blé et 40 pour la pomme de terre) et la banane est le quatrième aliment le plus consommé par l'homme sur la planète, après le blé, le riz et les produits laitiers.

Cependant, sous des dehors robustes, cette plante présente des faiblesses génétiques qui la rendent très sensible aux maladies. Son fruit ne porte pas de graines, la multiplication est donc assurée par bouturage, une variante du clonage, qui permet de reproduire des individus rigoureusement identiques. Au champ, tous les plants se ressemblent et l'infection d'un seul d'entre eux risque d'entraîner l'infection de tous.

« Cette fragilité pousse certains planteurs à recourir à des pratiques peu respectueuses de l'environnement, dont un usage massif de pesticides et d'engrais », poursuit Denis Loeillet.

Nourrissante et facile à consommer, la banane est le fruit le plus échangé sur les marchés internationaux.



La fragilité biologique de la banane est encore renforcée par les choix des planteurs. Alors qu'il existe environ 1 200 variétés de bananes domestiquées, une seule d'entre elles, la Cavendish, représente plus de la moitié de la production (69,5 millions de tonnes en 2016, pour une production totale de 136 millions de tonnes). « Il s'agit de cette grosse banane sucrée que l'on trouve dans nos supermarchés, reprend Denis Loeillet. C'est l'unique variété qui entre dans le commerce international. Dans les pays producteurs, des vallées entières lui sont consacrées, et ce depuis des décennies. Cette monoculture engendre non seulement un épuisement des écosystèmes, mais elle requiert beaucoup de moyens pour lutter contre les maladies. Au Guatemala, le pays le plus problématique, les plantations consomment 70 à 80 kg d'intrants par hectare et par an. »

« A l'autre bout de l'Amérique centrale, au Costa Rica, les cultures sont sulfatées tous les cinq jours par épandages aériens, confirme Alistair Smith, fondateur de Banana link, qui défend depuis vingt ans les travailleurs des plantations. Ce pays cultive sa fibre écologique, vante ses efforts de reboisement, mais autorise en parallèle l'usage de pesticides d'une toxicité affolante qui détruisent ses zones protégées. Le récif corallien, qui attirait autrefois les touristes, a entièrement disparu depuis vingt ans. »

Les pays convertis à la banane ne peuvent cependant pas se détourner aisément de cette culture qui leur apporte une certaine paix sociale. « Les plantations mobilisent une personne par hectare tout au long de l'année, c'est un taux d'emploi unique dans le paysage agricole, poursuit le militant. L'abandon de la banane laisserait des régions entières sinistrées par un chômage de masse. D'autant que les plantations laissent un sol tellement empoisonné par les résidus de pesticides qu'il n'est plus possible d'y cultiver des aliments sains. »

Les ravages du chlordécone

Dans les Caraïbes, la Guadeloupe et la Martinique, deux départements français, furent pourtant contraints au tournant du millénaire de revoir brutalement leur système d'exploitation. Il fallut toute l'énergie des autorités françaises, l'inventivité des centres de recherche agronomique et de généreuses subventions européennes pour repenser radicalement le modèle des bananeraies. A l'origine de cette mobilisation, il y a les dévastations causées par le chlordécone, un pesticide organochloré utilisé de 1970 à 1993 pour détruire les charançons, redoutables insectes parasites des bananiers.

En vingt ans d'utilisation, ce pesticide persistant qui met sept siècles à se dégrader a totalement saturé les sols des plantations. Il a ensuite migré vers les terres adjacentes, contaminant au passage les cultures de patates douces et d'ignames, pour enfin rejoindre les rivières et les bords de mer où il a décimé une partie de la faune, dont les élevages de crevettes.

Environ 300 tonnes de ce pesticide ont été répandues sur les deux îles, empoisonnant l'eau et les sols, mais également les écosystèmes et même le sang des humains. Les Antilles présentent aujourd'hui le plus haut taux de cancer de la prostate. « J'étais en poste sur place quand on a commencé à réaliser l'ampleur de la catastrophe, se souvient Sébastien Zanoletti, chargé de mission à l'Union des producteurs de bananes. Ce fut un électrochoc. » ▶



Une collection unique de boutures à la KUL

La Belgique est le second importateur européen de bananes et le cinquième mondial après les Etats-Unis, la Chine, la Russie et l'Allemagne. Les Belges ne consomment évidemment pas la totalité des bananes importées (1,2 million de tonnes en 2017). La majorité de celles-ci (un million de tonnes) étant réexpédiée vers le reste de l'Europe.

Mais ce fructueux commerce profite au passage au trésor public belge qui empoche 250 euros de droit de douane pour chaque tonne débarquée depuis un pays latino-américain.

Cette manne financière prévue par les accords commerciaux signés à Genève en 2009 sera cependant divisée par trois à partir de l'année prochaine, la taxe passant de 250 à 75 euros. Par ailleurs, la Belgique héberge la première collection mondiale de boutures de banane, installée à Leuven au laboratoire de Phytotechnie tropicale de la KUL qui conserve 1 536 variétés différentes. L'incroyable collection de la KUL tient aux liens historiques de la Belgique avec l'Afrique centrale où la banane est un aliment de premier plan, et à l'expertise acquise par l'université dans la culture in vitro. Avec un intérêt scientifique à la clé : conserver ces boutures dans un pays septentrional et les protéger des maladies tropicales. Ces boutures sont conservées par une technique de cryogénéisation à - 196°C. Les plantes sont réanimées à mesure des besoins pour être ensuite multipliées en éprouvette stérile sur un substrat nutritif.

En trente ans d'existence, le laboratoire a alimenté en boutures les universités, centres de recherche et associations de producteurs de plus de 109 pays. Il remporta son plus grand succès en 1994, lorsqu'il expédia 70 000 plantes réparties en 24 variétés vers les camps de réfugiés rwandais et burundais installés en Tanzanie. Cet envoi permit aux paysans de reproduire par la suite 6 millions de plants qui ont contribué à l'alimentation d'un demi-million de personnes ayant fui les violences liées au génocide du Rwanda. — J.F.-P.

- ▶ Les Antillais furent d'autant plus indignés que la toxicité du chlorodécone était connue des autorités américaines qui en ont interdit l'usage dès 1976 alors que la France a attendu 1993 pour la bannir. Face à ce qui se révélait être un véritable scandale d'Etat, les autorités françaises ont imposé un retournement complet du modèle de production avec un passage intégral à l'agroécologie. « Il fallait sauver ce secteur économique stratégique, reprend Sébastien Zanoletti. Avec dix mille travailleurs, les bananeraies représentent le second employeur des îles après le tourisme. Les plantations ont donc été invitées à assainir leurs sols par des jachères, puis à replanter des plants sains issus de laboratoire (voir encadré). L'herbe qui pousse entre les plants est simplement tondue pour attirer oiseaux, grenouilles et fourmis qui sont des prédateurs des charançons et de leurs œufs. »

La prochaine étape de la conversion de la banane antillaise vise la labellisation bio. « La transition s'avère compliquée car les îles ne disposent pas de grands élevages susceptibles de fournir du fumier. Les agronomes ont donc mis au point une variété nouvelle, une petite banane très sucrée et savoureuse qui résiste à la cercosporiose, un champignon. » Les premiers fruits seront commercialisés dès l'année prochaine et devraient être disponibles pour longtemps, car ils sont progressivement appelés à remplacer la Cavendish.

Marché en pleine explosion

La conversion des Antilles à l'agroécologie fait aujourd'hui figure d'exemple, même aux yeux du soucieux Alistair Smith qui emmène désormais des délégations latines visiter ces nouvelles plantations.

« Il est important de montrer qu'il est possible de produire des bananes commercialement acceptables avec peu d'intrants. Le monde de la recherche mesure enfin l'importance de ce fruit pour la sécurité alimentaire et la nécessité de revoir des pratiques de culture qui ne se révèlent absolument pas durables. L'avenir de la banane et la survie des 400 millions de personnes dépendent de l'agroécologie dont il faut adapter les pratiques à toutes les régions du monde. »

« Nous disposons de toutes les solutions technologiques, confirme Denis Loeillet, leur mise en place relève de choix politiques et commerciaux et de la sensibilisation des consommateurs occidentaux. »

La production des grandes monocultures intensives est essentiellement destinée aux marchés du Nord qui réclament des fruits calibrés et bon marché. « Ces marchés, souligne le chercheur, sont en pleine explosion, avec un million de tonnes supplémentaires vendues entre 2013 et 2018. En même temps, on assiste à une baisse continue de prix. Ce n'est pas tenable. A un moment, il faudra convaincre les grandes surfaces de payer un peu plus cher et de se fournir uniquement que chez des producteurs engagés dans une transition écologique. » — **Jean-François Pollet**

Un produit prisé du commerce équitable

« **L**a banane représente le premier produit du commerce équitable en poids, précise Charles Snoeck, de Fairtrade Belgium, et le second en chiffre d'affaires après le café. » La certification Fairtrade, anciennement Max Havelaar, vise à améliorer la vie des producteurs en garantissant un prix minimum variable selon les pays (les bananes du Pérou, les plus vendues en Belgique, sont payées au moins 12 dollars la caisse de 18,14 kilos). Le commerce équitable prévoit également une prime de développement d'un dollar par caisse et le financement de formations au bénéfice des travailleurs. En 2017, 650 000 tonnes de bananes produites dans 16 pays par 10 000 petits producteurs et 11 000 travailleurs de plantation ont été ainsi labellisées Fair Trade. En Belgique, les 14 000 tonnes de bananes équitables consommées chaque année sont également labellisées bio. « C'est une spécificité de chez nous, précise Bernard Buntix, responsable des achats de Fairtrade. La double certification n'est pas encore généralisée, mais nous encourageons fortement nos producteurs à s'engager dans une trajectoire de bonnes pratiques. Il y va de leur revenu, mais aussi de l'avenir de leur exploitation. »

Consommée d'abord au Sud

La banane est essentiellement consommée (85 %) dans les septante pays qui la produisent. Les deux premiers producteurs sont l'Inde et la Chine, avec respectivement 29 et 13 millions de tonnes en 2016. Ces pays consomment la totalité de leurs bananes. Le premier producteur par habitant est le Rwanda avec 250 kilos par personne et par an. Les Rwandais produisent diverses variétés destinées à être consommées cuites, crues ou même fermentées, servies en boisson alcoolisée. — **J.F.-P.**



Le pays petit

Claude Semal

Auteur-compositeur, comédien et écrivain
www.claudesemal.com

La peau de l'ours blanc

A qui aime les paradoxes, notre opaque époque offre quotidiennement son lot d'énigmes. Sur le diagnostic, tout le monde semble pourtant aujourd'hui d'accord. Les lycéens des manifs « climat », les abeilles et les ours polaires, les théoriciens de l'effondrement et les spécialistes de la NASA.

Nos sociétés foncent droit dans le mur.

Les courbes de croissance du monde thermo-industriel sont incompatibles avec les ressources limitées de la planète.

Incompatibles.

Nos modes de production ont déjà fait disparaître des centaines d'espèces animales : la sixième grande extinction est amorcée.

Et le réchauffement climatique, avec ses prévisibles catastrophes en cascades, menace l'existence même de pays entiers.

Or, que se passe-t-il ? Concrètement, que se passe-t-il ? Rien.

Nous continuons opiniâtrement, consciencieusement, frénétiquement, à scier la branche sur laquelle nous sommes assis.

Enfin, quand je dis « nous », c'est une façon de parler. Ni vous, sans doute. Ni moi. Mais ceux qui nous gouvernent, oui, oui.

Ainsi, pour limiter le réchauffement climatique à deux petits degrés, faudrait-il d'urgence mobiliser toutes les ressources des états, contraindre par la loi toutes les grandes entreprises, et orienter massivement les capitaux vers la transition écologique.

Mais cela semble impossible.

Car les Etats nationaux, dépossédés de leurs droits régaliens, ont vu leurs parlements démonétisés et leurs services publics démantelés.

Car les multinationales ont inventé des « tribunaux privés » internationaux pour échapper aux lois communes des Etats.

Car la fraude fiscale et les paradis fiscaux ont été sanctuarisés au cœur de l'Europe par ceux-là mêmes qui prétendaient les combattre.

Or comment un gouvernement pourrait-il « agir pour le climat », s'il n'a ni les outils, ni la volonté, ni l'argent pour le faire ?

Face à la catastrophe climatique annoncée, certains évoquent désormais « l'état de sidération ». Cette paralysante hébétude qui nous saisirait face aux situations inextricables. Cette impossibilité à penser notre propre anéantissement.

Le scorpion de la fable

Nous connaissons tous cette ruse de l'esprit. Nous savons par exemple tous que nous allons mourir. Mais la plupart du temps, nous vivons comme si nous étions éternels.

Comme si ce tsunami, à l'horizon, n'était qu'un spot de surf en diaporama.

Je me méfie pourtant d'une explication psychologisante qui nous exonérerait de nos propres responsabilités.

Je crois plutôt que, comme les dignitaires nazis dans leur bunker berlinois, les tauliers du système préfèrent aujourd'hui mourir avec lui que de renoncer au pouvoir, à l'argent, et au pouvoir de l'argent.

Comme le scorpion de la fable, absurdement noyé en piquant la grenouille qui lui fait traverser le fleuve, mais qui est incapable de faire autrement. C'est dans sa nature de scorpion.

Or si nous voulons sauver notre peau, et celle des ours (blancs) par la même occasion, il nous faudra pourtant d'urgence inventer d'autres logiques, d'autres priorités, d'autres alliances, d'autres stratégies.

Sur ce terrain-là, sur ce terrain-là surtout, les écologistes devraient donc être partout en première ligne.

Or paradoxalement, ces temps-ci, on en trouve toujours deux ou trois pour dîner à la table de nos empoisonneurs.

C'est qu'en cinquante ans, pour le meilleur et pour le pire, l'écologie politique s'est notablement notabilisée.

Aux militants en sandales et aux barbus utopistes des années septante, en rupture avec le capitalisme et le productivisme, ont succédé des professionnels de la politique qui, de l'extrême-gauche à la droite cravatée, incarnent aujourd'hui toutes les figures du Kamasutra partidair.

Si les ONG, les associations, les zadistes et les militants locaux continuent à faire vivre cet héritage militant, d'autres, surtout en France, négocient périodiquement leurs ronds de serviette dans des gouvernements productivistes et boursiers.

Pour ces caïmans de l'écologie (verts dehors, bleus dedans, grande gueule, petits bras et portefeuille en croco), la Macronie est ainsi devenue le dernier marigot où l'on peut, avant d'y bati-fooler, s'essuyer les palmes sur la peau de l'ours blanc. —

Les plantes aussi sont intelligentes

L'intelligence est-elle propre aux animaux ? Pas si sûr... Tournons-nous aussi du côté de la neurologie végétale.

Une révolution ! Ces derniers mois, il y a eu un incroyable engouement pour les arbres et les forêts. La société est enfin prête à accepter l'évidence : les arbres coopèrent, communiquent, prennent soin des jeunes, ressentent, etc. Un monde nouveau qui s'ouvre à nous, et change notre rapport au monde. Dans quelques années, les jeunes interpellent leurs parents : « *Quoi ? Vous pensez encore que les arbres n'ont pas d'émotions ? Mais vous venez d'où ? Sortez un peu de votre 20^e siècle !* »

Des sciences cognitives... pour les plantes

Une nouvelle vague de chercheurs a étendu ces découvertes aux plantes en général, et offre des bases scientifiques à ce qu'ils appellent « l'intelligence des plantes ». Parmi les plus emblématiques, le professeur italien Stefano Mancuso¹, fondateur de la *neurobiologie végétale*, et la botaniste (et ex-zoologiste) australienne Monica Gagliano. Leurs recherches et celles de leurs collègues montrent pêle-mêle que les plantes possèdent les cinq sens — à leur façon — (vision, odorat, goût, ouïe et toucher) ; qu'elles communiquent entre elles ou avec des insectes prédateurs pour se protéger des herbivores ; qu'elles ont de la mémoire et s'en servent pour mieux s'adapter et réagir en fonction des situations ; ou qu'elles sont capables de reconnaître leurs parents (au sens large) pour mieux les aider.

La conclusion de Monica Gagliano est claire : « *La recherche scientifique émergente a révélé que les plantes montrent tous les indicateurs traditionnels de la sentience [la capacité à sentir, à éprouver des choses subjectivement]. Cela jette le doute sur l'utilité de la division rigide traditionnelle faite entre les plantes et les animaux. Cela suggère également que la sentience est un concept contingent et fluide, qui dépend d'une combinaison constamment changeante d'hypothèses scientifiques et culturelles.* »²

Mimosa et Pisum

Parmi les expériences remarquables de ces deux pionniers, il y a celle impliquant la plante *Mimosa pudica*, également appelée plante sensitive, une espèce végétale tropicale dont les feuilles se referment en cas de contact ou de vibration, sans doute pour effrayer les insectes. Les scientifiques ont mis en pot cinquante-six



Mimosa pudica (dont les feuilles multilobées, en foncé sous la fleur, se referment au moindre contact) a montré des capacités insoupçonnées d'apprentissage et de mémorisation.

plantes de mimosa et conçu un système pour faire tomber les pots d'une hauteur de 15 cm (sur des rails verticaux) toutes les cinq secondes. Chaque « séance d'entraînement » comportait soixante chutes. Certains mimosas ont commencé à rouvrir leurs feuilles après seulement quatre, cinq ou six chutes... comme s'ils avaient conclu que le stimulus ne comportant plus de danger et pouvait donc être ignoré.

Seraient-elles fatiguées ? N'auraient-elles plus d'énergie pour refermer leurs feuilles ? La réponse est non : si vous apportez un autre stimulus (par exemple en les touchant), elles se referment immédiatement. Les plantes semblent avoir mémorisé que ce stimulus spécifique, la chute de 15 cm, n'était pas dangereux. Et même après deux mois, la leçon n'avait pas été oubliée...

Dans une autre expérience datant de 2016, Monica Gagliano accompagnée d'une équipe internationale, a montré un « réflexe de Pavlov » chez les plantes³, c'est-à-dire un apprentissage associatif. C'est le médecin russe Ivan Pavlov (1849-1936) qui découvrit ce phénomène en donnant à manger à des chiens, en même temps qu'il faisait sonner une cloche. Après avoir répété cette association plusieurs fois, il a simplement fait sonner la cloche et constaté que l'estomac du chien se mettait automatiquement à produire des sucs gastriques. La botaniste Monica Gagliano a proposé à des tiges de petits pois un choix binaire en Y (gauche ou droite) en associant l'une des branches à un courant d'air suivi une heure plus tard d'une source lumineuse. Après trois jours, la plante avait associé courant d'air et lumière : lorsque la chercheuse a déclenché le courant d'air, l'apex de la tige a commencé à croître dans cette direction... à la recherche de lumière.

Neurones ?

Finalement, qu'est-ce que l'intelligence ? A-t-on besoin d'un cerveau et de neurones pour être intelligent ? Pour certains chercheurs, il est clair que la réponse est oui : l'intelligence est l'apanage du monde animal. Pour d'autres, dont Mancuso et Gagliano, non : l'intelligence est simplement la capacité à résoudre des problèmes, ce n'est pas propre aux animaux. Question de point de vue !

Seulement chez les plantes, les neurones ne constituent pas la base physiologique de cette intelligence. Elles possèdent plutôt une sorte de « cerveau diffus » formé par l'essaim des millions de pointes racinaires, dont l'architecture en réseau ressemble étrangement à celle de nos neurones. La botaniste canadienne Suzanne Simard (celle qui a découvert les échanges de sucres entre arbres via les mycorhizes) va même plus loin. Pour elle, « la topologie et les propriétés des réseaux mycorhiziens, ainsi que la similarité entre les signaux transmis et les neurotransmetteurs des vertébrés fournissent la base biologique de l'intelligence dans les forêts... Grâce à une cognition sophistiquée qui est facilitée par leurs microbiomes, les arbres et les plantes perçoivent davantage, sont plus intelligents et contrôlent leur destin bien plus que ce que les humains ont cru jusqu'ici ».⁴

Ce parallèle amène à des constats vertigineux : « En raison de leur capacité à vivre pendant des millénaires – plus de 100 000 ans dans le cas de certains systèmes racinaires du peuplier faux-tremble ! – leurs réseaux neuronaux peuvent dans de nombreux cas dépasser de loin les nôtres. Les systèmes de racines de peuplier faux-tremble peuvent se propager jusqu'à 40 hectares de sol, créant un réseau de neurones considérablement plus grand que tout autre humain ayant jamais vécu. »⁵

Tout cela renverse notre vision du monde. Et Gagliano ne s'y trompe pas. « En combinant ma compréhension scientifique du monde biologique et mes propres expériences de travail avec des chamanes, des conteurs et des mystiques du monde entier, je propose l'idée selon laquelle c'est la structure hiérarchique par laquelle la science occidentale a défini la variété des formes de vie comme "primitives" ou "plus évoluées" qui est à l'origine de la crise environnementale actuelle, et je soutiens que la solution à ce problème réside dans un changement de cette perspective. »⁶

C'est le grand soir, on vous dit ! —
Pablo Servigne & Gauthier Chapelle

1. S. Mancuso & A. Viola, *La révolution des plantes*, Albin Michel, 2018.
2. A. Pelizzon, & M. Gagliano. « The sentience of plants : Animal rights and rights of nature intersecting. » *Austl. Animal Protection* n°11, p 5, 2015.
3. M. Gagliano, *et al.* « Learning by association in plants ». *Scientific reports*, n°6, p. 38427, 2016.
4. S. Simard, « Mycorrhizal Networks Facilitate Tree Communication, Learning, and Memory. » *Memory and Learning in Plants*, p 191-213, 2018.
5. S.H. Buhner. *Plant intelligence and the imaginal realm*, Bear & Company, p 122, 2014.
6. M. Gagliano, « Persons as Plants: Ecopsychology and the return to the Dream of Nature ». *Landscapes*, n°5(2), p. 14, 2013

Micromobilité Effet de mode ou engins d'avenir ?

Longtemps considérés comme des jouets, les trottinettes, monoroues et autres skateboards s'invitent désormais sur le marché de la mobilité. S'agit-il d'une passade ou d'une alternative écologique sérieuse à la voiture pour assurer ses déplacements en ville ?

Depuis plusieurs mois, les trottinettes électriques en libre-service font leur apparition sur les trottoirs des grandes villes. En parallèle, des citoyens branchés (et plutôt aisés) investissent dans des transporteurs électriques personnels (monoroue, gyropode, hoverboard...) pour parcourir les derniers kilomètres de leur trajet. « Plus besoin d'attendre le bus, se réjouit l'un de ces utilisateurs. Avec ma trottinette, j'arrive juste devant la porte du boulot. »

Officiellement renommés « engins de déplacement » dans le Code de la route depuis 2007, ces modes de transport ont l'avantage de se combiner aisément avec le train, le bus ou une voiture garée en périphérie. Dotés d'une assistance électrique, ils allient le côté pratique, ludique et *tendance*, notamment auprès d'un public de jeunes usagers urbains. Cette micromobilité est-elle une alternative crédible et non polluante à l'automobile ? Selon Mario Cools, professeur en transport et mobilité à l'ULiège, elle constitue « une belle opportunité de repenser notre organisation urbaine », à condition de laisser le temps à ces nouveaux modes de déplacement « de trouver leur place sur la voirie ».

Pour Emmanuel Ravalet, ingénieur et socio-économiste, ces « *altermobilités* » ont le mérite de déconstruire « l'approche binaire "voiture particulière" contre "transports collectifs" ».

Certains de ces engins sont équipés d'un moteur électrique, d'autres non. Et pourtant, d'aucuns ont pris l'habitude, à tort,

de les classer dans la catégorie « mobilité douce ». « On a tendance à utiliser le mot "doux" à tort et à travers, déplore de son côté Frédéric Héran, économiste et urbaniste. Si la trottinette électrique est "douce" pour l'environnement, la voiture électrique l'est aussi, ce qui n'est pas exact ! ». Selon le maître de conférences à l'Université de Lille, il est plus pertinent de faire une distinction entre des engins dits « actifs » et « passifs ». Avec une différence : soit la propulsion se fait uniquement grâce à la force musculaire de l'utilisateur, soit avec l'assistance partielle ou totale d'un moteur.

L'épidémiologiste canadienne Marie Demers préfère quant à elle parler de « *mobilité durable* », notion qui intègre l'ensemble des « modes de déplacement visant à diminuer les impacts négatifs de la mobilité ».

Quoi qu'il en soit, après l'arrivée massive des vélos électriques et partagés, les entreprises privées ont investi ce marché à mi-chemin entre la marche et le cyclisme. Offrant ainsi de nouvelles perspectives : « Lorsque la distance à parcourir est inférieure à deux kilomètres, la plupart des gens décident de marcher, observe Mario Cools. Mais deux kilomètres, c'est trop court pour entreprendre des démarches pour sécuriser un vélo. Le gyropode, par exemple (cet engin motorisé constitué de deux roues attachées à un plateau sur lequel l'utilisateur se tient debout en tenant un guidon) peut jouer son rôle sur ce type de distance brève. »

Au-delà de l'engouement actuel, les professionnels du secteur restent prudents.

« Le marché de la micromobilité est en pleine révolution mais demeure très volatil, avec des acteurs qui rentrent et quittent le marché très fréquemment, constate Laurent Willaert, secrétaire de la section #WeAreMobility au sein de la Fédération belge de l'automobile et du cycle. Tous sont à la recherche d'un business modèle rentable et durable. »

A ce stade, en Belgique, on dispose de peu de données chiffrées permettant d'objectiver l'évolution du marché. En outre, pour Frédéric Héran, « les études de marché sont souvent peu adaptées, car elles reposent sur l'observation des ventes passées et sur des enquêtes menées auprès de la clientèle. Elles ont tendance à surestimer le marché potentiel et à considérer comme durable ce qui ne relève que d'un simple effet de mode ». De plus, la dangerosité de ces engins n'est pas prise en compte dans ce type d'études.

Un bilan carbone mitigé

L'avenir de ces engins sera, en partie, déterminé par la capacité des opérateurs à limiter leur empreinte écologique. Souvent présentés comme des alternatives écologiques à la voiture, la présence de batteries noircit leur bilan carbone.

« S'il s'agit d'une batterie au plomb, on recycle quasiment l'entièreté des matériaux. Par contre, la batterie Lithium-ion est composée de matériaux critiques et son recyclage est compliqué et onéreux » détaille Nathalie Job, professeure au département de chimie appliquée de l'ULiège. Le cobalt et le cuivre viennent d'Afrique. Le lithium vient de Bolivie, du Pérou ou d'Argentine et les conditions d'extraction ne sont pas toujours respectueuses de l'environnement. » De plus, certains de ces engins sont fabriqués en Chine ou dans d'autres pays en développement, dans des conditions sociales et environnementales qui laissent parfois à désirer. ▶

Léo Wilkinson,
président de l'Asbl Belgium
Wheelers

« Je me déplace en monoroue depuis plus d'un an. Plus compacte et aussi rapide qu'un vélo électrique, la roue me permet de me rendre au boulot en deux fois moins de temps qu'en transport en commun. Je l'utilise aussi pour d'autres types de trajets, en ville ou en forêt. Aucun moyen de déplacement n'est parfait, mais la monoroue a ses avantages. Elle libère les bras des guidons et permet d'indiquer aisément nos directions aux autres usagers de la voirie. Elle contourne aussi plus facilement le fou qui conduit à 70km/h dans une zone 30 qu'un vélo classique. Par contre, sans protection, nous sommes vulnérables. On voit encore trop de wheelers sans casque. Il est pourtant nécessaire ».

Lexique

Monoroue : véhicule individuel de déplacement urbain. Il se compose d'une seule roue motorisée et de deux marchepieds escamotables. La monoroue peut atteindre les 30 km/h. Elle est également appelée gyroroue ou monowheel.

Wheeler : utilisateur d'une monoroue.

Gyropode : véhicule motorisé, destiné à circuler à basse vitesse en ville, et constitué de deux roues attachées à un plateau sur lequel l'utilisateur se tient debout, et d'un guidon.

Hoverboard : véhicule motorisé, constitué de deux roues latérales, attachées à une planche sur laquelle l'utilisateur se tient debout.



Un cadre juridique bien balisé

En Belgique, les « engins de déplacement » font intégralement partie du Code de la route depuis 2007. « Il n'y a pas de vide juridique, tient à préciser Denis Hendricks du SPF Mobilité et Transports. A l'époque, on était confronté au problème des pocket bikes (mini-motos) qu'on ne voulait absolument pas favoriser. C'était l'occasion d'organiser la circulation des planches à roulettes, des trottinettes et des skateboards, motorisés ou non ».

Par contre, les législateurs n'avaient pas vu venir la monoroue. La réglementation a dû être adaptée en 2016 afin de couvrir les engins ne reposant que sur une roue. Désormais, le Code de la route distingue deux modes d'utilisation de ces engins. Si l'utilisateur roule à la vitesse du pas, il est considéré comme un piéton. « Il a donc la priorité sur les passages piétons et il n'est pas contraint de porter des feux de position ».

Dans le cas, où il roule à plus de 6 km/h, l'utilisateur sera assimilé à un cycliste et devra emprunter les pistes cyclables. « Dans aucun des deux cas, le port du casque n'est donc obligatoire, mais il est toujours vivement conseillé », insiste Denis Hendricks.

Actuellement limitée à 18km/h, la vitesse maximale légale des engins de déplacement va être augmentée à 25 km/h.

« Une décision logique, estime Benoit Godard, qui permet d'aligner les engins de mobilité sur la vitesse des cyclos ». Au SPF Mobilité, on estime « avoir été un peu dépassé par la situation » et que « la législation actuelle ne correspond ni à la réalité des trottinettes en libre-service ni à celle des trottinettes qui ont été achetées en magasin ».

En ce qui concerne la conduite sous influence, la règle de considération piéton/cycliste est également d'application. « Si vous revenez à l'allure du pas, vous pouvez être sous l'influence de l'alcool. Ce n'est pas recommandé, mais vous ne serez pas puni », conclut l'expert du SPF Mobilité. — **V.d.L.**



La législation belge autorise les engins de déplacement à rouler sur le trottoir si la vitesse ne dépasse pas celle de l'allure du pas.

► Si l'experte de l'ULiège estime que la mobilité électrique est un progrès pour la qualité de l'air, elle regrette qu'une « bonne partie de la pollution soit simplement déplacée vers la fabrication, l'extraction des matériaux et le recyclage des batteries. Pour autant que cette dernière étape soit envisagée ».

En outre se pose la question de la durée de vie de ces batteries. Dans le système de trottinettes électriques en libre-service, les recharges se font rapidement, ce qui limite leur temps d'existence. Or, rappelle Nathalie Job, « il faut généralement une dizaine d'heures pour recharger une batterie correctement ».

Chez Lime, la société en libre accès qui a pignon sur rue à Bruxelles, on a recours à des « juicers ». « Pour le devenir, il suffit d'avoir un statut d'indépendant et un numéro de TVA », précise Benjamin Barnathan, général manager Benelux de la firme.

C'est le cas de Lucas (prénom d'emprunt), chauffeur Uber la journée et chargeur de trottinettes la nuit. Quatre par quatre, il ramène les trottinettes chez lui pour les mettre sur secteur. « Les recharges durent deux à trois heures puis je dois les redéposer dans la rue avant 7 heures du matin. Je peux gagner entre 2 et 6 euros par engin en fonction du temps de recharge nécessaire et de son accessibilité, déclare-t-il en montrant les sommes sur son écran de portable. En deux mois, j'ai ainsi gagné plus de 4 000 euros bruts, soit entre 40 et 120 euros par nuit ».

Gare aux chutes

Accessibles à un public relativement averti, ces nouveaux moyens de transport en ville sont certes souples et pratiques, mais pas sans danger : « Les engins de micromobilité peuvent remplacer la voiture pour les courts déplacements en agglomération, plaide Benoit Godart, porte-parole de l'institut Vias. Il faut continuer à les encourager moyennant le respect du Code de la route et l'encouragement au port du casque. Car dans un accident sur deux, c'est la tête qui est touchée ». L'Institut qui vise à améliorer la sécurité routière annonce que « des études sur leur utilisation sont en cours et que des messages de sensibilisation aux risques suivront ». Du côté de la Région bruxelloise, on souhaite « attendre de voir comment les Bruxellois s'approprient ces moyens de déplacement avant d'alarmer tout le monde ».

Les limites du cyclopartage

Le *free floating*, cette pratique qui permet de prendre et de laisser des véhicules dans un endroit public sans place de parking ou réservation préalable, semble s'installer sérieusement dans la capitale.

Quatre marques se partagent actuellement le marché bruxellois de la trottinette électrique en libre-service : Lime (USA), Dott (France), Tier et Flash (Allemagne). Deux autres opérateurs, Troty (Belgique) et Bird (filiale belge de Bird US), ont suspendu leurs activités.

Actuellement, Lime est considérée comme le plus gros opérateur du marché belge avec plus d'un millier de trottinettes implantées sur douze communes.

Créée en 2017, la marque est arrivée sur le marché européen en juin 2018, à Paris. Elle a livré une première flotte de 500 trottinettes vertes et noires à Bruxelles en novembre de la même année. Selon la firme, le nombre d'engins a déjà presque triplé en Belgique et près de 90 000 personnes ont téléchargé l'application. Environ 800 000 km ont été parcourus à Bruxelles, avec une distance moyenne de 1,2 km par trajet. « *Le phénomène de congestion rend nos perspectives de développement intéressantes*

Jonathan était un des adeptes de la trottinette en libre accès. Au cours d'un déplacement, il a effectué une vilaine chute. Bilan : une légère perte de connaissance, l'arcade éclatée et une dent potentiellement dévitalisée. Depuis lors, il a renoncé à ce service et reprend le bus : « *On télécharge l'application quelques secondes avant de monter sur l'engin. On accepte tous les avertissements, on démarre directement, c'est très simple. Mais il faut expliquer aux gens que ce n'est plus le jouet sur lequel on roulait quand on avait 7 ans. C'est un engin qui roule sur la route et on doit respecter tous les codes* », rappelle cet ex-client de Lime.

Au-delà des risques et du bilan écologique imparfait, ces petits transporteurs urbains constituent désormais des alternatives intéressantes à l'utilisation de la voiture en ville. Motorisés ou non, ils ont le mérite de susciter une réflexion sur nos modes de vie, intrinsèquement liés à nos nouveaux modes de déplacement. — **Vincent de Lannoy (st.)**



À Bruxelles, les trottinettes électriques en libre-service se démultiplient sur les trottoirs.

« *santes dans la capitale* », se réjouit Benjamin Barnathan, general manager Benelux chez Lime. Des pourparlers sont par ailleurs en cours avec « *toutes les villes de Belgique* », aussi bien au nord qu'au sud du pays. Alors que la Ville de Namur semble être intéressée par les services de la marque, certaines communes bruxelloises veulent néanmoins interdire le stationnement sur une partie de leur voirie. Le bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode souhaite ainsi « *sauvegarder la sécurité et la convivialité de l'espace public* ». Benjamin Barnathan y voit, quant à lui, un « *risque de dénaturer le free floating* ».

Bientôt une licence d'exploitation

Comment expliquer le succès de Lime ? « *Avant eux, une entreprise de vélos partagés avait échoué, rappelle Thyl Van Gyze-gem, chargé de mission à Inter-Environnement Bruxelles. Beaucoup d'engins étaient de très mauvaise qualité. On ne pouvait ni les recycler ni les réparer. Une fois qu'ils avaient fait leur vie, ils étaient abandonnés dans les rues, laissant à la collectivité le soin de trouver qu'en faire. Ça n'avait pas d'avenir !* ».

Chez Lime, on met en avant un service 100 % mobile, mais surtout une expérience internationale. « *On ne peut pas se lancer du jour au lendemain dans ce métier et se dire "advienne que pourra", estime Benjamin Barnathan. On analyse la demande, on forme nos équipes et on propose un produit abouti qui a déjà profité de plusieurs évolutions* ». Se pose toutefois la question du dépôt anar-

chique des engins, de leur dégradation, de leur durée de vie et du recyclage. Le manager de Lime ne souhaite pas s'exprimer sur le type de batterie employé et la longévité des trottinettes. Il s'étendra un peu plus sur le recyclage. « *Une procédure en interne permet de réutiliser jusqu'à 95% des pièces détachées endommagées, assure-t-il sans préciser ce qu'il en est de la batterie. On est en train de mettre en place notre propre filiale de recyclage. On communiquera plus précisément une fois qu'elle sera officiellement en place* ». Certaines trottinettes actuellement en circulation à Bruxelles utilisent des pièces recyclées. Ces questionnements en interne autour de la longévité du produit font notamment suite à l'ordonnance « cyclopartage » de la Région bruxelloise.

Celle-ci impose aux opérateurs ayant déjà cinquante véhicules sur le territoire bruxellois de disposer d'une licence pour le 1^{er} septembre 2019 au plus tard. Afin d'obtenir celle-ci, chaque opérateur devra notamment communiquer à la Région certaines données anonymisées ainsi que la durée de vie attendue et une méthode de recyclage de leur produit. Les opérateurs devront également recharger leurs engins avec de l'électricité verte. D'ici là, la firme transnationale – qui a levé 310 millions de dollars le 6 février dernier –, promet de poursuivre « *l'amélioration des technologies et la poursuite de ses investissements dans la sécurité des utilisateurs et la collaboration avec les villes* ». Avec un objectif : être en conformité avec les nouvelles exigences bruxelloises et décrocher sa licence avant septembre prochain. — **V.d.L.**

Grands-parents pour le climat

Le réveil des consciences

Ils ont connu la paix de l'après-guerre, les golden sixties, les vertus de l'Etat social actif. Mais ils ont vu aussi la planète se dégrader à une vitesse folle, les ravages de l'économie néolibérale et l'explosion des inégalités. Réunis au sein de l'association Grands-parents pour le climat, ils se rangent aujourd'hui du côté de l'éveil des consciences, de la transmission aux générations futures et du plaidoyer politique. Rencontre avec deux chevilles ouvrières du mouvement qui souhaitent laisser à leurs petits-enfants une terre pour vivre et s'épanouir.

Elle arrive en train de Braine-l'Alleud, lui à vélo du Cinquantenaire. Sous un ciel bleu éclatant et un généreux soleil d'hiver inondant le Boulevard Simon Bolivar, Thérèse Snoy et François de Borman savourent leur cappuccino. La présidente et le vice-président des Grands-parents pour le climat ont le sourire : le jeudi précédent, des milliers de jeunes ont encore marché pour le climat à Huy, Liège, Tournai, Anvers « *Ce mouvement me remplit de fierté, se réjouit l'ancienne secrétaire générale d'Inter-Environnement Wallonie de 1997 à 2002. J'admire leur détermination, leur indépendance d'esprit, le côté résolument pacifique, bon-enfant et positif de la démarche.* »

**“ Nous avons perdu
au moins vingt ans ! ”**

« *Ils donnent aux adultes une leçon de politique avec une expression à la fois nuancée et modérée* », abonde François de Borman, ancien ingénieur civil employé pendant trente ans chez Exxonmobil, aujourd'hui actif dans l'association créée en 2015. « *A l'époque, détaille Thérèse Snoy, je m'interrogeais sur les moteurs de la mobilisation. Après mon expérience comme parlementaire (elle a siégé sept ans comme députée fédérale), j'avais le sentiment que l'on parlait souvent du climat en des termes technocratiques, avec un langage austère, ardu, en négligeant le rôle des émotions. Je suis alors tombée sur un article dans la Revue durable qui parlait de la naissance des Grands-parents pour*



François de Borman, ex-ingénieur chez Exxonmobil devenu militant de la cause climatique.

le climat en Suisse et j'ai trouvé l'idée très belle. A la veille de la COP21, nous avons lancé un large appel aux consciences en invitant des représentants des différents courants philosophiques et religieux, l'ancien président du conseil européen Herman Van Rompuy, l'économiste Eric De Keuleneer. Et le mouvement a pris son envol. »

Quatre ans plus tard, l'Asbl a pignon sur rue. Avec une équipe de base constituée d'une dizaine de bénévoles, elle s'est fixé trois objectifs : « *promouvoir les valeurs de sobriété, de solidarité et de bienveillance intergénérationnelle et internationale (Nord-Sud) ;*



Thérèse Snoy, cofondatrice de l'association Grands-Parents pour le climat, espère que les futurs gouvernements mettront l'environnement au cœur de leurs priorités.

développer des actions qui suscitent chez les jeunes le goût et le respect de la nature et la conscience des enjeux écologiques, et faire pression sur les décisions politiques. »

Leur mot clé ? Transmission. Leur boussole ? Un extrait de la déclaration de leurs homologues suisses : « Nous avons le droit, le temps et le devoir de rêver un monde meilleur pour nos petits-enfants. »

Thérèse a trois enfants et cinq petites-filles âgées de 2 à 7 ans. « Ma fille a épousé un Nigérien et je vois ce pays d'une pauvreté extrême qui perd chaque année des zones cultivables, subit un régime de pluies instables, indéfiniment sous baxter de l'aide humanitaire, confronté à un gigantesque boom démographique et qui risque de mourir à petit feu sous le coup d'épisodes climatiques qui pourraient monter jusqu'à 50 degrés. C'est tout simplement terrorisant, se désole la présidente des Grands-parents pour le climat, sociologue de formation (UCL) et licenciée par ailleurs en urbanisme et en environnement (ULB). Avec l'association, nous nous situons non pas du côté des solutions techniques ou politiques mais du côté de la conscience : quel monde allons-nous laisser à nos petits-enfants ? Quelle responsabilité avons-nous encore en tant que retraités actifs et privilégiés ? »

De son côté, François de Borman a quatre enfants et neuf petits-fils âgés de 4 à 17 ans. Pour lui aussi, le temps presse. « On a perdu au moins vingt ans ! », se désole ce scientifique « tombé dans la pétrochimie » qui porte aujourd'hui un regard éclairé sur l'écologie : « J'ai assisté au développement des différents plans mis en place pour réduire l'impact environnemental de la société dans

neuf raffineries et quinze usines chimiques en Europe. J'ai vu de l'intérieur les efforts entrepris, mais aussi tous les dégâts occasionnés. Nous sommes allés si loin Nous n'avons plus le temps d'attendre ! »

« Il y a des jours où l'on glisse, où l'on sombre. Et puis, dans la foulée, on reprend de la force. »

Pour cette génération, l'idée d'« héritage » est au cœur de l'action. Même s'ils préfèrent de loin « la responsabilité et l'engagement » au « pessimisme et à la culpabilité ».

« Il faut voir d'où l'on vient, bien se remettre dans l'état d'esprit des années 1960, nuance toutefois l'ingénieur à la retraite. La fin de la guerre est encore proche. On revient de très loin moralement et économiquement. On est en pleine reconstruction, porté par le mythe du progrès, l'idée selon laquelle la technique peut tout résoudre. Tout semble possible : on a marché sur la lune, on a sous la main de l'énergie surabondante et absolument propre grâce à l'atome, et ceux qui contestent cette vision sont considérés comme des oiseaux de malheur. »

A l'époque, Thérèse Snoy figurait parmi ces lanceurs d'alerte : « Après Mai 68, j'étais dans le courant protestataire, fascinée par le rapport Meadows, Halte à la croissance (1972), portant déjà en moi la conviction que les mécanismes socio-économiques aboutissent structurellement à la destruction de la nature. Depuis lors, tout s'est dégradé, accéléré, amplifié. Certes, on a inscrit le développement durable dans les politiques, mais de manière tellement insuffisante. Aujourd'hui, on le sait, un changement de paradigme est nécessaire, avec une prospérité sans croissance, une économie plus égalitaire, un respect des ressources et de la biodiversité... Mais c'est encore difficile à formuler et à faire passer. On a beau être des grands-parents expérimentés, on peine encore à construire un récit d'avenir qui soit mobilisateur et nous sorte précisément de cette posture d'oiseaux de malheur. »

Et la militante d'ajouter, lucide : « Il y a des jours où l'on glisse, où l'on sombre. Et puis, dans la foulée, on reprend de la force. »

Voir la génération climat envahir les rues leur procure des frissons, de la fierté, et aussi des raisons d'espérer : « Grâce à ces jeunes, on voit émerger un véritable mouvement de masse. Ils sont parvenus à mettre les questions environnementales à l'agenda en veillant à ne pas être instrumentalisés ou récupérés malgré la forte pression des partis, des médias, des ONG... On parle enfin de climat, de biodiversité, de modes de consommation... Ils font de la politique dans la rue, à l'école. Ils se confrontent à des questions essentielles : où est la limite de l'inacceptable ? Comment forcer le changement ?... De magnifiques solidarités familiales émergent, et c'est réjouissant, poursuit Thérèse Snoy. Le pire serait de les décevoir. Si on ne parvient pas à engranger des victoires d'ici les élections, comme la loi climat par exemple, je crains qu'ils ne s'épuisent, se découragent ou que la frustration et la colère ne prennent le dessus. Que se passera-t-il ensuite ? Ils se détourneront encore davantage de la politique, alimenteront le discours "tous pourris", se tourneront vers des modes d'actions plus violentes et radicales, boycotteront les élections ou alors voteront massivement pour Ecolo ou Groen, tout est possible ! »

► François de Borman abonde dans ce sens : « Nos dirigeants ont un devoir moral et politique d'agir. Car on ne réalise absolument pas l'ampleur du changement nécessaire pour éviter le pire. Au fil des années, les scientifiques ont haussé le ton et exprimé leur ras-le-bol, c'est une excellente chose. Mais ils sont encore trop peu entendus. Les forces de résistance sont énormes, notamment du côté flamand avec le lobby du port d'Anvers, de l'industrie pétrochimique, du Voka, l'Union des entreprises flamandes et du Boerenbond, le syndicat des entrepreneurs agricoles. »

“ L'exemple doit venir des plus nantis, notamment des retraités que nous sommes ”

Pour l'Asbl Grands-Parents pour le climat, qui dispose d'un équivalent flamand depuis décembre dernier et suit de près l'activité des organisations sœurs ailleurs dans le monde (Suisse, Grande-Bretagne, Scandinavie, Pays-Bas, USA...), le changement viendra à la fois de l'Etat, des entreprises et des citoyens, en traitant sur le même pied la question sociale et écologique : « L'exemple doit venir des plus nantis, notamment des retraités que nous sommes. La classe privilégiée doit prendre conscience de son empreinte écologique, renoncer à un peu de confort, modifier ses modes de vie, se poser des questions : quel est mon mode d'habitat, comment je me déplace, qu'est-ce que je mange, quels types de fonds de pension mon épargne va-t-elle alimenter... Nous ne sommes évidemment jamais complètement cohérents et il ne s'agit pas d'être dans le jugement. Moi-même, j'ai une famille au Niger et une autre au Canada et je prends l'avion pour aller les voir. J'estime que nos liens familiaux le méritent. Pour le reste, j'ai renoncé à prendre l'avion en Europe. C'est un combat éthique de tous les instants », reconnaît Thérèse Snoy.

Un combat que l'Asbl mène autant dans la rue (« on joue les stewards au milieu des jeunes dans les marches, c'est rigolo ») que dans la sphère publique (plaidoyer, interpellations d'élus, conférences...).

« Notre génération est paralysée par le sentiment d'impuissance et la peur, poursuit François de Borman. On entend de tout : "Arrête de croire que tu peux changer le monde", "A quoi bon : pour moi, c'est fini!", "La tâche est tellement immense, par où commencer?"... Et en même temps, on voit des gens qui occupent notamment des postes à responsabilité qui essaient de comprendre, de trouver des leviers d'action. Car la crise climatique est aussi une opportunité. Prenons l'agriculture. On sait où l'agro-industrie nous a menés. C'est un vrai suicide collectif : la perte de biodiversité, les effets délétères sur la santé, l'urbanisation... En même temps, on peut retourner la question de manière positive en se disant que pour transformer notre agriculture et notre manière de vivre, il faudra libérer de la terre, on aura besoin de main-d'œuvre, de savoir-faire et d'expériences apportés notamment par les migrants. »

L'un et l'autre veulent encore y croire : « Beaucoup de grands-parents sont secoués par la jeune génération, c'est très bien ainsi, poursuit Thérèse. Bousculés dans leurs habitudes, leurs certitudes et leurs comportements. Avec l'association, on s'efforce modestement



Arnaud Ghys / CNCO

L'association Grands-parents pour le climat s'est notamment fixé comme objectif de transmettre le goût et le respect de la nature à la jeune génération et de lui faire prendre conscience des enjeux écologiques. La mobilisation actuelle réjouit ses fondateurs.

de travailler autour de l'idée de transmission et d'intergénération, d'éviter de vivre dans la culpabilité, de repenser ce que ce signifie concrètement le confort. Par ailleurs, pour notre génération, cette idée de simplicité volontaire qui revient au goût du jour (consommer moins, manger mieux...), cela renvoie aux années d'après-guerre où l'on avait un seul pot de confiture sur la table, où l'on cultivait de bons légumes, où l'on avait un seul vêtement que l'on réparait... Il y a le souvenir d'une période plutôt heureuse et de partage. »

“ Rien ne sert de vivre dans la culpabilité, mais il faut s'interroger sur ce que signifie concrètement le confort ”

Mais pour affronter « l'urgence climatique », ces retraités actifs entendent aussi s'appuyer sur la transmission, tout ce qui se passe de positif au sein des familles : « Avec les plus petits, on est plutôt du côté du respect de la nature, de la beauté du vivant et de l'émerveillement avant de les effrayer avec des catastrophes à venir. Chez les adolescents, le changement passe par les pairs, les réseaux sociaux, la force du groupe. On peut aborder les sujets avec recul et lucidité. C'est une période très riche à ce niveau-là », se réjouit la présidente des Grands-Parents pour le climat.

« Il faut aussi miser sur la science, l'information rigoureuse, un enseignement intégrant ces questions dans ses programmes », ajoute François de Borman.

Autant de pistes pour, espèrent-ils, « gagner la bataille des consciences ». Et laisser à leurs petits-enfants une « terre pour vivre et s'épanouir ». — **Hugues Dorzée**



En savoir +
gpcclimat.be



« Motivés, motivés, il faut rester motivés »

Cet hiver, le sentiment d'une petite baisse de régime planait sur l'Echappée, notre habitat groupé. Des réunions « vivre ensemble » – où nous discutons des éventuelles contrariétés rencontrées dans la cohabitation pour les régler au plus vite – annulées faute de participants... Des « mingas » – ces journées mensuelles de travail collectif – un peu désertées... Quelques-uns se demandaient si c'était là simplement des signes d'une hibernation ou s'il fallait y voir un certain essoufflement.

Dans ces cas-là, notre recette est connue : on « *en-commissionne* ». Deux, trois voisins se sont réunis pour rédiger un questionnaire, présenté au groupe comme base de réflexion : « *Qu'est devenu selon vous, en cette période de post-construction et de post-installation, l'axe principal de notre projet ?* ». Suivait une liste d'interrogations sur le nombre et le rythme de nos réunions, notre organisation interne, etc.

A l'assemblée générale suivante, tout le monde était attendu avec une petite allocution de trois minutes. La soirée commençait mal, il y avait des absents, relativement nombreux... « *Alors on la fait quand même cette réunion ?* » Certains regrettent que tous ne soient pas présents, mais la majorité préfère commencer la réflexion. Et puis la plupart des absents ont envoyé qui une bafouille, qui un enregistrement.

Globalement, c'est plutôt la satisfaction qui s'exprime. « *Quand j'en parle à d'autres, je suis fier* », remarque Olivier O. (il y en a deux à l'Echappée). « *Je suis content de participer à cette expérience pionnière* », se dit Nico. « *Nous pouvons nous féliciter de ne jamais prendre de décisions au forcing* », compare Dora. Même Céline D. (idem), notre nouvelle voisine, est réjouie : « *J'ai eu plus de contacts en six semaines avec vous qu'en trois ans avec mes voisins précédents* ». Et de ce côté, c'est vrai que nous ne sommes pas avares : l'une d'entre nous a calculé qu'en un mois nous avons douze possibilités de nous voir, entre réunions et activités diverses. Et ne mentionnons pas le nombre incommensurable de mails échangés, au grand dam de la plupart d'entre nous – mais sans effet jusqu'ici.

L'option Framavox

Trop d'activités ? Pas assez ? Pas assez bien ? Quelques-uns donnent la priorité aux réunions et assemblées générales, et ont du coup le sentiment de manquer de temps pour d'autres investissements plus « ludiques ». Certains voient l'Echappée comme un groupe de « *bons voisins* » et en sont pleinement satisfaits, quand



Un atelier sérigraphie à l'Echappée. Y a-t-il trop d'activités, ou nous trop peu de temps ?

d'autres voudraient que nous soyons plus que cela. Beaucoup expriment la frustration de ne pas parvenir à en faire plus, on perçoit même ça et là un sentiment de culpabilité. D'autres voient dans Framavox (un système de discussion et de vote en ligne) un outil intéressant en ce qu'il permettrait de réduire le temps des réunions, une série de questions étant déjà discutées en ligne.

L'idée de rassembler les AG « vivre ensemble » avec les générales est soulevée. « *Mais garderont-elles leur qualité ? C'est un outil très précieux !* ». De passer des groupes de travail qui deviennent très flous à des projets portés par une personne précise... Rien de bien net ne se dégage, si ce n'est cette impression finalement de refléter la condition de la plupart des gens aujourd'hui : faire la course contre le temps.

Et la motivation là-dedans ? Étrangement, cette interrogation première n'a pas réellement été discutée ! Avait-elle lieu d'être ou pas ? Une nouvelle motivation pour une prochaine réunion ? —



Co-habiter

Aujourd'hui, le logement pèse en moyenne 25% dans les dépenses des ménages européens. Une moyenne, variable selon les pays et les contextes (ville, suburbain, rural), mais généralement le poste le plus important pour le portefeuille. Location ou achat, peu importe : habiter, c'est avant tout être chez soi. Le logement, c'est l'espace d'une famille, parents et enfants. Mais le modèle est en train de basculer. Dans les villes en particulier (85 % des européens y habitent), plus de la moitié des ménages (au sens statistique du terme) est constitué... d'une seule personne : autres temps, autres mœurs. Le temps où les coquelicots et les bleuets fleurissaient en bordure de nos champs, où les vaches et les moutons y paissaient tranquillement a disparu au profit des lotissements. Heureusement, l'attrait pour cette forme d'habitat ponctionnant les contrées rurales diminue.

On ne veut plus habiter loin de son lieu de travail, des équipements nécessaires (écoles, commerces, etc.) et se condamner aux fastidieux déplacements dans la congestion grandissante. Si le prix augmente, on se satisfait d'une surface plus petite, compensée par l'usage plus intense de l'équipement public, collectif ou commun, dernier qualificatif qui nous intéresse ici.

D'autre part, les goûts se dé-massifient, se singularisent. Alors, on fait fi du banal papier peint blanc, du vase noir pour azalée en pot, avec en arrière-plan l'Airwick fragrance eucalyptus, dans un appartement empilé sur des dizaines de copies. Lorsque le choix est possible, l'habitant privilégie un habitat qui exprime ses modes de vie et ses aspirations. La rénovation, l'auto-promotion collective ont la cote, permettant de mettre la main à

La co-habitation est en plein essor partout en Europe, notamment à Fribourg, au sud de l'Allemagne, dans le quartier Vauban.

Sur nos nuques, le souffle des effondrements se fait sentir : survivre nous force à adopter d'autres comportements, notamment d'autres modes de consommation. Pendant un an, Paul Vermeylen, urbaniste et arpenteur des villes européennes, président de l'association For Urban Passion et auteur du *Temps de la métropole* (L'Harmattan, 2015), nous propose d'explorer le panier des ménages européens. Ce panier est-il responsable et durable ? Dans quel sens évolue-t-il ? Les changements sont-ils suffisants pour relever les défis notamment climatiques ? Dans ce premier épisode, nous aborderons l'essor du *New way of living*, où comment se loger autrement.

la pâte, dans le plâtre (et pas rien que dans l'humus). Ceux qui quittent les schémas habituels s'orientent de plus en plus vers l'habitat groupé, sous différentes formes : néo béguinage, habitat coopératif récent, découpe d'immeuble pour groupe plus ou moins partageur, logements intergénérationnels, *coliving* locatif, etc. Ces lieux dessinent souvent des réseaux de gens qui se reconnaissent, parfois à l'échelle mondiale.

Millennial Commune

Comme nous l'expliquait Ryan Fix, le fondateur de Pure House, pour expliquer le succès de cette communauté née en 2012 à Brooklyn, « nous voyons la vie comme une occasion de construire des villes meilleures. La façon dont nous utilisons nos maisons a radicalement changé. Dès lors, nous avons revu la disposition typique de nos logements et des autres espaces de vie. Car de plus en plus de gens sont pigistes, prestent à la maison, partagent leurs foyers ou leurs bureaux, utilisent Airbnb, partagent des emplois ou recherchent des postes innovants, où ils pourront exprimer et développer leur créativité sur une base régulière ».

Le centre Pure House compte à peine une quinzaine d'habitats de petite taille mais propose de vastes salles partagées ; le *coworking* collaboratif y trouve toute sa place, tout autant que différents ateliers artistiques. A proximité, d'autres lieux essaient en réseau, liés au bien-être : soins, yoga, méditation, alimentation saine, etc. Un oasis du partage au cœur de la citadelle capitaliste ? Non, car les projets labellisés Pure House se multiplient.

Basés sur le concept de *millennial commune*, les lieux partagés se multiplient en Europe : Sende Ourense en Espagne, Todo Modo au Portugal, Swiss Escape à Grimetz en Suisse, Mokrin House en Serbie, etc. Et Les grands voisins en France, le projet qui occupe l'ancien hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris. Il développe depuis trois ans une « Fabrique des biens communs », y accueille plus de six cents personnes en situation de vulnérabilité, ainsi que quelque deux cents associations, *share-ueurs*, artisans et artistes. En Belgique, de tels lieux prolifèrent aussi : à Gand, à Anvers, à Liège ou à Bruxelles, on ne peut plus les ignorer (*lire notre chronique Ma vie en habitat groupé en p.59*)

L'habitat, lieu du partage

Sommes-nous retournés au temps des béguinages, des phalanstères, des lieux de l'entre soi ? Ils sont en pleine phase avec les aspirations de la « génération verte » d'aujourd'hui : prendre soin de soi et des autres à travers des liens directs, prendre soin de la planète, et en écho, refuser l'asservissement, les *bullshit jobs*, la consommation irresponsable, le mode de vie malsain, etc.

Les valeurs nouvelles essaient, non pas selon le déroulé d'un fil d'Ariane, mais à la façon d'une liane ; ou mieux encore sur le mode du mycélium, fait des filaments de spores qui envahissent nos aspirations parfois si inconscientes, mais toujours aiguillées par des valeurs-refuges en ces temps de survie.

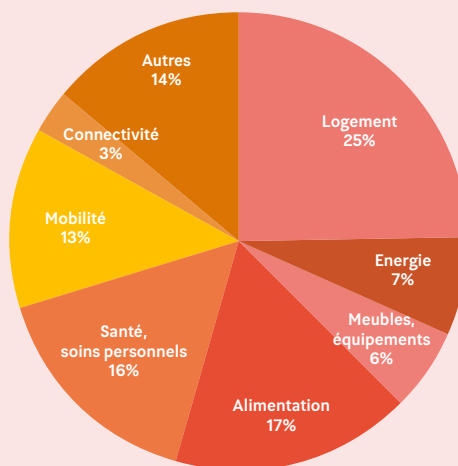
Sous l'appellation de *cohousing* (co-logement), sous la forme de *coliving* locatif, pour pratiquer l'intergénérationnel (logement Kangourou), le *new way of living* combine le « co », la construction durable, la consommation bio ou locale, la primauté au bien-être. L'important secteur du logement sous statut coopératif, avec ou sans aide publique, reprend vigueur, et sort de la léthargie que trois décennies de libéralisations et de privatisations lui avaient infligée. L'entraide et le partage y tiennent à nouveau une large place. Zurich est une ville particulièrement dynamique quant à l'usage partagé. Un quart des logements y sont coopératifs ! « Jusqu'en 1996, les coopératives s'étaient endormies. Depuis dix ans, elles sont devenues des partenaires actifs de la transformation de la ville », m'explique Peter Schmid, le président des coopératives de logement zurichoises.

En Allemagne, des centaines de *baugruppen* (groupes coopératifs de construction) font de l'autopromotion : à la fois concepteurs, développeurs et investisseurs. A titre d'exemple, la seule (petite) ville de Fribourg compte plus de cent cinquante réalisations de ce type dont une partie dans le mythique quartier Vauban.

Ailleurs, l'autopromotion collective est stimulée. C'est le cas à Amsterdam, pour un curieux immeuble : le collectif a fait livrer par un entrepreneur le gros œuvre, l'ensemble des parachèvements, équipements et finitions s'opérant entre eux sur le mode du don et contre-don.

Caractéristiques de base : des surfaces privatives plus petites,

Le panier des ménages



Estimé à l'échelle européenne, ce diagramme synthétise le panier actuel des ménages européens (2018) ; cette répartition entre postes de dépenses est assez stable dans le temps. Néanmoins, des variations significatives se trouvent gommées, entre pays ou entre monde urbain ou rural. Cette photo à l'instant « T » vieillira, elle n'a d'intérêt que dans sa mise en perspective, celle que dessinent les pratiques émergentes. On sera donc surtout attentifs aux dynamiques à l'horizon 2030 : celles-ci formeront-elles le « banal » de demain ?

des salles communautaires importantes, pour partager buanderie, cuisine et salle de repas/fête, chambre d'amis, potagers, conciergerie, atelier de bricolage, etc.

Souvent la « charte de cohabitation » fixe les ambitions sociétales, en matière de comportement durable, d'éthique, ou encore d'intégration de personnes isolées ou de réfugiés. Ce sont des groupes citoyens qui les premiers en ont pris l'initiative. Devant le succès, de petits développeurs ou promoteurs emboîtent aujourd'hui le pas. Picsou chez les Colibri, faut-il s'en réjouir ?

L'essor du cohabitat

Combien sont-ils en Europe, ces habitats groupés ? Selon nos estimations, ce mode d'habitat concerne aujourd'hui 7,5 % des ménages européens. Dans le secteur du logement social (12 % du parc européen), un tiers des logements est sous le régime coopératif, et on peut considérer que la moitié d'entre eux restent régis par des pratiques vivantes de partage. Dans et hors de ce secteur, diverses formules s'interpénètrent. Au total, les habitats groupés représentent 40 % du parc à Oslo. En Suède, pays pionnier en la matière, il s'agit de 17 % du parc.

Comment évaluer la dynamique ? Du côté des nouvelles réalisations d'immeubles collectifs, le régime coopératif est souvent adopté.

Ainsi, au Danemark et depuis le début de la décennie, plus de 2 % de la population a grossi les rangs du logement coopératif. Du côté de la demande locative et selon un important agent immobilier de Bruxelles, un cinquième des recherches de logement visent des logements de taille adéquate pour accueillir un habitat partagé ; appréciation corroborée par d'autres acteurs de l'immobilier.

En extrapolant ces tendances, on atteindrait à l'horizon 2030 près d'un logement sur cinq ! Nos territoires s'en trouveront bouleversés. Nos collectivités sont très peu nombreuses à préparer cette mutation, à y adapter notamment leurs réglementations urbanistiques qui restent pour la plupart axées sur le logement unifamilial (d'antan ?). — **Paul Vermeulen, urbaniste**

Jean-Pierre Dupuy « Nous sommes au sommet de la rationalité et de la folie »

Jean-Pierre Dupuy, polytechnicien et ingénieur devenu philosophe, est professeur à l'Université de Stanford aux Etats-Unis. Il travaille depuis de nombreuses années la question de la catastrophe (il a notamment publié en 2002 *Pour un catastrophisme éclairé*), et notamment celle de notre anéantissement par l'arme atomique. Dans son dernier essai métaphysique, *La guerre qui ne peut pas avoir lieu* (Desclée de Brouwer, 2019), il décortique la dissuasion nucléaire.

Pourquoi nous intéressons-nous si peu à la question des armements nucléaires ?

— En fait, les gens ne croient tout simplement pas qu'une guerre nucléaire peut avoir lieu. Moi-même d'ailleurs j'ai du mal à y croire. Le nombre de victimes potentielles est tellement monstrueux qu'il ne nous dit rien. L'horreur est impossible à se figurer, c'est la thèse du penseur autrichien Günther Anders.

Moi je travaille (entre autres) sur ce sujet depuis vingt-cinq ans, même si je n'ai écrit mon livre que l'été dernier. Et quand j'en parle autour de moi, on me répond « *mais tu es sûr qu'il faut prendre ça au sérieux ?* ».

Les gens pensent en fait – à tort ! – que si une guerre a lieu c'est parce qu'elle aura été voulue. Mais c'est une erreur fondamentale.

Il se peut qu'elle soit un jour voulue, mais il est vrai que ni Kim, ni Trump, ni Poutine, ni Xi Jinping aujourd'hui ne veulent une guerre nucléaire, de la même manière que ni Khrouchtchev ni Kennedy ne la voulaient lors de la crise des missiles de Cuba. Non, si elle a lieu, ce sera à cause d'un accident. De quelque chose que personne ne veut, mais qui se produit quand même : une mauvaise interprétation de ce que fait l'autre, une fausse alerte, un accès de rage...

« Si une guerre nucléaire a lieu, ce sera à cause d'un accident : une mauvaise interprétation de ce que fait l'autre, une fausse alerte, un accès de rage... »



J'ouvre d'ailleurs mon livre avec cette fausse alerte qui s'est produite en janvier 2018 à Hawaï, dont les habitants ont cru pendant trente-huit minutes qu'ils allaient mourir, sans pouvoir rien faire, ayant tous reçu ce message : « *Un missile balistique est en train de se diriger sur Hawaï. Mettez-*

vous immédiatement à l'abri. Ceci n'est pas un exercice aérien ». Cet épisode est la preuve que comme le dit William Perry, mon collègue à Stanford et ancien secrétaire à la défense de Clinton, il n'y a plus à faire la différence à présent entre une vraie et une fausse alerte. Car même si elle est fausse, on peut y réagir. Ici, à Hawaï, c'est par chance un civil qui a lancé


cette alerte (en croyant vraiment qu'il y avait une attaque). Mais s'il avait été un militaire, il aurait pu lancer des missiles. Car la « pratique » potentielle du *Launch on Warning* veut qu'on lance ses missiles dès l'alerte : parce qu'on ne veut pas qu'ils soient détruits par l'attaque de l'adversaire, on n'attend pas que les ogives nucléaires de celui-ci soient là pour tirer.

Vous parlez du *Launch on Warning*. Les principes qui régissent l'usage des armes atomiques ne sont pas les mêmes que ceux des armes conventionnelles ?

— Pour les armes dites conventionnelles, on distingue l'attaque et la défense. Aujourd'hui, la légitimité des forces armées est dans la défense – le ministère de la guerre puis des armées est ainsi devenu celui de la défense. Avec le nucléaire, il faut y ajouter la dissuasion.

Il y a deux grandes puissances nucléaires, les Etats-Unis et la Russie. Eux possèdent 7 000 ogives, contre 300 pour la France, et moins encore pour la Chine, la Grande-Bretagne, le Pakistan, l'Inde, Israël ou maintenant la Corée du Nord. Dans le monde atomique, la défense est impossible : c'est le bouclier anti-missiles, la Guerre des étoiles de Reagan, qui voudrait intercepter et détruire les missiles ennemis avant qu'ils n'aient atteint le sol états-unien. Mais pour que cela fonctionne, il faut que cela soit efficace à 100 %, ce qui est chimérique. Or un missile qui passe est le missile de trop.

On en vient donc à la dissuasion, qui est une forme de défense... tout en étant la négation de la défense. On affirme en effet qu'on ne se défend pas, et c'est parce qu'on ne se défend pas qu'on donne à l'autre la garantie suprême qu'on ne l'attaquera pas le premier. Puisque si on attaquait en premier, on serait totalement vulnérable face à une riposte. C'est le traité ABM (Anti Ballistic Missile) de 1972. Mais les Etats-Unis l'ont violé dès Reagan avec leur bouclier.



Licorne, un essai nucléaire français de 1970, à Mururoa.

La dissuasion, c'est une menace : si tu fais un geste – pas forcément atomique – je réplique avec une force « *incommensurable* », c'est le terme utilisé dans les textes.

Une menace qui enfreint au passage l'un des principes de la guerre juste, celui de la proportionnalité. Mais si on lance cette menace, c'est pour ne pas avoir à la mettre à exécution, et c'est là tout le paradoxe de la dissuasion.

En réalité, d'après Daniel Ellsberg, le lanceur d'alerte qui a sorti les *Pentagon Papers*¹ et qui était aussi planificateur de la guerre nucléaire, la doctrine pure de la dissuasion, qui voudrait qu'on attende que les missiles ennemis soient là avant de répliquer, n'a jamais été appliquée. C'est le principe du *Launch on Warning* qui serait suivi, où donc la contre-attaque est automatique. C'est à la fois attaquer en premier et en réagissant : aux États-Unis, ils appellent ça *striking second first*, tirer le premier en second...

Sachant qu'en plus de nombreuses personnes (et non pas seulement le président comme le veut la légende) ont le pouvoir de déclencher les missiles nucléaires, inutile de vous dire que tout ça est extrêmement dangereux, et maximise les « chances » d'un accident. Nous sommes au sommet de la rationalité et de la folie.

D'autant plus aujourd'hui avec des dirigeants comme Donald Trump ?

— La confrontation Corée du Nord – États-Unis a des côtés « farcesques » qui peuvent

clairement dégénérer. Mais il n'y a pas que cela. L'horreur c'est la renonciation par les deux parties – les USA comme la Russie – du traité sur les missiles de moyenne portée, de 500 à 5 000 km (le FNI, traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire), signé par Gorbatchev et Reagan suite à la crise des Euromissiles. Beaucoup d'experts considèrent que ce traité a assuré la paix en Europe. Chacun accuse l'autre aujourd'hui de l'avoir violé, et c'est un concours d'hypocrisie. La Russie avait de « bonnes » raisons de l'enfreindre, parce qu'elle est entourée de puissances asiatiques qui ont développé des missiles de moyenne portée, mais bon, tous les deux sont responsables.

Il y a cependant quelque chose de beaucoup plus grave encore : la découverte que la Russie et les États-Unis développent des missiles de courte portée, de moins de 500 km, qui sont destinés à être utilisés sur le champ de bataille. Tous les autres missiles sont conçus pour ne pas être employés, pour servir de dissuasion. Ici, on retrouve une vieille idée, celle d'une guerre nucléaire limitée. Mais on ne peut pas limiter une guerre nucléaire, c'est une pure folie. Et ça, ça fait très peur...

Fondamentalement, même interdire les armes nucléaires ne réglerait pas le problème ?

— En effet... Nous avons perdu notre innocence. S'il n'y avait plus de bombe atomique dans le monde, le savoir-faire serait toujours

là. Et une autre forme de logique folle pourrait se déclencher, de celui qui serait le premier à s'armer ou se réarmer. Il suffit de trois ou quatre mois pour avoir un arsenal suffisant...

Nous serons donc toujours obligés de « vivre avec ». Pourquoi est-il important malgré tout de réfléchir aux doctrines nucléaires comme vous nous le proposez ?

— Je suis philosophe, c'est la seule chose que je peux faire, réfléchir ! Je pense que si on doit mourir autant ne pas mourir idiot. Bien sûr, c'est une drôle de consolation...

Je crois que des gens comme Trump, Pompeo ou Bolton ne comprennent rien à tout ça. Est-ce important ? J'ai tendance à dire que oui.

Il est étrange par exemple que parmi les colapsologues personne ne parle jamais de la guerre... C'est comme si j'étais atteint d'une maladie incurable, je ne sais pas si je préférerais le savoir ou pas. Mais ici ce n'est pas d'un cas individuel mais bien de l'humanité dont il s'agit.

— **Propos recueillis par Laure de Hesselle**

1. Document décrivant l'implication politique et militaire des États-Unis dans la guerre du Viêt Nam, que Ellsberg a fait fuiter dans le *New York Times* puis le *Washington Post*.

Joseph Rahall

Rendre leur terre aux Sierra-Léonais

Dix ans de guerre ont fait basculer la Sierra Leone dans la pauvreté. Aujourd'hui, ce petit Etat situé à l'ouest de l'Afrique est victime d'accaparements de terres par des firmes étrangères. Avec l'association Green Scenery, l'agronome et journaliste Joseph Rahall se bat contre l'éviction de neuf mille paysans d'une région du sud du pays colonisée par une société luxembourgeoise.

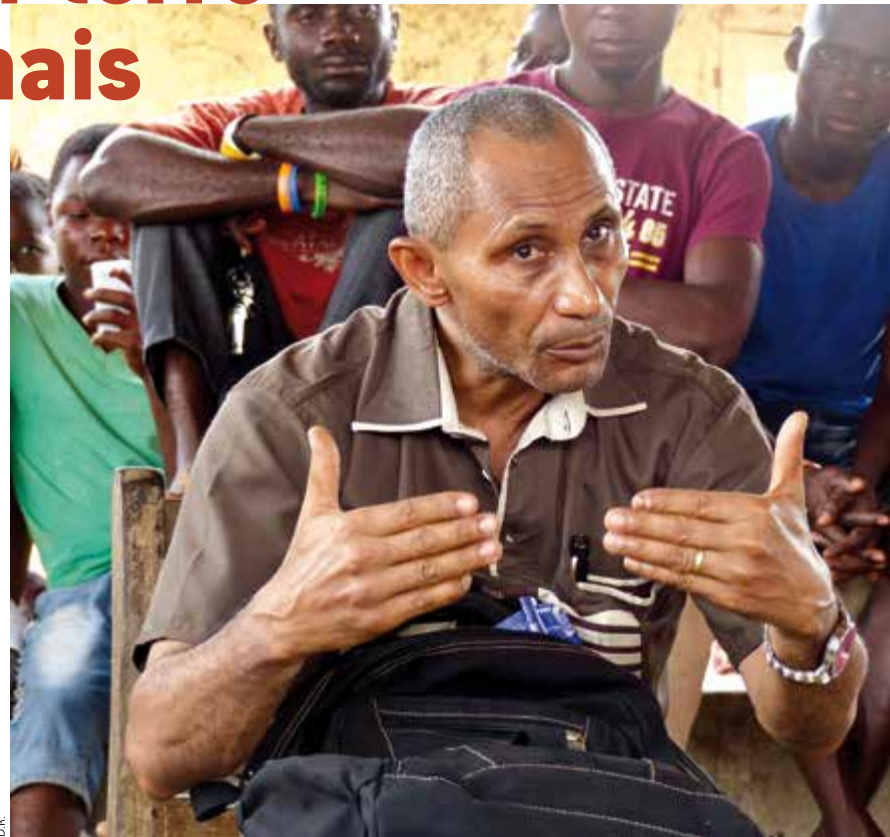
« **A**ucun tribunal ne m'a condamné, insiste Joseph Rahall avec fierté. Certes, j'ai été arrêté et détenu plus d'une semaine, mais je n'ai jamais été inculpé ni traduit en justice. » La vie de ce militant engagé dans de multiples combats est tumultueuse, à l'image de celle de son pays, la Sierra Leone, qui se remet péniblement de dix années de guerre civile.

A la tête d'une organisation de défense de l'environnement et des droits de l'homme, Green Scenery (pays vert), Joseph Rahall tente d'accélérer la transition démocratique de son pays qui figure parmi les trois plus pauvres de la planète.

Avant la guerre, dans les années 90, alors jeune agronome devenu journaliste, il dénonçait l'autoritarisme du parti unique installé au pouvoir. Plus tard, durant le conflit, il réclama inlassablement justice et clémence pour tous les prisonniers, qu'ils soient issus des forces rebelles ou gouvernementales. Après guerre, il reprit la plume pour dénoncer la corruption des élites. Il y a huit ans, cet activiste s'est lancé dans un nouveau combat qui l'anime encore aujourd'hui : dénoncer les manœuvres d'une multinationale qui a évincé de leurs terres des milliers de paysans, affectant aujourd'hui directement plus de 32 000 personnes dans cinquante-deux villages du district de Pujehun au sud du pays.

Un eldorado foncier

Peuplée de quelque six millions d'habitants occupant une surface deux fois supérieure à la Belgique et composée à 75 % de terres arables bercées par un climat tropical humide, la Sierra Leone, à l'ouest de l'Afrique, fait figure d'eldorado foncier. Encouragés par une forte demande mondiale en produits



D.R.

Joseph Rahall, la tête de Green Scenery (pays vert), organisation de défense de l'environnement et des droits de l'homme, sillonne régulièrement les vingt-quatre villages de la région de Malen pour rappeler aux paysans leurs droits à la terre.

agricoles, des hommes d'affaires sillonnent désormais cet Etat pacifié en quête des meilleures parcelles.

Pour lever les réticences des paysans à céder leurs terres, ces investisseurs proposent des contrats de location longue durée (50 à 100 ans), une petite indemnisation et un emploi dans les futures plantations. Et ça marche : entre 2009 et 2012, environ 1,1 million d'hectares de terre, soit 21,4 % des surfaces arables du pays, ont été cédés à des investisseurs étrangers qui ont installé

de vastes plantations de canne à sucre et de palmiers à huile. « L'immense majorité des Sierra-Léonais vivent de l'agriculture, explique Joseph Rahall. Brader nos terres de cette manière, c'est condamner nos paysans à une pauvreté certaine ! »

Chefs traditionnels écartés

En 2011, il découvre l'ampleur du phénomène des accaparements, avant de mettre le doigt sur les manœuvres d'une société de droit luxembourgeois, Socfin, acronyme de Société Financière des Caoutchoucs. Contrôlée par l'entrepreneur français Vincent Bolloré et l'homme d'affaires belge Hubert Fabri, elle cherche à s'emparer de 6 500 hectares de terre dans la région de Malen dans le sud du pays.

Alors que ce contrat risque de ruiner neuf mille agriculteurs des vingt-quatre villages environnants, il est approuvé en mars 2011 par le ministère de l'Agriculture ainsi que par le chef traditionnel de la région, BVS Kebbie, et par vingt-huit autres propriétaires terriens.

« Socfin a utilisé des manœuvres incroyables pour arracher cet accord, s'insurge le militant. Ses représentants ont entassé sur une table bien en vue des liasses de billets pour convaincre les villageois que l'accord était bon. Ces pauvres gens n'avaient jamais vu autant d'argent. Des policiers en armes se tenaient également alignés sur la place, au cas où il aurait fallu mater les plus récalcitrants. Le plus fort, c'est que les chefs de village opposés à l'accord ont été démis de leurs fonctions pour être remplacés en dernière minute par des hommes plus complaisants qui ont signé l'accord sans sourciller. »

En mai 2011, deux mois seulement après l'irruption de Socfin dans la région, Joseph Rahall et Green Scenery dénoncent dans un rapport l'iniquité de l'accord, faisant écho aux critiques des communautés qui révélaient ses impacts terribles sur leurs conditions de vie.

« J'ai tout de suite été accusé de diffamation par Socfin, ainsi que d'avoir porté atteinte à l'image de l'Etat sur la scène internationale, car j'avais alerté des organisations étrangères. Je me faisais traiter d'ennemi du progrès par ceux-là mêmes qui allaient plonger la région dans la pauvreté. »

Loin de s'émouvoir du sort des paysans, Socfin louera dans les années qui suivent deux nouveaux lots de terre, étendant son domaine sur 18 000 hectares, soit les deux tiers de la région.

Plus de 12 000 ha seront plantés en mono-culture de palmiers à huile tandis que les parcelles restantes demeurent indisponibles, car mal identifiées dans un cadastre.

Les incertitudes foncières et le règne des miliciens de Socfin plongent la région dans l'arbitraire. Tout devient suspect : cultiver une parcelle, circuler sur les routes, et même faire le commerce des noix de palme, alors que le palmier pousse librement sur les jachères de la région.

« Les gardiens confisquent systématiquement les paniers de noix, un aliment couramment consommé par les familles, regrette l'agronome. Il y a peu, des agents de sécurité ont détruit des installations artisanales d'extraction de l'huile. Toutes les activités traditionnelles sont progressivement anéanties. »

Les paysans spoliés se sont bien vite regroupés en une

association de défense, Maloa (Malen Affected Land Owners and Land Users Association). Active et bien organisée, celle-ci interpelle le monde politique et associatif de Sierra Leone. Et parfois même, elle vise juste.

A sa demande, la Commission des droits de l'homme a diligencé une enquête dans la région et tenté une médiation en faveur des paysans. En vain : ni le chef BVS Kebbie, ni le ministère de l'Agriculture ne veulent revenir sur les accords.

Maloa entreprend alors une marche de protestation à Pujehun, la capitale provinciale. Là, c'est l'escalade. En octobre 2013, un coup de filet policier conduit six responsables de l'association en prison.

Libérés sous caution, ils seront finalement condamnés, sans preuve, à payer 35 000 dollars pour « crimes de conspiration » et « destruction de quarante plants de palmiers ». Il faudra une forte mobilisation des organisations partenaires pour réunir les fonds et faire libérer les activistes.

Les anciens paysans, employés dans les plantations de Socfin reprennent alors la contestation. La société avait promis un travail pour tous. Il n'en est rien : mille personnes seulement bénéficient d'un contrat permanent, deux mille autres besognent à la journée, une partie de l'année. Le travail est rude et comporte de nombreuses tâches à exécuter intégralement pour toucher un salaire complet. Ce qui est impossible. Alors que le salaire minimum en Sierra Leone s'élève à 50 euros par mois, les saisonniers de Socfin touchent entre 15 et 25 euros.

Grèves et intimidations

Depuis juillet dernier, les travailleurs multiplient les grèves pour se rappeler au bon souvenir du nouveau président Maada Bio, qui avait promis durant sa campagne électorale d'intervenir dans le conflit.

Les travailleurs sont d'autant plus confiants que les législatives de mars 2018 ont porté l'un des leurs au Parlement, le député Shiaka Sama, ancien porte-parole de Maloa.

Mais les intimidations ne disparaissent pas pour autant. Lorsque le chef Kebbie empêche Shiaka Sama d'ouvrir une permanence dans la région, les travailleurs organisent une grande manifestation, le 21 janvier dernier. Elle sera écrasée dans le sang. Les policiers, qui tirent à balles réelles, tuent deux personnes. Dans la nuit et les jours qui suivent, des raids policiers conduisent quinze personnes en prison, dont le député.

« Ce déchaînement de violence est très nouveau, regrette Joseph Rahall. Les quinze activistes arrêtés ont fait un mois de prison avant d'être libérés sous caution, non sans porter le poids de vingt-trois chefs d'accusation. Pour l'heure, nous devons continuer à affirmer que l'agro-industrie ne permettra pas aux Sierra-Léonais de se nourrir et qu'il faut limiter les surfaces de plantation. Et dans les mois qui viennent, il faut aussi soutenir les activistes de Malen pour leur éviter la prison. Rendez-vous dans quelques années pour leur procès. » — Jean-François Pollet

En savoir +

Le réseau international de défense du droit à l'alimentation, FIAN, partenaire de Green Scenery et dont l'antenne belge est très active sur le dossier Socfin, vient de sortir un rapport détaillé sur l'affaire disponible sur le site de l'organisation : www.fian.be.

Venezuela

La malédiction du pétrole

Disettes forcées, résurgence de maladies disparues, fuite massive de populations..., le Venezuela, l'un des Etats autrefois les plus prospères d'Amérique latine, connaît une véritable descente aux enfers. Comment la malédiction du pétrole a-t-elle pu frapper aussi violemment un pays disposant des plus importantes réserves de brut ?

Comment vivre avec un salaire mensuel équivalent à quatre tasses de café ? C'est la question qui taraude la plupart des familles du Venezuela, pays d'Amérique du Sud empêtré dans des difficultés économiques inouïes, où une hyperinflation d'un million de pour cent en 2018 (et attendue à dix millions de pour cent cette année) a réduit les salaires à néant, plongeant tout le pays dans une profonde misère.

« Les Vénézuéliens qui ont un parent à l'étranger vivent des remesses, l'argent envoyé par mandat, explique Thomas Posado, docteur en sciences politiques. Ceux qui habitent près de la Colombie trafiquent l'essence : ils font le plein au Venezuela où le carburant est quasi gratuit et vont le revendre de l'autre côté de la frontière. Dans les quartiers populaires, des millions de familles doivent se

contenter du panier distribué par le gouvernement et contenant quelques produits alimentaires de base : des pâtes, de la farine de maïs, de l'huile et un peu de poulet. »

Depuis cinq ans, les 31 millions d'habitants de cet Etat de la côte nord latino-américaine vivent un véritable enfer. Le PIB a fondu de moitié. Plus de deux millions de personnes ont fui à l'étranger. Près d'un tiers des enfants souffrent désormais de malnutrition et de maladies que l'on croyait éradiquées comme la tuberculose et la diphtérie. Et depuis peu, de gigantesques coupures d'électricité ajoutent encore au chaos général.

Corruption et faiblesse des institutions

Installé sur la plus importante réserve pétrolière identifiée au monde, le Venezuela est l'illustration paroxystique de tous les malheurs liés au pétrole. « Cette malédiction qui prive les populations des richesses de leur sous-sol est le résultat de trois facteurs, explique Serge Ollivier, chercheur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : une classe politique corrompue, des institutions faibles et la difficulté de porter un projet économique à moyen terme sur base de revenus pétroliers très cycliques. C'est un phénomène courant, tous les pays producteurs sont touchés, à l'exception de la Norvège qui a une longue tradition démocratique et place sa rente pétrolière dans un fonds souverain. »

Lorsqu'il arrive au pouvoir à Caracas en 1998, Hugo Chavez, le président tenu responsable aujourd'hui de la débâcle nationale, affiche sa volonté de partager la richesse entre tous.

Il met la main sur PDVSA, la compagnie pétrolière vénézuélienne, un fleuron industriel qui compte parmi les six premières compagnies mondiales, renforce son pouvoir politique par une série de succès électoraux et met en place un programme de redistribution des richesses nationales. La hausse des cours, au tournant du siècle, lui permet de construire 2 millions de logements et de distribuer de généreuses allocations dans les quartiers populaires.

La « révolution bolivarienne », du nom que donne l'ancien colonel à sa politique, fait mouche. La pauvreté qui frappe pratiquement un Vénézuélien sur deux en 1998 descend sous la barre des 20 %.

Mais la malédiction du pétrole n'en est pas pour autant écartée et prospère à l'ombre des réformes du bouillonnant président.

« Chavez est alors au sommet de sa popularité, reprend Serge Ollivier, lorsque son régime établit les canaux, les organisations et les institutions qui ouvriront la voie à une corruption extraordinairement abyssale. »

Le gouvernement instaure un contrôle des changes dans le but d'empêcher l'évasion fiscale, mais c'est l'inverse qui se produit avec l'établissement et la mise en route d'un gigantesque trafic de devises. « La banque centrale distribuait des dollars subventionnés aux entreprises pour leur permettre de régler à bon compte les importations de denrées nécessaires à la population, surtout la nourriture. Nombre d'entre elles détournent alors le système en déclarant des importations fictives qui leur permettent d'encaisser des dollars à bon marché. Des centaines de milliards de dollars disparaîtront de cette manière », explique Thomas Posado.

Seconde initiative catastrophique : la création par le régime de banques d'Etat dotées d'une allocation équivalente au dixième de la rente pétrolière.

Ces institutions doivent normalement utiliser leurs fonds pour financer le développement national. Leurs responsables les détournent sans vergogne et avec une facilité déconcertante.

En 2015, l'affaire des SwissLeaks, provoquée par la fuite des fichiers de la banque HSBC, révèle qu'une poignée de ressortissants vénézuéliens cumulent sur leurs comptes pas moins de 12 milliards de dollars et que ces fonds proviennent directement des banques d'Etat.

« Les chiffres sont affolants, poursuit le chercheur, mais durant toutes ces années, le prix du baril à plus de 100 dollars permettait à la fois le financement des programmes sociaux et l'alimentation de la corruption des élites. Lorsque les prix ont flanché, le système s'est écroulé. » L'effondrement est d'autant plus violent que le régime a également nationalisé les grandes entreprises – cimenteries, sidérurgies, production électrique – sans parvenir à les faire tourner correctement, rendant le pays encore plus dépendant des revenus du brut.

Cependant la puissante compagnie pétrolière PDVSA n'est plus que l'ombre d'elle-même. Faute d'entretien, ses infrastructures

sont délabrées. Et, en 2012, une rupture d'oléoduc provoque une marée noire qui engloutit les rivières de l'Etat de Monagas.

La même année, la grande raffinerie d'Amuay, au nord-ouest du pays, est pulvérisée par une explosion accidentelle. La production chute de deux tiers, passant de trois millions de barils en 2014 à un million aujourd'hui.

Deux présidents rivaux

Désormais, les Vénézuéliens qui ne se sont pas (encore) exilés peuvent toujours tenter de se raccrocher à l'un des deux présidents qui se disputent la gouvernance d'un pays en déconfiture. Le 23 janvier dernier, un jeune parlementaire, Juan Guaido, 35 ans, s'est autoproclamé président par intérim, bravant ainsi l'autorité du président en titre, Nicolas Maduro, 56 ans, au pouvoir depuis le décès d'Hugo Chavez en 2013.

Maduro détient les leviers du pouvoir, exerçant le contrôle de l'armée, de la police et de l'administration. Son rival quant à lui bénéficie de la reconnaissance d'une soixantaine d'Etats, dont les Etats-Unis, plusieurs pays d'Amérique latine et vingt pays européens au rang desquels figurent la France et la Belgique. « Aux yeux de Trump ou de Bolsonaro (le président brésilien), Nicolas Maduro fait figure d'épouvantail, analyse Thomas Posado. Pour eux, soutenir son adversaire allait de soi. »

La main tendue par l'Oncle Sam à Juan Guaido permet à son adversaire de dénoncer un putsch fomenté par « une marionnette de l'empire » et de rappeler au passage qu'il a été élu pour un second mandat en mai dernier.

« Aucun des deux présidents ne détient de légitimité franche, nuance cependant Serge Ollivier. Maduro a remporté des élections entachées de très fortes irrégularités. Quant à Juan Guaido, il ne peut se proclamer lui-même président par intérim, il doit être désigné par le Tribunal suprême de Justice, chargé de veiller à l'ordre constitutionnel. »

Les deux hommes s'accrochent à la présidence mais ni l'un ni l'autre ne paraît de taille à prendre l'ascendant. « Maduro commande l'armée, poursuit l'historien, mais il sait que ses soldats, sous-officiers et officiers subalternes, vivent la crise comme tout le monde. S'il les pousse à réprimer la rue, il risque de les voir se retourner contre lui. »

Désormais, les deux rivaux sont engagés dans une longue bataille politique et constitutionnelle. Nicolas Maduro a fait révoquer fin mars son rival du Parlement en invoquant des dépenses non justifiées lors de déplacements à l'étranger. Quant à Juan Guaido, il a privé le régime d'une source importante de financement, en offrant à Donald Trump un prétexte qui lui permette de geler les comptes de la filiale nord-américaine de PDVSA, Citgo.

Il reste maintenant à Maduro à brader son pétrole auprès de la Chine ou de l'Inde pour maintenir ses comptes à flot. Pendant ce temps, le pays continue de se vider de ses habitants. D'après le Haut commissariat aux réfugiés, un Vénézuélien sur six (5,3 millions) aura quitté le territoire à la fin de l'année 2019. —

Jean-François Pollet

Faire de la Belgique un Etat hospitalier

Après avoir convaincu soixante-six conseils communaux de s'engager pour les migrants, la campagne Communes hospitalières va interpeller les candidats aux élections régionales, fédérales et européennes du 26 mai prochain autour de la question de l'accueil et de l'interculturalité.

Mettre les logements communaux vacants à disposition des réfugiés. Refuser l'enfermement des enfants et la participation de la police communale à des opérations conjointes de contrôle d'identité menées, notamment, avec la SNCB ou la STIB. Rejeter les tarifs différenciés entre étrangers et Belges pour des documents administratifs. Eviter les enquêtes systématiques préalables au mariage d'une personne sans papier avec un conjoint belge. Voici les cinq mots d'ordre portés à la veille des élections par la plateforme Justice migratoire (CNCD 11.11.11, le Ciré, FGTB, CSC, Amnesty International...) dans le cadre de la campagne Communes hospitalières lancée en 2017 et dont l'ambition vise à interpeller un maximum d'élus communaux sur les questions migratoires (lire *Imagine* n°121, mai-juin 2017). La plateforme défend une autre politique basée sur « l'hospitalité, le respect des droits humains et la solidarité ».

« Utiliser tous les leviers »

« Une ordonnance de 2006 prise en Région bruxelloise et un décret de 2012 de la Région wallonne permettent aux habitants d'interpeller leur conseil communal sur n'importe quelle question et de recevoir une réponse argumentée, rappelle Carine Thibaut directrice de campagne du CNCD-11.11.11. Nous avons donc proposé aux habitants de pousser leur commune à utiliser tous les leviers mis à leur disposition pour améliorer le sort des migrants comme former le personnel à un meilleur accueil, expliquer les enjeux de leur politique dans les écoles et les homes ou éviter les



Liège est l'une des soixante-six communes hospitalières de Belgique. Sa motion, adoptée en novembre 2017, comprend soixante-et-unes mesures concrètes.

discriminations aux guichets... C'est à chaque commune de trouver ses propres solutions.»

En moins de deux ans, cent cinq groupes ont interpellé leur commune, soit une sur trois en Wallonie-Bruxelles, ce qui a conduit soixante-six d'entre elles à se déclarer hospitalières.

Vielsalm, qui héberge sur son territoire un centre d'accueil pour demandeurs d'asile à la Baraque Fraiture, fut la première à franchir le pas en juin 2017.

Quand à Liège, elle fut la première grande ville à rejoindre l'initiative en novembre 2017, avec un programme ambitieux : « La motion adoptée s'appuie sur soixante-et-une mesures concrètes en lien avec le travail de l'administration, de la police, du CPAS, souligne Emmanuelle Vinois, juriste à l'Asbl Point d'appui. Le bourgmestre Willy Demeyer a tout de suite désigné une personne dans son cabinet pour suivre, avec nous, l'avancement des engagements. Dans la foulée, la police a revu ses procédures de contrôle d'identité tandis que le CPAS de Liège verse désormais une prime d'installation plus généreuse aux familles reconnues réfugiées et avance deux mois de garantie locative pour les aider à trouver un logement. Sur le terrain des écoles, les associations parties prenantes rappellent systématiquement que Liège est une commune

hospitalière lorsqu'elles font des animations.»

Contre toute attente, deux provinces, Luxembourg et Namur, se sont également déclarées hospitalières, ainsi que la Fédération Wallonie-Bruxelles. « Cette dernière, explique Carine Thibaut, a rejoint la campagne après une descente de police dans une association bruxelloise, Globe Aroma, pour procéder à un contrôle d'identité qui a débouché sur la détention de deux personnes en centre fermé. Le Parlement a pris une résolution demandant que les associations subventionnées par la fédération ne puissent plus être le théâtre de descentes de police.»

Aujourd'hui, la campagne cherche à se relancer à la faveur des élections régionales et fédérales. « Il y a un effet de levier entre le terrain et l'échelon national, rappelle Carine Thibaut. On l'a vu lorsque l'ex-secrétaire d'Etat à l'asile Théo Franken (N-VA) a déposé son avant-projet de loi sur les visites domiciliaires. Sa volonté de faciliter les perquisitions chez des personnes soupçonnées d'héberger des sans-papiers avait hérissé beaucoup d'élus communaux même parmi les rangs du MR. Cette fronde venue des communes avait contraint le ministre de la Justice Koen Geens (CD&V) à mettre le projet au frigo.» — **Jean-François Pollet**

En savoir +

www.communehospitaliere.be



En collaboration avec le mouvement Slow Food (www.slowfood.com), Imagine met en avant un aliment local et de qualité à préserver. Aujourd'hui, le miel gourmanché de Tapoa, à l'est du Burkina Faso.

Le miel de Tapoa, nectar de la savane

A l'est du Burkina Faso, la province de Tapoa est réputée pour son miel particulièrement apprécié par les populations locales. Butinant librement les karités, tamariniers et autres espèces d'euphorbiacées, les abeilles de la région tirent le meilleur profit des nombreuses zones naturelles protégées dans ce coin de savane aride, dont le parc national d'Arli et le parc transnational de « W » qui tire son nom de sa forme. Il y a dix ans, ces abeilles ont cependant failli disparaître, vraisemblablement empoisonnées par les pesticides épanchés sur les champs de coton. « Il fallait faire quelque chose », explique Jean-Marie Koalga, coordinateur pour le Burkina de Slow Food, un réseau international attaché à la défense des aliments menacés. Le miel représente un revenu d'appoint pour les paysans et il est très présent dans la vie culturelle et sociale des Gourmantché, l'ethnie de cette région frontalière du Niger. Dans l'esprit des populations, le miel porte chance à ceux qui le consomment. C'est pour cela qu'il est systématiquement consommé durant les fiançailles et les mariages ou à la fin de la récolte. Il accompagne également les événements religieux majeurs, comme la circoncision. »

Une conservation illimitée

Par ailleurs, les tradipraticiens (guérisseurs) l'utilisent pour traiter les morsures de serpent, les brûlures ou les maux d'estomac. Ainsi, une famille gourmantché avisée réserve, dans un coin de cuisine, un pot de miel prêt à l'emploi à la moindre occasion. D'autant que cette délicatesse sucrée se conserve des années sans s'altérer.

« Avec l'aide d'une organisation italienne, nous avons alors lancé une série d'émissions de radio pour sensibiliser le public sur l'importance économique et environnementale des abeilles », explique Jean-Marie Koalga. Nous donnons également des formations sur l'usage de matériel adéquat et de techniques de récolte qui n'abîment pas les ruchers et assurent une activité rentable et durable. Nous

mettons également les producteurs en réseau pour faciliter l'entraide. »

Par le passé, les apiculteurs récoltaient le miel directement dans les colonies sauvages. Aujourd'hui, ils achètent des ruches en bois ou fabriquent des ruchers en paille tressée, qu'ils attachent aux branches des arbres. Le travail du miel est traditionnellement réparti à l'intérieur des familles. Aux hommes reviennent les tâches de récolte et aux femmes le travail de transformation et valorisation du miel : « Des animateurs de Slow Food leur ont montré comment fabriquer du savon et des pommades à base de miel, des produits à haute valeur ajoutée. »

Le nombre des producteurs de miel dans la région de Tapoa est passé de 1 300 il y a dix ans à 2000 aujourd'hui. « La production pour la province équivaut désormais à 100 tonnes », se félicite le coordinateur. Il a fallu créer les filières commerciales pour écouler ces surplus de production. »

Rare et prisé, le miel de Tapoa n'est pas compliqué à vendre, car la demande dépasse l'offre. Une boutique ouverte à Ouagadougou, la capitale, et le partenariat avec quelques superettes suffisent à écouler une grande part de la production auprès de la classe moyenne



Le savoureux miel de la Tapoa, tiré des ruchers tressés et suspendus aux arbres, fait désormais partie de l'Arche du goût de Slow Food qui regroupe des produits rares ou représentatifs de l'identité des populations locales.

supérieure du Burkina Faso. Le miel qui reste dans la région de production est utilisé par les familles pour préparer le boulli, un mélange de céréales consommé au déjeuner, et surtout l'eau blanche, une boisson sans alcool servie aux hôtes à leur arrivée en signe de bienvenue. — Jean-François Pollet

Afterwork bike experience

Soirée de formation intégrale et conviviale, avec un cours théorique consacré à la place du vélo dans la circulation et un examen des astuces pour se déplacer en toute sécurité.

Un jeu interactif permettra de réviser les éléments importants du Code de la route cycliste. Ensuite, une formation pratique vous emmènera faire des exercices en ville,

avant de partager un apéro-rencontre entre néo-cyclistes et cyclistes expérimentés. Les 8 et 18 mai, 5 et 22 juin et 6 juillet, de 18 à 21 h au Trendy ViaVia café, quai aux Briques, 74, à Bruxelles.

Infos :

Valentine Semyers : 02 318 84 07
www.bikeexperience.brussels



Conférences

Science de l'architecture, par Prabhat Poddar

Architecte, ingénieur, urbaniste et géobiologue, l'Indien Prabhat Poddar, origine de Pondichéry, au sud-est du pays, est une figure internationalement reconnue. Sa « science de l'architecture » (*vastu shastra* en sanskrit) est le fruit d'une expérience longue de quarante ans.

Le mardi 7 mai, il sera à l'ULiège, pour une conférence unique en Belgique. Organisée par Nathalie Maraite, architecte, et l'entreprise Eco-Bâti, spécialisée dans la construction et la rénovation écologique, cette soirée permettra d'approcher de plus près sa conception à la fois ancestrale (via l'étude des textes védiques), universelle et très ancrée dans le territoire : « *Sa science est à mi-chemin entre l'anthropologie, l'astrophysique, la philosophie et une vision occidentale et orientale de l'architecture. Il aborde toujours le lien entre le corps humain, l'habitat et l'univers, trois espaces remplis d'énergies. En associant des systèmes qui sont à la fois cohérents, interconnectés et en mouvement perpétuel, résume l'organisatrice. Il mêle des écrits, des croyances, des expertises, en travaillant sur les lieux, les matériaux, les*

proportions, l'orientation des points cardinaux... Sa vision à la fois énergétique et scientifique bouscule nos certitudes, ainsi que le rôle de l'architecte dans notre société en pleine transition. »

Le 7 mai, à 19h30, à l'ULiège, faculté d'architecture, en Outremeuse.
Infos : 0495 278 195.

Réapprendre à vivre sur Terre

Nos sociétés modernes, estime le philosophe Julien Lebrun, dénie les liens intimes que nous tissons avec l'environnement, préférant croire que la technique résoudra les problèmes de notre siècle. Il faut donc révolutionner les esprits afin de réapprendre à vivre sur Terre. Le 9 mai à 19 h 30, à la salle Lumière de l'ULg, place du XX Août, 7, à Liège.
liege.mpoc.be/#agenda

Le nationalisme flamand : Histoire d'une langue devenue Etat

Appréhender, avec Maxime Counet, politologue (ULiège), les origines et l'évolution du nationalisme flamand pour comprendre les sensibilités

politiques qui fleurissent aujourd'hui en Flandre. Le 23 mai, à 19 h 30, aux Mutualités chrétiennes, rue Thomas, 10, Bastogne.

i.paquay@mocluxembourg.be
www.mocluxembourg.be

En attendant les robots



Enquête sur le travail du clic. L'automatisation ne fera pas disparaître le travail, par contre il en dégradera les conditions, comme l'illustrent les nouveaux jobs des plateformes comme Uber ou Deliveroo. Rien n'est cependant inéluctable, selon Antonio Casilli, spécialiste des réseaux sociaux et chercheur à l'EHESS. Des luttes sociales bien pensées peuvent arracher des droits pour les travailleurs du numérique. Le 18 juin de 10 h 30 à 12h, au PointCulture, rue Royale 145, à Bruxelles.
Infos : www.pointculture.be

Formation

Plantes sauvages

Apprendre en deux jours à reconnaître et cuisiner les plantes sauvages comestibles et médicinales. Les 8 et 9 juin de 9 h 30 à 16 h 30. A Vert Pomme, rue de l'Eglise, 1 km après l'église, à Harre (province de Luxembourg)
0492 86 15 18
www.vert-pomme.info

Les algorithmes, prennent-ils le pouvoir ?

Le moindre clic sur le clavier, la plus petite recherche sur le Web sont enregistrés et analysés par des machines. Quel monde, quelle idéologie, quel projet de société se cachent derrière Google, Amazon, Facebook, Apple ou encore Microsoft ? Un week-end pour comprendre comment fonctionne Big data, porter dessus un regard critique et examiner ce que l'on peut faire pour se protéger. Les 15 et 16 juin 2019 de 9h à 18 h 30, à La Marlagne à Wépion (Namur).
Infos et inscriptions : www.cefoc.be

Evenements

Vide-dressing Slow Fashion

La Slow Fashion vous invite à vous rhabiller en musique. Accompagné de l'animation musicale de DJ Bon Goût, vous pourrez déambuler entre les étals de vêtements de récupération. Ce -vide-dressing mettra en valeur les techniques de production respectueuses de l'environnement et des conditions de travail, afin de favoriser une consommation responsable. Le 4 mai de 15 à 19 h 30, au PointCulture, rue de l'Official, 1-5, à Liège. www.pointculture.be

Quinzaine des abeilles et pollinisateurs

Une semaine pour découvrir le monde des pollinisateurs et comprendre leur rôle et leur importance pour l'espèce humaine, l'environnement et la biodiversité. Avec des visites



de ruches, des projections de documentaires, des expositions, des dégustations. Pas moins de 300 événements proposés partout en Wallonie. Du 18 mai au 2 juin.

Programme complet : www.abeillesetcompagnie.be

Brussels in Love

Ce festival de cinéma d'une Bruxelles multiculturelle est une vitrine du 7^e art sous toutes ses formes. Cette année, le festival met l'accent sur les liens que les habitants entretiennent avec leur pays d'origine et leurs racines. L'événement se clôture le 22 juin par les remises des Prix

du meilleur Documentaire et de la meilleure Fiction.

Au 18 au 22 juin, à La Vénerie, place Gilson, 3, à Bruxelles.

www.lavenerie.be

Balades

L'Equipée sauvage

Descente gourmande de 5 km en pente douce, en contrebass de la citadelle de Namur, à la découverte des plus beaux points de vue sur la vallée. Des arrêts de dégustation au Panorama, à Terra Nova, à l'Agathopède et à l'Auberge Félicien Rops feront découvrir des produits locaux, bio, équitables, de saison et sauvages. Car la cuisine des plantes sauvages est bien plus



qu'une soupe aux orties. Les 15 et 16 juin, à la Citadelle de Namur.

www.cuisinesauvage.org

Au rythme des chauves-souris

Animation et balade pour observer des chauves-souris sur leurs lieux de chasse et écouter leurs ultrasons avec des détecteurs adaptés. Le 24 mai à 20h30. Rendez-vous place Leblanc, 7, à Comblain-au-Pont.

www.decouvertes.be

Festival aquatique en milieu naturel

Balade familiale pour découvrir les nids d'oiseaux et de mammifères dans un décor végétal florissant. Le 23 juin de 10 à 12 h, au Centre régional d'initiation à l'Ecologie, chaussée de la Hulpe, 199, à Bruxelles. Rendez-vous à l'entrée du parc Tournay-Solvay, proche du parking de la gare de Boitsfort.

www.tournesol-zonnebloem.be
02 675 37 30

Soirée électorale des lecteurs

Le 26 mai prochain, *Imagine* vous invite, avec une quinzaine de médias, à nous rejoindre à la soirée électorale des lecteurs, pour découvrir et commenter dans la convivialité les résultats des urnes. « Comme médias non commerciaux, notre vocation est d'animer la vie citoyenne, explique Stéphane Vanden Eede, l'un des organisateurs de la soirée. Ces élections représentent une occasion de rencontrer nos lecteurs et auditeurs dans une ambiance détendue et informelle. D'autant que ces triples élections (aux niveaux européen, national et régional) apporteront leurs lots de surprises que nous voulons analyser ensemble. »

Les lecteurs sont attendus au PointCulture de Bruxelles, à partir de 18 h 30. Il sera possible de boire un verre, manger un morceau et suivre les résultats électoraux sur écran. Quatre débats seront ensuite proposés avec un éditeur, des chroniqueurs et des humoristes. « Nos médias proposent toute l'année des dossiers de fond, reprend Sté-



phane Vanden Eede. Au soir des élections, nous voulons sortir de la logique des résultats pure et dure, de l'ergotage sur les pour cent, pour comprendre comment seront impactés les dossiers que nous suivons. »

La soirée et les débats se prolongeront jusqu'à une heure du matin. Ils seront relayés sur les ondes de radios libres, les réseaux sociaux et des supports audiovisuels tels que ZinTV. — J.-F.P.

Infos

Le 26 mai, à partir de 18h30 au Point-Culture de Bruxelles, 145 rue Royale. 0472 752 800

Les médias participants sont : l'Agence Alter, Arc, Axelle, Démocratie, Espace de Liberté, Ensemble, Financité, Gsara, Imagine, Kairos, Le Ligueur, Politique, Pour, Radio 27, Radio Campus, Radio Panik, La Revue Nouvelle, Zin TV.

Tabane : panser les plaies de l'exil

Derrière l'exil, il y a aussi de grands traumatismes liés à des situations de guerre, de conflit, de viol ou de violence. Tabane, à Liège, une association pionnière dans le réseau de santé mentale, développe une prise en charge inclusive des personnes étrangères en mêlant l'accompagnement psycho-médico-social, l'ethnopsychiatrie, des ateliers collectifs... Reportage au sein de cette petite équipe pluridisciplinaire confrontée à des souffrances développées ici et là-bas, qui accueille avec soin et humanité des familles, des couples, des personnes isolées, au-delà de leurs histoires, leurs pratiques et leurs références culturelles.

Nafissa ne peut réprimer ses sanglots. « J'ai perdu mes parents à l'âge de 3 ans », raconte la jeune femme arrivée du Niger en 2010, sans en dire davantage. Mais derrière ses yeux rougis, on devine un immense désarroi. « Ne pleure pas », la console Jacqueline, camerounaise d'origine, elle aussi cabossée par la vie, mais plus à l'aise avec la parole : « Ils ont tué mon mari. Ma fille de 30 ans a été poignardée. J'ai eu de gros problèmes de santé et on m'a opérée trois fois. Sans mon fils réfugié ici et sans la Belgique qui m'a accordé le regroupement familial, je ne serais sans doute plus vivante. »

Autour de la table, on sent une écoute attentive. « Au début, j'étais très renfermée et stressée, mais maintenant ça va beaucoup mieux », se félicite ensuite Leïla en sortant de son sac quelques bijoux faits main. « Ils sont très beaux », lui confie sa voisine.

« Venir ici me fait du bien », enchaîne Vatsou, loin de sa Guinée natale, avant de tendre l'oreille vers la pièce d'à côté, où son petit de deux ans dort paisiblement.

Mot à mot, la conversation se poursuit paisiblement dans la salle de séjour de la maison Tabane. Située au n° 510 de la rue Saint-Léonard à Liège, cette Asbl rattachée au Club André Baillon effectue un remarquable travail d'accompagnement de personnes migrantes ou d'origine étrangère victimes de traumatismes fortement liés à l'exil (conflits, guerres, violences, viols...).

Fondée en 2007 par Dan Schurmans, médecin-psychiatre,

un des pionniers de l'ethnopsychiatrie en Belgique, l'association liégeoise figure parmi les six équipes spécialisées composant le réseau Exil et santé mentale créé en 2016 en Région wallonne¹.

« Tabane Ibrahimia est le nom d'un guérisseur traditionnel sénégalais que le Dr Schurmans a côtoyé dans les années 1970, explique Luc Snoeck, le coordinateur du dispositif Tabane qui compte aujourd'hui une vingtaine de professionnels (psychologues, assistants sociaux, psychomotricienne, médecins...). Très touché par son intelligence, son humanité et la rigueur de sa pratique, il a voulu alors lui rendre hommage en donnant son nom à l'association. »

Depuis près de douze ans, celle-ci propose un accompagnement psycho-médico-social, des consultations en groupe, des activités collectives (ateliers créatifs, jardinage, séances de contes, sorties culturelles...), mais aussi des formations destinées aux professionnels.

« Nous travaillons avec un public fragilisé, en grande souffrance psychique, profondément marqué par des parcours d'exil lourds et parfois complexes, confronté à une double réfé-

rence culturelle : celle d'origine et celle du pays accueillant, poursuit le coordinateur. Beaucoup de ces personnes sont en état de stress post-traumatique ou diagnostiquées psychotiques, et notre travail pluridisciplinaire consiste à les aider en partant de leur vécu et de l'ensemble de leurs références. »

“On découvre des gens en souffrance qui ont perdu toute confiance dans les institutions et dans l'être humain”

Layla Mrhani, assistante sociale

En ce mardi d'hiver, Tabane ressemble à un petit havre de paix. Un lieu-refuge où chacun peut trouver un peu de répit et partager ses peines. Un espace de soins où, au fil du temps, l'équipe a développé une méthode clinique originale basée sur l'écoute et la confiance, la singularité des parcours d'exil, un précieux travail en réseau (famille, patient, interprète...), une expertise soignant/soigné partagée, mais également la prise en compte ▶



*Prendre le thé,
jouer à Uno,
jardiner, participer
à un atelier
créatif... Autant de
petits moments
précieux pour
reprendre goût à
l'existence.*



Chez Tabane, on vient déposer ses joies et ses peines, ses peurs et ses espoirs.

► des « invisibles », comme on dit ici : la famille restée au pays, les ancêtres morts, les croyances traditionnelles...

« Les personnes arrivent chez nous par l'intermédiaire de divers services (hôpitaux, CPAS, maisons médicales, centres d'accueil...), explique Layla Mrhani, assistante sociale. Mais depuis quelque temps on constate une forte augmentation des demandes émanant directement de l'entourage. »

En 2017, Tabane a accueilli 329 personnes originaires de trente-quatre pays différents (Afghanistan, Tchétchénie, Syrie, Irak, Albanie, Rwanda, Palestine...) présentant trois profils principaux : réfugiés reconnus (32 % des admissions), demandeurs d'asile (28 %) et citoyens sans titre de séjour (23 %).

« La première rencontre est évidemment très importante, poursuit Layla Mrhani. On découvre des gens en souffrance qui, le plus souvent, ont perdu confiance dans les institutions et dans l'être humain. Ils vivent dans la peur, l'attente et ne se sentent pas toujours compris ou protégés. La plupart du temps, on dispose de très peu d'informations sur leur histoire. Au fil de l'entretien on va tenter de recréer un climat de confiance et essayer de savoir pourquoi la personne est là, qui l'a envoyée, ce qu'elle a laissé là-bas, quels sont ses besoins prioritaires... »

Des entretiens qui, le plus souvent, se feront avec l'aide d'un(e) interprète professionnel(le) : « On est là pour porter la parole, transmettre une histoire de manière la plus nuancée possible, dans toute sa complexité, explique Fayza, interprète pour le SeTIS. On s'efforce de tisser du lien sans porter de jugement ni faire de commentaires. »

Tabane accueille des personnes isolées, mais développe également un programme adapté à deux publics spécifiques : les mineurs non accompagnés (via le projet Passages) et les familles (Parents en exil, mené en partenariat avec l'association Apalem Seconde peau).

Dans tous les cas, il faudra travailler sur le traumatisme vécu au pays, l'exil proprement dit et les conditions d'existence en Belgique, souvent très rudes.

Travailler aussi sur les symptômes qui sont évidemment variables : « Certains rencontrent d'importantes difficultés cognitives (ils ne parviennent pas à se concentrer, à lire, à apprendre le français). D'autres sont dans l'incapacité de s'orienter dans le temps ou dans l'espace. Il y a aussi ceux qui sont en permanence sur le qui-vive, habités par une hypervigilance ou une peur panique, détaille Luc Snoeck. Et puis il y a des cas de personnes qui ne parviennent plus à entrer en relation avec d'autres, pour qui l'être humain est devenu fondamentalement mauvais ».

Avec des situations parfois très lourdes et complexes : des mineurs confrontés à l'échec de l'exil qui adoptent des comportements à risque (drogues, délinquance...), des violences intrafamiliales, des cas d'automutilation et de scarification, des tentatives de suicide avortées, des dépressions graves...

Une prise en charge qui s'inscrit aussi dans la durée (près d'un bénéficiaire sur cinq admis en 2017 est arrivé en Belgique avant 2010) : « Parfois, le traumatisme peut rejaillir des années plus tard, lors d'un événement particulier : un décès, un incident au travail... poursuit le coordinateur de Tabane. Un jour, nous avons eu le cas d'un monsieur africain qui est arrivé ici en pyjama. Il faisait froid dehors, il était très perturbé, et on ne comprenait pas bien son comportement. Après consultation, on a compris qu'il s'agissait d'un jour très particulier pour lui : vingt ans plus tôt, il avait été torturé dans son pays, et tout remontait à la surface. Désormais, à l'approche de cette date symbolique, on sait que l'on doit être vigilant. »

“Beaucoup ont pris des risques et vu la mort de près pour venir ici. On est face à un phénomène de déshumanisation”

Masha Khaskelberg, psychologue

Chaque histoire est forcément singulière et il s'agira de l'accueillir comme telle : « A côté des séquelles liées à un événement précis (une guerre, un viol, la perte de proches...), viennent se greffer un malaise physique, une dépression, de l'angoisse, de l'anxiété liés à un parcours d'exil qui a pu être long, dangereux et parfois très violent, où la personne a été totalement déshumanisée, où elle a pris des risques physiques et parfois frôlé la mort à plusieurs reprises et où elle a été confrontée de manière brutale parfois à de nouvelles réalités sociales et culturelles, analyse Masha Khaskelberg, psychologue. Je pense notamment à ces jeunes Afghans qui ont tout quitté, mandatés par leur famille souvent pauvre et vivant dans des régions reculées, à la merci de passeurs, qui ont été contraints de se débarrasser en chemin de leurs habits traditionnels, qui se retrouvent soudain en Europe. Pour eux, c'est le choc : la langue, les codes culturels, la liberté des femmes, le rapport à la sexualité... »

Parfois, cette souffrance peut également être enfouie, ignorée ou mal diagnostiquée, mais aussi liée à des spécificités culturelles qui échappent à la médecine occidentale. Et c'est là que la

mémoire de Tabane Ibrahima, le guérisseur sénégalais, s'avère très utile, avec la prise en compte des « invisibles », des ancêtres, des morts, des esprits...

« Il arrive que la personne attribue ses malheurs à une réalité extérieure : le mauvais sort, une personne jalouse de son statut ou de sa réussite sociale, un acte de sorcellerie malveillant et organisé... Elle peut se sentir profondément persécutée, sur écoute, suivie en rue... On doit prendre en compte ce vécu et cette représentation culturelle au risque de poser un mauvais diagnostic », insiste la psychologue.

C'est aussi là que le dispositif Tabane s'avère original avec une prise en charge « inclusive » du patient, comme le rappelle Luc Snoeck. *« On travaille au cas par cas car en se donnant la possibilité de combiner différentes formes de prise en charge, explique Masha Khaskelberg. La psychothérapie classique, le traitement médicamenteux, le recours au savoir traditionnel, l'envoi d'un talisman venu du pays et même des prières si la personne le souhaite. Si on débarque avec notre savoir et notre vérité, on va clairement faire fausse route, car le traumatisme lié à l'exil est parfois très complexe. »*

Quand la situation se justifie, l'équipe a recours à l'ethnopsychiatrie sous forme d'une consultation en groupe : inspiré de l'arbre à palabres africain, où l'on peut entendre la parole de

tous, partager ses peurs et ses douleurs, ce dispositif réunit cinq ou six intervenants (psy, interprète, assistante sociale...) autour d'une famille, d'une personne ou d'un couple, qui pourra s'exprimer dans sa langue maternelle et déposer en toute confiance l'ensemble de ses souffrances.

“Alors que la personne en exil a généralement besoin de reconnaissance et de réconfort, on lui offre le doute et la suspicion”

Luc Snoeck, coordinateur de Tabane

Si la plupart des souffrances ont été vécues là-bas, certaines d'entre elles sont aussi liées au pays d'accueil. Car, souvent, l'état de stress post-traumatique est ravivé, voire provoqué, par le parcours migratoire : *« Dès son arrivée, la personne va devoir expliquer, détailler et démontrer qu'elle a subi des traitements »*

Le dispositif mis en place au sein de l'association liégeoise s'articule autour d'un accompagnement psycho-médico-social, mais également le recours à l'ethnopsychiatrie.



► justifiant son arrivée en Belgique. A l'Office des étrangers, au CGRA, elle doit prouver tout ce qu'elle raconte. Alors qu'elle a généralement besoin de reconnaissance et de réconfort, on lui offre le doute et la suspicion », constate Luc Snoeck.

Le temps de la procédure, elle va ensuite vivre dans l'attente et l'inconnu : « Les résidents des centres d'accueil n'ont rien d'autre à faire que d'attendre une décision qui arrivera des mois, voire des années plus tard. Les parents sont déresponsabilisés. Il y a l'isolement, le barrage de la langue, la vie en groupe, la promiscuité. Pour des personnes qui sont arrivées avec un traumatisme, ce système est parfois très pathogène. »

“Des petits moments pour recréer de la vie”

Monique, bénévole

Et à la source de dénouements parfois dramatiques : « On vient d'apprendre que le titre de séjour d'une maman irakienne arrivée ici avec ses quatre enfants vient d'être refusé, se désole Layla Marhani. Elle a été mariée de force, victime de violences inouïes et ses enfants aussi. Le mari a été assassiné. Soit elle accepte de retourner en Irak, ce qui est impensable, soit elle décide de se volatiliser dans la nature. C'est une situation parmi tant d'autres, avec des règles d'asile qui se sont terriblement durcies depuis quelques années. Obtenir une autorisation de séjour pour raisons médicales (article 9ter) est devenu très compliqué. Or, les cas de détresse se multiplient. »

Chez Tabane, comme dans la plupart des centres spécialisés, on est débordé : l'an dernier, l'Asbl a enregistré 1 500 prises de rendez-vous, 930 consultations psychologiques, 190 consultations médicales... L'Asbl doit régulièrement refuser des patients ou les orienter ailleurs.

Malgré les problèmes de sous-effectif, de financement du secteur, d'usure et de turnover du personnel, la petite équipe effectue un travail impressionnant d'humanité et de professionnalisme.

Un rapide tour de la maison suffit à s'en rendre compte : ici, on cultive malgré tout la joie de vivre.

Chaque semaine, on partage le thé, on enchaîne les ateliers créatifs, les sorties culturelles, les balades, les visites, les repas partagés... « On bricole, tricote, jardine, cuisine en groupe, au gré des envies et des opportunités », explique Davy, l'animateur.

Dans la thérapie, on prend aussi en compte les « invisibles », comme on dit chez Tabane : la famille restée au pays, les ancêtres morts, les croyances traditionnelles...

Autant de petits moments où l'équipe de Tabane s'efforce d'aider les bénéficiaires dans leurs démarches (recherche d'un logement, d'une formation, d'un emploi...), de valoriser leurs ressources et leurs compétences, de susciter des passions nouvelles.

Le jardin, notamment, est un lieu de resocialisation. « Travailler la terre, semer, planter, ce sont des moments qui font du bien et qui rappellent la vie au pays. On peut échanger sur les techniques, les variétés de légumes de chez eux, c'est très enrichissant », poursuit l'animateur.

« On est là pour leur apporter du soutien, de l'écoute et les aider à oublier un instant leurs problèmes, ajoute Monique, bénévole. On est allé au musée, au théâtre, à la mer en train... Ce sont des petits moments où l'on recrée des liens et de la vie. »

Entre les animations, chacun prend le temps de s'écouter. Après les larmes de Nafissa, c'est l'obstination de Doudou, un Congolais arrivé en 2013, au passé également chargé, qui traverse la table : « Cela fait six ans que j'attends mes papiers. Après mon arrivée, j'ai passé une nuit en détention, un mois et demi au centre fermé de Vottem, et puis j'ai suivi plusieurs formations, avant de travailler deux ans dans le bâtiment. C'est long, mais je ne veux pas perdre espoir. »

Cultiver l'espoir et chasser ses vieux démons. Pour retrouver goût à la vie avant de se projeter vers un avenir plus radieux au-delà de tous les traumatismes vécus. — **Hugues Dorzée**

1. Santé en exil, Tabane, Clinique de l'exil, Sémaphore, CINL et Espace 28.



Au-delà des conditions d'hébergement précaires, des lourdeurs administratives, de la promiscuité et du manque d'intimité, le camp de Moria à Lesbos est aussi un lieu de vie et d'espoir.



Moria ou les limbes de l'Europe

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

Si le nom de Moria est connu du public, c'est de bien funeste façon. Il s'agit en effet du nom d'un *hotspot*, un de ces neuf camps créés en Grèce et en Italie dès 2015 afin de faire face à la « crise » migratoire.

Situé sur l'île de Lesbos, aux confins de la Grèce, le camp de Moria est issu de la signature, le 18 mars 2016, d'un *deal* entre l'Union européenne et la Turquie. Cet accord prévoit en effet que tous les migrants « irréguliers » ayant traversé la Méditerranée vers l'Europe depuis la Turquie seront dorénavant renvoyés vers ce pays. Ceci implique donc qu'un important travail de « tri » soit effectué aux frontières de l'Europe entre migrants « admissibles » et migrants « irréguliers ».

De la sorte, les *hotspots* se transforment rapidement en de véritables « gares de triage ». En l'absence de l'infrastructure nécessaire pour mener à bien cette mission, celle-ci a lieu dans des conditions effarantes : des milliers de personnes sont entassées par tous les temps dans des tentes ou, dans le meilleur des cas, dans des containers, pratiquement sans accès à une assistance médicale ou juridique, sans enseignement pour les enfants et dans des conditions matérielles épouvantables.

Face à cette situation, des organisations non gouvernementales

et associations tentent rapidement de pallier tant bien que mal le manque de tout et de prodiguer, chacune à leur niveau, une aide d'urgence. Ainsi, dès l'été 2016, une ONG commence à mettre en place un programme destiné à fournir une aide juridique gratuite aux résidents de Moria.

Avocate au barreau de Bruxelles, spécialisée en droit d'asile, Marie Doutrepoint passe alors trois semaines à Moria en mai 2017 pour le compte de cette organisation.

Bouleversée par ce qu'elle voit, écrasée par le sentiment d'impuissance et portée par la vie qui, malgré tout, survit, elle écrit tous les jours une lettre à ses proches, pour raconter ce qu'elle voit et se purger des émotions de la journée.

À son retour, elle publie vingt-et-une lettres en un recueil intitulé *Moria. Chroniques des limbes de l'Europe* (180° éditions). Il s'agit d'un témoignage rare, le camp étant interdit aux journalistes. *Imagine* a décidé de publier six de ces lettres. Voici la première d'entre-elles.





Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Première lettre, 9 mai 2017

Chers vous tous,

J'ai envie de vous raconter ces premiers jours ici en commençant par mon deuxième rendez-vous, hier. Une dame congolaise complètement épuisée. Elle vient chercher des radios du dos faites chez MSF, Médecins Sans Frontières, et qui avaient été déposées à l'appui de sa demande d'asile.

Je ne sais pas grand-chose d'elle, si ce n'est qu'elle s'appelle Antoinette et qu'elle a été victime de graves persécutions liées au genre. Passé le moment pratique, où je m'assure que les radios lui seront rendues, il n'y a plus grand-chose à faire. Pourtant cette dame a cruellement besoin de soins médicaux, ça se voit à des lieues.

Pendant les cinq minutes durant lesquelles je sors du petit container où nous effectuons nos entretiens, pour voir comment je peux arranger son histoire de radio, elle s'est profondément endormie sur la table. Lorsque je touche délicatement

son bras pour la réveiller, elle sursaute comme un animal pris au piège.

Elle a mal, elle me dit qu'elle n'arrive plus à dormir dans son lit, qu'elle dort par terre, sur des couvertures. Elle va tous les deux jours jusqu'à l'unique hôpital de Mytilène (qui devait initialement répondre aux besoins des 90 000 habitants de l'île, alors que depuis 2015 plusieurs centaines de milliers de réfugiés ont débarqué à Lesbos), mais on la renvoie systématiquement avec du paracétamol. Elle espère qu'avec les radios (les « *crichés* », comme elle dit), les docteurs pourront mieux l'aider. Le projet pour lequel je travaille est pratiquement le seul sur l'île à proposer une aide juridique de première ligne, une préparation à l'entretien d'asile, qui est pourtant le moment le plus important de la procédure d'asile. D'après Pharrell, le responsable du projet, il y aurait seulement trois avocats grecs à Lesbos qui font du droit d'asile...

Nous n'avons pas l'occasion d'accompagner tout le monde lors de ces entretiens, parce qu'il faut pour ce faire obtenir

Parmi les milliers de migrants qui ont transité par Lesbos, il y a Zafhari Armand, un jeune afghan âgé de 14 ans arrivé seul en Grèce fin août 2015 et qui espère, comme tous ses amis, reconstruire une vie meilleure en Europe.

l'autorisation préalable de la police, et tous les demandeurs sont convoqués à la même heure, donc en pratique, cela prend la journée d'assister à un seul entretien. Nous le faisons donc pour les mineurs, très nombreux dans le camp, ou pour les personnes vulnérables. Pour les autres, nous essayons de les préparer du mieux que nous pouvons à l'audition.

“Je ne sais par où commencer pour vous décrire la situation ici”

Cela fait quelques mois que plusieurs pays européens, dont la Belgique, ont estimé que le système d'asile en Grèce s'était suffisamment amélioré pour que le moratoire imposé sur les renvois des demandeurs d'asile vers ce pays puisse être levé. Depuis 2011 en effet, suite à des décisions de la Cour européenne des droits de l'homme, qui avait considéré que le traitement des demandeurs d'asile en Grèce y violait leurs droits fondamentaux, les candidats réfugiés qui demandaient l'asile dans un autre pays européen après être passés par l'État hellénique ne pouvaient plus y être renvoyés.

Cette jurisprudence avait donc suspendu l'application en Grèce du système Dublin, qui implique en gros que le pays où les demandeurs d'asile pénètrent en premier soit responsable du traitement de leur demande d'asile.

Je ne sais par où commencer pour vous décrire la situation ici. Il n'y a pas de journalistes dans le camp, en tous cas je n'en ai pas vus et mes collègues qui sont ici depuis plus longtemps non plus. L'accès au camp leur est interdit, comme d'ailleurs à nombre d'autres personnes. Il semble très difficile d'obtenir une autorisation de pénétrer dans le camp (quoique le contrôle opéré à l'entrée soit très sélectif : si vous avez l'air d'un demandeur d'asile, genre vous êtes Noir ou basané et vous portez des chaussettes dans des sandales et un training usé, par exemple, personne ne vous demande rien).

J'ai vu les tentes dans lesquelles les gens ont passé l'hiver, particulièrement rigoureux cette année : des grandes tentes du HCR, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, du style des tentes SNJ en grosse toile qu'on avait pour nos

intendances scoutes, en plus grandes. Ouvertes à tous vents. Un ami avocat venu ici en janvier disait que quatre des personnes qu'il avait accompagnées durant son séjour étaient mortes de froid en une semaine.

Depuis lors, des containers ont été ajoutés, qui assurent une plus grande protection contre les intempéries mais doivent être vite insupportables avec les 25 degrés qu'il fait pour l'instant. Il n'y a pratiquement pas de soins médicaux, comme Antoinette en a fait l'amère expérience : hormis un *check-up* médical d'une vingtaine de minutes que les travailleurs de Médecins du Monde assurent de leur mieux à l'arrivée des gens dans le camp, qui sert à leur attribuer ou non une étiquette « vulnérable » et qui présente les failles (qui ressemblent plus à des gouffres) qu'on imagine – une personne atteinte de leucémie n'a ainsi pas été catégorisée « vulnérable » parce qu'elle n'a pas été crue –, il n'y a que MSF qui est censé assurer l'ensemble des soins médicaux et psychologiques dont ont besoin les gens ici.

“Je vais mourir à Moria”

Ce genre de situation crée évidemment de l'absurde qui fait sourire jaune. Ainsi, le document de séjour temporaire que reçoivent les demandeurs d'asile et qui doit être renouvelé tous les mois s'appelle officiellement un « IPAC » (*International Protection Assessment Committee*) mais depuis longtemps, tout le monde – officiels compris – l'appellent un « *Ausweis* »¹. Personne ne sait d'où lui est venu ce surnom.

Et puis il y a les gens qui se retrouvent dans les voies sans issues du labyrinthe administratif. J'ai téléphoné ce matin à un homme qui vient des Comores. Il parle un peu français, mais pas assez pour effectuer son audition dans cette langue. Celle-ci est donc postposée depuis six mois, faute de trouver un interprète comorien-grec.

Même chose pour le tigrinya (pourtant parlé par de nombreuses personnes dans le camp, originaires d'Érythrée ou d'Éthiopie notamment) ou d'autres langues...

En l'absence de solutions, les dossiers de ces gens sont systématiquement classés en bas de la pile et ils attendent, sans perspective. Le monsieur de ce matin a fini par me raccrocher au nez en comprenant que je n'avais pas de réponse à son problème, après avoir dit qu'il allait « mourir à Moria ».

Il y a la vie, aussi. Comme cette petite fille syrienne, hier. Elle devait avoir moins d'un an, elle ne savait pas encore marcher. Elle est arrivée par bateau la semaine dernière avec ses parents et sa grande sœur d'environ deux ans, qui dormait dans sa poussette. Elle a beaucoup aimé la comptine « *ainsi font, font, font* » et poussait des petits cris en essayant d'attraper mes bracelets, comme tous les enfants de son âge. Et puis, il y a tous ces adolescents gouailleurs, qui prennent la pose en nous dragouillant, bien décidés à saisir leur vie à bras-le-corps.

J'espère que tout va bien pour vous. Je vous embrasse !

— Marie

1. Qui évoque le document du même nom, délivré lors de la Seconde Guerre mondiale par le régime nazi et qui permettait de passer de la zone occupée à la zone libre et vice-versa.

Philocité

De la maternelle à l'université, en passant par les maisons de jeunes, les centres culturels, les bibliothèques, les IPPJ et les prisons, PhiloCité diffuse dans l'espace public les outils de la philosophie.

Parce que prendre le temps de réfléchir collectivement, sur un sujet du quotidien saisi au vol ou sur les grands thèmes qui balisent l'histoire de la philosophie, c'est se donner les moyens de s'émanciper. PhiloCité propose, en Belgique et à l'étranger, des animations, des formations, des conférences et des travaux de recherche, dans un souci permanent d'émancipation, tant individuelle que collective.

Rompre avec nos familiarités

Les philosophes pratiquent le questionnement, inventent des aventures insolites, des utopies et des mondes possibles. Cette fois, nous allons emprunter les pas de Diderot pour une aventure intellectuelle nous offrant un autre point de fuite.

On cherche souvent, en philosophie, à sortir des évidences, à voir autrement, plus loin, à changer de regard. C'est ce qu'on nomme « l'esprit critique ». Philosopher, c'est faire entrer en crise l'habituel, l'usuel, le banal, le normal. C'est entretenir un sentiment d'étrangeté qui nous amène à regarder autrement notre vie et ses habitudes bien ancrées, son fonctionnement établi.

Comment ? Les stratégies sont diverses. Le questionnement est le réflexe le plus fondamental : les philosophes questionnent par principe et sans fin, c'est-à-dire sans la finalité d'obtenir une réponse valable une fois pour toutes. Mais il y a d'autres stratégies, qui provoquent peut-être moins vite le sentiment d'une décourageante complexité associée à l'œuvre de coupeurs de cheveux en quatre (dans le sens de l'épaisseur).

Les philosophes inventent aussi des aventures

insolites, des utopies, des mondes possibles, ils proposent de tester une hypothèse par des expériences de pensée, des aventures de l'imagination.

Nous nous en inspirons dans nos ateliers philo avec les enfants, dès l'âge de six ans : « *Et si les poissons volaient, qu'est-ce que cela changerait à notre monde et au leur ?* » « *Et si l'école n'existait pas, comment serait la vie ? Où, quoi et comment apprendrions-nous ?* » « *Et si j'avais grandi dans une pièce blanche sans jamais rien voir ni entendre, comment penserais-je ?* » Autant de questions un peu décalées, à la source de passionnantes remises en cause de nos évidences.

On peut démultiplier facilement les possibilités de se décrocher de l'habituel en prenant n'importe quelle institution fondant l'organisation de notre société (on a interrogé ici l'école, mais on pourrait prendre aussi la famille, par exemple), on pourrait questionner aussi n'importe quel processus biologique

(on a changé ici le milieu naturel du poisson ; on pourrait modifier nos sens et nos capacités par exemple).

Nous allons cette fois emprunter les pas de Diderot pour une aventure intellectuelle nous offrant un point de fuite pour regarder autrement le monde qui nous entoure. D'une façon plus « critique ».

Nos points aveugles

On peut faire l'hypothèse que ce que nous voyons constamment et ce que nous savons en réalité nous aveugle, et que sortir de « l'évidence », c'est dès lors percevoir nos points aveugles.

Autant de mots (voir, savoir, aveuglement, évidence), qui tournent autour de la vue, l'aurez-vous noté ? C'est aussi le cas du mot « idée », qui vient du verbe « *idein* », « voir » en grec, comme si nos idées étaient des façons de regarder et de la « lucidité », qui désigne une qualité de claire-... voyance ! Mesurons-nous bien à quel point la vue est centrale dans notre vocabulaire et dans notre organisation du monde, c'est-à-dire dans notre morale, notre politique, notre métaphysique ?

Pour sortir de nos aveuglements sur la question, Diderot nous propose une *Lettre sur les aveugles, à l'usage de ceux qui voient...* Loin d'offrir un point de vue tronqué sur le monde, le manque d'un sens (surtout celui central de la vue) offre au contraire une riche altérité permettant de mettre en question le monde ordinaire des voyants. L'hypothèse de Diderot, c'est que la sensation est au principe de la constitution du monde de sorte que la perspective de l'aveugle permet une expérience de l'étrangeté du monde ordinaire qui en exhibe enfin le fonctionnement.

Si nous avions un sens de plus, nous percevrions tout autre chose ; et ceux qui en ont un de moins, de même, perçoivent très différemment de nous. Et il procède par l'enquête pour vérifier cette hypothèse en interrogeant un aveugle qui vient de recouvrer la vue, et en confrontant son discours à celui d'autres aveugles, plus ou moins cultivés, pour prolonger la variation expérimentale et éviter le dogmatisme. Car philosopher, ce n'est pas faire passer des « idées », mais exercer la pensée.

Quelles seraient la morale et la religion d'un aveugle ?

Mettez-vous maintenant à la place d'un aveugle et envisagez le monde en rendant à cette situation toute sa richesse, son acuité particulière (l'aveugle n'est pas juste privé

„ Quelle différence y a-t-il pour un aveugle entre un homme qui urine et un homme qui, sans se plaindre, verse son sang ? „

Lettre sur les aveugles, à l'usage de ceux qui voient..., Diderot

d'un sens, il en a développé d'autres avec une bien plus grande acuité que les voyants). Cette expérience ouvre sur deux questions « critiques » : la morale différente d'un aveugle ne montre-t-elle pas la relativité de la nôtre ? Et de la même façon la religion d'un aveugle ne contribue-t-elle pas à déconstruire les évidences sur lesquelles repose la nôtre ?

Mais que serait donc la morale des aveugles ? Certaines de nos valeurs traditionnelles n'y auraient aucune place, comme la compassion ou la pudeur. L'aveugle s'habille pour ne pas avoir froid ; il n'a aucune raison de cacher certaines parties de son corps et nous questionne alors : pourquoi considérez-vous que certains morceaux de votre corps ont plus de valeur que d'autres, comme le visage, plutôt que les fesses ou le sexe, par exemple ? La compassion, qui est une valeur chrétienne centrale, disparaît aussi, comme la pudeur, parce que l'aveugle n'est sensible à la douleur d'autrui que quand elle est bruyante. « *Quelle différence y a-t-il pour un aveugle entre un homme qui urine et un homme qui, sans se plaindre, verse son sang ?* »¹.

Tant de nos vertus dépendant de nos manières de voir et du degré auquel les choses nous affectent. C'est effectivement une affaire de

perception visuelle « *si nous avons de la compassion pour un cheval qui souffre et si nous écrasons une fourmi sans aucun scrupule* » (*ibid.*).

La hiérarchie que nous établissons « naturellement » entre les divers crimes tient à l'importance du spectaculaire pour nous, peuple de voyants. Insensible au spectacle du crime et plus menacé par les actes profitant de son infirmité, l'aveugle serait lui « naturellement » plus sévère pour le vol, l'adultère et toutes les escroqueries diverses que sa cécité facilite.

Quelle est maintenant la spécificité de la religion d'un aveugle ? La question est évidemment plus délicate encore que la précédente pour l'époque. Elle est destinée à permettre la critique d'un argument classique pour prouver l'existence de Dieu : l'argument de l'ordre et de la beauté de la nature (depuis le *De ordine* d'Augustin jusqu'à Newton, l'ordre cosmologique régulier a toujours été invoqué comme une preuve de l'existence de Dieu). Mais n'ayant pas accès au spectacle de la beauté du monde, l'aveugle ne peut la rapporter à un créateur parfait et suprêmement bon. D'autant que son existence propre, comme celle des monstres, l'incline à penser qu'il n'y a pas d'ordre du monde ni de

finalité bonne de la création : « *Eh, monsieur, dirait le philosophe aveugle, laissez-là tout ce beau spectacle qui n'a jamais été fait pour moi ! J'ai été condamné à passer ma vie dans les ténèbres, et vous me citez des prodiges que je n'entends point, et qui ne prouvent que pour vous et pour ceux qui les voient comme vous. Si vous voulez que je croie en Dieu, il faut que vous me le fassiez toucher* »².

Embastillé...

Cette dernière affirmation, et l'expérience ludique de se mettre à la place d'un aveugle, ne sera pas sans conséquence pour Diderot. L'essai paraît en juin 1749, et une lettre de cachet le conduit à la prison de Vincennes le 24 juillet. Sa fiche signalétique indique : « *C'est un jeune homme qui fait le bel esprit et se fait trophée d'impiété, très dangereux ; parlant des saints Mystères avec mépris* ». Il n'en sortira fin novembre que parce qu'il s'est rétracté. Et les conséquences n'ont pas été qu'immediates. Considéré en son temps comme « Le philosophe », recherché par les têtes couronnées comme Catherine II de Russie ou Madame de Pompadour, directeur d'une entreprise colossale et sans équivalent : *l'Encyclopédie* ; proche des plus grands noms du siècle : Voltaire, Rousseau, Grimm, d'Holbach, Helvétius, Beccaria, Buffon, Hume, Condillac, etc., Diderot n'a pourtant pas sa place aujourd'hui dans l'histoire de la philosophie. S'il est en effet aujourd'hui connu, ce n'est pas tant comme philosophe que comme auteur de contes et de pièces, c'est-à-dire précisément les œuvres ignorées de ses contemporains !

Il vaut la peine d'approfondir l'approche naïve qui consiste à penser que ne s'inscrivent naturellement au panthéon de la philosophie que les grands penseurs qui ont révolutionné l'histoire des idées par des systèmes philosophiques novateurs, comme si une force émanant de ces œuvres elles-mêmes rendait le jugement qu'on porte sur elles unanime et indiscutable. L'historiographie relève plutôt d'un art de la guerre : accusations emportées et peu argumentées, registre de l'évidence sollicité ici sans limites, feinte ou silence : autant de façons de trier entre « bons » et « mauvais » selon des a priori qu'on peut laisser cachés au nom d'une neutralité ou d'une objectivité du jugement de l'Histoire, qui garderait toujours les meilleurs et évacuerait les insignifiants. — **Gaëlle Jeanmart (Philocité)**

1. *Lettre sur les aveugles*, p. 147 (la pagination renvoie à l'édition Bouquïn des Œuvres de Diderot, t. I).
2. *Lettre sur les aveugles*, p. 166.

Prendre le temps

Grand entretien

« L'humanité a toujours progressé grâce aux utopistes »

Aymeric Caron

On l'avait découvert comme chroniqueur éclectique dans un talk-show taillé pour l'audimat. On l'avait suivi de loin comme militant exalté de la cause animale. On le retrouve en intellectuel énervé, idéaliste sombre, révolté brûlant. Avançant, non sans peine, sur le chemin ouvert il y a cinq siècles par Thomas More, père fondateur de l'idée d'utopie, Aymeric Caron a travaillé plusieurs mois en ermite, couchant sur papier une liste de propositions provocantes qui devraient à ses yeux rendre l'existence humaine plus digne et le globe terrestre plus vivable. Cela donne *Utopia XXI*, somme non dénuée d'humour, portée par un incontestable élan. Son auteur y argue pour la création d'un revenu universel, pour l'instauration d'un salaire maximum, pour la semaine des quinze heures de travail, pour une démocratie où la politique ne serait plus un métier, pour le bannissement des menteurs hors du débat public, pour la limitation des naissances, pour la mise en place d'un gouvernement mondial, pour l'abolition du commerce de viande...

« Les personnes qui, avant les autres, ont demandé d'abolir l'esclavage ou de donner le droit de vote aux femmes étaient des utopistes »

Ce jeudi soir, la rencontre se tient autour d'un wok végé, dans les salons d'un hôtel à l'architecture moderniste, au bord d'une Meuse aux flots puissants (il a beaucoup plu la veille). De passage en Belgique comme orateur des Grandes conférences liégeoises, l'ancien reporter de guerre – un métier qu'il exerça de 1998 à 2006, notamment pour Canal+, du Congo à l'Irak, de l'Afghanistan au Kosovo – prend un plaisir manifeste à détailler sa pensée. Au fil de l'entretien, se dévoile un homme nourri de tragique, pessimiste sur la nature humaine, mais d'autant plus résolu dans sa soif de bâtir l'utopie, de rendre l'espoir aux déprimés et aux dépités.

Désastre écologique, drames migratoires, inégalités criantes... Plutôt que le cynisme ou l'indifférence, Aymeric Caron conseille à ses frères humains d'oser l'utopie. Dans son livre *Utopia XXI*, le journaliste propose une salve de solutions audacieuses pour rendre l'espoir aux habitants de la terre.

Au bout d'un voyage long de plus de cinq cents pages, le livre *Utopia XXI* se referme sur ces mots : DEBUT. Car évidemment tout reste à construire. Alors commençons.

Votre livre se présente comme un volumineux manifeste dont le fil conducteur serait l'idée d'utopie, notion devenue presque péjorative, car associée à la niaiserie, à l'optimisme béat. Pourquoi l'utopie ?

— Effectivement, l'utopie est porteuse d'une connotation négative. On considère que c'est une vision du monde très naïve, déconnectée de la réalité. Je pense que c'est tout le contraire. L'idée a été conçue il y a cinq siècles par un homme, Thomas More, qui était un diplomate et un dirigeant politique. S'il a écrit son livre *Utopia*, lors d'un voyage dans ce qui est aujourd'hui la Belgique, c'est parce qu'il n'était pas satisfait de la société qu'il connaissait. Il imaginait une société meilleure et il a voulu conceptualiser ce désir. Pour cette raison, il a inventé le mot *utopie*, dérivé du grec, qu'on peut traduire de diverses façons : le pays de nulle part, le pays d'ailleurs, le pays du bonheur. Et donc, Thomas More réfléchit aux conditions du bonheur en collectivité, il imagine un pays dirigé par un gouvernement idéal, où chacun serait heureux. Imaginer un mieux pour les citoyens : ce devrait être la tâche de tous les responsables politiques, à toutes les époques. ▶



Grand entretien

- Convoquer l'utopie, est-ce d'autant plus nécessaire en ce début du 21^e siècle que les prédictions alarmistes se succèdent à propos du climat et de la biodiversité ?

— Oui, face aux menaces, il m'a paru essentiel de reprendre l'axe de l'utopie. Tout au long de son histoire, la société humaine n'a progressé que grâce aux utopistes. Cela commence par le philosophe Platon, dans l'Antiquité grecque, et cela s'est poursuivi avec bien d'autres. Je pense par exemple aux précurseurs de l'antiesclavagisme, par exemple Anthony Benezet (1713-1784), à des pionnières du féminisme, telle Olympe de Gouges (1748-1793) et à sa suite des femmes comme Gisèle Halimi (née en 1927), au combat de Martin Luther King, de Nelson Mandela. Plein de gens, à toutes les époques, se sont levés pour dire : cette société ne me convient pas, on peut faire mieux. Ces personnes qui, avant les autres, ont demandé d'abolir l'esclavage ou de donner le droit de vote aux femmes étaient des utopistes. Si j'ai voulu me réapproprier ce mot, c'est parce que non, cette société ne me plaît pas. Toute personne un peu lucide ne peut que faire le même constat désespéré : nous sommes dans une période de désespérance. D'abord en raison de la crise écologique. Les prévisions sont très noires sur ce qui va se passer d'ici trente, quarante ans. Le travail est également en pleine mutation. Les violences se multiplient. La société européenne est certes moins violente que par le passé, si l'on considère le nombre de victimes dans des conflits armés, mais elle est néanmoins très violente dans les rapports humains qu'elle génère au quotidien. C'est une société qui, en plus, abêtit l'individu, crée un faux bonheur. Que peut-on faire ? Soit on accepte cet état. Soit on réagit en affirmant qu'un autre monde est possible. L'utopie, c'est la capacité d'inventer un monde.

« Je ne suis pas un fanatique de l'espèce humaine. Il y a heureusement quelques esprits sages qui réussissent à entraîner la collectivité vers un mieux, mais au prix de quels sacrifices, de quels saccages ? Aucune autre espèce sur Terre n'a autant tué ses congénères que nous ne l'avons fait ».

Votre programme, dans un autre siècle, aurait été qualifié de révolutionnaire.

— C'est révolutionnaire ! J'appelle à une révolution. Douce, pacifique, mais une révolution. Une révolution des esprits, des pouvoirs, du travail, de l'économie, de la production.

L'attitude révolutionnaire est historiquement associée à une confiance aveugle dans les possibilités du genre humain. Chez vous, au contraire, elle s'arrime à un regard sombre, pessimiste sur la nature humaine.

— Je ne suis pas un fanatique de l'espèce humaine. Il y a heureusement quelques esprits sages qui réussissent à entraîner la collectivité vers un mieux, mais au prix de quels sacrifices, de quels saccages ? Aucune autre espèce sur Terre n'a autant tué ses congénères que nous ne l'avons fait. Non seulement nous tuons

nos congénères mais nous tuons aussi l'ensemble des espèces vivantes autour de nous. L'être humain est un animal qui multiplie les déceptions. Plus on le connaît, plus on vieillit, plus on est déçu par lui. Je pense qu'il n'y a pas grand-chose à sauver chez lui, même s'il est séduisant. On vit tous des histoires d'amour avec des êtres humains – je ne parle pas que des relations sentimentales mais de la séduction que peut tout à coup opérer sur nous l'action magnifique d'un homme ou d'une femme.

Les grèves du jeudi, déclenchées par les écoliers de Belgique et d'ailleurs, cela vous redonne-t-il espoir en la nature humaine ?

— Si l'on considère les deux grandes utopies de l'ère moderne, le communisme et le libéralisme, on doit reconnaître qu'elles ont l'une et l'autre échoué. Il faut en inventer une nouvelle, et pour moi, c'est l'utopie écologiste. Peut-elle se concrétiser ? Dans la nature humaine, il y a toujours du positif, malgré tout. Tout individu est tiraillé entre des forces d'empathie, de générosité, et des forces d'égoïsme, d'entre-soi, de court-termisme. La question est de savoir quelles forces triomphent quand on devient adulte. Je ne dis pas que les enfants sont nécessairement gentils, mais les forces de générosité sont prêtes chez eux à prendre le dessus. Le problème, c'est qu'on a créé une société qui rend les humains inhumains. Certains trouveront que j'exagère. Après tout, on est quand même civilisé, on est poli, on dit bonjour. D'abord, tout le monde n'est pas poli, et puis j'affirme qu'au-delà de ce vernis social, dès qu'on gratte, on voit apparaître des réflexes liés à la compétition, à l'affirmation de soi par rapport aux autres, à l'arrivisme, au carriérisme, à l'accumulation des richesses, à la jalousie... Des passions assez détestables qui souvent s'affirment en vieillissant, parce que la société nous les impose et nous les présente même comme normales. La télévision, par exemple, encourage à aller vers ce modèle-là. Des émissions mettent systématiquement les humains en compétition et les invitent même à se critiquer les uns les autres. Voyez la logique d'un programme comme « Un dîner presque parfait » : vous êtes invité, quelqu'un s'est donné la peine de vous recevoir et de préparer le repas toute la journée, et le principe c'est d'aller critiquer tout ce qui ne va pas.

Croyez-vous néanmoins que les marches pour le climat peuvent représenter l'amorce d'un sursaut utopique d'ampleur ?

— Je reste très pessimiste. Je n'écarte pas l'idée d'un sursaut, mais je pense qu'il interviendra après des catastrophes nombreuses. Il n'empêche, ce à quoi on assiste aujourd'hui, c'est le début d'un mouvement de résistance qui gagnera un jour. De ça, je suis convaincu. Cela donne envie de continuer le combat. Je crois en revanche que ce sera très compliqué pour que ce mouvement l'emporte démocratiquement dans les deux ou trois années qui viennent. Ce mouvement écologiste, de bienveillance, d'altruisme, de protection du vivant, va mettre quelques décennies, à mon avis, avant de se structurer vraiment.

Si les chances de l'emporter à court terme paraissent si faibles, serait-ce parce que les demandes des écologistes gênent considérablement une série de détenteurs du pouvoir ou d'intérêts ?

— Oui, et c'est bien pour ça qu'on est en présence d'un authentique mouvement révolutionnaire. Il veut faire tomber tous les

Dans son dernier ouvrage *Utopia XXI*, Aymeric Caron avance plusieurs idées utopistes qui ne font pas l'unanimité : une démocratie où la politique ne serait plus un métier, le bannissement des menteurs hors du débat public, la limitation des naissances, la mise en place d'un gouvernement mondial, l'abolition du commerce de viande...



pilliers du système, économiques et idéologiques. On voit donc une guerre qui se dessine, mais une guerre que je veux pacifique. Je n'aspire pas du tout aux barricades et au sang versé. Mais sachons déjà que nos ennemis ne veulent pas lâcher le pouvoir. Ils sont très méchants et très violents.

« Je n'aime pas la France, je ne la déteste pas non plus. Pourquoi devrais-je défendre un bout de territoire sous prétexte que j'y suis né ? »

Vous vous dites pessimiste sur les chances de succès à court terme. N'est-ce pas oublier la part de l'imprévu en politique ? Une telle mobilisation pour le climat paraissait impensable il y a six mois encore. Qui sait si elle ne préfigure pas une amplification de la résistance ?

— Je crois que dans le cours de l'histoire, quand l'inattendu a surgi, c'était pour le pire, rarement pour le meilleur. J'ai du mal à croire que, tout à coup, des écologistes puissent arriver au pouvoir dans la moitié des pays d'Europe. Et parmi tous ces manifestants, y a-t-il une conscience collective de ce qu'il faudrait faire, ou est-ce juste un cri d'alarme ? Faire la révolution, y compris à titre personnel, c'est quelque chose de lourd, ce n'est pas juste dire : ça ne va pas. C'est une vraie résistance quotidienne à l'injustice, à un système qui fait de nous des esclaves et qui nous demande d'être ses collaborateurs, soit actifs soit passifs. Je crois beaucoup à la désobéissance civile telle que la prônait le philosophe et poète nord-américain Henry David Thoreau (1817-1862).

C'est l'une des pierres angulaires de votre réflexion : dire non.

— Je crois important de s'ériger contre le pouvoir. Ma femme dit toujours que je râle tout le temps. Elle a raison. Je me rends bien compte que si j'allais jusqu'au bout de mes idées, de mes refus, je passerais tout mon temps à ça. Tout est fait pour nous décourager. Tout est fait pour nous empêcher d'être des résistants. J'ai déjà posé un certain nombre de choix qui pour moi s'apparentent à des actes de résistance, dans mon métier notamment. Après, on peut toujours faire plus, on peut toujours faire mieux. Néanmoins, je crois que c'est important dans ses rapports professionnels, sociaux, amicaux de pratiquer une forme d'intransigeance. Cela permet de poser des jalons pour une société dont on rêve.

Par l'ampleur de son propos, votre livre contient quinze autres livres en germe. Ouvrons donc un des tiroirs, celui ▶

Grand entretien

► consacré aux frontières. « *Je n'aime pas la France, je ne la déteste pas non plus. Pourquoi devrais-je défendre un bout de territoire sous prétexte que j'y suis né ?* », écrivez-vous. Pourquoi cette prise de distance catégorique avec l'idée de nation ?

— Parce que je pense que le patriotisme n'a de sens que quand votre pays est attaqué physiquement. Si vos libertés risquent d'être réduites à néant, si des innocents sont emprisonnés, bien évidemment il faut résister. Dans ce cas-là, on se regroupe autour d'une idée, la nation. Mais en temps de paix, quel intérêt ?

Dans les années 1960 et 1970, de nombreux leaders du tiers-monde ont activé ce ferment-là, le nationalisme, comme arme contre les puissances coloniales. Citons Ben Bella en Algérie, Lumumba au Congo, Cabral en Guinée-Bissau, Nyerere en Tanzanie...

— Je dirais qu'ils l'ont utilisé comme lien, comme liant, entre les différents habitants d'un peuple, par-delà la simple couleur de peau, pour rappeler que tous les anciens colonisés partageaient une histoire commune, qu'on ne leur avait pas seulement volé des terres et des ressources, mais aussi une mémoire, des ancêtres, une culture, et que tout cela ramenait à l'histoire d'un pays. En ce sens, quand il s'agit de faire résistance, la nation est le moyen le plus rapide de retrouver un lien collectif. Mais aujourd'hui en Europe, et en particulier en France, il y a une injonction depuis quinze ans à agiter le drapeau national. La gauche l'a reprise, je lui en veux beaucoup. Pourquoi « *vive la France* » ? Quand la France va au conseil de sécurité de l'ONU, par la voix de Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères, s'ériger contre la guerre en Irak, oui, je suis fier d'être français ! Ce jour-là, dans cette circonstance-là.

En revanche, la fierté française, ou belge, ou allemande, hors contexte, de manière présumée, ça confine pour moi à la débilite, car ça empêche toute réflexion critique sur son propre pays. Je crois qu'on peut être fier parce qu'on a couru un marathon, ou parce que son fils a réussi ses études. On est fier quand il y a une raison. Mais se déclarer patriote en bloc, hors de toute raison précise, c'est faire un pacte avec la bêtise. Quand on voit la répression des manifestants, l'accueil honteux des migrants, le contrôle des journalistes qui mettent en cause le pouvoir, l'instrumentalisation de l'état d'urgence pour ordonner des perquisitions chez des militants écologistes, on ne peut vraiment plus dire que la France est le pays des droits de l'homme.

Comme partisan de la désobéissance civile, quel regard portez-vous sur les activistes qui, notamment au nom de la cause animale, prônent un recours systématique à l'action directe, hors de la légalité ? « *Le sabotage est devenu la grammaire de notre époque* », recommande par exemple le Comité invisible, ce collectif anonyme dont l'opuscule *L'insurrection qui vient* a connu un fort retentissement.

— Sortir de la légalité, moi, ça ne me gêne pas du tout. Henry David Thoreau le faisait déjà. Par contre, je trouve qu'il faut s'abstenir d'employer la violence. Encercler un abattoir, pénétrer dans un laboratoire pour voler des animaux qui allaient être soumis à des expérimentations, ça ne me choque pas. Là où ça me pose problème, c'est quand on s'en prend à un petit artisan,

même si on désapprouve son métier. Je suis un non-violent, je suis pour le dialogue autant que possible. En même temps, je crois dans la nécessité de moments de rupture et de moments de surprise, donc en ce sens-là, des actions, oui ! Encore faut-il trouver les bonnes. On peut bloquer une route, bloquer un évènement, mais on doit tout faire pour éviter le point de bascule où un boucher, par exemple, se sentirait physiquement agressé par des militants antispécistes.

Vous évoquez à la fin d'*Utopia XXI* les fins tragiques de Jack London, Stefan Zweig, Gilles Deleuze et Guy Debord, sans oublier Thomas More lui-même. Les utopistes finissent mal, en général.

— J'aurais pu citer Olympe de Gouges, décapitée sur ordre de Robespierre. Les idéalistes sont voués à une fin peu joyeuse. Je suis encore moyennement jeune, je vous ferai peut-être un bilan personnel dans vingt ans, si j'y arrive. Je pense que les idéalistes sont poussés par une forme d'exaltation qui leur procure une énergie assez importante, le sentiment qu'ils peuvent bouger les murs, qu'il y a beaucoup à faire et que l'espace existe pour le faire. Ils vivent avec l'espoir que les idées qu'ils envisagent sont réalisables, dans des délais beaucoup plus courts que ne l'imaginerait le commun des mortels. Et puis vient un moment où la réalité les rattrape, malgré toute leur énergie. Alors ils se suicident, ou il leur arrive un gros pépin, souvent vers le même âge, autour de la cinquantaine. Une fatigue finit par s'installer, on est abattu par le sentiment de s'être frappé trop de fois la tête contre les murs, de ne pas avoir été entendu. Tout le monde n'a pas les mêmes capacités de résistance. Certains idéalistes peuvent endurer ça très longtemps. Ce qui est sûr, c'est que la vie d'utopiste n'est pas enviable du tout. Vraiment pas. Parmi les personnalités que je cite, je me sens très petit, je ne prétends pas prendre place à leurs côtés. Je partage en revanche certaines de leurs préoccupations, et déjà je mesure combien c'est compliqué, combien c'est lourd à porter, combien j'étais plus tranquille dans ma vie d'avant – je ne dirais pas heureux, parce que je suis heureux... Enfin... On peut s'interroger sur le bonheur.

Le bonheur, ne serait-ce pas d'être à sa place ?

— Oui, voilà. Vous faites bien d'employer ce mot. Si le bonheur, c'est être à sa place, et je pense que c'est l'une des conditions du vrai bonheur, alors je suis heureux. Si le bonheur, c'est être insouciant, s'amuser, rire, ce qui est un faux bonheur mais cela n'empêche pas que ce soit assez agréable à vivre au quotidien, je ne suis pas vraiment dans cette phase-là. Et plus je vieillis, plus je m'en éloigne. Quand on se convainc soi-même que le système qui nous enserme n'est pas si catastrophique, on s'endort toujours bien le soir. Mais le jour où l'on mesure de façon très nette que c'est beaucoup plus grave que ce qu'on a bien voulu croire, le regard change tout à coup. On a alors résolument envie de se tenir en dehors du système, et plus à l'intérieur. Mais c'est compliqué au quotidien, et c'est usant.

— **Propos recueillis par François Brabant**

En savoir +
Utopia XXI, Broché, 2017.



En tous genres

Caroline Lamarche

Auteur de romans, de nouvelles et de textes pour la radio et pour la scène. Son dernier ouvrage : Nous somme à la lisière, (Gallimard, 2019)

Chers membres de la Ligue du Lol

Je suis désolée pour vous de ce qui vous est arrivé. Toutes ces excuses publiques, ces « nous n'avions pas vu que cela pouvait devenir un enfer pour les personnes visées » et autres battements de coulpes.

Rétrospectivement, avec le recul d'une mûre réflexion, je comprends votre désarroi : les codes vous ont échappé, cette guerre des sexes est d'un si nouveau genre !

Bon, je vous l'accorde, l'entre-soi beauf se déchaînait déjà autour de la machine à café bien avant l'apparition du Nespresso what else ? mais *verba volant*, à l'époque, hein ! Tandis qu'aujourd'hui, ouille, ouille, ouille, le Web a la mémoire longue ! De 2009 à 2013, rendez-vous compte, votre petit jeu a fait perdre à tout le monde des heures de travail sérieux et jeté une ombre sur des médias sérieux. Accessoirement, semble-t-il, cela a ruiné le moral et le métier de pas mal de femmes et fait reculer d'autant une parité que tout le monde appelle de ses vœux (pieux).

Oui, je suis vraiment triste pour vous, chers Liguelolistes, je vous vois bouillonnant de tristesse et de rage tandis que votre image est sinon salie – certains d'entre vous témoignent d'une élégante contrition – du moins solidement écornée.

Oui, elles pourraient se taire, non ? Pour une fois !

Pourtant vous avez gagné, quelque part. Etre exposées non pour leur talent mais parce qu'on les maltraite, être, autrement dit, réduites à l'état de victimes blotties sous la protection de la police (des hommes si compréhensifs, eux), c'est vraiment ce à quoi vos compagnes de travail tentent d'échapper depuis toujours. Bien sûr, elles pourraient ignorer superbement les « Sale grognonne », « espèce de feminazi », « mongoloïde de service » ou « feignante de mes couilles » et ne pas croire qu'on va leur « casser la gueule » - pardon, le minois - simplement parce que c'est tweeté quelque part.

Oui, elles pourraient se taire, non ? pour une fois ! ou pour toutes !

On pourrait se taire, oui, on se tairait sans doute, si vous vous étiez montrés moins épidermiques et moins paresseux. Je veux dire : si vous aviez coulé vos invectives et autres réflexes de meute dans le bronze d'une nouvelle, d'un roman, d'une pièce de théâtre. Si vous en aviez fait, autrement dit, de la fiction. Dissimulés derrière

un narrateur, vous seriez restés impunis et même admirés : quel effet-miroir, quelle lucidité, le monde est vraiment nul à la lumière de ce machisme d'enfçons gâtés, bravo, bravo, bravo !

En cinq minutes, je peux vous trouver plein de gens qui ont réussi cette prouesse et que vos médias respectifs ont chroniqués avec éloge. Je ne m'attarderai pas sur mon préféré, Thomas Bernhard, que Nancy Huston a vertueusement dézingué¹ pour le punir d'avoir mis en scène un écrivain qui chasse les femmes de sa bibliothèque avec des imprécations hilarantes.

Ni sur Patrick Declerck dont le Cornelius van Zandt, jamais en reste d'une saillie misogynne, me séduit bizarrement. Ni sur Michel Houellebecq dont le mélancolique Florent-Claude, en retard de trois guerres des sexes au moins, voit les féministes comme d'aimables connes indignes de figurer à côté des vraies femmes heureuses de se sacrifier pour l'homme (toute autre configuration menant à la ruine de l'amour). Ni sur Ali Smith, cette autrice écossaise qui prête ces mots à l'un de ses personnages : « *Merci, mon Dieu, que cette époque féministe et égocentrique soit révolue, que nous ayons désormais tout*



ce dont nous avons besoin, y compris une échelle de valeurs bien plus appropriée »². Ni sur Elfriede Jelinek, ah ! Jelinek, elle nous fait mourir de rire avec ses femmes toujours ridiculement perdantes, les Gerti, Nora, Erika et j'en passe !

Non, je ne m'attarderai pas sur ces gens-là puisque, à côté, on trouve des tas de livres érotico-romantiques parfaitement inoffensifs. N'empêche, voyez comme ces petits malins et petites malignes ont réussi à nous divertir sans se retrouver cloués au pilori comme vous l'êtes, pauvres Liguelolistes ! Si vous vouliez être féroces en toute impunité, pourquoi n'avoir pas fait comme tout le monde : écrire des livres ? — **Caroline Lamarche**

1. *Professeurs de désespoir*, Nancy Huston, Actes Sud. Ecrivains incriminés : T. Bernhard, E. Jelinek, S. Beckett, M. Houellebecq, Sarah Kane, etc.
2. *Girl meet boy*, Ali Smith, L'Olivier.

Crouler sous les déchets

Le travail photo #365, Unpacked d'Antoine Repessé est une brillante dénonciation de notre société de l'hyperconsommation et du jetable.

A regarder droit dans les yeux.

Un jour, il tombe nez à nez avec sa poubelle qu'il a oublié de sortir et soudain c'est le déclic : « De nature fainéante et grand consommateur de produits surgelés, je découvre soudain la quantité astronomique de déchets que je pouvais produire en un temps record », raconte Antoine Repessé, 39 ans, devenu tardivement photographe après avoir roulé sa bosse dans le tourisme, le hip-hop, les arts plastiques et l'animation en collectivité.

Ce jeune Lillois décide alors de se lancer dans une aventure un peu folle : conserver un maximum de déchets – flacons en plastique, emballages, cartons, paquets de cigarettes, canettes... – et d'inventer ensuite un dispositif photographique aussi génial qu'inédit.

Ainsi naîtra le projet #365, Unpacked qui va durer quatre ans : « Quand on parle déchets, on parle en millions de tonnes. Pour moi, c'est trop vague, difficilement imaginable. En partant de la moyenne d'environ 365 kilos de déchets par an et par habitant, j'ai voulu ramener le sujet à une personne. J'ai alors sollicité une centaine de copains et de collègues pour qu'ils collectent également leurs déchets. Il a fallu ensuite les trier, les nettoyer, les stocker. Au final, j'ai accumulé environ 70 m³ dans ma petite maison de Lille », nous explique le jeune artiste invité lors du récent festival Nourrir Liège.

Au bout de quatre ans, il accouche d'une série de vingt-sept clichés pris dans des lieux divers (appartement, parking, clairière, voiture...), avec un cadre en apparence simple : un personnage seul, dans une situation banale, au milieu d'une quantité de déchets assemblés par catégorie.

Le résultat est à la fois drôle, percutant et hallucinant.

« Ce ne fut pas simple à construire, admet aujourd'hui Antoine Repessé. Pour certains shootings, il m'a fallu près de dix heures de préparation. Je devais tout transporter d'un lieu à l'autre. Je voulais jouer sur le décalage entre la situation du modèle, une esthétique propre et la dénonciation de la société de

surconsommation qui est derrière. » Avec cette image finale tellement symbolique : une montagne de sacs empilés au pied de la façade de sa maison. « A peine 30 % de mon stock ! », sourit-il.

Après quoi, il a dû tout évacuer : « J'ai fait appel à des associations qui font de la sensibilisation autour de la gestion des déchets, à des plasticiens heureux de récupérer des déchets propres et puis au centre de tri de Lille, ravi lui aussi d'avoir tout trié sous la main. »

Loin des yeux...

Sa série #365, Unpacked sous le bras, il va ensuite voir une agence photo. On est à l'automne 2015, à la veille de la Cop21. Et là, c'est le flop : pas un média ne s'intéresse à son travail !

Il participe ensuite à un concours international organisé par Canon et remporte la 3^e place dans la catégorie « campagne », et ça décolle : ses photos font le tour du monde (Europe, Russie, Chine...). La Ville de Berlin l'engage pour sa campagne de réduction des déchets. Il est invité ça et là et monte plusieurs expositions. Partout où ils sont présentés, ses clichés font mouche.

La clé du succès ? « Ces photos questionnent nos modes de vie, de production, d'alimentation. Elles montrent aussi ce qui se passe loin de nos yeux : on jette tout dans sa poubelle, mais on s'interroge peu sur ce qui se passe derrière. Avec l'essor du mouvement zéro déchet, la prise de conscience autour de l'urgence climatique, ça bouge. Tant mieux si je peux aider à alimenter le débat. »

Aujourd'hui, Antoine est un photographe-citoyen « en éveil » : « Ce travail m'a fait prendre conscience de la destruction des écosystèmes, des dégâts immenses et irrémédiables. J'essaie d'être cohérent dans mes actes, en même temps je suis loin d'être le modèle parfait. »

Et le Lillois installé à Paris de poursuivre son travail de photojournaliste : après ses travaux sur la communauté Rom, l'Inde, le vélo au quotidien, la liberté de mouvements en Palestine, il planche sur les déchets électroniques. « Je crois que ce n'est pas la matière qui manque. » — **Hugues Dorzée**





En savoir +
www.antoinerepese.com

Alain Damasio

« Nous avons le devoir éthique de mobiliser des affects positifs, le désir, l'envie »

Bien que rare – il a écrit trois romans en vingt-cinq ans – Alain Damasio est l'un des écrivains de science-fiction français les plus reconnus. Militant, engagé, ses livres sont à la fois des cris d'alerte et des appels à la résistance. Il publie aujourd'hui *Les Furtifs*, où il nous entraîne à la découverte de ces êtres extraordinaires, dans un monde ultra libéral (les villes sont privatisées, découpées en secteurs accessibles en fonction des revenus), ultra connecté, ultra contrôlé.

Est-ce qu'un écrivain, particulièrement un écrivain de science-fiction, peut être un lanceur d'alerte ?

– Bien sûr, c'est un rôle de base, fondamental, de la science-fiction.

Pour les alertes, on a d'ailleurs l'embarras du choix : l'effondrement de la société thermo-industrielle, le nucléaire, l'extinction des espèces, l'accroissement du techno-cocon et ses effets sur nous... Mais j'essaie dans mon travail d'aller au-delà de l'aspect dystopique. Car pour moi l'écrivain ne doit pas seulement alerter, mais aussi proposer des horizons désirables.

Quelle est l'alerte que vous avez envie de lancer dans votre nouveau roman, *Les Furtifs* ?

– Ce qui me touche, c'est le techno-capitalisme, ce couplage entre la société de contrôle et le capitalisme cognitif, fondé sur l'économie de l'attention, la sollicitation numérique permanente de chaque individu. Quand j'étais jeune, il y a trente ans, je concevais l'ennemi comme une sorte de collusion entre l'Etat, les multinationales et les médias. J'avais une vision tout à fait classique et pyramidale du pouvoir. Et puis j'ai rencontré la réflexion de Gilles Deleuze sur la société de contrôle et j'ai compris qu'il

y avait une mutation du régime de pouvoir, que nous n'étions plus dans des systèmes hiérarchisés, verticaux, mais bien plus dans des ordres horizontaux, relayés par tous, démocratisés, mais extrêmement sournois et insidieux. Et où ce contrôle est relayé par tout le monde.

Nous sommes dans un cocon numérique, un cocon assuré par le smartphone, par cet immense tissage d'objets connectés mis en place à partir de capteurs, de senseurs... La technologie vient outiller nos paresse, conjurer nos peurs et nos incertitudes : on filtre nos réseaux d'amis, nos communautés, on se protège par des détecteurs, toute une domotique. Dans mon bouquin je fais un jeu de mots à la con mais que finalement j'aime beaucoup : c'est le « self-serf-vice », l'auto-servage.

On s'auto-aliène. Ce sont des pratiques de dévitalisation. C'est inquiétant. La vitalité, c'est se confronter à l'altérité, au dehors, qu'il soit physique ou relationnel.

Au cœur de cette Big Mother, nous sommes moins vivants, moins intenses. Nous vivons dans une espèce de fausse douceur. Avec des effets écologiques catastrophiques.

Le problème central demeure le capitalisme et le rapport à l'accumulation qu'il a mis en

place. Si on ne parvient pas à attaquer le cœur de ce techno-capitalisme, on se cantonne dans des imprécations un peu para-religieuses, à base d'apocalypse... En ce sens, la collapsologie me paraît être à côté de la plaque.

“C'est en renouant avec le vivant que nous retrouverons une puissance de vivre”

Est-ce que la résistance n'est pas encore plus compliquée du coup : l'ennemi, c'est nous-mêmes ?

– C'est à la fois plus facile parce que nous avons le sentiment que nous pouvons mener la révolution nous-mêmes, et sans rencontrer beaucoup d'opposition – ce n'est pas un système qui est très contraignant, n'importe qui peut faire comme moi, ne pas avoir de portable, ou décider de ne se connecter qu'une heure par jour, de ne pas être sur les réseaux sociaux. C'est en même temps extrêmement difficile, parce qu'il y a un tissage global, collectif autour de nous, nous sommes dans un



*Ecrivain rare,
Alain Damasio
explore les dérives
technologiques
de notre présent
en les extrapolant
dans le futur.*

— Moi je suis entré en écriture pour des raisons politiques, pour porter des valeurs, alerter sur cette société de contrôle.

Mais, en écrivant, tu mets en place des dystopies, des trucs assez atroces, et finalement tu acclimates les lecteurs, et ça c'est compliqué... Une des anticipations assez réussie dans mon livre *La zone du dehors* c'était le Clastre, un système de classement généralisé de la population, suite à une notation de tous par tous. Et alors qu'en Chine apparaît le même type de système, qu'on voit la notation s'étendre chez nous, les gens sont tout contents de voir que ça arrive, que je l'avais prévu. Dans cette histoire, mon boulot n'a pas servi à grand-chose !

J'essaie du coup au contraire de mettre en récit des utopies concrètes, réalisables, désirables, de donner des pistes, parce que ça me semble plus efficace que l'alerte. J'en ai marre que l'on sollicite l'affect de la peur, de l'apocalypse... Donnez-nous envie de renouer les liens avec les plantes, les animaux, de retrouver ces liens que l'on a perdus parce que l'Occident moderne a décrété qu'il y avait une espèce d'ensemble qui s'appelle la nature et que cet ensemble est séparé de nous. Cela me paraît plus important que de savoir que la température va augmenter de trois degrés.

Mais est-il possible de captiver avec un récit positif ?

— Nous en discutons beaucoup dans le collectif d'auteurs Zanzibar dont je fais partie¹. La base d'un récit, c'est que ton héros ou ton groupe de héros vise un objectif et que des obstacles s'y opposent pour créer le moteur dramatique. Des obstacles qui peuvent être psychologiques, naturels ou des ennemis intérieurs, extérieurs.

La bonne solution pour moi c'est de poser d'un côté une dystopie et en face des modes de résistance, des alternatives. Tu fais fonctionner ▶

monde où il y a beaucoup de mimétisme, et c'est difficile d'en sortir.

Pour mobiliser autour d'une cause, tu vas essayer d'utiliser la viralité des réseaux, faire signer des pétitions en ligne, ramener les gens sur un lieu, mais tu n'auras jamais de garantie.

Si on veut mobiliser, il faut jouer davantage encore sur la corde du désir. Ou alors sur la peur, mais c'est un vecteur qu'on doit absolument s'interdire si on est vraiment à gauche.

Mobiliser les peurs, c'est extrêmement efficace, ça marche, mais c'est le vecteur de pouvoir de la droite. Nous avons le devoir éthique de mobiliser des affects positifs, le désir et l'envie. Donc c'est plus compliqué.

Dans la SF justement il y a beaucoup de recours à la peur, beaucoup de récits catastrophistes. Est-ce qu'il n'y a pas un risque d'accoutumance : on avait prévu quelque chose de pire, donc la situation n'est pas si grave...

► la conflictualité à partir d'un groupe révolutionnaire, de personnages éthiques qui vont lutter, ouvrir des espaces à l'intérieur de la dystopie. Ça permet d'être à la fois critique et positif. Il faut montrer le combat, « *vivre et lutter* » comme ils disent dans les ZAD.

Un futur désirable, ce n'est pas nécessairement un futur doux et consensuel...

— Non, je mets en place dans mes livres des communautés où le dissensus est considéré comme un moteur fondamental : s'il n'y a pas de conflit, tu aboutis à un système un peu pervers. Quand tu vois la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, c'était depuis le début un espace où plusieurs systèmes de pensée s'affrontaient, autrement dit tout sauf une utopie molle et tranquille, c'est extrêmement exigeant, c'est ça qui est génial. Et ce sont des grands vivants !

Je ne crois pas à l'utopie molle. J'essaie de faire passer plutôt la vitalité. Ce qui est bien dans ces mouvements ce n'est pas qu'ils s'entendent ou qu'ils aient trouvé la recette du bonheur universel, c'est qu'ils soient en vie, pleins de vitalité. Donner envie de se battre, parce qu'ainsi tu vis plus de choses, c'est beaucoup plus exaltant.

“ Il faut montrer le combat, vivre et lutter comme ils disent dans les ZAD ”

En quoi est-ce important de construire des fictions, à côté des discours scientifiques ? Qu'est-ce que cela apporte ?

- Beaucoup de choses que malheureusement le registre argumentatif n'apporte pas. L'être humain fonctionne sur trois champs : l'affectif, le perceptif et le rationnel. Le problème des textes scientifiques ou même journalistiques et militants, c'est qu'ils s'adressent au cerveau, à la dimension conceptuelle et argumentative. Or ce registre très souvent n'arrive pas à déclencher dans les faits des pratiques nouvelles. On a tous très bien compris ce qui allait se passer, mais très bizarrement ça ne produit pas d'effet sur nos vies. Par contre, quand tu touches aux percepts et aux affects, alors quelque chose se produit.

J'ai un ami philosophe, Baptiste Morizot, qui est un spécialiste du pistage des animaux². Il m'a emmené au bord d'une rivière, et il m'a montré comment reconnaître les traces d'un blaireau ou d'un mustélide, mais aussi ce qu'elles voulaient dire de son comportement. Et tout d'un coup, j'avais tous ces animaux à côté de moi sans en voir aucun. Quand je me balade maintenant je ne peux plus voir les choses de la même façon, il a changé ma perception, et mon rapport au vivant.

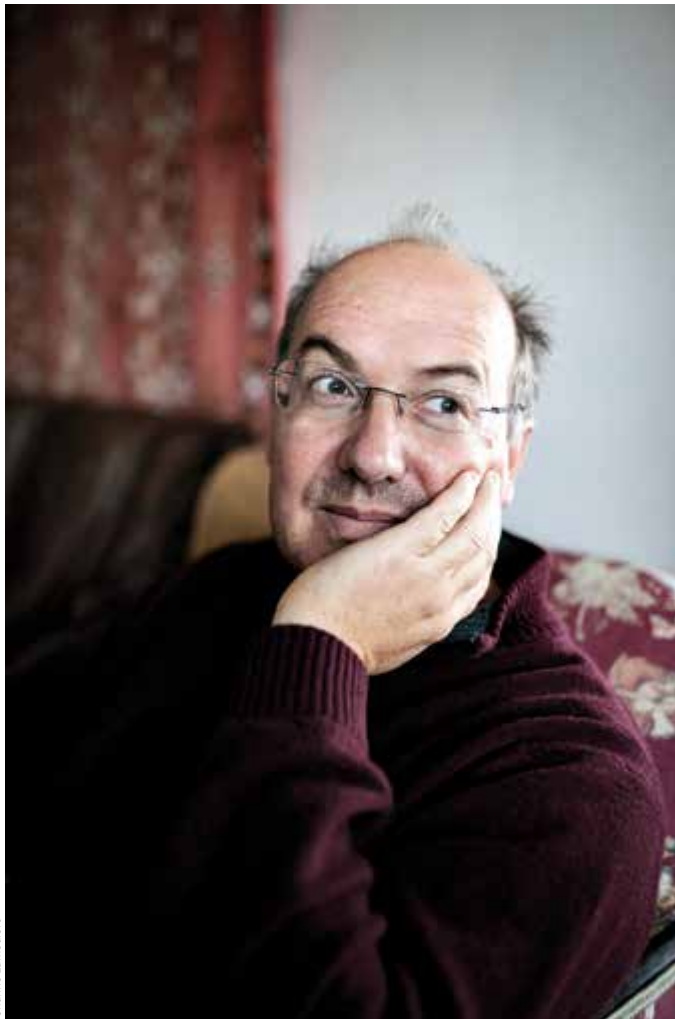
Et ça, c'est ce que permet le récit. Si quelqu'un peut prendre le temps, pendant cinq heures, de te montrer un truc, c'est génial, mais tu ne peux pas avoir des maîtres qui vont t'enseigner directement les choses pour chacun. Donc tu fais des livres. En Occident beaucoup de choses sont transmises par le livre.

Ce que permet le roman c'est de toucher l'aspect perceptif et les affects : tu crées des personnages et des systèmes d'identification à ces personnages. Tu mets en place

un système d'empathie qui fait que tout ce qui arrive au personnage, le lecteur a le sentiment que ça lui arrive à lui. Et du coup tu touches à tout un ensemble de sensations, à des moments d'envie, de peur, etc. Si le livre est bon évidemment, tu touches tout l'arc émotionnel, affectif et perceptif. Un bon écrivain c'est quelqu'un qui va te montrer quelque chose que tu as vu cent cinquante fois d'une manière telle que tu ne la verras plus jamais de la même façon. Quand je vois des cyprès, je ne peux plus les voir autrement que comme des flammes parce que Van Gogh me les a fait voir d'une façon tout à fait différente.

Les militants, les gens engagés sentent bien qu'ils ont fait des tonnes de textes et que ça ne marche plus, qu'il faut passer par d'autres vecteurs. Nous avons la chance d'être sur ces vecteurs-là – et d'en plus pouvoir produire de la pensée.

Dans mes livres il y a des blocs de philo, des



En savoir +

Alain Damasio est en tournée en France et en Belgique. Dates sur le site lavolte.net

passages argumentatifs, mais au milieu de plein d'autres choses, des personnages qui, si les lecteurs y sont attachés, sont un véhicule extraordinaire pour leur faire éprouver des sentiments et leur donner envie.

Leur donner envie de quoi ? Vous puisez votre inspiration dans le présent ?

— La SF se rapproche de plus en plus du présent : ce dernier est tellement technologique, et la SF étant le genre roi pour interroger le rapport que nous entretenons avec la technologie... C'est devenu un genre phare parce qu'il permet d'interroger le présent de façon forte. Ses auteurs ont beaucoup travaillé sur le Cyberpunk, où la libération était possible à travers le couplage à la machine – il y a énormément d'œuvres comme ça, de *Terminator* à *Matrix*. Il y avait encore cette idée que la technologie pouvait nous libérer, nous émanciper – avec la figure du hacker notamment. Moi je fais plutôt partie d'un autre courant, assez fort à présent, qu'on pourrait appeler du zoopunk ou du biopunk. Qui dit que c'est en renouant avec le vivant que nous pouvons nous émanciper, retrouver une joie et une puissance de vivre, un vrai bonheur. Ce couplage peut s'effectuer avec le végétal, l'animal – dans *Les Furtifs* j'imagine une espèce qui est à la fois végétale, animale et minérale, une plus haute forme de vivant. Une espèce métamorphique qui se compose avec l'environnement, qui vit dans les angles morts de la vision humaine, qui donc n'est pas soumise aux logiques de contrôle. Les êtres humains vont aller chercher ces Furtifs, les apprivoiser et s'hybrider avec eux en partie.

On nous vend à mourir et à vomir les intelligences artificielles alors que plus l'éthologie progresse, plus on arrive à étudier le comportement d'une souris ou d'une abeille, plus on se rend compte que l'intelligence animale est beaucoup plus étendue, beaucoup plus forte que ce que l'on avait pu imaginer. Tout ce qu'on avait défini comme étant le propre de l'homme, l'imagination, la créativité, le rire, le langage symbolique, l'esthétique... Progressivement on se rend compte que tout ça existe aussi chez les animaux. C'est ce que dit Morizot dont j'adore le travail : il faut être conscient des ancestralités animales déposées en nous par l'évolution, on est tout aussi bien le produit de la patience de la panthère quand elle est en prédation que de la capacité

sociale et politique des singes qui sont capables de manipuler les autres pour arriver à leur fin...

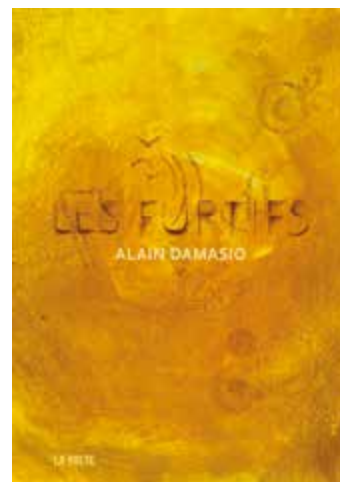
“Un bon écrivain c'est quelqu'un qui va te montrer quelque chose que tu as vu cent cinquante fois d'une manière telle que tu ne la verras plus jamais de la même façon”

Nous avons peut-être une capacité combinatoire plus fluide, plus agile, mais en fait nous sommes des animaux. Et l'intelligence animale est fantastique et mille fois plus fascinante que l'AI. Même du côté du végétal, on découvre beaucoup de choses, par exemple que les plantes communiquent entre elles. Nous ne sommes qu'au tout début de ces sciences-là, parce que nous avons préféré mettre des moyens sur ce qui rapportait d'un point de vue économique. Mais nous allons nous rendre compte que les capacités perceptives du végétal sont fantastiques. Et que c'est là qu'est le grand trésor. Et quand on va ressentir ça, le retrouver, ça va changer les choses.

Tenez-vous à être un passeur ?

— Carrément ! Je profite de mon livre pour parler de projets qui me semblent intéressants et auxquels je peux donner une visibilité médiatique. J'ai découvert l'Université du Nous par exemple, qui travaille sur l'élection sans candidats. Personne ne se présente, mais ce sont les autres qui désignent ceux qu'ils pensent être les plus indiqués. Sont alors élus des gens qui sont généralement plus timides mais compétents, les plus à même de faire le liant dans le groupe. Et c'est beaucoup plus efficace que les élections égotistes habituelles.

Je saupoudre mon récit des Furtifs d'organisations diverses. Il se passe pas très loin de nous, en 2040, j'ai juste poussé certaines tendances, pour que politiquement ce soit



Alain Damasio, *Les Furtifs*, La Volte, 2019. Un album concept accompagne le roman : *Entrer dans la couleur*, réalisé avec Yan Péchin, Jarring Effects Label, La Volte.



plus intéressant, plus utilisable. Il y a des types qui vivent sur les toits, qui négocient avec les copropriétés pour pouvoir faire des ateliers sur ces espaces inexploités. Un mouvement d'architectes, la Traverse, construit des maisons ou des cabanes en une nuit, uniquement avec des matériaux de recyclage, en collaboration avec les migrants ou les clochards qui vont les occuper. Ils les défendent ensuite suffisamment longtemps pour que la police finisse par renoncer – on est dans un monde ultra libéral, où faire appel à la police coûte cher. J'utilise plein d'expériences que j'ai vues ou lues. Pour dire que nous pouvons faire ci ou ça, qu'il y a plein de possibilités. Quand tu détailles un peu ce qui se passe, tu trouves beaucoup d'exemples passionnants, mais qui souvent sont des prototypes, mis en place dans un lieu seulement et qui mériteraient juste d'être étendus. C'est très enthousiasmant.

Je montre ça rapidement, en remettant les choses dans le sens du récit, mais en espérant que ça donne des idées. J'aimerais que ce soit un outil pour les gens, pour les gens qui ont envie de se battre. —

Propos recueillis par Laure de Hesselle

1. Collectifs d'écrivains dont l'objectif est de « désincarcérer le futur », www.zanzibar.zone
2. Il a entre autres publié l'an dernier *Sur la piste animale* (Actes Sud) et *Esthétique de la rencontre* (Seuil).

An Elephant Sitting Still

Hu Bo

O n raconte qu'à Manzhouli, dans l'extrême nord de la Chine, un éléphant reste éternellement assis, comme indifférent au monde qui l'entoure... Il en existe peu de ces films qui parviennent comme celui-ci à exprimer le spleen, le mal de vivre. Il en existe peu des cinéastes qui créent des œuvres à ce point infiniment tristes et époustouflantes de beauté.

Nous sommes plongés dans une petite ville industrielle chinoise que l'on devine en dés-herérence. Le temps d'une journée brumeuse et hivernale s'y croisent les destins d'un lycéen en fuite après avoir envoyé à l'hôpital le petit caïd de l'école, celui de sa petite amie dont la relation avec le sous-directeur de l'école est l'objet d'une vidéo virale, celui d'un voisin âgé menacé d'être abandonné par son fils dans une maison de retraite du genre mouroir. Et enfin l'histoire du frère du blessé, petit voyou qui vient de provoquer sans doute le suicide de son ami. Tous ne croisent sur leur route que méchanceté, relations soumises à la suprématie de l'argent, absence d'humanité. Et alors que sans cesse ils s'entendent dire qu'ailleurs c'est la même chose, la même noirceur, le même défaut d'avenir, ils rêvent de rejoindre Manzhouli, d'aller voir l'éléphant. Film fleuve de près de quatre heures, *An Elephant Sitting Still* est une œuvre exceptionnelle, à la mise en scène vertigineuse, fluide, jouant avec maestria des profondeurs de champ. Hu Bo réalise le portrait hypnotique d'une Chine sinistrée, mais est universel dans sa description d'une nature humaine contemporaine si petite et mesquine. Cette œuvre restera malheureusement unique, puisque son si talentueux réalisateur a mis fin à ses jours peu de temps après la fin du tournage. — L.d.H.

3h50, dans les salles depuis le 1^{er} mai.



The Biggest Little Farm

John Chester

T out commence par la promesse faite à un chien... C'est ainsi que John Chester, documentariste, animalier notamment, et sa femme Molly, chef coq, expliquent ce qui fut le tournant de leur vie : passer d'un petit appartement de Los Angeles où Molly cultive trois tomates à une gigantesque ferme de 80 hectares, avec dix mille arbres fruitiers, plus de deux cents espèces végétales différentes et des dizaines d'animaux en tous genres...

Suite aux aboiements permanents de leur chien Todd, ils se retrouvent expulsés de leur logement et décident de trouver un environnement plus propice. Non loin de la mégapole, ils reprennent Apricot Lane Farm, une exploitation presque abandonnée, au sol complètement lessivé et tué par la chimie. Leur objectif ? En faire une ferme très diversifiée rappelant celles des livres d'enfants. Sous les conseils d'Alan York, spécialiste de la biodynamie, ils vont peu à peu réinsuffler la vie (et quelle vie !) à leurs terres.

The Biggest Little Farm raconte avec des images époustouflantes leurs aventures quelquefois passionnantes – rétablir la biodiversité, c'est aussi attirer les prédateurs et les « nuisibles »

–, quelquefois dramatiques – en Californie, le grand incendie n'est jamais loin – et quelquefois incroyablement enthousiasmantes – vive Emma la truie ! Pas de questionnement politique ici (le terme réchauffement climatique ne nous a pas semblé être prononcé), mais un superbe appel à l'émerveillement devant une nature foisonnante et belle. — L.d.H.

1 h 31. En salle à partir du 12 juin.

Tel Aviv on Fire Sameh Zoabi

Salam, trentenaire dégingandé, est engagé par son oncle sur le tournage d'un soap palestinien comme homme à tout faire... et coach d'Hébreu pour la star de la série, *Tel Aviv on Fire*, une kitscherie qui navigue entre romance, espionnage et propagande palestinienne à l'aube de la Guerre des Six jours. Matin et soir, il passe de Jérusalem à Ramallah, traversant le même checkpoint. Et alors qu'il y est arrêté par Assi, un officier israélien, Salam se vante d'être le scénariste de *Tel Aviv on Fire* et éveille au plus haut point l'intérêt du militaire dont l'épouse est fan de la série... Au fil de leurs rencontres quotidiennes, Assi se met à exiger un récit plus favorable au protagoniste israélien.

Sameh Zoabi utilise l'humour avec légèreté et finesse pour appeler à moins de radicalité des personnages coincés dans ce conflit qui régit tout. « N'y a-t-il rien entre les bombes et la soumission ? », se demande Salam. — L.d.H.

1h37, sur les écrans le 1^{er} mai.

PALACE 10X2 places à gagner pour Bruxelles



Romans

Sauvage Jamey Bradbury

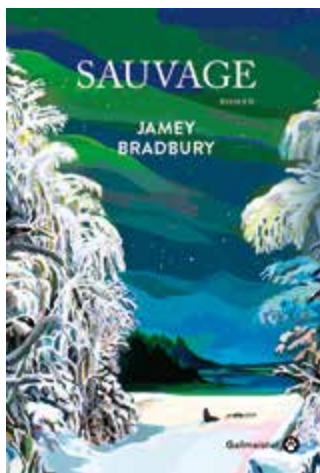
Tracy, 17 ans, est une vraie fille des bois. Elle a besoin d'aller se promener en forêt, d'y pister les animaux. Elle y relève ses pièges, ramène de petites peaux. Une journée sans plongée dans la nature rude de l'Alaska, et c'est comme si elle dépérissait. Sa seconde passion, le *mushing* (le traîneau), elle l'exerce en secret, la nuit : son père lui a interdit de sortir encore avec les chiens depuis qu'elle a été renvoyée de l'école pour cause de bagarre avec une autre fille.

Son père, lui, a abandonné la course de traîneau. Depuis la mort de son épouse, il vit de petits boulots, s'occupe comme il peut de ses enfants - Tracy, si sauvage, et Scott, si sage...

Mais un jour Tracy se fait attaquer par un homme alors qu'elle relève ses pièges. Elle sort son couteau, il s'enfuit, il y a du sang. L'a-t-elle tué ? Ou va-t-il revenir se venger ?

Dans ce fascinant roman du Grand Nord états-unien, Jamey Bradbury nous entraîne sur les traces de cette adolescente farouche, à la découverte de sa singulière identité. A la fois *nature writing* formidable, empli d'animalité, de grands espaces, récit d'initiation relatant le douloureux passage à l'âge adulte, et histoire émouvante proche du fantastique, *Sauvage* est un mélange détonnant et absolument captivant. — **L.d.H.**

Gallmeister, 2019, 320 p. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jacques Mailhos.



Nous sommes à la lisière Caroline Lamarche

Caroline Lamarche, que vous retrouvez comme chroniqueuse dans chaque numéro d'*Imagine*, est une écrivaine de talent. Son dernier livre est un singulier recueil de nouvelles. Avec subtilité, elle parle des rapports entre êtres vivants, brisant les frontières entre humains et animaux, prenant un plaisir évident à dire ce qui se passe en lisière de ces deux univers. Une cane, un cheval, un écureuil, un chat ou un papillon sont une présence. Entre eux et nous se tissent des liens invisibles mais sensibles, des complicités aux rayonnements insoupçonnés, des énergies bienfaitrices dont se privent ceux qui nient ces cousinages évidents. Dans ces neuf récits systémiques, l'écologie trouve une plume amie qui prouve à merveille que les courants qui traversent la société nourrissent souvent la création artistique qui les annonce et les amplifie volontiers. Lire, c'est décidément plus que jamais prendre le pouls du monde. — **Th.D.**

Gallimard, 2019, 165 p.



Prélude à une guerre Iván Repila

Emil Zarco est devenu une star de l'architecture. Quand on lui propose de dessiner et concevoir tout un quartier de sa propre ville, c'est la consécration. Mais peu à peu, cette mission le dépasse, et l'architecte s'effondre lentement, s'enfonce dans la folie. Le quartier qu'il construit devient monstrueux, se transforme à mesure que le désespoir ravage son esprit.

Le Muet, lui, a tout arrêté – même de parler. Il erre dans la ville avec son chien, bientôt suivi par H., une fille un peu perdue. Et puis par d'autres déclassés, qui le voient à son grand étonnement comme un maître. Entre les deux hommes, Oona, la femme d'Emil, qui rappelle une autre aimée au Muet.

L'écrivain espagnol poursuit son œuvre tout en symboles, et propose ici un roman étrange, torturé et noir, à l'écriture lyrique. Ecorchant au passage ces architectes qui conçoivent des « gestes » plutôt que des lieux à vivre. — **L.d.H.**

Jacqueline Chambon, 2019, 269 p. Traduit de l'espagnol par Margot Nguyen Béraud.



Onnuzel Thierry Robberecht

Sauf à être bruxellois, vous serez intrigué par ce titre qui emprunte un mot typique de la capitale qui signifie innocent, un peu cinglé. C'est le surnom que porte un gamin de huit ans qui vit avec sa mère et sa petite sœur. Dans cette famille, le père est absent, ou plutôt rayé de la carte. De lui, l'onnuzel sait qu'il est le mal, qu'il n'y a rien de bien à en attendre, qu'il est parti loin, qu'il ne faut pas poser de question. Il faut se contenter de l'univers étriqué de la mère, vivre avec ses peurs, se conformer à ses attentes, être comme il faut. Et surtout subir ses commentaires bornés et désabusés sur la vie. Mais comment grandir et prendre sa place sans tendresse, sans envie d'avenir ? Ce roman qui dit la vie à hauteur de gamin parle avec justesse de l'aliénation parentale, du poids impossible des silences, de l'envie plus forte que tout de se raccrocher à une histoire. — **Th.D.**

Weyrich, 2018, 126 p.

Prendre le temps

Coups de cœur

Expos

Fenêtres Jérôme Tellier



Thalia de Jong,
Golden Boy (filmstill),
2015

Première exposition personnelle pour le jeune peintre Jérôme Tellier dans le « Lab » de la Centrale. Il nous y montre ses peintures chatoyantes, proches de l'univers de la bande dessinée, nourries de l'état du monde d'aujourd'hui. Chacune est comme une histoire. L'artiste y parle de ce qui va mal – critiquant particulièrement le système monétaire – mais tente aussi d'imaginer des solutions. « Des peintures comme Mythes et traditions et Le système bancaire (fric=valeur=produit), j'aimerais qu'on les brûle lorsque le système bancaire aura disparu, pour que jamais plus les gens ne fassent la même bêtise que celle de nos ancêtres, explique-t-il. En revanche, une peinture comme Difficile de vivre sans amour ni eau fraîche est un bon rappel à l'ordre pour tout le monde. » —

Jusqu'au 2 juin au Lab de la Centrale, à Bruxelles.

www.centrale.brussels. Entrée gratuite.

Animaux sur mesure

Design Museum Gent

Les relations entre l'homme et l'animal sont au centre d'intenses conflits et réflexions depuis quelques années. Animaux de laboratoire, compagnons de jeu, pourvoyeurs malgré eux de nourriture et de vêtements, donneurs d'organes... Nous entretenons avec les animaux des liens multiples et pour le moins déséquilibrés. Le Design Museum de Gand expose les œuvres étonnantes et interpellantes de designers et artistes qui se sont penchés sur ces questions et ces rapports pour les réinventer et les recréer... —

A partir du 17 mai et jusqu'au 29 septembre à Gand.

www.designmuseumgent.be, 09 267 99 99.



Jérôme Tellier -
Futur proche

L'Archive des ombres

Fiona Tan

Artiste néerlandaise de renommée internationale, Fiona Tan s'est plongée dans les rayons du Mundaneum de Paul Otlet – le fameux « Google de papier » – pour poursuivre la réflexion qu'elle mène sur les archives, les musées, les collections et ce que tous disent de l'histoire. Mélangeant photographies, vidéos, films, dessins, installations, elle s'interroge sur le rôle des images et ce qu'elles suscitent en nous, explorant les territoires de la mémoire et de l'identité. —

Jusqu'au 1^{er} septembre au MAC's Grand-Hornu. www.mac-s.be.



Fiona Tan, Archive, still,
3-D animation, black & white,
silent, 2019



SEAD -
Space
Farming
Project
(2019)

Tendances '19 – The Overview Effect

Bozar

Ce fameux « effet de surplomb » (l'*overview effect*), c'est l'expérience marquante que décrivent nombre d'astronautes saisis par la fragilité et la petitesse de la Terre la

première fois qu'ils la voient depuis l'espace. C'est cet effet que voudrait provoquer l'exposition Tendances, dont le commissaire est Raphaël Stevens, chercheur et « collapsologue ». Entre art et sciences, elle rassemble six artistes et autant d'installations sonores et visuelles nous invitant à penser l'avenir, notre rapport aux technologies, à l'intelligence artificielle, aux limites de la planète. Avec entre autres Marjolijn Dijkman, qui nous interpelle sur la synchronicité du système-Terre et du cosmos, ou Pierre Jean Giloux, qui nous emmène dans le futur des villes (illustration), ou encore le collectif SEAD, qui tente d'imaginer la production de nourriture lors de voyages vers d'autres planètes.

Jusqu'au 9 juin à Bozar. www.bozar.be,
02 507 82 00. Entrée libre.

Courtesy de l'artiste & Frith Street Gallery, London, Wako Works of Art, Tokyo, Peter Freeman Inc., New York

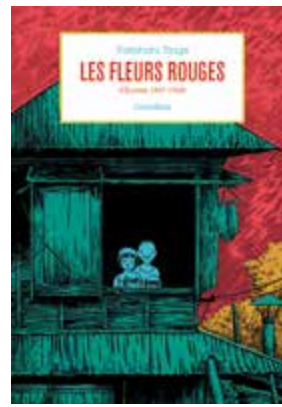
Les fleurs rouges (Oeuvres 1967-1968) Yoshiharu Tsuge

Pour les lecteurs européens, Yoshiharu Tsuge est longtemps resté l'auteur d'un seul chef d'œuvre, *L'homme sans talent*, que les éditions Ego comme x avaient traduit et publié en 2004. Un auteur dont on savait seulement qu'il avait quitté le métier de mangaka en 1986, après la parution de *L'homme sans talent*, et qu'il ne souhaitait pas que le reste de son travail soit traduit. Divine surprise donc de voir les éditions Cornélius nous offrir une anthologie des récits courts publiés par cet artiste sans égal. Les récits présentés dans ce premier volume mettent en scène des personnages sans envergure, des oubliés de l'héroïsme, vaguement en marge de la vie. Le style de Tsuge, capté au moment charnière où il s'émancipe des obligations

commerciales pour tracer sa propre voie, prend corps sous nos yeux : voix narrative à la première personne, récits intimistes mêlant fiction et autobiographie et proposant une fin ouverte et suspendue, comme laissée à l'appréciation des lecteurs. Tsuge ne laisse pourtant rien au hasard. Le rythme et la construction des récits, l'utilisation du dessin pour créer une lecture différente de ce qui est énoncé par la langue, tout cela confère à son œuvre une impression mêlée d'étrangeté et de délicatesse. Et tant qu'à faire, on ne manquera pas de se ruer, aussi, sur la réédition de *L'homme sans talent* par les éditions Atrabile. —

Philippe Marczewski

Cornélius, 2019, 264 p. Traduit du japonais par Léopold Dahan et Jean-Louis Gauthey.



Rencontres internationales du Créahm Théâtre de Liège

Les artistes porteurs de handicaps sont bien souvent des artistes qui nous émerveillent et nous étonnent. Les RIC sont une nouvelle fois l'occasion de le constater.



Nous pourrions y retrouver *Bibi*, du Théâtre de l'Oiseau-mouche de Roubaix : c'est son anniversaire, avec gâteau, surprises et petits spectacles à la clé. Mais Bibi est en colère, raconte son enfance de misère, son père adoré et hai, son envie des filles. « Une tentative de faire spectacle pour les sans-voix ». Le Créahm présentera *Carte d'identité*, spectacle dans lequel cinq artistes se racontent, plongent dans leurs souvenirs, dévoilent leurs ambitions et tentent de répondre à la même question : qu'est-ce qui définit mon identité ?

La Compagnie For Happy People & Co, de Marne la Vallée, avec *Tendres fragments de Cornélia Sno*, pièce pour enfant (mais pas seulement), parlera quant à elle d'Arthur, adolescent atteint du syndrome d'Asperger et amoureux de Cornélia. Un concert du groupe Katabanga, formation musicale du Créahm réunissant neuf musiciens, chanteurs et auteurs-compositeurs, viendra clôturer le festival. Une exposition issue du Musée d'art singulier Art et Déchirure sera également visible. —

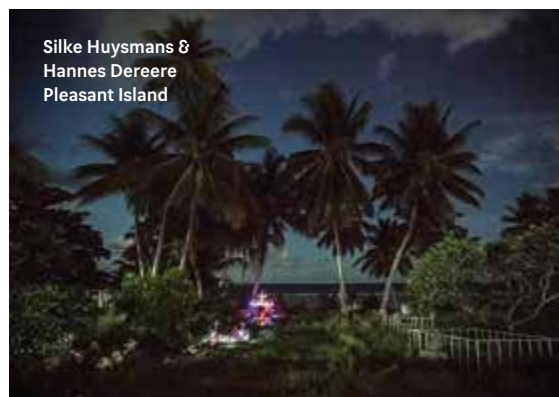
Du 8 au 10 mai. www.creahn.be, 04 227 01 55.

Réservations : 04342 00 00, www.theatredeliège.be.

Festivals

KunstenFestivaldesArts

Le printemps est là, le KunstenFestivaldesArts aussi ! Théâtre, danse, performance, et même à présent cinéma et arts plastiques, le festival international et bruxellois traverse toutes les formes avec un principe affiché : la prise de risque. La nouvelle direction du festival - à trois têtes - a également voulu ouvrir une école temporaire, la Free School, plaçant l'apprentissage et le partage des savoirs au cœur de la réflexion en posant une question : si l'école était inventée aujourd'hui, quel serait son programme et à qui s'adresserait-elle ? Côté spectacle, pointons par exemple *Pleasant Island*, de Silke Huysmans et Hannes Derrere, qui raconte l'histoire d'une île du Pacifique, Nauru, épuisée par les Britanniques et les Australiens en quête de phosphate et hébergeant aujourd'hui des camps de réfugiés contre financements de son ancien exploitateur. Forensic Oceanography s'interroge quant à lui sur la politique suivie par l'Europe en Méditerranée, dans une installation extrêmement riche de données, de son, d'images, *Liquid Violence*. Thomas Bellinck aborde le



même sujet dans *The Wild Hunt*, spectacle sonore sans acteur, sur la chasse à l'homme contemporaine. De son côté, Kris Verdonck associe exposition (*Bogus I-III*) et performance (*Something*) pour disséquer notre état physique et mental, alors que nous sommes confrontés à une extinction qui semble aussi proche qu'inévitable. Une multitude d'autres sujets seront bien sûr abordés par des artistes brésilien, belge, pakistanais, suédois, chilien, français, libanais, iranien, etc. Des créations du monde entier à explorer. — **L.d.H.**

Du 10 mai au 1er juin en divers lieux. www.kfda.be, 02 210 87 37.

L'art de la fausse générosité. La Fondation Bill et Melinda Gates

Lionel Astruc



Bill Gates, fortune faite (et quelle fortune !) grâce à Microsoft, se consacrerait aujourd'hui à la philanthropie. Grâce à sa

Fondation, il serait devenu un bienfaiteur de l'humanité, dans des domaines aussi divers que l'alimentation, la santé, l'éducation, l'agriculture, etc.

Le journaliste et auteur Lionel Astruc remonte la piste de cette générosité fort bien ordonnée, en réalité mélange d'évitement fiscal, d'investissement dans les pires entreprises de la planète, d'accaparement par le système des brevets... Mais aussi de solutions imposées mondialement, solutions technologiques, privées, rentables pour les plus riches et non les plus pauvres qu'ils prétendent aider. La Fondation Gates a acquis un pouvoir gigantesque, orientant des politiques de santé, d'éducation, agricoles, sans le moindre contrôle démocratique, sans aucun compte à rendre à qui-conque si ce n'est à leur propre porte-feuille. Un « philanthro-capitalisme » à combattre absolument. — **L.d.H.**

Actes Sud, 2019, 124 p.

Genre et communication. Décrypter les médias

A.Novis, B.Güzel, L.Goffin



Ce nouveau numéro des *Essentiels du genre* analyse la reproduction, la transmission des stéréotypes de genre à travers les médias. Stéréotypes qui renforcent les discriminations, légitiment les inégalités,

tous trois interagissant et s'alimentant l'un l'autre. Les repérer et les combattre est donc absolument nécessaire. Paroles féminines (et type de paroles) dans les médias, sexisme de la publicité, hypersexualisation, ou à l'inverse cyberactivisme, argumentaire à opposer aux réfractaire de la féminisation de la langue, moyens pratiques pour rendre notre communication plus inclusive, c'est une boîte à outils que propose ici *Le Monde selon les femmes*. — **L.d.H.**

Le Monde selon les femmes, 2018, 76 p.

A commander sur www.mondefemmes.be, 02 223 05 12

Acheter bio ? À qui faire confiance

Frédéric Denhez



Scandales alimentaires, saccage de l'environnement, exploitation des travailleurs,

produits douteux, l'agrobusiness nous a habitués à nous méfier de ce que l'on mange. Le journaliste Frédéric Denhez a voulu s'assurer que la filière bio, qui se pose en alternative, est fiable. Ingénieur de formation, l'auteur démarre son enquête par un examen critique du cahier des charges du bio, sa philosophie qui bannit les OGM, les pesticides et engrais de synthèse et recommande la limitation des médicaments et antibiotiques vétérinaires. Il relève également ses faiblesses, et tord même le cou, au passage, à la biodynamie, méthode qui relève, selon lui, du charlatanisme. Sous la plume de Frédéric Denhez, le monde du bio n'apparaît pas comme la solution miracle à la malbouffe, surtout depuis que des marketeurs en ont fait un

business ordinaire, accumulant parfois les absurdités, comme la vente d'eau en vrac, cent fois plus cher que l'eau du robinet et nettement moins saine.

L'auteur, qui plaide en faveur d'une révolution alimentaire, est allé à la rencontre des producteurs pour comprendre comment ceux-ci travaillent et appliquent la charte du bio. Il a également écouté des spécialistes de l'alimentation et des consommateurs. Son enquête met en lumière un secteur en pleine structuration et livre les clés pour acheter bon et sain.

— **J.-F.P.**

Albin Michel, 2019, 256 p.

Une coopération vitale pour la démocratie

Collectif



A la veille des élections, *La Revue nouvelle* consacre un dossier de 50 pages à la coopération au

développement, cette « *tendresse des peuples* » qui jette des ponts entre les continents. Neuf auteurs se relayent pour comprendre le fonctionnement d'une coopération belge qui doit contribuer à l'éradication de la pauvreté et à la réalisation des 17 objectifs du développement durable fixé par la communauté internationale. Après une esquisse de l'architecture institutionnelle, le dossier examine le contexte international des relations de coopération avant de mesurer l'impact des politiques et d'esquisser des pistes pour les améliorer. Les auteurs se demandent ensuite comment l'éducation au développement, et les mobilisations citoyennes, contribuent à faire diffuser les enjeux de la solidarité internationale dans l'opinion publique. Ces mobilisations sont importantes car la coopération pose

les questions essentielles de la création et du partage des richesses entre les peuples afin de satisfaire les besoins essentiels de tous et d'apaiser les relations entre les peuples. — **J.-F.P.**

La Revue nouvelle, N°3, 2019, 74^e année, 98p.

Habiter le monde

Philippe Simay



« Nous ne pouvons plus habiter aujourd'hui comme avant : il y a urgence à

changer nos façons de faire », estime Philippe Simay, philosophe voyageur, qui dans son ouvrage *Habiter le monde* s'intéresse « à la façon dont l'architecture raconte nos modes de vie ». Après sa série sur Arte, il a couché sur papier ses multiples découvertes d'habitats les plus insolites de la planète et nous invite au voyage.

Du Bosco Verticale de Milan aux maisons-tubes de Hanoï en passant par la cité labyrinthe de Tiébélé au Burkina Faso, l'auteur propose « une promenade méditative sur les façons diverses d'habiter le monde ».

Par des textes riches et agréables, ce penseur humaniste apporte des réponses éclairées autour d'enjeux essentiels comme la place de l'architecture face à l'urbanisation planétaire et du réchauffement climatique.

— **V.-d.L. (st)**

Actes Sud, 2019, 250 p.

Hors série « 100% vélove » Le nez au vent

- 👉 120 pages, un bel objet graphique
- 👉 des reportages, des portraits, des innovations
- 👉 le vélo décliné sous toutes ses coutures : urbain, vintage, en mode cargo, vélosophe, avec ou sans assistance électrique, au long cours, en famille...

Sortie prévue fin mai
Commandez dès maintenant votre numéro à petit prix (8 euros + frais de port) en contactant la rédaction :
info@imagine-magazine.com, 04 380 13 37

François Struzik



AG SA/NV
KLIEMO
PRINTING

REVUES
PROSPECTUS PUBLICITAIRES

CLASSEURS DE BUREAU ET D'ÉCOLE PERSONNALISÉS
EMBALLAGES
LIVRES

BROCHURES
CATALOGUES
LIVRES POUR ENFANTS

DISPLAYS
JOURNAUX D'ENTREPRISES
TRAVAUX POUR MAISONS D'ÉDITION
EN PETITES ET GRANDES QUANTITÉS

MAGAZINES
CALENDRIERS
CARTES POSTALES

KLIEMO PRINTING A.G // Hütte 53 • 4700 EUPEN // Tel.: 087/59.50.00 • www.kliemo.be

Quel co-entrepreneur êtes-vous ?

**Vous avez un
projet collectif ?**

Découvrez votre profil sur

www.co-entreprendre.be

ainsi que les accompagnements
et financements disponibles

*Faites
le test!*



Entreprendre à plusieurs,
c'est combiner les compétences
et les énergies, mais c'est aussi
partager le travail, les risques
et les succès !